

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XIV—1976. N° 3 (juillet-septembre)

Projets politiques et actions diplomatiques

Evolution économique et transformation

des institutions

EDITURA ACADEMIEI
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

Comité de rédaction

M. BERZA — membre correspondant de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie — *rédacteur en chef* ; ALEXANDRU DUȚU — *rédacteur en chef adjoint* ; EM. CONDURACHI, A. ROSETTI, membres de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie ; H. MIHĂESCU, COSTIN MURGESCU, D. M. PIPPIDI, membres correspondants de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie ; AL. ELIAN, VALENTIN GEORGESCU, FR. PALL, MIHAI POP, EUGEN STĂNESCU

La REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnement) sera adressée à ILEXIM, Export-Import (Presă), Calea Griviței nr. 64—66, Oficiul poștal 12, Căsuța poștală 2001, București—România ou à ses représentants à l'étranger.

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues, etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à l'INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES, Bucarest, sectorul 1, str. I. C. Frimu, 9, téléphone 50.75.25. pour la REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES.

Les articles seront remis dactylographiés en trois exemplaires.
Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 25—30 pages dactylographiées pour les articles et de 5—8 pages pour les comptes rendus.

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA
Calea Victoriei n° 125, téléphone 50 76 80, București — România

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XIV

1976

N° 3

SOMMAIRE

Projets politiques et actions diplomatiques

- ȘTEFAN ANDREESCU, En marge des rapports de Vlad l'Empaleur avec l'Empire Ottoman 373
- NICOLAE CIACHIR, Svetozar Marcović à propos des relations interbalkaniques . . . 381
- BIANCA VALOTA CAVALLOTTI (Milano), I socialisti italiani e la guerra balcanica — fra la *Critica Sociale* e l'*Avanti!* 389
- HOLM SUNDHAUSSEN (München), Politisches und wirtschaftliches Kalkül in den Auseinandersetzungen über die deutsch-rumänischen Präferenzvereinbarungen von 1931 — Ein Beitrag zur Vorgeschichte des deutschen „Informal Empire“ in Südosteuropa 405
- MILAN VANKU (Belgrade), La lutte de la Petite Entente contre le révisionnisme et le revanchisme 1920—1938 425
- G. CARP CLIMA, Principes de droit international promus par la Roumanie en vue d'une collaboration entre les pays de la région balkanique 439

Evolution économique et transformation des institutions

- E. A. HAMMEL (Berkeley), Some Mediaeval Evidence on the Serbian Zadruga: A Preliminary Analysis of the Chrysobulls of Dečani 449
- TRAIAN STOIANOVICH (Rutgers University), The Balkan Domestic Family: Geography, Commerce, Demography 465
- OLGA CIGANCI, Les statuts et les règlements de fonctionnement des Compagnies grecques de Transylvanie (1636—1746). La Compagnie de Sibiu. 477
- JOHN PHOTIADIS (West Virginia University), Patterns of Rural Social Transition in Southern Balkan Countries 497
- ION SION, Protection et amélioration de l'environnement dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe. 509

Discussions

OCTAVIAN ILIESCU, Nouvelles éditions d'actes notariés instrumentés aux XIII^e – XIV^e siècles dans les colonies génoises de la mer Noire – Actes de Caffa 523

Chronique

PAUL CERNOVODEANU, Le colloque d'histoire roumano-bulgare (Bucarest, 15–16 décembre 1975) 531

Comptes rendus

I. PĂTRUȚ, Studii de limbă română și slavistică (*Elena Scărlătoiu*); Memoiren eines Janitscharen oder Türkische Chronik (*Cristina Roltman-Bulgaru*); Μονόφυλλα τοῦ ἀγῶνος. Προκηρύξεις – Θεσπίσματα – Διατάγματα, 1821–1827 (*Nestor Camarianu*); ВЕЛКО ТОНЕВ, Добруджа през Възраждането: културен живот, църковно-национален борби, революционни движения (*Ion-Radu Mircea*); MUSTAFA ALI MEHMED, Istoria turcilor (*Anca Ghiță*); MIRCEA MUȘAT, ION ARDELEANU, Viața politică în România 1918–1921 (*Constantin Jordan-Sima*) 533

Notices bibliographiques 551

Livres reçus 575

EN MARGE DES RAPPORTS DE VLAD D'EMPALEUR AVEC L'EMPIRE OTTOMAN

ȘTEFAN ANDREESCU

Les circonstances dans lesquelles, au printemps de 1456, à la veille du siège de Belgrade, Vlad l'Empaleur est monté sur le trône de la Valachie sont assez bien connues. Il venait de Transylvanie, avec le consentement et l'appui de Ianco de Hunedoara, l'ancien gouverneur de la Hongrie¹, qui visait par là à soustraire la Valachie à l'orbite de l'Empire ottoman, en vue de l'imminent affrontement avec le sultan Mehmet II « le Conquérant ». Mais la victoire des chrétiens à Belgrade n'a représenté que le succès d'une action *défensive* et ne fut pas suivie d'une contreoffensive. En outre, aussitôt après la retraite des Turcs, ce grand capitaine que fut Ianco de Hunedoara quitta la scène de l'histoire, terrassé par la peste dans le camp de Zemun (11 août 1456).

Dès lors, la situation du nouveau prince s'annonçait sous de fâcheux auspices. La Hongrie était incapable à ce moment — comme elle le sera du reste aussi plus tard — de porter un coup décisif aux Turcs, alors que ceux-ci pouvaient à tout instant intervenir au nord du Danube, en Valachie. C'est pourquoi Vlad, après une juste analyse de la situation étrangère, décida de reconnaître momentanément la suzeraineté de la Porte et de lui payer tribut. L'événement eut lieu à l'automne de 1456, après le 10 septembre, date à laquelle il communiquait à la ville de Brașov qu'une ambassade turque était à sa résidence de Tîrgoviște, lui demandant entre autres le droit de passage pour les troupes ottomanes par la Valachie, vers la Transylvanie². Ce ne fut là, bien sûr, pour le jeune prince qu'une première prise de contact avec les Turcs, car la même lettre nous le montre se berçant encore de l'illusion que l'envoi d'une troupe de soldats (« ducentos aut centum vel quinquaginta homines electos »), qui serait présente à ses côtés, pourrait suggérer à l'ambassadeur turc l'existence d'un soutien actif de la part de la Transylvanie et de la Hongrie. En attendant, la « normalisation » des relations entre la Valachie et l'Empire ottoman était un fait accompli dès le 17 décembre 1456, car on ne s'explique pas autrement pourquoi la cour royale de

¹ Voir Ion Bogdan, *Vlad Țepeș și narațiunile germane și rusești asupra lui — Studiu critic* (Vlad l'Empaleur et les narrations allemandes et russes à son sujet — Etude critique), București, 1896, p. 7—12.

² Gustav Gündisch, *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen*, t. V (1438—1457), București, Ed. Academiei, 1975, n° 3040, p. 542—543.

Bude était devenue tout à coup nettement hostile à Vlad, au point d'accréditer à Brașov, à la frontière même de la Valachie, le prétendant Dan, dans le but de le détrôner³.

D'autre part, il est généralement admis que Vlad l'Empaleur a maintenu de bonnes relations avec les Turcs jusqu'en 1459, quand il a manifesté pour la première fois la velléité de s'affranchir de la suzeraineté ottomane en cessant de payer le tribut⁴. D'ailleurs, le 5 avril 1459, la ville de Brașov et le Pays de la Birsa se plaignaient de ce que le prince valaque avait « violé sa foi » envers le roi de Hongrie et s'était « soumis aux Turcs »⁵ : encore une preuve que, jusqu'à cette date, rien dans sa conduite n'avait permis de prévoir le revirement de sa politique. C'est à peine dans la seconde moitié de l'année 1460 que Vlad rétablira entièrement ses relations avec les deux grandes villes du sud de la Transylvanie, Brașov et Sibiu, ainsi qu'avec les Szeklers, et qu'il conclura une alliance secrète avec le roi de Hongrie Mathias Corvin⁶. En apparence donc, tout du moins jusqu'en 1459, il n'y a aucune raison de soupçonner l'existence d'un conflit déclaré entre la Valachie et l'Empire Ottoman.

Toutefois, dans son dernier ouvrage de synthèse sur l'histoire des Roumains, Nicolae Iorga soutient qu'en mai 1458 un combat a eu lieu, sur le territoire de la Valachie, entre un corps d'armée turc et l'armée valaque commandée par Vlad l'Empaleur. Ce serait là, par conséquent, le premier affrontement entre celui-ci et son puissant voisin, annonciateur de la guerre de 1462. Voici le passage en question de Iorga : « Le récit d'un témoin oculaire qui, du reste, concorde, en ce qui concerne les informations sur les Turcs, avec ce qu'on connaît par ailleurs, montre que, au moment où, en 1458, le Sultan était sur le point de passer en Morée (mois de mai) pour prendre Corinthe, il avait envoyé sur le Danube, avec 30.000 (!) Turcs, le Vizir Machmoud-Pacha le Grec, un renégat, pour arrêter le passage des Hongrois, dont il avait été question. Il conquiert en Valachie une forteresse et prend 5.000 prisonniers. Mais „Drăculea” (*Dracula*) accourt avec „environ 5000 Hongrois et Roumains” et surprend les ennemis de telle façon que „de ces 18.000 Turcs, n'échappèrent que 8.000, le reste ayant été tué ou noyé”, et les prisonniers délivrés. S'enfuyant vers Sofia, le Vizir provoque une panique, et des gens effrayés commencent à passer de Constantinople en Asie. Il a été nécessaire que le Sultan revienne de Corinthe à Andrinople. „A cette époque”, dit le chrétien anonyme qui écrit *La progénie della casa d'Octomani*, „je me trouvais à Constantinople ; cette ville et celle de Péra étaient vides de Turcs, qui s'étaient enfuis sur l'autre rivage de l'Anatolie.

³ *Ibidem*, n° 3056, p. 555.

⁴ Les *Mémoires du jantssaire serbe* affirment que Vlad l'Empaleur « est venu deux années consécutives à la cour de l'empereur <= du sultan >, apportant le tribut comme convenu. Mais ensuite il n'a plus voulu venir », dans *Călători străini despre țările române* (Voyageurs étrangers sur les pays roumains), t. I, București, Ed. științifică, 1968, p. 126). D'où l'on peut déduire que le tribut a été payé pour les années 1457 et 1458, mais non pas pour 1459.

⁵ I. Bogdan, *Documente privitoare la relațiile Țării Românești cu Brașovul și cu Țara Ungurească în secolele XV și XVI* (Documents concernant les relations de la Valachie avec Brașov et la Hongrie aux XV^e et XVI^e siècles), t. I (1413—1508), București, 1905, n° LXXIX, p. 101—102.

⁶ Gustav Gündisch, *Vlad Țepeș und die sächsischen Selbstverwaltungsgebiete Siebenbürgens*, dans « Revue Roumaine d'Histoire », t. VIII (1969), n° 6, p. 986—992.

S'il y avait eu dix galères des nôtres là", — l'écrivain est un Vénitien, — „nous aurions regagné Péra et Constantinople en un moment. Or, Dieu n'a pas permis pour nos péchés que les chrétiens aient tant de gloire" »⁷. Ce qu'il importe d'éclaircir, c'est si cette action d'éclat de Vlad l'Empaleur en mai 1458 a vraiment eu lieu.

En fait, l'interprétation de Iorga est fondée sur une seule source : le texte de la relation comprise dans *La progenie della casa d'Octomani*, une sorte de chronique italienne des Turcs ottomans jusqu'en 1500, texte que le grand historien avait lui-même publié⁸. Or, à notre avis, ladite source a consigné correctement le déroulement de l'action, mais à une date erronée : mai 1458 au lieu de *mai 1462*. En effet, la relation de l'auteur anonyme est *postérieure* à la mention de l'ultimatum du sultan Mehmet II concernant les arriérés du tribut de la Valachie — c'est-à-dire le tribut des années 1459, 1460 et 1461 —, dont on sait par des sources sûres qu'il s'est produit au cours de l'hiver 1461—1462 et qu'il a déclenché aussitôt les hostilités contre la Valachie. D'autre part, le même texte fait une erreur évidente lorsqu'il situe la retraite de Vlad l'Empaleur en Transylvanie et son remplacement sur le trône par son frère Radu le Beau en... 1459, au lieu de 1462 (« el signor Dracula se fugite in Ongaria e'l fratelo de Dracula se resto signor l'ano 1459 »)⁹. Une fois débarrassés de toute cette fausse chronologie, nous ne disposons plus du moindre indice quant à un conflit armé entre le prince valaque et les Turcs avant les premiers mois de 1462.

La première action militaire de la Valachie contre les Turcs, action couronnée de succès, a été, ainsi qu'il est bien connu, la conquête de Giurgiu et l'incursion au sud du Danube qui ont eu lieu au début de février 1462 et dont fait état le voïvode lui-même dans son « communiqué des opérations » expédié de Giurgiu au roi de Hongrie le 11 février 1462¹⁰. Dans la même lettre, s'attendant à des représailles, il fait appel à l'aide de Mathias Corvin, aide qui aurait dû arriver et s'intégrer au dispositif de défense valaque jusqu'à « *la Saint-Georges* » (le 23 avril)¹¹, date à laquelle commençaient habituellement les campagnes ottomanes. Mehmet II, à la tête d'une armée qualifiée par le chroniqueur byzantin Laonique Chalcocondyle de « très grande, la seconde en importance depuis l'assaut de Byzance par cet empereur »¹², força le passage du Danube dans les premiers jours du mois de juin 1462, près de Nikopol ; les sources ottomanes consignent

⁷ N. Iorga, *Histoire des Roumains et de la romanité orientale*, t. IV, *Les Chevaliers*, Bucarest, 1937, p. 155—156.

⁸ N. Iorga, *Acte și fragmente cu privire la istoria românilor* (Actes et fragments concernant l'histoire des Roumains), t. III, Eucurești, 1897, p. 13. Se fondant sur cette source, Donado da Lezze, *Historia turchesca (1300—1514)*, Ed. I. Ursu, București, 1909, p. 24—25, a lui aussi situé cet épisode en 1458.

⁹ N. Iorga, *Acte și fragmente...*, t. III, p. 12 et 14. En ce qui concerne l'inexactitude de la source, voir également les observations de I. Ursu (Donado da Lezze, *op. cit.*, éd. cit., p. XLI), qui commente un autre fragment pris par Donado da Lezze (p. 27) de *La progenie della casa d'Octomani* (N. Iorga, *op. cit.*, p. 14).

¹⁰ V. le texte du document chez Icn Eogdan, *op. cit.*, p. 78—82.

¹¹ *Ibidem*, p. 80.

¹² Laonic Chalcocondil, *Expuneri istorice* (Exposés historiques), éd. Vasile Grecu, București, Ed. Academiei, 1958, p. 285.

que ses troupes ont pénétré en Valachie le 4 juin¹³. C'est, par conséquent, entre ces deux dates, en d'autres termes au cours du mois de mai 1462, qu'il faut, selon nous, placer l'épisode de la défaite du grand vizir Mahmud-Pacha le Grec sur le territoire de la Valachie.

Le sultan avait probablement donné ordre au grand vizir de surveiller, avec ses 30.000 soldats, le « gué du Danube », afin d'éviter le risque d'une nouvelle razzia du prince valaque au sud du Danube, avant sa propre arrivée avec le gros des troupes. Or, Mahmud-Pacha le Grec a dépassé sa mission : il a franchi le Danube et a pénétré sur le territoire de la Valachie, emportant butin et captifs. A son retour, au moment où son corps d'armée franchissait à nouveau le fleuve, 18.000 Turcs encore sur la rive roumaine furent attaqués par surprise et presque entièrement anéantis (8.000 seulement auraient échappé au massacre).

C'est le moment de mentionner qu'un écho de cet épisode est parvenu aux oreilles de Chalcocondyle, mais un écho déformé. Il a bien consigné, en effet, la colère du sultan contre « le vizir Machmut », précisant même qu'il a été jusqu'à le frapper, mais il l'attribue au fait que le grand vizir avait diffusé la nouvelle de l'assassinat des envoyés turcs et de Hamza, le pacha de Nikopol, en Valachie, ainsi que celle de l'incursion des troupes de Vlad l'Empaleur au sud du Danube (en février 1462)¹⁴. Or, la colère du sultan n'apparaît sous son vrai jour que si on la rapporte à la destruction du corps d'armée conduit par Mahmud-Pacha le Grec au mois de mai 1462, catastrophe dont il était directement fautif. Ainsi, à notre avis, la chronique byzantine confirme la reconstitution chronologique proposée ci-dessus, tout en vérifiant les dires de la source italienne sur la panique provoquée par cet incident sanglant au sud du Danube, car — précise Chalcocondyle — la colère du sultan a eu aussi pour cause le fait que son vizir « a dit aux hommes de l'empereur ce qui était arrivé chez les Daces (les Roumains) », avant « d'avoir été chez l'empereur » pour lui faire son rapport¹⁵.

Notons, enfin, que l'avant-garde commandée par Mahmud Pacha le Grec a très probablement mené son action dans la zone de la Dobroudja, en vue de protéger le cours inférieur du Danube, par où devait pénétrer la flotte ottomane de la mer Noire. Il se pourrait que la « forteresse » de Valachie conquise au début par les Turcs fût Brăila. Cette idée nous est suggérée par le fait que la troupe de 5 000 hommes avec laquelle Vlad l'Empaleur a surpris l'ennemi était composée — aux dires de la source italienne — non seulement de Roumains, mais aussi de « Hongrois ». Or, les seuls Hongrois présents à ce moment-là en Valachie étaient ceux formant la garnison de la place forte de Kilia, qui défendait les Bouches du Danube. D'où l'on peut déduire que la victoire de mai 1462 a été remportée par les troupes que le voïvode avait envoyées dans la partie est de la Valachie,

¹³ *Düsturname* (le Livre du vizir), par Enveri, chronique rédigée vers 1465, dans *Cronici turcești privind țările române — Extrase* (Chroniques turques concernant les pays roumains Extraits), t. I, Sec. XV — *mi jlocul sec. XVII* (XV^e siècle — milieu du XVII^e siècle), éd. Mișail Guboglu et Mustafa Mehmed, București, Ed. Academiei, 1966, p. 42.

¹⁴ Laonic Chalcocondil, *op. cit.*, éd. cit., p. 285.

¹⁵ *Ibidem*.

avec l'aide de certains éléments de la garnison de Kilia, cependant que le gros de ses forces attendait de pied ferme sur la frontière sud l'attaque principale des Turcs, qui devait se déclencher dans les premiers jours de juin depuis Nikopol.



Trois ans après la mort de Vlad l'Empaleur, en décembre 1479, le prince de Valachie Basarab le Jeune adressait au bourgmestre et aux échevins de Braşov une lettre où il mentionne une série d'actes répréhensibles commis par un groupe de grands boyards philoturcs. Ses accusations commencent dans les termes suivants : « Car ils ont d'abord entraîné le voïvode Vlad contre le voïvode Vladislav et l'ont tué ; puis ils sont partis de chez le voïvode Vlad chez les Turcs et ils ont amené l'empereur en Valachie et l'ont dévastée, comme vous savez bien... »¹⁶. D'évidence, le voïvode Vlad est Vlad l'Empaleur, qui a en effet, en 1456, détrôné Vladislav II (1447—1456) à son profit. Mais ce qui nous paraît particulièrement intéressant, c'est la deuxième accusation portée contre ce groupe de boyards, car elle fournit un élément nouveau au problème des antécédents politico-diplomatiques de l'expédition entreprise en 1462 en Valachie par le sultan Mehmet II.

Aucun de nos historiens n'a, jusqu'à ce jour, interprété ce passage à la lettre, c'est-à-dire n'a envisagé l'existence d'un appel à la Porte de la part des boyards hostiles à la nouvelle ligne politique adoptée par Vlad l'Empaleur après 1459. On a cru, tout au plus, qu'il se référait vaguement à la situation née en Valachie après l'expédition turque de 1462, quand d'autres sources attestent que Vlad a été peu à peu abandonné par les boyards, qui ont jugé préférable, pour prévenir une nouvelle intervention armée du sultan, de se rallier à Radu le Beau, le prince nommé par la Porte et établi près de la frontière, porteur de promesses de paix.

Or, il existe un témoignage antérieur, dont la source ne présente aucun rapport avec la lettre de Basarab le Jeune de 1479, mais dont le contenu est le même en ce qui concerne la trahison des boyards qui a précédé le déclenchement du conflit armé entre la Valachie et l'Empire ottoman. Il s'agit d'une affirmation de Nicolas de Modrussa, auteur de l'ouvrage *Historia de bellis Gothorum*, qui en qualité de légat du Saint-Siège a entrepris une importante mission diplomatique en Europe orientale au cours des années 1462—1463, en rapport avec le projet de croisade antiottomane du pape Pie II. A la cour royale de Bude, Modrussa a vu Vlad l'Empaleur, qui avait été fait prisonnier en novembre 1462 sur l'ordre du roi de Hongrie Mathias Corvin. Par la même occasion, il a essayé d'obtenir de chez les compagnons d'armes du prince, qui avaient accompagné celui-ci dans sa captivité, des informations supplémentaires sur les événements de juin 1462, dont les premières nouvelles étaient déjà parvenues à Rome lors de son départ. Le légat du Saint-Siège note entre autres que « ...dans la troisième année du pontificat de Pie II,

¹⁶ I. Bogdan, *Documente privtoare la relaştile Ţării Româneşti cu Braşovul...*, t. I, n° CXXI, p. 149 et 150 (passage souligné par nous — Şt. A.).

le maudit empereur des Turcs, appelé par de nombreux boyards valaques contre leur tyran, nommé Dracul, a franchi le Danube avec 150.000 soldats, a longuement poursuivi celui-ci à travers toute la Valachie et finalement l'a assiégée là où il l'a découvert (caché) dans une certaine montagne où le Valaque, aidé par la configuration du lieu, s'était enfermé avec 24.000 hommes qui l'avaient suivi de leur gré »¹⁷. On dispose donc, à l'heure actuelle, de deux informations de sources différentes, mais néanmoins concordantes, établissant clairement ce fait qui a passé inaperçu jusqu'à ce jour, à savoir qu'il a existé un appel adressé par un groupe de boyards valaques au sultan Mehmet II « le Conquérant » avant le déclenchement des hostilités de l'hiver 1461—1462.

Par là, certaines circonstances des rapports roumano-turcs durant la période 1459—1461 deviennent pleinement intelligibles. On comprend mieux, ainsi, pourquoi le sultan, après avoir consenti deux fois à l'ajournement du paiement du tribut, n'a plus admis la troisième fois aucun délai, a adressé un ultimatum à Vlad l'Empaleur et a ordonné en secret qu'on lui tende un piège. Les demandes d'ajournement du paiement du tribut faites par Vlad ont laissé des traces dans les chroniques turques. Par exemple, le chroniqueur Tursun-Bey montre que Vlad l'Empaleur « ... a sorti sa tête hors du cercle de la soumission, invoquant différents prétextes et excuses. Ainsi, il a dit qu'il n'avait pas les moyens de payer le kharadj, vu que l'ennemi hongrois est puissant et s'oppose à lui comme une entrave. De même, il a dit qu'il se trouve trop loin de la Sublime Porte pour pouvoir venir et que, cette année, il a dépensé en combats tout ce qu'il possédait afin d'empêcher les victoires de ses ennemis »¹⁸. On peut supposer qu'il s'agissait en l'occurrence d'un échange de messages ayant eu lieu à la fin de 1460, car ce n'est qu'alors que Vlad pouvait encore invoquer l'épuisement de ses ressources financières à la suite de luttes contre l'« ennemi hongrois », de fait les villes transylvaines de Brașov et de Sibiu. C'est là d'ailleurs la dernière demande d'ajournement que le sultan ait accepté.

Le même Tursun-Bey rapporte que l'intention de Vlad l'Empaleur de se soulever contre le pouvoir du Croissant a été connu à la Porte dès 1461, pendant que Mehmet II menait l'expédition contre Trébizonde : « ... et alors, pendant que le sultan était parti dans la lointaine expédition de Trébizonde, (Vlad l'Empaleur) poussé par son orgueil et son désir de querelle, a conçu l'idée de porter des préjudices aux pays musulmans »¹⁹. Laonique Chalcocondyle, pour sa part, consigne que le sultan « a été informé » que le prince valaque « s'est tourné » vers la Hongrie et qu'il a conclu à cette occasion « des accords et une alliance »²⁰. Il est, par conséquent hors de doute que ceux qui ont mis la puce à l'oreille des Turcs furent les boyards philotures de Valachie. Ils ont, au cours de l'année 1461, dénoncé à la Porte, l'alliance secrète conclue entre Vlad

¹⁷ Șerban Papacostea, *Cu privire la geneza și răspindirea povestirilor scrise despre faptele lui Vlad Țepeș* (Sur la genèse et la diffusion des relations écrites sur les faits et gestes de Vlad l'Empaleur), dans « Romanoslavica », t. XIII, București, 1966, p. 163—164 *infra* (passage souligné par nous — Șt. A.).

¹⁸ *Cronica turcești...*, t. I..., p. 68.

¹⁹ *Ibidem*.

²⁰ Laonic Chalcocondil, *op. cit.*, éd. cit., p. 283 (passage souligné par nous — Șt. A.).

et Mathias l'automne précédent et demandé que des mesures soient prises contre le voïvode.

Il convient, à cet égard, de souligner que l'attitude des boyards félons de 1461 ne saurait être confondue avec celle des boyards qui, l'été suivant, se sont séparés du voïvode après que le sultan eut été obligé de se retirer de Valachie sans avoir réussi à la soumettre. Les premiers ont commis un acte caractérisé de trahison, dont l'effet fut de précipiter l'entrée en guerre d'une Valachie isolée, avant que la Hongrie n'ait pu prendre des mesures concrètes d'organisation d'un front au Bas-Danube et n'ait manifesté d'aucune façon sa présence dans ce secteur. En échange, ceux qui à l'été 1462 ont négocié la paix avec l'Empire ottoman, malgré la volonté de Vlad l'Empaleur de poursuivre la lutte, ont, à notre avis, agi dans l'esprit d'une vision politique juste, déterminée par le rapport réel de forces entre la Valachie et la grande puissance avec laquelle celle-ci s'avoisinait sur toute sa frontière méridionale. Ces derniers se sont très bien rendu compte que le succès remporté en 1462 au prix de si grands sacrifices ne pouvait être qu'un résultat sans lendemain²¹. L'effort militaire de la Valachie avait, pour l'instant, fait échouer le dessein du sultan Mehmet II de transformer le pays situé entre les Carpates et le Danube en une province de l'Empire ottoman, en un pachalik, selon le sort qu'avaient dû subir la plupart des pays balkaniques. Mais la continuation de la guerre n'offrait aucune chance de succès à la Valachie, qui jusqu'à la fin aurait inévitablement été écrasée. C'est bien, selon nous, ce qui a fait accepter la solution de compromis proposée par le sultan Mehmet II : celui-ci renonçait à modifier l'ancien statut d'autonomie de la Valachie, mais il demandait en échange aux boyards de reconnaître pour prince le frère de Vlad l'Empaleur, Radu le Beau, qui jouissait de sa confiance. C'est ainsi — par la résistance armée, mais aussi par la diplomatie — que fut une fois de plus sauvée, en 1462 la Valachie. Le grand mérite de Vlad l'Empaleur — le fameux « Dracula » des récits allemands et slaves diffusés dès la seconde moitié du XV^e siècle dans toute l'aire de l'Europe Centrale et orientale²² — est d'avoir affronté avec courage et un incontestable génie stratégique la colossale force ottomane, qui avait réussi quelques années à peine auparavant à pénétrer dans Constantinople. Si les secours promis par le roi Mathias Corvin de Hongrie étaient arrivés à temps, la rude résistance de la Valachie au mois de juin 1462 aurait certainement constitué le point de départ d'une contre-offensive chrétienne au sud du Danube, sur le territoire même de l'Empire ottoman. C'étaient là la grande idée et le grand espoir de Vlad l'Empaleur — malheureusement avortés. Il n'en demeure pas moins, devant l'Histoire, qu'il a fait tout ce qui était dans ses moyens pour regagner complètement la liberté de son pays.

²¹ Cf. Barbu T. Cămpina, *Victoria oștii lui Țepeș asupra sultanului Mehmed al II-lea*. (La victoire de l'armée de Vlad l'Empaleur sur le sultan Mehmet II), dans « Studii », XV (1962), n° 3, p. 533—555.

²² Au sujet de la légende du voïvode roumain, notre récente étude : Ștefan Andreescu, *Premières formes de la littérature historique roumaine en Transylvanie (Autour de la version slave des récits sur le voïvode Dracula)*, dans « Revue des Études Sud-Est Européennes », t. XIII (1975), n° 4, p. 511—524.

SVETOZAR MARCOVIĆ À PROPOS DES RELATIONS INTERBALKANIQUES*

NICOLAE CIACHIR

Né le 9 septembre 1846, à Zaičar ou, suivant certains spécialistes, à Iagodina, Svetozar Marcović fit ses études élémentaires à Rekovica et à Iagodina, où son père était fonctionnaire supérieur. Il passa ensuite au lycée de Kragujevac et puis à Belgrade, où il acheva ses études comme étudiant à l'École supérieure de technique. En 1866, il obtient une bourse à la Polytechnique de St.-Petersbourg.

Dès ses années estudiantines, Svetozar Marcović développa une riche activité sociale, se formant comme écrivain révolutionnaire, publiciste militant et idéologue qui mettait son talent et son énergie au service de la patrie. Son idéal était une Serbie indépendante, fondée sur les principes d'une république démocratique, régie par des organes autonomes et dont les communautés paysannes formeraient (dans son idée) le noyau d'une future organisation socialiste.

Sa trajectoire météorique sur la scène de l'histoire serbe, ses idées avancées, la fermeté de sa position comme défenseur de la justice ne sauraient être évaluées à leurs dimensions réelles que dans le contexte des réalités serbes de la seconde moitié du XIX^e siècle.

La lutte héroïque du peuple serbe contre l'Empire ottoman se prolongea — comme on le sait — pendant onze ans (1804—1815). Elle revêtit la forme d'une véritable révolution démocratique à la tête de laquelle se trouvait la bourgeoisie marchande. C'est ainsi que furent mises les bases de l'Etat serbe moderne¹. Cependant, il restait encore beaucoup à faire. Le tempérament autoritaire de Miloš Obrenović, la rivalité des deux dynasties, la présence de quelques garnisons ottomanes jusque vers 1867 devaient empêcher l'introduction d'une série de réformes attendues par le peuple. Néanmoins, malgré ces diverses difficultés, la Serbie évolue, sans doute avec une certaine lenteur, vers le capitalisme, dont les étapes sont marquées par la loi sur la monnaie autochtone promulguée en 1868, afin de remplacer les environs quarante-trois monnaies étrangères (notamment turques et autrichiennes) qui circulaient dans le pays ; par la fondation de la première banque serbe en 1869, dont

* Exposé présenté à l'occasion de la séance commémorative à l'Institut des études sud-est européennes de Bucarest, en mars 1976.

¹ Ivan Bozić, Sima Cirković, *Istorija Jugoslavije*, Beograd, 1970, p. 209—220 ; voir aussi B. Kallay, *Geschichte des Serbischen Aufstandes, 1807—1810*, Wien, 1910, p. 132.

la moitié du capital était étranger ; par la loi de la protection de l'industrie autochtone promulguée en 1873. Toute une série de mesures analogues tendent à consolider, bien qu'encore timidement, le capitalisme dans la principauté serbe.

À l'intérieur, le régime conservateur de Michel Obrenović devait subir à la fin de 1867 un changement, par la démission d'Ilija Garašanin et la venue des libéraux au pouvoir. Par cette manœuvre, le prince visait d'attirer dans son camp la jeunesse serbe organisée dans l'Ujedinjena Omladina Srpska, avec le siège à Novi Sad — située à l'époque dans l'Empire des Habsbourg. Cette organisation avait été fondée en 1866 pour protester contre l'autoritarisme du régime imposé par Michel Obrenović, mais à partir du mois de novembre 1867 elle rallie la politique du prince, tout en lui reprochant encore d'avoir laissé passer quelques occasions justifiant une guerre contre l'Empire ottoman et la proclamation de l'indépendance de la Serbie.

La politique extérieure de Michel Obrenović était menée avec hardiesse, lui assurant une série d'avantages notables. C'est ainsi qu'il obtiendra en 1867 le retrait des garnisons ottomanes de Belgrade et de six autres cités. Le prince signera des traités d'alliance avec la Grèce, le Monténégro et la Roumanie, dans le but de faire reconnaître l'indépendance de son pays et l'annexion par la Serbie des territoires habités dans leur majeure partie de Serbes².

Mais l'assassinat de Michel Obrenović en 1868 mit fin à ses projets d'envergure. Le trône de la Serbie revint au prince Milan³, encore mineure, ce qui réclama l'institution d'une régence. Celle-ci (composée de Jovan Ristić, Milivoj Blaznavac et Jovan Gavrilović) profita de la situation pour abroger l'ancienne constitution d'esprit conservateur, la « Turski ustav », qui avait gouverné le pays depuis 1838. La Chambre de Kraguevač, convoquée en 1869, vota une nouvelle constitution qui prévoyait le partage du pouvoir législatif entre la « Skupština » et le Prince. Toutefois, la Serbie manquait à l'époque des forces aptes à gouverner le pays dans un esprit de réelle démocratie⁴. Les deux lignées princières prétendantes du trône poursuivaient leur propre guerre dont l'enjeu était la couronne, sans s'inquiéter d'un programme concret de réformes. D'autre part, l'appareil administratif devenait de plus en plus onéreux ; il accaparait les terrains, pratiquait l'usure à grande échelle, vendait les charges — et c'était là le fournisseur en cadres du parti conservateur. De leur côté, les éléments libéraux surtout ceux ayant fait des études à Zurich, Paris, Londres ou Vienne et représentant les intérêts de la jeunesse bourgeoise, renonçaient à leurs revendications, en pactisant avec les Obrenović ; il leur suffisait d'avoir assuré leur libre accès aux fonctions importantes et bien rémunérées de l'appareil administratif, de l'armée et de la magistrature.

² Grgur Iaksić, Voislav Vučković, *Spoljna politika Srbije za vlade kneza Mihailo Beograd, 1963.*

³ La mère du prince Milan était Roumaine : Marie Catargi, fille de Constantin Catargi et de son épouse Smaranda Balș ; lui-même était né à Jassy, le 22 août 1854.

⁴ Kosta Milutinović, *Revolucionarna južnoslovenska misao Svetozar Markovića, Zbornik za istoriju, 11, 1975, Matica Srpska, Novi Sad p. 23.*

C'est dans ce cadre que se dresse la personnalité de Svetozar Marčević, qui — suivant la formule de l'un de ses biographes, Petar Stambolić — se trouvait « seul contre tous ». Sa devise était : « Frappons tout ce qui est vieux en Serbie, brisons l'anachronique et posons les assises d'un édifice neuf et solide »⁵. Au cours de sa brève période créatrice (1866 — 1875), il s'attaqua à tous les problèmes complexes dans lesquels se débattait la Serbie, sur le plan national et politique, économique et culturel. Sa conception matérialiste le plaçait au-dessus de ses contemporains, lui permettant l'analyse lucide des questions sur lesquelles il s'était penché.

Déjà ses premières lettres de Saint-Pétersbourg, datées de 1866 et dont la plupart ont été publiées dans les gazettes de l'époque, montrent le vif intérêt qu'il portait à la lutte menée par les Slaves méridionaux dans le but de conquérir leur indépendance et leur unité. Il fait appel aux patriotes serbes de fournir une activité plus énergique, à l'instar des Grecs et des Italiens, ce qui obligerait le gouvernement d'intervenir en faveur de la Herzégovine⁶. Sa lettre du 8 janvier 1866, qui traite de la politique internationale, parle de l'intention de Bismarck d'attaquer la France, se demandant si Napoléon III allait permettre à la Prusse de tenir une fois de plus le rôle du renard dans le combat engagé entre le lion et l'ours⁷. Deux ans plus tard, scandalisé du fait que les grandes puissances passent toutes sortes de combinaisons sur le dos des petits peuples et notamment au dépens des peuples balkaniques, il écrivait dans une lettre portant la date de 19 février 1868 : « L'Europe sait fort bien en réalité qu'ils se refusent de vivre sous la domination de quelqu'un, qui que ce soit-il »⁸.

Pour lui, l'« Omladina serbe » représente tout ce que son peuple a de plus pur. Les véritables patriotes « doivent sacrifier jusqu'au dernier atome de leur être afin de toucher au but qu'ils se sont proposés »⁹. « Frères Serbes, laissez de côté le ton déclamatoire, les chansons merveilleuses sur la libération et sur l'héroïsme ! Agissez concrètement. Appropriiez-vous les sciences susceptibles de vous aider à écarter le joug étranger. Appropriiez-vous la maîtrise des armes, pour que l'ennemi ne vous prenne pas par surprise »¹⁰ — conseille-t-il à ses compatriotes.

Son étude consacrée à la Grande Serbie — « Velika Srbija » — procède à l'analyse critique des événements de 1868, s'attaquant pour la première fois franchement au régime politique de son pays¹¹. Dans cet ordre d'idées, Marčević relève que la Régence, après l'assassinat du prince Michel, a déclaré qu'elle allait poursuivre le programme de celui-ci. En fait, Michel se proposait de créer une armée bien organisée et de con-

⁵ Svetozar Marčević, *Sabrani spisi*, I, Beograd, 1960, predgovor Petar Stambolić, p. 8.

⁶ *Ibidem*, p. 5. Il s'agit d'une lettre à son frère Jevrem, datée du 8 octobre 1866.

Jevrem Marčević était officier ; il eut la commande d'une brigade pendant la guerre de 1877 — 1878. Partageant en partie les opinions politiques de son frère, il fut l'un des leaders de l'opposition dans la Skupština serbe de la période 1875 — 1878. Il finit fusilé en 1878, parce que mêlé à un complot contre la dynastie des Obrenović.

⁷ Svetozar Marčević, *Sabrani spisi*, I, p. 12.

⁸ *Ibidem*, p. 15. Cette lettre comporte des appréciations au sujet de l'activité de l'émigration bulgare à Bucarest et des périodiques qu'elle éditait.

⁹ *Ibidem*, p. 25.

¹⁰ *Ibidem*, p. 25.

¹¹ Kosta Milutinović, *op. cit.*, p. 27 — 29.

centrer tout le pouvoir entre ses mains voulant conduire lui-même la guerre contre les Ottomans en Europe — projet qui devait se heurter à la rivalité du Monténégro et du peuple bulgare¹². La force militaire de la Serbie n'était pas suffisante pour paralyser la popularité de la dynastie des Pétrović au Monténégro. « Supposons, écrit Svetozar Marcović, que la Serbie réussirait l'union avec la Bosnie, la Herzégovine et le Monténégro. En l'occurrence, rares seraient les Serbes à ne point penser que ceci est l'apogée de la puissance et qui ne se sentiraient en extase. Pour ma part, je ne partage pas ce point de vue. Ce qui me préoccupe, moi, c'est de voir satisfaits les intérêts du peuple »¹³. Or « l'intérêt du peuple » prétendait que l'union des Slaves méridionaux se fasse sur des principes d'égalité et d'équité, assurant ainsi un développement harmonieux aux peuples de la zone balkanique¹⁴.

Le 15 mars 1869, Svetozar Marcović s'adressait, toujours de Saint-Pétersbourg, à son ami, Ljubomir Belimarcović, pour lui communiquer qu'il venait de recevoir l'accord lui permettant de se transférer à la Polytechnique de Zurich¹⁵. Au fond, ce départ était dû au fait que ses idées avancées l'avaient rendu indésirable aux yeux de l'autocratie tsariste de l'époque. Un mois plus tard, le 16 avril, il écrit à ce même ami, lui adressant sa lettre de Zurich¹⁶ et lui parlant du programme des socialistes pour l'édification d'un monde plus juste, plus équitable. C'est sa première référence aux conceptions socialistes.

De Lausanne, la même année (le 19 septembre 1869), il donne des détails sur le congrès de la Société pour la paix et la liberté, tenu les 1—5 septembre ; il s'agissait du deuxième congrès de la Société, le premier ayant eu lieu deux ans auparavant, en 1867. Malgré la participation aux débats de plusieurs personnalités marquantes — Garibaldi, Victor Hugo, Edgar Quinet — et la discussion de la Question Orientale, ainsi que du problème polonais, Marcović estimait que le congrès était demeuré sans résultats pratiques, aucune décision efficace n'étant adoptée pour l'instauration d'une paix équitable en Europe. Si le programme de la Société ne l'a pas satisfait, c'est que pour lui la libération des peuples, les peuples balkaniques y compris, ne pouvait se réaliser que par une révolution ; quant à la Question Orientale sa solution, il la voyait seulement par la création d'une république fédérative des Slaves méridionaux¹⁷.

Bien qu'étudiant les sciences techniques, Svetozar Marcović se sent attiré de plus en plus par les disciplines sociales. Animés des convictions socialistes, il milite par ses articles, dont certains sont de véritables pamphlets, pour la modification de la société serbe. On trouve l'historique de son évolution dans une lettre écrite de Zurich, le 3 février 1870,

¹² *Ibidem*, p. 29—30.

¹³ Svetozar Marcović, *Sabrani spisi*, I, p. 110. L'étude parut pour la première fois dans « Zastava » (les n^{os} 15 et 19, décembre 1868).

¹⁴ *Ibidem*, p. 111.

¹⁵ *Ibidem*, p. 130.

¹⁶ *Ibidem*, p. 132. Il analyse la question du libre échange, de la concurrence, du transfert des capitaux d'une entreprise à l'autre. Il se déclare prêt à parcourir les œuvres de Tchernychevsky et de Marx, ainsi que les autres problèmes concernant ce problème.

¹⁷ *Ibidem*, p. 148—151.

à Antonij Hagić. Il parle à son correspondant des études technique qu'il poursuit depuis six ans (d'abord trois ans à Belgrade, ensuite trois autres à Saint-Pétersbourg et, à l'heure où il rédige cette lettre même, en Suisse). Au moment où il avait choisi cette voie, il était très jeune, à peine adolescent de dix-sept ans, et n'aspirait qu'à devenir un technicien modeste, se consacrant à son travail, et utile à son pays. Ce fut le choc à la vue de l'injustice, des abus, de la corruption, qui le détermina de renoncer à la direction initiale pour dédier ses efforts au bien public. Il fut donc amené à s'attacher aux sciences politiques et à se jeter dans la lutte pour l'émancipation du peuple serbe, étouffé par les oppressions de toutes sortes¹⁸. L'admonestation du ministre Matić, qui l'accusait d'écrire des articles par trop radicaux, l'incite à se dédier entièrement à son activité de publiciste et à la vie politique, considérant que c'était là sa véritable mission¹⁹.

Par suite de cette nette prise de position de sa part, les autorités serbes lui suspendirent sa bourse, lui retirant de la sorte ses moyens d'existence à l'étranger et l'obligeant à rentrer au pays. De retour en Serbie, on lui propose le poste de rédacteur adjoint de la revue « Mlada Srbadija » l'organe de l'Omladina serbe avec le siège à Novi-Sad²⁰. Bien que ce fût lui qui avait sollicité ce poste quelques mois auparavant, il ne l'accepte pas, en motivant son refus par le fait que son optique politique, culturelle et scientifique s'étant modifiée depuis peu, elle ne s'accordait plus avec celle du Comité exécutif de cette organisation.

Polémiste brillant, sachant manier la plume avec audace et compétence, il est partout présent dans la presse progressiste du temps : « Narodnoe Delo », « Pancevac », « Zastava », « Glas Zanatlija », etc., avec des articles traitant des thèmes variés. En tant qu'agent-correspondant de la section russe de la première Internationale, il publie une série d'articles destinés aux lecteurs russes, concernant la situation économique et politique des ouvriers serbes. A cette occasion, il montre que l'ouvrier serbe, sans avoir encore atteint le niveau du travailleur occidental, marche pourtant dans la même voie et qu'il fera de la Serbie un centre du mouvement révolutionnaire des Serbes méridionaux²¹. Dans ce même ordre d'idées, il traite de la Commune de Paris dans une suite de quatre études, qui témoignent de sa sympathie pour la classes ouvrière et de son admiration pour son héroïsme. C'est une occasion pour poser, pour la première fois dans ses études le problème de l'autogestion²².

En juin 1871, Svetozar Marcović commence l'édition du premier journal socialiste de Serbie et du territoire yougoslave en général. Le programme de ce journal, qui porte le nom suggestif de « Radenik » (l'Ouvrier), avait été annoncé dès le mois d'avril 1871. Si la Régence commença par le tolérer, dès qu'elles s'est rendu compte de sa popularité, elle déclencha une véritable campagne en vue de le discréditer et, peu après que Marcović ait quitté la Serbie, en mai 1872, le journal devait être suspendu.

¹⁸ Svetozar Marcović, *Sabrani spisi*, I, p. 208.

¹⁹ *Ibidem*, p. 209.

²⁰ De Novi Sad, la rédaction et l'Imprimerie s'est transférée à Belgrade. En 1872, le gouvernement serbe suspend sa parution, le considérant un périodique de gauche.

²¹ Svetozar Marcović, *Sabrani spisi*, II, p. 149—157.

²² Svetozar Marcović, *Sabrani spisi*, II, p. 233.

Dans une analyse approfondie de la monarchie austro-hongroise, à laquelle Svetozar Marcović consacre une suite d'études, il met en lumière le fait que le nouvel Etat dualiste n'a rien apporté pratiquement aux petits peuples ; qui plus est, il s'oppose de toute manière à leur émancipation. C'est pourquoi, Serbes, Croates, Slovènes et Roumains²³ qui subissent la même domination doivent tâcher d'augmenter leur potentiel matériel, humain et intellectuel, de s'émanciper par rapport au capital étranger et d'unir leurs forces à celles de leurs frères de sang, qui vivent à l'extérieur de l'Empire Ottoman²⁴. Il reprendra cette question dans un autre article, également publié dans le *Radenik*. Pour lui, la question des nationalités en Autriche-Hongrie ne pouvait trouver solution que par l'abolition de la monarchie des Habsbourg, dont l'existence ne reposait que sur des combinaisons matrimoniales, sur des mensonges jésuites et sur la force brutale des soldats²⁵. Contrairement aux vues des milieux autrichiens et hongrois, partisans du dualisme austro-hongrois instauré en 1867 et de la fédéralisation de la monarchie des Habsbourg sous la forme d'une « Autriche slave » (dont les théoriciens et idéologues étaient le Tchèque František Palacki et les Croates Iosip Stromayer et Franjo Rački), pour Svetozar Marcović il n'y a pas d'issue dans le problème national, qu'il s'agisse des peuples slaves ou des autres peuples de la région, sauf l'abolition de cette monarchie²⁶. L'idée qu'il préconisait à cet égard était la fondation d'un Etat fédératif des Slaves méridionaux, composé de citoyens libres et bénéficiant d'une égalité de droits absolue, dans le genre des cantons suisses²⁷. Fidèle à l'internationalisme socialiste, Svetozar Marcović ne perd pourtant pas de vue l'intérêt national de son peuple : il attribue, donc, un rôle important à la Serbie, dans le contexte sud-slave et dans le monde Sud-Est européen en général²⁸.

Mais sa *Srbija na istoku* (Serbie de l'Est) reste son étude la plus profonde et la mieux documentée (l'auteur fait un ample appel aux ouvrages de Leopold Ranke, qu'il commente de manière critique). Conçue d'abord pour paraître en feuilleton dans le *Radenik*, cette étude, dépassant une centaine de pages imprimées, lui attira l'intervention de la police qui, en février 1872, lui interdit de continuer. Marcović fit alors imprimer son texte intégral dans un volume à part, publié à Novi Sad au courant de la même année (1872)²⁹. Il s'agit d'une histoire de la Serbie, considérée de tous les points de vue, depuis la révolution de 1804, dirigée par Karageorges, jusqu'en 1871. La partie introductive de cette étude comporte un examen minutieux de la domination ottomane et de la manière dont les organes administratifs, judiciaires et ecclésiastiques ont opprimé le peuple, mettant au profit les contradictions entre mahométans et chrétiens, l'auteur faisant l'analogie avec les dominations arabe en Espagne

²³ *Ibidem*, p. 364.

²⁴ *Ibidem*, p. 364. Son œuvre comporte aussi plusieurs références aux Roumains d'Autriche-Hongrie et à leur lutte pour l'émancipation (vol. III, p. 10 et *passim*).

²⁵ *Ibidem*, p. 367.

²⁶ Svetozar Marcović, « *Slavenska Austrija i srpsko jedinstvo*, *Radenik*, n° 5 (1872).

²⁷ Kosta Milutinović, *op. cit.*, p. 44–45.

²⁸ J. Kerlić, *Svetozar Marcović, Njegov život, rad i ideje*, Beograd, 1966, p. 219–220.

²⁹ Svetozar Marcović, *Sabrani spisi*, vol. III, p. 121–222.

et mongole en Russie. Sous la profonde influence du populisme russe et notamment de N. Tchernychevsky, Svetozar Marcović idéalise le village serbe, en soulignant que la subordination dans le cadre de la « Zadruga » n'avait rien de bureaucratique (comme dans le cas de l'administration de l'Etat) et que, tout au contraire, elle reposait sur des sentiments de respect et d'affection (respect des jeunes vis-à-vis des anciens, des femmes vis-à-vis de leurs époux). Le chef de la famille (porodica), qui était à l'ordinaire l'Ancien, doit la défendre et la nourrir, la représenter dans la communauté et en présence des organes administratifs (turcs ou serbes) ³⁰. Sur le plan économique, la « Zadruga » est à même de subvenir à ses propres besoins de sorte que ce qu'elle doit s'acheter de l'extérieur a si peu d'importance — d'après Svetozar Marcović — qu'il convient même de n'en pas parler ³¹. Cette forme d'organisation du village serbe s'est conservée sans altération sous l'administration ottomane. Par contre, les tendances de la dynastie des Obrenović de fonder un Etat militaire et policier ne pouvaient servir au peuple serbe, mais tous au contraire, lui porter dommages ³².

S'il est vrai que les Obrenović s'étaient assumés la mission historique de créer la Grande Serbie, suivant en ceci l'exemple de la Prusse et de la Sardaigne, ils ne s'étaient pas occupés, par ailleurs, de prévoir les profondes réformes sociales à défaut desquels toute tentative de ce genre était vouée à l'échec. En effet, seule la révolution — écrit Svetozar Marcović — est à même de conduire à la fondation d'un véritable Etat serbe, car la Serbie ne veut point dire prince, ministres, dignitaires, officiers supérieurs, magistrats, etc., la Serbie, c'est le peuple proprement-dit. La Serbie appartient au peuple et non aux deux dynasties rivales ³³. Il y a, dans la péninsule Balkanique, à part les Serbes, des Grecs, Bulgares, Turcs, Albanais, Aroumains, etc. — lesquels de ces peuples les Obrenović veulent-ils annexer demande Marcović. Et en les annexant, les Serbes se trouveraient en minorité : or, créer un tel Etat n'est-ce pas rééditer l'histoire de la monarchie austro-hongroise ? Quelle utilité à atteler le peuple serbe à une telle chimère ? La Serbie ne saurait être sacrifiée aux intérêts d'une seule famille, ni même de plusieurs familles. Seule une révolution dans les Balkans avec la fondation d'un Etat dont les citoyens libres et bénéficiant d'une parfaite égalité des droits assureraient la stabilité, pourra conduire à une solution constructive. Et, Svetozar Marcović achève son étude, en demandant au peuple serbe s'il est décidé de faire face à la tâche qui se dresse devant lui ³⁴.

Toujours hanté par sa conviction concernant l'efficacité de la révolution en tant qu'instrument de l'histoire, Svetozar Marcović fait paraître en décembre 1871 dans les pages du Radenik une étude intitulée *Buna i revolucia* (Insurrection et Révolution). Il prend pour point de départ l'insurrection des Croates, qui venait justement d'éclater en automne 1871 et dont le but était de libérer cette province de la domination des Habs-

³⁰ *Ibidem*, p. 133—143.

³¹ *Ibidem*, p. 143.

³² *Ibidem*, p. 208.

³³ *Ibidem*, p. 217—218.

³⁴ *Ibidem*, p. 219—221.

bourg³⁵, et la compare avec la lutte des haïdouks serbes contre la domination ottomane. C'est une occasion pour Marcović de s'attaquer aux « légitimistes des peuples civilisés » qui traitent les haïdouks de simples brigands, sans approfondir le sens de leur révolte et sans savoir à quel point le peuple serbe les apprécie³⁶.

Les années 1873—1874 sont très fécondes pour ce qui est de l'activité de publiciste développée par Marcović. Il donne coup sur coup des études politiques, économiques, littéraires, philosophiques, etc. Dans la série des études économiques publiées par lui à ce moment, il convient de signaler son livre (plus de 250 pages) *Nacela narodne ekonomije*, paru à Belgrade en 1874. L'ouvrage était déjà rédigé en 1872, quand la Typographie Serbe de Novi Sad refusa de le faire imprimer. Une fois de plus Marcović traite de la réorganisation de l'Etat serbe, sur les bases de la souveraineté du peuple et de la décentralisation. S'inspirant des idées de Tchernyshevsky, comme nous avons déjà eu l'occasion de le signaler, Marcović se déclare à plusieurs reprises d'accord avec certaines interprétations de Karl Marx, dans son *Capital*³⁷.

Cette activité fébrile sera brutalement interrompue par la mort. Harcelé, persécuté et poursuivi, malade surtout et démuné de tout moyen d'existence, Svetozar Marcović part pour Trieste, dans l'espoir de récupérer une partie de ses forces. Malheureusement, il est trop tard pour lui : il s'éteint en février 1875, âgé seulement de 29 ans.

Toutefois, le souffle qui l'animait ne disparaît pas entièrement avec sa mort. Si jeune qu'il fût, il laissa néanmoins quelques disciples. L'un d'entre eux, Mita Cenić, devait mettre les bases en 1881 de l'Association générale des ouvriers (*Opšte radnicika društvo*) et Dimitrij Tucović sera, en 1903, le fondateur du parti social-démocrate serbe. Malgré sa jeunesse et bien qu'il n'eût pas fait des études spéciales d'histoire, en dépit aussi de la documentation insuffisante de l'époque en ce qui concerne le Sud-Est européen, les questions auxquelles s'attaque Svetozar Marković sont intéressantes non seulement par les problèmes soulevés mais aussi par la logique de son argumentation, par le sérieux avec lequel il tâche de se documenter, par l'esprit profondément démocratique des solutions qu'il propose.

³⁵ L'insurrection avait pour chef Eugène Kvaternik, l'un des dirigeants du parti de la Justice de Croatie ; voir aussi Kosta Milutinović, *op. cit.*, p. 38—42.

³⁶ Svetozar Marcović, *Sabrani spisi*, II, p. 386, 387.

³⁷ Mais, en général, il reste fidèle à Tchernyshevsky en ce qui concerne le passage au socialisme directement des peuples sous-développés, à partir du noyau de la communauté de type patriarcal. Il estime que l'Occident capitaliste, plus développé a sa propre voie d'évolution (Svetozar Marcović, *Sabrani spisi*, IV, p. 127—342).

I SOCIALISTI ITALIANI E LA GUERRA BALCANICA — FRA LA CRITICA SOCIALE E L'AVANTI!

BIANCA VALOTA CAVALLOTTI
(Milano)

Uno dei problemi più interessanti nella storia del socialismo italiano degli anni agitati che precedettero lo scoppio della prima guerra mondiale è certamente quello del ruolo che esso si trovò di volta in volta ad assumere nei confronti delle grandi questioni di politica estera in un'Italia che, organizzata da poco la sua compagine statale, si affacciava alla ribalta internazionale, desiderosa di affermare il suo "nuovo" ruolo di grande potenza*.

Senza dubbio, la maturazione del socialismo italiano su questi argomenti, già iniziata attraverso l'esperienza delle crisi internazionali determinate dall'annessione austriaca della Bosnia-Erzegovina, e successivamente della guerra di Libia, trovò proprio nel conflitto balcanico, al quale l'Italia era interessata da motivi politici, economici e culturali, un'occasione di rilevante importanza per la sua rapida evoluzione; talché si può ben dire che verso la fine della prima guerra balcanica si siano già delineate le grandi tendenze, i principali orientamenti che troveranno la loro espressione — sia pure attraverso vicende travagliate, complesse e sovente contraddittorie — nella posizione sostanzialmente "originale" assunta dal PSI in occasione della Grande Guerra per quanto riguardava il discusso problema dell'intervento e della votazione sui crediti di guerra¹.

E invero, sfogliando la stampa socialista milanese di quegli anni, dalla *Critica Sociale* — la rivista più autorevole del socialismo italiano — all'*Avanti!* — il quotidiano ufficiale del partito —, balza subito agli occhi la ricchezza e la complessità di un dibattito vivace, denso di spunti e di polemiche significative, e insieme di indicazioni preziose per comprendere i fondamentali criteri di valutazione che animavano la sinistra italiana del tempo, e il suo progressivo, faticoso e sovente contrastato sostanzarsi di argomenti sempre più ponderati e concreti.

* Quest'articolo è stato preparato nell'ambito dell'attività del Gruppo di studio su Politica Estera e Opinione Pubblica, esistente presso l'Istituto di Storia Medioevale e Moderna dell'Università degli Studi di Milano.

¹ Per quanto riguarda questa posizione — che trovò la sua espressione sintetica nella celebre formula „Né aderire né sabotare” —, le sue origini e i suoi particolari sviluppi, si vedano, in particolare, A.A.V.V. *Il PSI e la grande guerra*, n. 32 della *Rivista Storica del socialismo*, anno X (specie l'introduzione di L. Cortesi, *Il PSI dalla "settimana rossa" al Congresso nazionale del 1918*, pp. 1—XLIV); L. Valiani, *Il Partito Socialista Italiano dal 1900 al 1918*, in *Il movimento operaio e socialista. Bilancio storiografico e problemi storici*. Atti del Convegno di Firenze (18—20 gennaio 1963) promosso da *Mondo operaio* nel 70° del PSI, Milano, 1965; G. ARFE', *Storia del socialismo italiano*, Torino, 1966; L. Valiani, *Il PSI nel periodo della*

Nel breve volgere di pochi anni, di mesi, la crisi tripolina, ma soprattutto la susseguente crisi balcanica, vengono a "sprovvincializzare", a sottrarre al pericolo di una stagnazione, se non di una cristallizzazione, l'annoso dibattito su "classe e nazione", "internazionalismo e patriottismo", "patria e guerra", reso quasi accademico dal lungo periodo di "pace europea"²; sulla maggiore stampa socialista si rimettono ora in discussione, insomma, i temi fondamentali della lotta politica e dell'elaborazione ideologica, e con questi soprattutto quello di ciò che possa significare una "politica estera del proletariato", contrapposta a quella tradizionale delle Grandi Potenze³.

E tuttavia in questo importante momento di chiarificazione i quadri dirigenti del partito sono ancora per la maggior parte impreparati ad affrontare concretamente i temi della politica estera, ed a calare operativamente nella complessa realtà internazionale il punto di vista, la logica dell'interesse proletario.

Naturalmente, già prima del 1912 i socialisti italiani si erano interessati alla politica estera, e in misura maggiore di quanto abitualmente non si supponga⁴; simili problemi, tuttavia, erano stati per lungo tempo affidati a pochi "esperti", "circondati da una specie di aureola da 'Gran Lhama' dei complicati riti"⁵, che si potevano individuare principalmente fra i riformisti — soprattutto all'interno della loro frazione di destra —, e trovavano il loro ispiratore più autorevole nella prestigiosa figura di Bissolati⁶.

neutralità (1914-15), Milano, 1963; B. Vigezzi, *L'Italia neutrale*, Milano-Napoli, 1966; L. Ambrosoli, *Né adertre né sabotare. 1915-1918*, Milano, 1961; A. Pepe, *Storia della CGIL dalla guerra di Libia all'intervento. 1911-1915*, Bari, 1971; R. De Felice, *Mussolini il rivoluzionario. 1883-1920*, Torino, 1965; L. Valiani, *Questioni di storia del socialismo*, Torino, II ed. 1975 (che contiene pure una vasta ed aggiornata bibliografia sull'argomento. Cfr. pure il vecchio, ma utile A. Malatesta, *I socialisti italiani durante la guerra*, Milano, 1926.

² In proposito si vedano, in particolare, oltre alle opere citate nella nota n. 1, B. Vigezzi, *Da Giolitti a Salandra*, Firenze, 1969, pp. 3-52; Id., *Giolittismo, il Partito socialista e il suffragio universale nelle lettere di Filippo Turati e di Anna Kuliscioff (1910-1911)*, in *Annali dell'Istituto G. Feltrinelli*, a. 1972, pp. 184-356; Id., *Giolitti, il Partito Socialista, la guerra di Libia nelle lettere di Filippo Turati e Anna Kuliscioff (1912)*, in A.A.V.V., *Omaggio a Nenni* (edito da Quaderni di Mondo Operaio), Roma, 1973; G. Mammarella, *Riformisti e rivoluzionari nel PSI. 1900-1912*, Padova, 1968; R. Colapietra, *Leonida Bissolati*, Milano, 1958.

³ Si vedano in proposito, tra gli altri, gli importanti articoli del sindacalista rivoluzionario E. C. Longobardi (*Politica estera socialista, l'Avanti!* del 10.IX.1912; e *Politica interna e politica estera*, *Ibidem*, 18.IX.1912). Si cfr. inoltre la polemica sviluppata sulle colonne della *Critica Sociale* fra Arturo Labriola, che sotto lo pseudonimo di Alfa Lamda chiarisce la sua posizione sulla guerra di Libia (cfr. *La guerra di Tripoli e la situazione internazionale*, in *Critica Sociale*, n. 19 - 1 ott. - del 1912) e il riformista Tullio Colucci, che in due successivi articoli (*Politica estera e proletariato, l'Avanti!* del 9.X.1912; e *Proletariato e nazione, Critica Sociale*, n. 20 - 15.X. - del 1912) riprendeva e argomentava le tradizionali parole d'ordine pacifiste dei socialisti italiani. Per gli sviluppi dell'interessante polemica, si cfr. in particolare l'ampio e significativo articolo di ALFA LAMDA (*Sulla politica estera del proletariato*) in *Critica Sociale*, n. 21-22 (1-16 nov.) del 1912.

⁴ Si veda, ad esempio, quanto risulta dalle opere citate di B. Vigezzi, nonché gli accenni contenuti in L. Valiani, *La dissoluzione dell' Austria-Ungheria*, Milano, 1965; E. Deceva, *Da Adua a Sarajevo. La politica estera italiana e la Francia, 1896-1914*. Bari, 1971 A.A.V.V., *Il PSI e la grande guerra*, cit.

⁵ Cfr. *La Confederazione balcanica*, del riformista R. Balducci (*l'Avanti!* del 17.IX.1912).

⁶ Sull'attività politica di Bissolati, e sull'evoluzione del suo pensiero per quanto riguarda le questioni di politica estera, — anche confrontato con le posizioni di volta in volta assunte dai vari gruppi che componevano il Partito Socialista Italiano, si cfr., tra gli altri R. Colapietra, *Leonida Bissolati*, cit.

Per giunta, il riemergere della questione d'Oriente, l'approssimarsi della crisi internazionale di più vasta, drammatica portata fra quelle che precedettero lo scoppio della Grande Guerra sorprende il partito in un momento particolarmente travagliato della sua storia: già dalle prime polemiche sulla guerra di Libia, uno dei grandi "esperti", Gaetano Salvemini, si è allontanato dal PSI⁷. Un'altro — il leader sindacalista Arturo Labriola — in quest'occasione, sul terreno della politica estera, accentua talmente il suo distacco da trovarsi quasi sull'altro versante rispetto al partito, e da collocarsi fra i sostenitori della guerra⁸. Su questi stessi temi si era profondamente incrinato quello che per tante battaglie era stato il fronte unitario di alleanza con i repubblicani ed i radicali⁹.

E ora anche Bissolati, dopo il Congresso di Reggio Emilia del luglio 1912¹⁰, è fuori. Già da tempo il tradizionale pacifismo socialista, la fede nella solidarietà internazionale dei partiti proletari, l'antimilitarismo ad oltranza, il relativo "ottimismo", che prevalgono ancora nell'ala rivoluzionaria del PSI gli appaiono criteri generici, limitati, e soprattutto inadeguati alla gravità della situazione.

Nella politica internazionale — osserva Bissolati — il contrasto anglo-germanico si va sostituendo, in maniera crescente, alla tradizionale rivalità franco-tedesca: il permanere dell'Italia nella Triplice Alleanza rischia ormai di trascinarla in un conflitto estraneo ai suoi più vitali interessi nei Balcani e nel Mediterraneo. Meglio piuttosto cercare di sottrarsi alla pesante tutela germanica, e affrontare direttamente la prova di un'intesa con l'Austria, con la grande "alleata-nemica". E, forse, è ancora preferibile la scelta di una meno rischiosa e più redditizia posizione di neutralità negoziata, incline piuttosto ad un'avvicinamento alla democratica Inghilterra¹¹. Su queste basi, le considerazioni di *Realpolitik* sul piano della politica estera internazionale si mescolano in Bissolati, non alieno da suggestioni "nazionali" di tipo democratico-mazziniano, con una crescente simpatia per le agitazioni delle popolazioni balcaniche¹².

⁷ Sui motivi e sui modi del distacco di Salvemini dal PSI, cfr. Valiani, *Questioni di Storia...*, cit., pp. 119-120. Sulla figura del politico e dello studioso, si cfr., fra gli altri, M. Salvadori, *G. Salvemini*, Torino, 1963; G. De Caro, *G. Salvemini*, Torino, 1970; E. Tagliacozzo, *G. Salvemini nel 50 anno liberale*, Firenze, 1959.

⁸ Cfr., in proposito, D. Marucco, *Arturo Labriola e il sindacalismo rivoluzionario in Italia*, Torino, 1970, pp. 203-207; nonché gli scritti di A. Labriola, *La guerra di Tripoli e l'opinione socialista*, Napoli, 1912, e *La prima impresa collettiva della nuova Italia, in Pro e contro la guerra di Tripoli*, Napoli, 1912, pp. 59 e *passim*. Cfr. pure nota n. 3.

⁹ Cfr., in proposito, oltre alle opere di Valiani, Pepe, De Felice, Arfé, Vigezzi, Mammarella, Colapietra citate nelle note n. 1 e 2, L. Cortesi, *Il socialismo italiano tra riforme e rivoluzione 1892-1921*, Bari, 1969.

¹⁰ Sul Congresso di Reggio Emilia, mi limiterò a rimandare alle opere più generali di Vallani, Arfé, Santarelli, Pepe, De Felice, Mammarella, citate nelle note n. 1 e 2; più in particolare, sull'uscita di Bissolati dal PSI, verificateasi in quell'occasione, e sulla scissione dei "destri", si vedano R. Colapietra, *op. cit.*, pp. 183-190; L. Cortesi, *Il socialismo italiano tra riforme e rivoluzione. Dibattiti congressuali del PSI 1892-1921*, cit., pp. 473-548; B. Vigezzi, *Glottiti, il Partito socialista...* cit., pp. 35-66.

¹¹ Su questi temi, sui loro successivi sviluppi nel pensiero di Bissolati, e sulla bibliografia relativa agli articoli pubblicati in quegli anni dall'uomo politico socialista, si cfr. Colapietra, *Leontida Bissolati*, *op. cit.*, pp. 120-156.

¹² Cfr. *Ibidem*, pp. 192 e 194-197.

Insieme ai collaboratori di Salvemini ed ai democratici dell'Estrema, egli torna ora a sollevare, con intensità sconosciuta ai periodi precedenti¹³, i temi del risorgimento dei popoli, del risveglio delle nazionalità oppresse, vedendo successivamente nel levarsi degli slavi meridionali contro il "decrepito" Impero ottomano un momento significativo del progresso europeo, da sostenere ed appoggiare contro il dilagare del pangermanesimo degli Imperi centrali¹⁴.

Turati, intanto — il leader principale del partito, e direttore di *Critica Sociale* —, rimasto in minoranza e alla "destra" del PSI — secondo la terminologia in voga tra le correnti¹⁵ — in seguito all'uscita dei bissoletiani, si trova in difficoltà. Dopo trenta anni di pace, e di tradizione pacifista del socialismo europeo, egli, che ne era stato il più autorevole interprete in Italia, si sente impreparato di fronte al tema difficile, scabroso, e "nuovo" per lui. Se già dal 1908 l'insorgere della crisi bosniaca aveva rafforzato in lui ed in Treves — in significativo contrasto con Bissolati —¹⁶ l'idea dell'inutilità, oltre che della "negatività", della guerra, e l'opposizione ad un riarmo italiano, anche se visto nella prospettiva di una difesa preventiva rispetto al parallelo riarmo austriaco, il punto di riferimento per la politica estera, nonostante tutto, sembra restare per lui ancora Bissolati, il grande amico e compagno. Così, cerca faticosamente di non confondere le posizioni, di salvare il più possibile di una strategia socialista che, pur rimanendo intransigente, e salvando l'esigenza di "purezza" ideologica dei rivoluzionari — ora in maggioranza nel PSI —, possa comunque incidere concretamente sulla realtà. Per giunta la posizione di Treves — divenuto ora il consigliere più autorevole del Partito in materia di politica estera¹⁷ —, enunciata in pochi e cauti articoli, gli appare insufficiente ed elusiva; del resto — si sa — Treves è sostan-

¹³ Questa evoluzione è ben descritta da Valiani, *Il PSI dal 1900 al 1918*, cit., p. 232—233

¹⁴ Si veda Colapietra, op. cit., pp. 194—197. Le posizioni di Bissolati sono seguite costantemente, e analizzate con particolare attenzione, — anche se sovente per criticarle aspramente — dall'*Avanti!* passato sotto il controllo dell'ala rivoluzionaria del PSI dopo l'espulsione dei "desari" e la sua vittoria a Reggio Emilia. Fra i più significativi in proposito, ricorderò gli articoli di G. BACCI (succeduto al riformista C. Treves, come direttore del quotidiano del partito, nella breve fase di transizione — fino al dicembre — che precedette la nuova direzione di Mussolini): *L'impertalismo bissolettano*, *l'Avanti!* dell'8 sett. 1912; C. Treves, *Da Berchtold a Bissolati*, *Ibidem*, 11 sett. 1912; F. Ciccotti, *L'ironia del rendez-vous di S. Rossore*. *L'on. Bissolati e la Triplice*, *Ibidem*, 25 ott. '12. Cfr. pure *Il pensiero dell'on. Bissolati*, *Ibidem*, 17 ott., e *La difesa del Trattato [di Losanna] fatta dall'on. Bissolati*, *Ibidem*, 4.XII.'19.

¹⁵ Ma il problema delle correnti all'interno del PSI, e di una loro corretta e chiara definizione e collocazione, resta assai complesso; cfr., in proposito, le opere citate di Vigezzi, in particolare Giolitti, *Il Partito socialista, la guerra di Libia*, cit., Cfr. pure, più in generale, G. Procacci, *La lotta di classe in Italia agli inizi del sec. XX*, Roma, 1970 — specie il IV cap. (*La crisi del riformismo*) —, e l'opera già cit. di Mammarella.

¹⁶ Cfr. Valiani, *Il PSI dal 1900...*, cit., pp. 233—234; nonché Arfe', *Storia dell'Avanti!*, Milano—Roma, 1956, pp. 81—82.

¹⁷ In seguito all'uscita di Bissolati dal PSI, questa funzione era ora passata a Claudio Treves, un esponente dell'ala riformista assai vicino a Turati. Su Treves, cfr. Valiani, *Il giornalista C. Treves, Avanti!* del 10 ott. 1948, e A. Garosci, *C. Treves quarant'anni dopo*, in *Critica Sociale*, 5.° II. '73.

zialmente "austrofilo", e triplicista¹⁸, e gli è difficile pronunciarsi chiaramente in un momento in cui l'orientamento prevalente gli è tendenzialmente contrario.

Al di là delle posizioni particolari di Treves, infatti, la questione balcanica rimette in discussione tutto il problema dell'Austria, della valutazione che si dà della sua politica — sia interna, sia estera —, e dei rapporti che con lei si vogliono tenere. In questo caso, quindi, il PSI si trova in imbarazzo perchè si rimette pure in discussione l'irredentismo, la questione dell'Austria "fattore di equilibrio europeo", dell'"Austria socialista", dell'"Austria trialista"¹⁹.

I socialisti, insomma, si trovano in difficoltà nel dare il loro apporto alla discussione, alla necessaria chiarificazione: i riformisti non riescono a dare un contributo, e a maggior ragione non vi possono riuscire i rivoluzionari, che sono ancora più impreparati dei riformisti, e che rimangono per ora arroccati sulle parole d'ordine generalissime: opposizione assoluta alla guerra; difesa ad oltranza della pace²⁰. E ciò risulta tanto più difficile, se si pensa ad un contributo che possa essere tale da riuscire a saldare la pressione dei sindacati, le esigenze del Partito, le aspirazioni delle masse, con i possibili orientamenti della politica estera ufficiale.

Comunque, la vasta discussione suscitata dalla crisi libica all'interno del PSI ha aperto nuove prospettive; ormai tutte le correnti, tutte le tendenze cominciano a comprendere che bisogna fare i conti con la politica estera, anche se solamente per criticarla o addirittura per negarla in blocco. E più o meno tutti, ora, nel partito, sono coscienti del grave colpo inferto dall'impresa di Libia al delicato equilibrio nei Balcani: un'area verso la quale — il tema è ricorrente, specie sulle colonne dell'*Avanti!* — da anni l'Italia tendeva ad indirizzare la sua penetrazione economica e politica, ponendo le premesse di quello sviluppo commerciale ed industriale che era ritenuto di fondamentale importanza per l'espansione dell'economia nazionale, e che quindi — su questo punto tutti i socialisti sono d'accordo — poteva coinvolgere anche gli interessi dei lavoratori italiani²¹.

¹⁸ Cfr. gli accenni di Vigezzi, *Giolitti, il Partito socialista...* cit., pp. 71—72. Di Treves, si vedano gli articoli apparsi sull'*Avanti!* il 4 luglio (*Il processo del riformismo*), 11 sett. (*Da Berchtold a Bissoletti*), 2 nov. (*La guerra rivoluzionaria*). Per la sua posizione, si cfr. inoltre, del 15 nov., *La sezione socialista milanese e le complicazioni balcaniche*.

¹⁹ I temi erano ricorrenti nell'opinione pubblica europea del tempo, e anche in quella socialista; si veda, in generale, Valiani, *La dissoluzione dell'Austria-Ungheria*, cit.; e, dello stesso autore, la nutrita nota bibliografica contenuta nella recente edizione di *Questioni di storia del socialismo*, cit., p. 256 (nota n. 66).

²⁰ Cfr., tra gli altri, l'*Avanti!* del 31.VII.1912; gli articoli cit. di Longobardi del 10.IX.'12 e del 18.IX.1912; *Il nazionalismo, negatore del socialismo*, l'*Avanti!* del 13.IX.1912 (di E. Cimbali); *Politica nefasta*, di A. Lanzillo, l'*Avanti!* del 19.IX.1912; *La sincerità del pacifismo*, *Ibidem*, 26.IX.1912; *I socialisti e la guerra*, di F. Ciccotti, *Ibidem*, 29.IX.1912.

²¹ Cfr., tra gli altri, R. Balducci, *La Confederazione balcanica*, l'*Avanti!*, 17.IX.1912; *Serenate austrofile. Una assai patetica di Arturo Labriola*, *Ibidem*, 27.IX.'12; F. Ciccotti, *Dove ci addusse e dove ci sospinge la politica estera della monarchia italiana*, *Ibidem*, 21.IX.'12; E. Cimbali, *L'imperialismo, la pace e il disarmo*, *Ibidem*, 23.IX.'12; *Le inquietudini dell'ora storica*, *Ibidem*, 2.X.'12; F. Ciccotti, *Dobbiamo evitare di farci sorprendere dagli avvenimenti*, *Ibidem*, 4.X.'12; E. C. Longobardi, *Geografia e politica (La nuova Triplice)*, *Ibidem*, 5.X.1912. In particolare, il problema dell'importanza e dell'effettiva entità dell'espansione economica italiana nell'Europa balcanica in quegli anni ha suscitato un interessante dibattito fra gli storici;

Certo, molti dei temi sollevati sono vissuti con un rilievo che risulta notevolmente sfasato rispetto alle “condizioni oggettive”; ma si tratta in gran parte di temi “nuovi” per la tradizione del partito, che vengono sostanzialmente ripresi dall’ala democratica, o anche dai liberali; e non bisogna dimenticare l’estrema scarsità, e la notevole approssimazione, delle informazioni allora disponibili su questa parte d’Europa. Lo spinoso argomento, quindi, viene affrontato in una maniera caratteristica e piuttosto contraddittoria, ora agitando i temi dell’espansione economica, ora tentando di valutare — in maniera un po’ approssimativa — le questioni etniche; ora ricacendosi ai giudizi tradizionali sull’Impero ottomano, o riprendendo il motivo ottocentesco — tanto forte, ancora, in Italia — del risorgimento dei popoli, ora risollevando temi squisitamente diplomatici inconsueti per i socialisti — come la tradizione dell’equilibrio europeo; o ancora ripigliando alcuni importanti motivi diffusi nell’opinione pubblica europea del tempo. La penetrazione dell’Austria nei Balcani, il fragile equilibrio che si era stabilito con i concorrenti interessi italiani, soprattutto nell’Adriatico; il tutto aggravato dal persistere del problema dell’irredentismo nelle province soggette all’Impero Asburgico in cui esistevano forti minoranze italiane; i nuovi rapporti che da anni si andavano pazientemente instaurando fra l’economia nazionale e le giovani economie complementari — e in espansione — dei piccoli Stati balcanici, con i quali sussistevano anche legami di cultura, e soprattutto l’ancor viva tradizione risorgimentale di sostegno alle razionalità nell’affermazione della loro indipendenza: tutto ciò — persino i socialisti — rischia ora di essere rimesso in gioco.

L’indebolimento provocato in tutta l’area dell’Impero ottomano dalla guerra mossagli dall’Italia ha dato nuovo spazio alle agitazioni delle popolazioni balcaniche, ha messo in pericolo anche tutto l’equilibrio dell’Europa Orientale, ed è quindi gravido di pesanti, incalcolabili conseguenze per la politica estera dell’Italia in questa zona, e per le vicende delle sue alleanze, del suo gioco fra le due Triplici; i margini di manovra si sono ristretti, i giri di valzer, ora, sono assai più difficili, e rischiano forse di compromettere tutto, e soprattutto di provocare lo scoppio di quella spaventosa “conflagrazione europea” il cui timore ha finora efficacemente paralizzato l’impeto espansivo e le iniziative avventurose delle Grandi Potenze.

Gli interrogativi si affollano, la situazione è quanto mai labile ed incerta, le prospettive oscure e minacciose: e i dubbi si affacciano nel campo socialista, spostando gradualmente il livello delle discussioni, e tendendo a portarlo sempre più chiaramente anche sul piano della politica estera “tradizionale”. Anche qui, dopo il gonfiamento del sentimento nazionale provocato dalla guerra di Libia, il tema delle nazionalità, della

le opinioni sono varie, e solo di recente la storiografia ha cominciato ad affrontare sistematicamente questi temi. Cfr., oltre al vecchio, ma assai interessante A. Vivante, *Irredentismo adriatico*, riediz., Firenze, 1955, le opere già citate di B. Vigezzi (in particolare *Da Giolitti a Salandra*, cit., pp. 3—52); L. Valiani, *La dissoluzione dell’Austria—Ungheria*, cit.; R. A. Webster, *L’imperialismo industriale italiano. Studio sul prefascismo*, trad. it., Torino, 1974; nonché le opere citate da Valiani, in *Questioni di storia...*, cit., note n. 1 e 4, pp. 261 e 262—63.

liberazione dei popoli oppressi, potenziato dai fremiti dell'irredentismo, si scontra e si intreccia sempre più strettamente con il pacifismo un po' astratto della tradizione socialista. I termini del problema, certo, sono assai complessi; e difficile è ricavarne una pronta e tempestiva indicazione per il movimento dei lavoratori.

Indubbiamente la pace — e qui, fra i socialisti, in Italia ed all'estero, il consenso è unanime — è il bene supremo da difendere e da tutelare; e a questa stregua il mantenimento dello *status quo* nei Balcani, a cui si sono impegnate tutte le Potenze — e soprattutto l'Italia — appare per ora come lo strumento più efficace e realistico — e più istintivamente "facile" da scegliere nella conoscenza estremamente approssimativa che di quella zona hanno i socialisti italiani — per tenere lontane le brame espansionistiche delle Potenze, ed il sempre incombente pericolo della grande conflagrazione europea. Ma, su questo tema fondamentale, se ne innestano subito altri, che anzi, quanto più sono nuovi, rischiano di arrivare a creare stridenti contraddizioni. Esempio, in proposito, è l'atteggiamento contraddittorio assunto dal quotidiano nei confronti della questione nazionale, per quanto riguarda la politica della Turchia. Il governo dei Giovani Turchi — si domanda l'*Avanti!* — con il suo programma di centralizzazione e modernizzazione, non avrebbe potuto garantire l'uscita dell'Impero dall'arretratezza feudale, e insieme uno sviluppo economico, commerciale e industriale che avrebbe aperto quindi nuove prospettive anche alla evoluzione e alla liberazione del proletariato balcanico? ²² Ma i Giovani Turchi hanno perduto, a causa della sollevazione delle "stupide, gelose e reazionarie nazionalità" — così l'*Avanti!*, la cui direzione è, dopo il Congresso di Reggio Emilia, passata ai rivoluzionari, ancora il 17 agosto ²³ —; e la proposta di decentralizzazione avanzata da Berchtold è il pretesto escogitato dalla diplomazia austriaca perchè "tutte le giovani nazionalità e nazioni balcaniche si mettano a scannarsi fra loro, come già sono pronte a fare" ²⁴. . . "per aprire l'Impero alle influenze straniere, alle insurrezioni nazionali disgregatrici" ²⁵. La questione nazionale, insomma, viene in questo caso rigirata e stravolta a tal punto, da portare alla contraddittoria condanna della insurrezioni nazionali. Le tesi a favore del mantenimento dello *status quo*, abbandonando la genericità delle precedenti affermazioni di principio, si vanno comunque, in questo agosto del 1912, sostanziando sul quotidiano di argomenti sempre meno "astratti".

Anche Treves, per i riformisti intransigenti, "al di là delle impazienti aspirazioni nazionali", vuole "la pace internazionale", e si allinea cautamente sulle posizioni espresse dall'*Avanti*, in polemica con "le troppo generose ed impulsive rivendicazioni" di autonomia e decentramento per i popoli balcanici formulate da Bissolati, che egli maliziosamente accosta — in significativo parallelo — alla proposta Berchtold ²⁶. I consigli di Bissolati rischiano dunque, per Treves, di portare alla temuta conflagrazione

²² Cfr. *La proposta Berchtold*, articolo del 17.VIII.1912.

²³ *Ibidem*.

²⁴ *Al btoto, l'Avanti!* del 20.VIII.1912.

²⁵ Cfr. sempre *La proposta Berchtold*, cit.?

²⁶ Cfr. *Da Berchtold a Bissolati, Ibidem*, 11.IX.1912.

europea. Ma se si deve arrivare a questa catastrofe, che la responsabilità dell'allargarsi del conflitto "rimanga al governo, alla borghesia, ai nazionalisti, alla stampa"²⁷.

Per i socialisti, quindi, rispetto agli orientamenti prevalenti nell'opinione pubblica e nei partiti italiani, si conferma l'isolamento già delineatosi durante le precedenti polemiche sulla valutazione della guerra di Libia; ma questa volta esso è aggravato dal distacco di Bissolati; che tuttavia, comunque si valuti la sua collocazione nell'interno della sinistra italiana, rimane per ora uno dei pochi che, all'interno del campo socialista, sia concretamente in grado di intervenire nel dibattito sulla politica estera, anche in polemica con le classi dominanti, ma nei termini in cui allora si discuteva la politica internazionale.

Intanto, le residue speranze di pace vanno rapidamente scemando con il finire dell'estate; e fra le notizie confuse e spesso contraddittorie sul moltiplicarsi dei focolai di guerra all'Est, il dibattito sulle colonne del quotidiano si fa sempre più acceso. Ormai, di fronte all'incalzare degli avvenimenti, sull'*Avanti!* dei rivoluzionari si va facendo strada un più disponibile, cauto possibilismo; e se Francesco Ciccotti — uno dei personaggi più discussi dell'ala rivoluzionaria, e dei più attivi e presenti in questa polemica —, già proclive al linguaggio dell'irredentismo, si fa sin d'ora portavoce di un acceso antitriplicismo, di una dichiarata austrofobia, nutrita dall'avversione alla politica messa in atto dall'Austria nell'Adriatico e nei Balcani contro gli interessi italiani²⁸, E. C. Longobardi — anch'egli esponente di rilievo del gruppo rivoluzionario —²⁹, nel tentativo di saldare, in questo delicato frangente, politica e ideologia, intravede già — al di là delle rigide affermazioni di principio sull'antimilitarismo e sull'autonomia di classe del proletariato — la necessità di una schieramento del proletariato internazionale, se la situazione fosse arrivata ad un punto tale che non si riuscisse ad evitare un conflitto³⁰. Per parte sua, il riformista Rolando Balducci, "uno dei pochi, rarissimi conoscitori dell'Oriente, e... che ha procurato all'*Avanti!* la collaborazione di Simeon Radeff, capo del partito nazionale bulgaro"³¹, cerca di fare chiarezza nella discussione dalle colonne del quotidiano socialista, richiamando il compagni — e in particolare i giovani socialisti, che paiono accesi da eccessivi ardori a favore dell'Alleanza balcanica — alla necessità di una più approfondita

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ Cfr., in particolare, gli articoli citati nella nota n. 21, in cui Ciccotti sviluppa sempre più apertamente queste posizioni, che più avanti gli procureranno le equilibrate critiche di R. Balducci (*Qual è la dottrina socialista della pace, l'Avanti!* del 19.XI.1912), inteso a „prendere posizione tra l'antiaustriacantismo e l'antipanslavismo irragionevole" (*Ibidem*, nota introduttiva dell'*Avanti!* all'articolo di Balducci). Ciccotti, in effetti, tra i rivoluzionari del PSI, ma anche più in generale, tra i collaboratori dell'*Avanti!*, è certamente il più fecondo e continuo, e non poco — sembra di capire dall'evolversi della discussione sul quotidiano — debbono aver influito le sue posizioni nel determinare lo "sbilanciamento" a favore della Quadruplici balcanica che caratterizza verso la seconda metà di ottobre la linea del giornale.

²⁹ Su Ernesto Cesare Longobardi, uno degli iniziatori del sindacalismo rivoluzionario, e direttore de *La Propaganda* di Napoli, si cfr. Cortesi, *Il socialismo italiano...*, cit., pp. 169 e 173—174, e E. Santarelli, *La revisione del marxismo in Italia*, Milano, 1964, pp. 303—305.

³⁰ Questa posizione è adombrata già nell'articolo *Politica interna e politica estera, l'Avanti!* del 18.IX.1912, cit.

³¹ Cfr. la nota introduttiva dell'*Avanti!* all'articolo cit. di Balducci del 17.IX.'12.

conoscenza dei termini reali della crisi orientale, e, contro il possibile insorgere di contrastanti appetiti fra i giovani Stati slavo-meridionali, indica sin d'ora ai compagni italiani, nel programma espresso dai socialisti balcanici nei congressi di Belgrado del 1909 e del 1911 — e non sufficientemente preso in considerazione dal PSI — la via più corretta per “l'incombente *nostra* politica estera”: la confederazione repubblicana di tutti gli stati della Penisola, compresa la Turchia ³².

Ma fin dai primi giorni di ottobre la guerra, per quanto non ancora ufficialmente dichiarata, è di fatto già in corso; e dopo le ultime dichiarazioni di principio di neutralismo formulate in maniera astratta e fumosa da Tullio Colucci sull'*Avanti!* ³³ — e subito temperate e integrate sulla *Critica Sociale*, in risposta alle critiche di Arturo Labriola ³⁴, con il più realistico riconoscimento dell'opportunità che il proletariato prenda partito, e faccia pesare attivamente il suo orientamento nella politica estera della nazione ³⁵ —, si va delineando, pur fra molte incertezze e contraddizioni, una svolta profonda nella “politica estera del proletariato” italiano sulla questione balcanica.

Certo, la guerra nell'Oriente europeo è stata causata dalla cupidigia delle Grandi Potenze, dall'inettitudine della diplomazia europea, dalla congiura del capitalismo internazionale, che mira ad espandersi sfruttando i nazionalismi sempre in agitazione e le brame espansionistiche delle monarchie balcaniche. E sicuramente, dopo aver fomentato l'insurrezione delle nazionalità, esso tenterà di soffocarla nel sangue. Lo slancio magnanimo di queste popolazioni, che ora sembra unito e concorde contro il Turco, riuscirà ad esserlo altrettanto vigorosamente contro l'intrusione dell'Austria e della Russia nel conflitto, e nello zelo per la reciproca libertà ed autonomia, nella prospettiva di una Confederazione balcanica ³⁶ ? Questi interrogativi si susseguono pure nei *réportages* di Eugenio Guarino, l'inviato dell'*Avanti!* sul teatro delle operazioni. Sono, queste, vere e proprie “cronache di guerra” ³⁷, che rappresentano forse uno dei frutti più significativi del dibattito suscitato all'interno del partito dalla guerra balcanica; è — si può forse dire — la “scoperta” di una realtà in larga parte ignota ai socialisti — ma anche, più in generale, agli italiani — del tempo.

Guarino, che sta percorrendo uno dopo l'altro tutti gli Stati balcanici nel tentativo di cogliere dal vivo gli elementi caratterizzanti del conflitto, elabora, certo, anche temi comuni, diffusi nell'opinione pubblica del tempo; ma ha pure una sua originalità; si sente davvero, nei suoi scritti, l'intenzione di misurarsi con questa diversa realtà; e ne risulta

³² Balducci, *art. cit.*

³³ Cfr. *Politica estera e proletariato*, *art. cit.*

³⁴ Cfr. nota n. 3.

³⁵ Cfr. *Proletariato e nazione*, *art. cit.*

³⁶ Cfr. *Le inquietudini dell'ora storica*, *l'Avanti!* del 2.X.'12, e *Vanterie imprudenti*, *Ibidem*, 3.X.'12.

³⁷ Che vennero raccolte dall'autore in un volume (*Nei Balcani durante la guerra*) pubblicato a Milano nel 1913, con una prefazione di C. Treves. Purtroppo, ancora tutta da studiare e da approfondire è la figura di questo socialista, che si era recato pure in Libia, con compiti analoghi, ai tempi della guerra di Tripoli, pubblicando poi un interessante volume su *La guerra libica e le spese militari* (Milano, 1913).

un quadro d'assieme abbastanza significativo. Egli ha narrato del popolo montenegrino che, generoso ma arretrato ed impreparato, al richiamo de suo re è andato in massa alla guerra, con donne e bambini, — così come “si parte per il pascolo”³⁸ — contro il Turco, alla conquista delle terre di pianura; “tanto, non ha nulla da perdere; più misero di così non potrebbe essere!”³⁹; ha descritto una borghesia serba già avviata al progresso economico, desiderosa di espandere la sua produzione ed i suoi commerci attraverso la conquista di uno sbocco al mare. Ne ha — si può quasi dire — ammirato l’“abilità e l’audacia sorprendenti”⁴⁰ nel gestire a proprio vantaggio questa guerra. Si è rallegrato nel verificare la coerente, ferma condanna della guerra da parte del partito socialista serbo — “qui Marx, dice Guarino, non è ancora in soffitta” —⁴¹. E’ rimasto colpito da una Bulgaria in rapidissima espansione, che fra tutte queste nazioni gli è apparsa la più preparata — il “nuovo Piemonte”⁴² —, con un re “modern style”⁴³, scaltro nell’attirare e nel gestire l’abbondante capitale straniero investito nel suo paese, e abile guida di una classe dominante decisa ad imporre agli altri stati balcanici la sua politica di predominio sul modello “prussiano”⁴⁴. Ha condiviso le tesi dei socialisti intransigenti bulgari — gli “stretti”⁴⁵ — che, preoccupati dalle brame espansioniste dei monarchi balcanici, indicano l’unico sbocco pacifico possibile nella confederazione balcanica repubblicana, compresa la Turchia. Ma già fin d’ora, al di là degli entusiasmi guerreschi che fanno fremere le capitali dell’Oriente, egli comincia a vedere chiaramente la miseria, la distruzione, i morti, le “inutili stragi” fra popoli che vengono inviati alla guerra senza conoscerne le cause reali, i veri mandanti e senza avere in realtà alcuna ragione di odiarsi fra di loro⁴⁶.

E tuttavia, pur con queste riserve, i socialisti italiani — come d’altra parte la maggior parte dell’opinione pubblica internazionale — si lasciano andare ad un certo entusiasmo per questi piccoli Paesi, ritenuti in precedenza, forse, fin troppo deboli, che ora invece si levano vittoriosi contro il Turco, si aprono all’Europa con le loro giovani, vitali energie. Non manca, certo, l’idea che un loro rafforzamento, una loro crescita a nazioni moderne, non possa che giovare in prospettiva all’espansione commerciale e industriale italiana, e quindi anche — secondo uno schema già sperimentato da Labriola in occasione della guerra di Libia — al proletariato nazionale. In questi giorni, si viene sviluppando un sentimento di simpatia

³⁸ Cfr. *Mentre tuona il cannone*, del 29.X.'12; ma si vedano pure *Il significato e la portata dei primi fatti d'arme* (20.X), *Nella deserta capitale del Montenegro*, (26.X), *Fantasie montenegrine e interessi austriaci* (27.X).

³⁹ Cfr. *Mentre tuona il cannone*, cit.

⁴⁰ Cfr. *Contenuto e pratica del nazionalismo serbo* (3.XI); ma si veda anche *La giornata storica della Serbia*, del giorno precedente.

⁴¹ Cfr. *Nella casa dei socialisti serbi* (5.XI).

⁴² Cfr. *Per l'impero di Bisanzio* (15.XI).

⁴³ Cfr. *Come vien fuori una nuova potenza europea* (14.XI).

⁴⁴ *Ibidem*.

⁴⁵ Cfr. *Il partito socialista bulgaro sospeso fino a nuovo ordine* (17.XI).

⁴⁶ Cfr., tra gli altri, *Il partito socialista bulgaro...*, cit.; *L'assedio... di Sofia* (16.XI); *Per sostituire i morti* (articolo, quest'ultimo, non pubblicato sull'*Avanti!*, ma inserito nel volume di raccolta p. 92 del testo).

per le giovani nazioni orientali anche fra i rivoluzionari, che cominciano significativamente a distinguere fra guerra e guerra, fra impresa coloniale e lotta di liberazione nazionale⁴⁷. Simpatia, del resto, ricambiata dalle popolazioni balcaniche, che fino alla conclusione della pace di Ouchy guarderanno speranzosamente ad un eventuale appoggio dell'Italia, ancora impegnata in Libia nella guerra con la Turchia. Perché dunque, si chiede E. Longobardi — il governo italiano si fa proprio ora trascinare — a rimorchio dell'Impero asburgico — in un rilancio del triplicismo? L'Italia fa naturalmente parte delle Potenze interessate a rafforzare e mantenere gli Stati balcanici uniti fra loro — compresa un'Albania indipendente contro l'avanzata dell'Austria verso Valona e Salonico, che le precluderebbe uno sviluppo pacifico della sua penetrazione nell'Oriente europeo. Longobardi non esita; è d'accordo con Salvemini: è ormai necessario che il proletariato italiano si schieri contro la Triplice in difesa delle nazionalità dell'Oriente europeo. Le ragioni accampate per l'intervento nei Balcani da parte delle Potenze sono di cupidigia territoriale e sopraffazione politica e militare⁴⁸. *Giù le mani!* "A noi interessa l'autonomia nazionale dei popoli balcanici, e la loro redenzione dal centralismo turco"⁴⁹.

La guerra, intanto, dilaga; Bissolati è già tutto per la Quadruplice, e chiama a gran voce il proletariato e la democrazia italiana ad appoggiare questa "magnifica insurrezione" contro il giogo feudale turco, contro "le congiure conservatrici della diplomazia europea"⁵⁰. L'affrettata conclusione della pace italo-turca ad Ouchy gli par quasi un "tradimento" dell'Italia, che ha contribuito ad accendere questa scintilla — così, del resto, anche Turati e i riformisti del PSI⁵¹ —; e vorrebbe dal governo italiano per lo meno un appoggio diplomatico a favore della Quadruplice⁵².

Una guerra si chiude, una guerra si è aperta: e nell'Italia ormai divenuta una "spettatrice neutrale" rispetto al conflitto all'Est, anche i rivoluzionari seguitano ad evolvere e chiarire le loro posizioni.

Così, mentre i socialisti austriaci pretendono la assoluta "non ingerenza" del loro governo, rifiutano qualsiasi appoggio sia al "brigantesco feudalesimo turco sul contadino slavo" che "alle voglie conquistatrici dei re balcanici"⁵³, e lanciano la parola d'ordine "i Balcani ai popoli balcanici"⁵⁴, si vien delineando ormai, su tutto il fronte socialista italiano, l'idea di una guerra "giusta" da sostenere quindi apertamente. Un manifesto dei socialisti balcanici riportato dall'*Avanti!* del 19 ottobre⁵⁵ parrebbe dover versare acqua sul fuoco: il proletariato balcanico — ribadiscono i compagni serbi, bulgari, turchi — non ha in ogni caso nulla da guadagnare dalla guerra: se, infatti, una vittoria ottomana porterebbe all'au-

⁴⁷ Cfr. *Vanerte imprudenti*, cit.

⁴⁸ Cfr. *Geografia e politica*, cit.

⁴⁹ Cfr. F. Ciccoli, *Dobbiamo soprattutto evitare di farsi sorprendere dagli avvenimenti!* l'A., (*l'Avanti!*) del 4.X.

⁵⁰ Cfr. *L'equivoco di una successione l'A* (12.X) e *Il pensiero dell'onorevole Bissolati*, l'A., (17.X).

⁵¹ Cfr. *Zalno tn spalla... che la pace è fatta* (*Critica Sociale*, n. 20 — 15.X — del 1912).

⁵² Cfr. *Il pensiero dell'on. Bissolati*, cit.

⁵³ Cfr. quanto riportato in *Le potenze pacifiche*, l'A. del 15.X.

⁵⁴ Cfr. *I socialisti austriaci proclamano: i Balcani ai popoli balcanici!* (l'A., 14 X).

⁵⁵ *L'internazionale contro la guerra. Un manifesto dei socialisti della Turchia e dei Balcani.*

mento dell'oppressione turca, una vittoria degli Stati balcanici rischia di portare ad una spartizione della Penisola fra la Quadruplice e le Potenze, e quindi al rafforzamento del militarismo e dell'autocrazia; l'unico sbocco per una giusta ed equilibrata soluzione delle questioni nazionali nei Balcani — e per evitare il divampare di un più vasto conflitto — è, ancora una volta, la Confederazione repubblicana democratica di tutti gli Stati della Penisola, compresa la Turchia.

Ma l'*Avanti!*, che negli ultimi giorni di ottobre vien sviluppando con Ciccotti una linea marcatamente austrofoba, sollevando preoccupazioni e perplessità per il destino dell'Albania⁵⁶ — mentre Berchtold, ricevuto dal re a S. Rossore, concorda segretamente il rinnovo anticipato della Triplice —, è ormai nettamente favorevole alla Quadruplice.

La guerra, intanto, assume ben presto un andamento, un ritmo inatteso. La Quadruplice regge, e dimostra un vigore, una capacità bellica insospettata, incalzando una Turchia che vien crollando mollemente, non più sostenuta artificiosamente dalle Potenze, corrosa al suo interno da decenni di sfacelo amministrativo, dalla forza centrifuga delle nazionalità, dai dissidi fra le diverse fazioni in cui è diviso l'esercito, dalle contrastanti influenze delle Ambasciate delle Potenze ad Istanbul; e l'Austria, il temuto e potente Impero, si rivela incerta, e non osa scatenare un più vasto conflitto, paralizzata dal timore dell'insorgere delle nazionalità slave al suo interno, dell'azione antimilitarista del suo partito socialista e delle possibili complicazioni internazionali.

Ormai, comunque, una fase storica si è conclusa: "O con la storia o contro la storia; o con i popoli balcanici per il nuovo stato di cose, o contro i popoli balcanici per il vecchio *status quo... ante* la guerra", ormai "sotterrato"; „I socialisti italiani sono per la pace, ... ma sulla base dello *status quo... post*". La guerra, ora è un fatto compiuto: si tratta ormai di evitare il suo allargamento⁵⁷. *I Balcani ai popoli balcanici! Viva la Confederazione repubblicana balcanica, compresa la Turchia e non esclusa l'Albania!* E' questa la grande speranza che, agli occhi dei socialisti italiani, può sostanziare di una ricca tematica internazionalista il loro sostegno alla Quadruplice. Si definisce così la nuovissima, significativa svolta dell'*Avanti!*⁵⁸.

In complesso insomma, i socialisti italiani, arrivati in ritardo nell'elaborazione di una linea comune rispetto al conflitto è — non insensibili ai temi dell'antitriplicismo e di un larvato irredentismo — ancora incapaci di prevederne in tutta la loro portata i successivi, drammatici sviluppi,

⁵⁶ Di questo autore, si cfr. *L'iniziativa della Francia e gli alleggiamenti italo-tedeschi. Per gli interessi d'Italia e non per gli astili bertinesi*, (l'A., 22.X); *Contro la Triplice Alleanza* (l'A., 23.X); *L'ironia del rendez-vous di S. Rossore...*, cit.

⁵⁷ Cfr. *Tra lo "status quo ante" e lo "status quo" ... dopo!* (l'A., 30.X); *Verso la nuova Europa e il conflitto balcanico e le sue ripercussioni internazionali. Le caricature di Metternich nella... disinteressata mediazione delle Potenze* (ambidue sull'A. del 1.XI).

⁵⁸ Si veda in proposito l'ordine del giorno Mussolini, approvato dalla Direzione del PSI, pubblicato sull'A. del 9.XI (*Il PSI e la situazione internazionale. Una chiara dichiarazione della Direzione del Partito*). Per queste posizioni, si cfr. pure "Rull hora" (l'A., 5.XI); *L'enorme crimine europeo* (l'A., 6.XI); *Contro le abbiette speranze* (l'A., 7.XI); F. Ciccotti, *Contro l'asserimento dell'Italia alla Triplice, e perchè il partito socialista si agiti* (l'A., 10.XI); *Alto scannatolo, no!* (contro l'ultimatum inviato dall'Austria alla Serbia — l'A., 13.XI).

si trovano un po' sbilanciati rispetto al fronte internazionale del socialismo, che si pronuncerà ufficialmente a Basilea. E questa osservazione, nonostante le significative riserve già ricordate ⁵⁹, e i numerosi temi "nuovi" sollevati, rimane valida, in definitiva, anche per le prime corrispondenze di Guarino, anche se ben presto l'evolversi degli avvenimenti riporterà il giornalista socialista ad un più cauto, "distaccato" atteggiamento.

La guerra infatti, intanto, avanza a grandi passi nei Balcani, con il suo corteo di orrori e di stragi; ed è assai più terribile e sanguinosa delle previsioni: a migliaia muoiono i proletari che, di qualsiasi nazionalità siano, sono comunque, sempre, le principali, se non le uniche, vittime della guerra. I campi sono deserti, le messi marciscono sui solchi; si è interrotto quel circuito fecondo di traffici industri che si era venuto sviluppando nei lunghi anni di pace: è — come scrive Guarino ⁶⁰ — "la morte delle cose". Notizie sempre più preoccupanti si accavallano, di giorno in giorno, sul quotidiano. E dappertutto le classi dominanti, i proprietari terrieri, i capitalisti, i finanzieri, la borghesia, responsabili e fomentatori di questa rovina, sono i soli a trarne vantaggio. Sempre più fosche risultano le tinte con cui il corrispondente socialista dipinge gli sviluppi del conflitto orientale: il fragile colosso ottomano si sfascia fra l'indifferenza e la secolare apatia dei suoi abitanti; mentre i contadini, gli oppressi di sempre e dovunque, fuggono di fronte all'avanzata degli eserciti vittoriosi, abbandonando le loro terre nelle mani rapaci delle borghesie nazionali, e, costretti ad una guerra che non capiscono e non sentono, una guerra per l'oziosa e parassitaria capitale, non combattono. E' un bene o un male che l'Impero crolli così? Chi riuscirà a fermare l'avanzata degli Stati balcanici, che si va rivelando sempre più chiaramente come mossa, al di là e ben oltre le pur legittime aspirazioni nazionali, dalle "brame di potenza dei reucci balcanici"? Chi garantirà che si rispetti l'esigenza di libertà di *tutti* i popoli della Penisola, che non vi sia oppressione di nazione su nazione? Chi eviterà che, cessato il conflitto, sfuggendo al controllo di quelle stesse Potenze che li avevano spinti alla lotta, essi non si avventino l'uno contro l'altro? Sarà realistica la prospettiva della Confederazione balcanica repubblicana? Questi i gravi interrogativi di Guarino ⁶¹, al di là della coscienza che — per quanto doloroso — è purtuttavia questo il compiersi di un processo storico in un certo senso inevitabile.

Con la nuova piega assunta dagli avvenimenti, dunque, le perplessità tornano ad addensarsi, insieme alla coscienza di arrivare ancora una volta "in ritardo"; Treves riprende con maggior vigore le sue riserve: "pur

⁵⁹ Principalmente da Treves (cfr. gli articoli citati nella nota n. 18), da Balducci (si vedano gli articoli citati nelle note n. 5 x e 28) e da E. Cimbali (*Il mio pacifismo e la soluzione della questione balcanica* — l'A., 11.XI).

⁶⁰ Cfr. *Per sostituire i morti* (art. scritto verso la metà di novembre, non riportato sull'A., ma inserito successivamente nel volume di Guarino); ma le prime, significative riserve si trovano già in *L'assedio... di Sofia*, cit., *Il partito socialista bulgaro...*, cit.; *Battaglie e... confessioni* (18.XI).

⁶¹ Cfr. *Come quando Bisanzio cadea* (25.XI); *Distrazioni bizantine* (26.XI); *La parola è al giovane-turco* (1.XII); *Proletariato e socialismo nell'Impero ottomano* (2.XII); *Calata di corvi* (4.XII); *Le conquiste dei popoli balcanici* (7.XII — ma pubblicato nel volume di Guarino con il titolo *I Balcani ai popoli balcanici*, e la data del 29.XI); *Come si conquistano... le sconfitte* (8.XII).

non repugnando agli ideali di nazionalità e di patria, il proletariato non riesce a vederli nell'attuale intrico di interessi capitalistici e dinastici, (e) non è di sposto a farsi massacrare nè per i pangermanisti né per i panslavisti" ⁶². Anche Balducci — polemizzando con Ciccotti ⁶³ — torna a gettare acqua sul fuoco, sottolineando i pericoli insiti in un trionfo del panslavismo ⁶⁴. Del resto, anche il Congresso di Basilea ha già manifestato una viva preoccupazione per il pericolo dell'insorgere di nuovi conflitti fra gli stessi Stati balcanici, e ha incentrato tutta la sua azione sulla parola d'ordine: *Guerra alla guerra!*. Ormai, si sente l'esigenza di una posizione più meditata, stabile e tempestiva, per poterne investire più chiaramente ed efficacemente le masse lavoratrici ⁶⁵.

Comincia così a farsi strada — sia pure attraverso residue oscillazioni — una valutazione più realistica e più profondamente marxista di questa guerra. Come già intuisce con particolare lucidità Treves ⁶⁶, essa è senza dubbio "progressiva", "rivoluzionaria", ma nel senso — e con tutti i limiti — insiti nelle condizioni oggettive di questi paesi, e nello stadio di sviluppo a cui sono arrivati: liberazione dal feudalesimo, ma attraverso terribili — e fatali — sofferenze per i lavoratori; affermazioni nazionali, ma promesse e gestite con pugno di ferro dalla borghesia. Gli entusiasmi si attenuano assai. Comincia a farsi strada l'ipotesi di una soluzione arbitraria del conflitto ⁶⁷. E con l'evolversi degli avvenimenti, di fronte alla "barbarie" manifestata a loro volta dagli Stati balcanici contro il Turco, e poi all'insorgere dei già previsti contrasti sempre più accesi, "fratricidi", fra gli alleati della Quadruplice, dopo che il rinnovo anticipato della Triplice, avvenuto in segreto, ha trascinato l'Italia ancor più strettamente a rimorchio dell'Austria, ha messo definitivamente in crisi la speranza di poter intervenire "positivamente" sulla politica estera nazionale, cadono i residui ottimismo dei socialisti ⁶⁸.

La strada dell'internazionalismo e ancora lunga, come anche il cammino che questi popoli devono ancora percorrere per arrivare a nuovi

⁶² Cfr. *La sezione socialista milanese e le complicazioni balcaniche*, cit. In questo articolo Treves riprende alcune delle osservazioni formulate da O. Bauer sull'A l'11.XI (*Austria e Russia nel conflitto balcanico*).

⁶³ In particolare contro gli articoli di Ciccotti sull'A del 10.XI. cit., e del 12.XI (*Contro la prematura rinnovazione della Triplice Alleanza*).

⁶⁴ *Qual è la dottrina socialista della pace?* cit.

⁶⁵ Alcuni, in precedenza, avevano proclamato il disinteresse dei socialisti per qualsiasi tipo di soluzione, in politica estera; e l'*Avanti!* ha cominciato ad occuparsene quando il problema delle alleanze è venuto nelle mani dei rivoluzionari: troppo tardi per smuovere gli operai. Sono questi, certo, avvenimenti che passano in realtà sulla testa dei lavoratori; ma il proletariato può essere interessato a distruggere certe combinazioni che rafforzano i reazionari ed i militaristi all'interno del suo paese. Non bisogna dimenticarlo. Questo il senso di un sereno avvertimento di U. G. Mondolfo (*L'opinione di un riformista*, 21.XII), che trova significativamente spazio sulle colonne dell'*Avanti!*.

⁶⁶ Cfr. ad esempio, *Verso la pace?* (l'A., 25.XII).

⁶⁷ Cfr. *La guerra rivoluzionaria* (l'A., 2.XI).

⁶⁸ Cfr. *La sezione socialista milanese e le complicazioni balcaniche*, cit.

⁶⁹ Cfr., tra gli altri, *Una puntata di arresto* (l'A., 23.XI.'12); R. OTTOLENGHI, *Le atrocità dei "cristiani" nella guerra balcanica* (l'A., 3.I.1913); *La guerra santa, infame e carneficina commesse dagli eserciti balcanici* (l'A., 6.I.1913); *Tutta l'Europa fa pressioni sulla Turchia — la quale però non vuole l'intervento. Resa a discrezione* (l'A., 10.I.'13); *La ripresa della guerra* (l'A., 8.II.'13); *Quel che avviene nel Balcani* (di E. Bolzoni, l'A., 22.II.'13).

modelli di sviluppo ; lo sfruttamento del proletariato aumenterà, ma questo conflitto avrà comunque segnato un'accelerazione nello svolgimento storico della Penisola balcanica : la fase della formazione degli Stati nazionali è una tappa necessaria per i successivi passaggi che porteranno alla costruzione del socialismo. Ormai, la linea dei socialisti italiani sulla questione balcanica è sostanzialmente definita ; l'attenzione ai fatti militari continua, e segue i successivi, alterni e tragici sviluppi del conflitto. Ma ormai il dibattito ideologico e politico all'interno del Partito si concentra sulla complessa questione albanese, e, ancor più, sugli interrogativi che sovrastano tutta la vigilia italiana della Grande Guerra : fidare nella trasformazione dell'Impero asburgico in un'Austria socialista, rimanendo magari all'interno della Triplice Alleanza, arroccarsi su una posizione di neutralità assoluta, o favorire — sia pure indirettamente — un avvicinamento all'Intesa ?

POLITISCHES UND WIRTSCHAFTLICHES KALKÜL IN DEN AUSEIN- ANDERSETZUNGEN ÜBER DIE DEUTSCH-RUMÄNISCHEN PRÄFERENZVEREINBARUNGEN VON 1931

Ein Beitrag zur Vorgeschichte des deutschen „Informal Empire“
in Südosteuropa

HOLM SUNDHAUSEN
(München)

Zu Beginn der dreißiger Jahre ist nahezu ununterbrochen über die Sanierung der vom wirtschaftlichen Zusammenbruch bedrohten Donaustaaten verhandelt worden. Das Thema tauchte fast auf allen internationalen Konferenzen dieser Jahre auf, da die allgemeine Weltwirtschaftskrise eine bereits seit dem Ende des 1. Weltkriegs schwellende, vor allem strukturell bedingten Agrarkrise Südosteuropas entscheidend verschärft hatte¹. Die weltweite Depression traf die Agrarproduzenten noch härter als die Industriestaaten, da die bisher schon ungünstigen Preisverhältnisse im Austausch von Industriewaren gegen Landwirtschaftserzeugnisse sich weiterhin verschlechterten, die Preisschere sich weiter öffnete². Für die an Frankreich, Großbritannien und die USA hoch verschuldeten ostmittel- und südosteuropäischen Länder³ kam erschwerend hinzu, daß

¹ WEBER, E.: *Studien der Außenhandelsverflechtung Ostmittel- und Südosteuropas* (Ökonomische Studien, hrsg. vom Institut für Außenhandel und Überseewirtschaft der Universität Hamburg. 19.) Stuttgart 1971, S. 11–20; PIPER, W.: *Grundprobleme des wirtschaftlichen Wachstums in einigen südosteuropäischen Ländern in der Zwischenweltkriegszeit*. (Schriften des Instituts zum Studium der Sowjetwirtschaft an der Hochschule für Sozialwissenschaften Wilhelmshaven-Rüstersiel. 3.) Berlin 1961, passim; RAUPACH, H.: *The impact of the Great Depression on Eastern Europe*, „Journal of Contemporary History“, vol. 4, Nr. 4 (1969), S. 75–86; SCHÖNFELD, R.: *Die Balkanländer in der Weltwirtschaftskrise*, „Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte“, 62 (1975) 2, S. 179–213; BOZGA, V.: *Criza agrară în România dintre cele două războaie mondiale*. Bucureşti 1975.

² BRIEFS, G. E.: *Shifting Patterns in Eastern Europe's Trade 1928–1948*. Diss. Ph. D. Econ. Harvard Univ. Cambridge/Mass. 1950, S. 102. Ein eindrucksvolles Beispiel der Entwicklung in Rumänien gibt B. DRAXLER: *Die Landwirtschaftskrise im östlichen Donaauraum*. Diss. Hochschule f. Welthandel Wien. Petrograd 1936, S. 65. Zwischen 1931 und 1935 waren die Preise für eine Tonne nach Rumänien importierter Produkte 11,3–15,5 mal höher als der Erlös für eine Tonne exportierter Waren (BOZGA, a.a.O., S. 176).

³ TEICHOVA, A.: *An Economic Background to Munich. International Business and Czechoslovakia 1918–1938*. Cambridge Univ. Press 1974 (Soviet and East European Studies), S. 14 ff. BEROV, L.: *Le capital financier occidental et les pays balkaniques dans les années vingt*, „Etudes balkaniques“, t. II–III (Sofia 1965) (Separatum); vgl. ferner die Zahlenangaben bei J. S. MARCZEWSKI: *Planification et Croissance économique des Démocraties Populaires*. I: *Analyse historique*. Paris 1956, S. 58; Royal Institute of International Affairs: *The Problem of International Investment*. London 1937, S. 246; KOHLRUSS, E.: *Die fran-*

sie infolge des ausgeprägten landwirtschaftlichen Protektionismus der mittel- und westeuropäischen Industriemächte ihre Getreideüberschüsse kaum noch abzusetzen vermochten und damit zu einer auswegslosen Autarkie, drohender Insolvenz und drastischen Abstrichen an ihren Aufbauprogrammen verurteilt waren⁴. Besonders schmerzhaft wirkte in diesem Zusammenhang die Schutzzollpolitik der Berliner Regierung⁵, da Deutschland als eine der wenigen europäischen Industriestaaten ohne koloniale Bindungen in der Lage zu sein schien, größere Mengen südosteuropäischen Getreides laufend abzunehmen⁶. Die deutsche Gesandtschaft in Bukarest hatte bereits im August 1930 nach Berlin gemeldet, „daß die in Rumänien entstandene schwere Agrarkrise nicht zuletzt eine Folge des durch die neue deutsche Zollpolitik außerordentlich gedrückten rumänischen Getreidemarktes“ sei⁷.

Die Möglichkeit einer Frontbildung der Rohstoffproduzenten Ostmittel- und Südosteuropas mit erkennbarer Spitze gegen Deutschland und dessen industriellen Export lag unter diesen Umständen nahe und wurde vor allem von Polen, das angesichts der Handelshemmnisse nach Osten und Westen einen Ersatz im Donaauraum suchte⁸, stark forciert⁹. Der diplomatische Vertreter des Reiches in Warschau und ein Teil der deutschen Presse sahen in der polnischen Initiative eine unmittelbare Reaktion auf die unter dem Druck der „Grünen Front“ und angesichts der Notlage der deutschen Landwirtschaft zustandegekommene Zoll-

zöstschen Kapitalanlagen in Südosteuropa im Rahmen der gesamten Auslandsverschuldung der südosteuropäischen Länder. Leipzig 1934, S. 33; RAUPACH, a.a.O., Tab. V, S. 80; Internationale Handelskammer: Wiener Kongreß (1933), Drucksache Nr. 7: *Währungspolitische und finanzielle Lage der Donaustaaten*, Paris 1933, Tab. II. Zur Verschuldung der Landwirte in den einzelnen südosteuropäischen Staaten vgl. Société des Nations: *Le crédit agricole dans certain pays de l'Europe centrale et orientale.* (Série de publications de la SDN, 1931, IIA, 4.) Genève 1931, S. 13 f., 27, 54, 62; für Rumänien speziell W. A. SOLLOHUB: *The conversion of agricultural debts in Roumania*, „The Economical Journal“, vol. XLII (1932), No. 168, S. 590.

⁴ RAUPACH, a.a.O., S. 81.

⁵ Über die deutsche Agrarkrise und ihre Besonderheiten vgl. E. WUTH: *Betrachtungen zur gegenwärtigen Agrar- und Handelspolitik unter besonderer Berücksichtigung der agraren Weltmarktverhältnisse.* Diss. Leipzig. Bordesholm 1934, S. 103–110. Zu den Zolltarifveränderungen in Deutschland, Italien und Frankreich s. BRIEFS, a.a.O., S. 106; vgl. ferner A. BASCH: *The Danube Basin and the German Economic Sphere.* London 1944, S. 44 f.

⁶ WEBER, a.a.O., S. 29 f.

⁷ Telegramm der Deutschen Gesandtschaft (DG) Bukarest (Mutius) Nr. I 606 v. 8.8.1930 an Auswärtiges Amt (AA), Politisches Archiv des AA (zit. PA/AA), Sonderreferat W, Agrarblock der Südosteuropa-Staaten, Bd. 1

⁸ Vgl. Bericht der DG Warschau J. Nr. 1050/31 W. v. 24.7.1931 an AA, PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präferenzen, Bd. 1; Memorandum des Under Secretary of State (Castle) über eine Unterhaltung mit dem polnischen Botschafter in Washington v. 5.4.1932, *Foreign Relations of the United States, Diplomatic Papers 1932* (zit. FRUS, 1932), vol. 1, S. 853.

⁹ Im Juli 1930 hatte die polnische Regierung Rumänien, Jugoslawien, Bulgarien, Ungarn, die Tschechoslowakei, Finnland, Estland und Lettland zu einer Agrarkonferenz nach Warschau eingeladen. Zur Aktivität des dort konstituierten „Agrarblocks“ vgl. A. TIBAL: *La crise des états agricoles européens et l'action internationale. Documents recueillis et commentés.* Paris 1931; ferner die Aktenbestände des PA/AA, Sonderreferat W, Agrarblock der Südosteuropa-Staaten, Bd. 1–3. Sehr knappe Darstellungen finden sich bei BOZGA, a.a.O., S. 183–185 u. bei N. VUČO: *Agrarna kriza u Jugoslaviji 1930–1934.* Beograd 1968, S. 163 ff.

politik¹⁰, wie sie Reichsernährungsminister Schiele „ohne Rücksicht auf die Folgen für die deutsche Industrierausfuhr und die außenpolitischen Beziehungen Deutschlands durchgesetzt“ habe¹¹. Das Auswärtige Amt befürchtete denn auch, daß der polnische Plan zu einer Abriegelung der deutschen Exporte nach Südosten und daher „handelspolitisch sehr weittragend und gefährlich“ werden konnte¹². Mehr als in anderen Teilen Europas seien die Dinge im Südosten „im Fluß und in der Entwicklung. Dort müßte die deutsche Politik den Hebel ansetzen, weil dort die Zukunftsmöglichkeiten Deutschlands“ lägen¹³.

Auf einer Kabinettsitzung Ende Mai 1931 — nach dem absehbaren Scheitern des Projekts einer deutsch-österreichischen Zollunion¹⁴ und nach dem Bekanntwerden des im Gegenzug vorgelegten Briandschen „plan constructif“¹⁵ — räumte Reichskanzler Brüning schließlich ein, daß es vielleicht falsch gewesen sei, wenn sich das Kabinett wegen interner Meinungsverschiedenheiten in der Vergangenheit so schwer zu wirklichen Zugeständnissen an die südosteuropäischen Länder habe entschließen können. Die Regierung müsse in Zukunft bereit sein, ihre Zollpolitik mehr auf die handels- und außenpolitischen Notwendigkeiten abzustellen¹⁶. In der Praxis bedeutete dies, daß den Agrarblockbestrebungen unter Führung Polens auf der einen und den durch die finanziell-politische Absicherung des status quo „unverhüllt“ zu Tage tretenden „Hege- monieabsichten“ der Pariser Regierung¹⁷ auf der anderen Seite eine Politik mit neuen Mitteln und Methoden entgegengestellt werden mußte¹⁸. Angesichts der deutschen Kapitalnot und des noch immer ungelösten Reparationsproblems konnte dies nur durch ein handelspolitisch attrak-

¹⁰ WUTH, a.a.O., S. 109.

¹¹ „Vossische Zeitung“ Nr. 410, A 208 v. 31.8.1930; Bericht der DG Warschau (v. Rintelen) J. Nr. 1157/30 W.v. 26.7.1930 an AA, PA/AA, Sonderreferat W, Agrarblock der SOE-Staaten, Bd. 1.

¹² Telegramm des AA (Staatssekretär v. Bülow) v. 19.7.1930 an mehrere deutsche Auslandsmissionen, ebda.

¹³ Memorandum des AA für Reichskanzler Brüning v. 26.8.1930, abgedruckt bei W. RUGE/W. SCHUMANN: *Die Reaktion des deutschen Imperialismus auf Briands Pan-europaplan 1930*, „Zeitschrift f. Geschichtswissenschaft“, 20. Jg. (1972), 1, S. 68–70. Im Hinblick auf die bevorstehenden deutsch-rumänischen Wirtschaftsverhandlungen hatte auch der deutsche Gesandte in Bukarest dem AA am 8.8. empfohlen, sich aktiv an der Lösung der südosteuropäischen Agrarkrise zu beteiligen, um dadurch jeder antideutschen Kombination von vorneherein die Spitze abzubrechen, s. Anm. 7.

¹⁴ Vgl. dazu F. G. STAMBROOK: *The German-Austrian Customs Union Project of 1931*, „Journal of Central European Affairs“, XXI (1961), S. 15–44; GOLDINGER, W.: *Das Projekt einer deutsch-österreichischen Zollunion von 1931, Österreich und Europa, Festgabe für H. Hantsch*. Graz–Wien–Köln 1965, S. 527–46.

¹⁵ *Documents on British Foreign Policy 1919–1939*, Second Series, vol. II, Dok. 31 (Anlage). Über die Behandlung des „plan constructif“ auf der 3. Tagung des „Studienausschusses für die Europäische Union“ in Genf v. 15.–21.5.1931 vgl. Runderlaß des AA (v. Ritter) v. 16.6.1931 an die deutschen Auslandsvertretungen, PA/AA, DG Belgrad, Bd. 24/3.

¹⁶ Vgl. Brief Ritters v. 27.5.1931 an den deutschen Delegationsleiter in Genf (Posse), ebda.

¹⁷ Vgl. den in Anm. 15 zitierten Runderlaß des AA. Zur französischen Politik in Südost-europa s. B. J. WENDT: *England und der deutsche „Drang nach Südosten“, Kapitalverflechtungen und Warenverkehr in Südosteuropa zwischen den Weltkriegen, Deutschland in der Weltpolitik des 19. und 20. Jahrhunderts. Fritz Fischer zum 65. Geburtstag*. Düsseldorf 1973, S. 487; TEICHOVA, a.a.O., S. 197.

¹⁸ Memorandum des AA für Reichskanzler Brüning v. 7.7.1930, abgedruckt bei RUGE/SCHUMANN, a.a.O., S. 64 f.

tives Angebot — etwa in Form von Getreidepräferenzen — erfolgen. Ministerialdirektor Ritter vom Auswärtigen Amt stellte die zu diesem Zweck mit Frankreichs Bündnispartner Rumänien aufgenommenen Gespräche in den Zusammenhang mit der allgemeinen Wirtschaftspolitik des Reiches gegenüber Südosteuropa. Diese Politik sei zunächst zurückhaltend betrieben worden, um die Verhältnisse in den westlichen Staaten vordringlich zu bereinigen. Der Schlußstein sei in dem Vertrag mit Frankreich von 1927 gelegt worden. Gegenüber dem Osten und Südosten habe die Tatsache hemmend gewirkt, daß auf landwirtschaftlichem Gebiet bislang keine Zugeständnisse gemacht werden konnten, da diese automatisch allen in Deutschland meistbegünstigten Ländern zugutegekommen wären. Ritter verkannte nicht, daß sich die südosteuropäischen Staaten durch die deutschen Agrarzollerhöhungen in ihrer Existenz bedroht fühlten. Er rechnete jedoch damit, daß sich der Völkerbund angesichts der akuten Notlage im Donau-Balkan-Raum nolens volens für eine einseitige, auf die südosteuropäischen Agrarstaaten beschränkte Ausnahme von der Meistbegünstigung einsetzen (und damit zugleich die deutsche Wirtschaftsexpansion donauabwärts ermöglichen) würde¹⁹.

Die mit der rumänischen Regierung geführten Gespräche wurden jedoch nach dem Bekanntwerden des deutsch-österreichischen Zollunionsprojekts auf „französischen Druck“ von Außenminister Ghika unterbrochen²⁰. Die dadurch in Teilen der rumänischen Öffentlichkeit ausgelöste Empörung²¹ veranlaßte den Parlamentspräsidenten zur Veröffentlichung eines Communiqués, in dem er die Einmischung einer dritten Macht in die deutsch-rumänischen Verhandlungen dementierte²². Der ökonomische Zwang tat ein übriges. Angesichts des Engpasses in der rumänischen Ausfuhr und unter dem Eindruck der nun einsetzenden eigentlichen Katastrophenphase der Krise²³ kamen die Verhandlungen zu einem raschen Abschluß. Am 27. Juni wurde in Genf ein zweijähriger Handelsvertrag paraphiert²⁴, in dem das Reich erstmals einem südosteuropäischen Agrarüberschußland — abweichend von der Meistbegünstigung — beson-

¹⁹ Auszug aus einer Niederschrift über die Ministerbesprechung v. 28.4.1931, Bundesarchiv Koblenz (zit. BA), R 43 I/1113, fol. 102—105.

²⁰ Vgl. Runderlaß des AA v. 10.6.1931, s. Anm. 15 u. Schreiben des britischen Gesandten in Bukarest (Palairet) v. 19.5.1931 an Henderson, *Public Relations Office London, Foreign Office* (zit. F.O.) 371, 15268 — C 3639.

²¹ Schreiben des brit. Gesandten in Bukarest (Palairet) v. 25.5.1931 an A. Henderson, F.O. 371, 15268—C 3798.

²² Schreiben Palairets v. 27.5.1931 an A. Henderson, F.O. 371, 15268 — C 3800.

²³ Vgl. A. PREDÖHL: *Die Epochenbedeutung der Weltwirtschaftskrise von 1929 bis 1931*, „Vierteljahrshefte f. Zeitgeschichte“, 1. Jg. (1953), S. 98.

²⁴ Zu den wichtigsten Bestimmungen des Vertrags vgl. Erlaß des AA v. 8.7.1931 an die deutschen Auslandsvertretungen (Konzept), PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präferenzen, Bd. 1; ferner: Übersicht über den Stand der wirtschaftspolitischen Beziehungen Deutschlands im Jahre 1931, hrsg. vom Reichswirtschaftsministerium, Berlin 1932, S. 10. In der Literatur ist der Vertrag bisher kaum oder nur unzuverlässig behandelt worden, vgl. W. BACHHAUSEN: *Zur Frage der Präferenzzölle zwischen Deutschland und den Donaufstaaten Ungarn, Südslavien, Rumänien, Bulgarien*. Schramberg/Württemberg. 1932, passim u. E. RES-PONDEK: *Handelspolitische Neuordnung Europas: Meistbegünstigung und Präferenzsystem*. Berlin 1931, S. 16—21.

dere Präferenzen für Mais und Futtergerste einräumte²⁵. Die Vorzugszölle beliefen sich bei Gerste auf 50% und bei Mais auf 40% des allgemeinen deutschen Zollsatzes und stellten eine beachtliche Konzession dar, da Deutschland in den vorangegangenen Jahren der Hauptabnehmer dieser beiden wichtigsten rumänischen Exportartikel gewesen war. 1930 hatte es beispielsweise 25% der rumänischen Mais- und 45% der Gersteausfuhr aufgenommen²⁶. Als Gegenleistung stimmte Rumänien der z.T. erheblichen Herabsetzung einer beträchtlichen Anzahl von Industriezöllen zu²⁷, was jedoch keine Bevorzugung der deutschen Ausfuhr darstellen, sondern allen Ländern zugutekommen sollte, die in Rumänien die Meistbegünstigung genossen.

In einem Runderlaß des Auswärtigen Amtes vom 8. Juli wurde betont, daß der mit deutschen Opfern in Form von Zollreduktionen verbundene Vertrag der erste Versuch zur Realisierung der von den Donauländern seit langem²⁸ vertretenen Forderung auf präferenzielle Behandlung ihrer Getreideüberschüsse sei²⁹. Und zweifellos hatte die Reichsregierung mit der Unterschrift unter das Abkommen einen bemerkenswerten Prestigeerfolg in Südosteuropa erzielt, einen Erfolg, der jedoch vom Wohlwollen der in Deutschland meistbegünstigten Staaten abhängig war. Zwar entsprachen die Präferenzvereinbarungen den auf mehreren Genfer Konferenzen für eventuelle Vorzugszölle festgelegten Grundsätzen³⁰ und waren vom Agrarkomitee des Europa-Ausschusses auf der Sitzung vom 25. bis 27. Juni ausdrücklich als begrenzte, zur Erleichterung eines vorübergehenden Notstands getroffene Ausnahme von der Meistbegünstigung anerkannt worden³¹, doch war damit noch keine formelle Zustimmung der betreffenden Staaten verbunden gewesen. Zwischen der Berliner und Bukarester Regierung bestand daher Einverständnis, daß der von ihnen paraphierte Vertrag erst in Kraft gesetzt werden könne, wenn die in Deutschland meistbegünstigten Länder keine Einwände gegen die einseitigen Präferenzen erheben würden³².

²⁵ Schreiben des Vorsitzenden der deutschen Delegation für die deutsch-rumänischen Handelsvertragsverhandlungen (Posse) v. 27.6.1931 an den Vorsitzenden der Rumänischen Delegation (Popescu), betr. Wirkung der Maisvorzugsbehandlung (Anlage), PA/AA, Abt. IV, Geheimakten, Handel 13 Rumänien: Handelsvertragsverhältnis Rumäniens zu Deutschland (VII/30—III/35).

²⁶ Nach den Angaben in „Industrie und Handel“ Nr. 73 v. 2.9.1932.

²⁷ Die Ermäßigung sollte sich zumeist auf 1/3, in einigen Fällen auf die Hälfte und vereinzelt sogar auf 2/3 des rumänischen Zollsatzes belaufen.

²⁸ Rumänien, Jugoslawien und Ungarn hatten erstmals auf einer Zusammenkunft in Bukarest v. 21.—25.7.1930 für ihre Getreideüberschüsse die Gewährung besonderer Präferenzen gefordert, vgl. Schreiben des AA—W 3210 I—v.29.7.1930 an das Reichswirtschaftsministerium, PA/AA, Sonderreferat W, Agrarblock der SOE-Staaten, Bd. 1. Ähnliche Forderungen auf allen späteren Konferenzen der Agrarstaaten Ostmittel- und Südosteuropas erhoben, vgl. VUČO, a.a.O., S. 161 ff.

²⁹ Runderlaß des AA v. 8.7.1931, s. Anm. 24.

³⁰ Siehe die Richtlinien in der Anlage zum „Acte Final“ der 2. Internationalen Konferenz für wirtschaftliche Zusammenarbeit, Völkerbundsdrucksache A.E.C. 17/1 v. 28.11.1930 und League of Nations: *Proceedings of the Second International Conference with a view to concerted economic action* (first session). Geneva 1931, S. 27—31.

³¹ Völkerbundsdrucksache C.E.U.E./E.C.F./2e session/P.V., S. 17.

³² s. Anm. 29.

Trotz dieses Vorbehalts lösten die Vereinbarungen in Deutschland selbst — und zwar nicht nur bei den ohnehin erregten Agrariern ³³, sondern auch bei einem Teil der Industriellen — starke Bedenken und Proteste aus. Der Reichsverband der deutschen Industrie warnte das Auswärtige Amt eindringlich vor einer Ratifizierung des Abkommens, da seine Anwendung in der Sowjetunion, den Vereinigten Staaten, bei wichtigen britischen Dominions und eventuell bei einer Reihe europäischer Länder, die allesamt für die deutsche Fertigwarenausfuhr wesentlich wichtiger seien als Rumänien, „erhebliche Friktionen“ auslösen würde. Hinzu käme, daß die mit einer Inkraftsetzung des Präferenzvertrages verbundenen Vorteile für die deutsche Industrie im gegenwärtigen Augenblick überhaupt nicht zu verwirklichen sein würden, da der Handelsverkehr mit Rumänien wohl noch auf absehbare Zeit durch die Wirtschaftskrise und die dadurch ausgelösten Devisenbestimmungen eingeschränkt bleibe. In anbetracht der allgemeinen politischen und ökonomischen Lage müsse es Deutschland unbedingt vermeiden, durch Präferenzverträge zugunsten einer Gruppe von Staaten zu optieren und dadurch neue Verwicklungen in der Handelspolitik heraufzubeschwören ³⁴.

Das Auswärtige Amt teilte diese Befürchtungen angesichts des erwähnten Vorbehalts nicht und schätzte — in Übereinstimmung mit der deutschen Gruppe im „Mittleuropäischen Wirtschaftstag“ ³⁵ — die Bedeutung Südosteuropas für den Fertigwarenexport wesentlich höher als der Reichsverband der deutschen Industrie ein. Die Wilhelmstraße war während der Weltwirtschaftskrise permanent bemüht, die Balkanmärkte für die deutsche Ausfuhr offenzuhalten, was insbesondere in ihrem Widerstand gegen die Sanierungspläne Frankreichs deutlich zum Ausdruck kam ³⁶. Der Rückgang der deutschen Ausfuhr nach Übersee habe die Reichsregierung gezwungen „gerade nach Südosten hin eine Expansion unseres Exports anzustreben, eine Tendenz, zu der wir auch durch unsere geographische Lage voll berechtigt seien“ ³⁷. Jede Kombination in Südosteuropa, die Deutschland „nicht von Anfang an mit einbeziehe“ und „unseren lebenswichtigen Interessen nach dem Südosten“ nicht Rechnung trage, werde deshalb in Berlin auf entschiedene Ablehnung stoßen ³⁸.

³³ Schreiben des Reichs-Landbunds, Abt. Präs., Tgb. Nr. 1201 v. 22.4.1931 an Reichskanzler Brüning, BA, R 43 I/2547, fol. 78—81.

³⁴ Schreiben des Reichsverbands der deutschen Industrie Tgb. Nr. 6674 II v. 26.10.1931 an AA, PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 2.

³⁵ Vgl. W. SCHUMANN (HRsg.): *Griff nach Südosteuropa, Neue Dokumente über die Politik des deutschen Imperialismus gegenüber Südosteuropa im zweiten Weltkrieg*. Berlin 1973, S. 18.

³⁶ Vgl. Runderlaß des AA — W 4416 — v. 13.10.1930, PA/AA, DG Belgrad, Bd. 24/2. Zur deutschen Reaktion auf den Tardieu-Plan s. weiter unten!

³⁷ Erlaß des AA (v. Bülow) Nr. II Oe 143 v. 31.1.1932 an DG Belgrad, PA/AA, DG Belgrad, Bd. 24/4.

³⁸ Ebda., vgl. auch Memorandum des Staatssekretärs v. Bülow v. 2.2.1932 über eine Besprechung mit dem britischen Botschafter, Sir Horace Rumbold, abgedruckt bei F. G. STAMBROOK: *A British Proposal for the Danubian States: the Customs Union Project of 1932*, „The Slavonic and East European Review“, vol. 42 (1963—64), S. 86—88.

Hier deutete sich bereits im Ansatz jene Umorientierung auf „Mitteleuropa“³⁹ an, die immer dann beobachtet werden kann, wenn die wirtschaftliche Expansion nach Übersee (nicht zuletzt infolge der Großraumbestrebungen anderer europäischer Mächte⁴⁰) auf Schwierigkeiten stößt. Zu diesen wirtschaftlichen Motiven gesellte sich ein nicht minder signifikantes politisches Kalkül hinzu: Wenn die südosteuropäischen Länder infolge des durch die Weltwirtschaftskrise eingetrübten Verhältnisses zu ihren westlichen Gläubigerstaaten und durch den Zwang von Depression, Preisverfall und permanenten Marketing-Problemen auf den Weg nach Berlin gewiesen würden, so bot sich für Deutschland die Chance, das französische Sicherheitssystem in „Zwischeneuropa“ durch Isolierung der halb industriellen, halb agrarischen Tschechoslowakei innerhalb der Kleinen Entente aufzuweichen, die dominierende Position französischer Investoren in der ČSR (und darüber hinaus in weiten Teilen Südosteuropas)⁴¹ einzudämmen sowie die Bildung einer auch politisch unerwünschten „Agrarfront“ unter Führung Polens zu verhindern. Mit Rumänien wurde erstmals der Versuch unternommen, eine für das Deutsche Reich ökonomisch wie politisch bedeutsame Position im gegnerischen Staatenblock aufzubauen und durch wirtschaftliche Konzessionen abzusichern⁴², ein Versuch, der die zur Ratifizierung der deutsch-rumänischen Vereinbarungen eingeleitete diplomatische Aktion⁴³ naturgemäß erschweren mußte.

Auf der Juni-Tagung des europäischen Agrarkomitees in Genf hatte von den mit Deutschland im Meistbegünstigungsverhältnis stehenden Staaten zunächst nur die Sowjetunion (wahrscheinlich mit Blick auf die bevorstehenden Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland) den Präferenzen ausdrücklich widersprochen. Der Vertreter des traditionell freihändlerischen Großbritannien legte einen formellen Vorbehalt bis zur endgültigen Prüfung des Vertragswerkes ein, während Lettland und Estland nachträglich erklärten, sich für die unbeschränkte Aufrechterhaltung der Meistbegünstigung aussprechen zu wollen⁴⁴. Die endlosen Debatten in den Völkerbundsgeräten (im Koordinations- und im Euro-

³⁹ In einem Bericht des deutschen Gesandten in Belgrad, U. V. Hassel, vom Juli 1930 heißt es, „daß ein Wiederaufstieg Deutschlands nur im Rahmen und auf der Grundlage eines Mitteleuropa möglich ist, das sich nicht neben oder gegen uns, sondern unter unserer entscheidenden Mitarbeit neuorganisiert“, Bericht J. Nr. 1402/30 v. 23.7.1930 an AA, PA/AA, Sonderreferat W, Agrarblock der SOE-Staaten, Bd. 1. Zur „Mitteleuropa“-Ideologie vgl. H. C. MEYER: *Mitteleuropa in German Thought and Action 1815–1945*. Den Haag 1955; Z. JINDRA: *Über die ökonomischen Grundlagen der „Mitteleuropa“-Ideologie des deutschen Imperialismus*, – in: K. Obermann (Hrsg.), *Probleme der Ökonomie und Politik in den Beziehungen zwischen Ost- und Westeuropa vom 17. Jh. bis zur Gegenwart*. Berlin 1960.

⁴⁰ PREDÖHL, A.: *Das Ende der Weltwirtschaftskrise, Eine Einführung in die Probleme der Weltwirtschaft*. Reinbeck 1962, S. 65.

⁴¹ Vgl. dazu die zahlreichen Angaben bei TEICHOVA, a.a.O.

⁴² Dies wird rückblickend besonders deutlich in einem Schreiben des AA (v. Ritter) v. 12.3.1934 an die Deutsche Botschaft in Rom zum Ausdruck gebracht, *Documents on German Foreign Policy*, Serie C (zit. DGFP, C), vol. II, Dok. 218, S. 592–96.

⁴³ Die deutsche und rumänische Regierung legten die Präferenzvereinbarungen zunächst dem Generalsekretär des Völkerbunds vor, der sie seinerseits am 29.8.1931 an den Europäischen Studienausschuß zur Beratung weiterleitete, F.O. 371, 15698 – W 10354.

⁴⁴ Aufzeichnung des AA (Wiehl) – W 3880 – v. 27.8.1931, PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 1.

päischen Studienausschuß) machten deutlich, daß trotz der von allen Ländern anerkannten Notwendigkeit rascher Hilfsmaßnahmen für Südosteuropa und trotz des dringlichen Appells der rumänischen Delegierten⁴⁵ keine Aussicht bestand, die ausdrückliche Zustimmung der meistbegünstigten europäischen Staaten zu den Präferenzvereinbarungen zu erhalten. Die Regierungen in Berlin und Bukarest wollten sich daher mit einer stillschweigenden Duldung begnügen. Als Termin für die Inkraftsetzung des Vertrages wurde der 15. November 1931 in Aussicht genommen⁴⁶.

In den nun folgenden Wochen häuften sich die Komplikationen: Mehrere Staaten (darunter die Türkei, Griechenland und die Tschechoslowakei) versuchten, als Vorbedingung für ihre Zustimmung zu den Präferenzvereinbarungen ihrerseits Vorzugszölle von Deutschland zu erhalten. Die Reichsregierung lehnte das — vor allem hinsichtlich der CSR — mit dem Hinweis ab, daß sie bereits Opfer für die in ihrer Existenz bedrohten südosteuropäischen Agrarstaaten bringe und daher Forderungen nach weiteren Gegenleistungen unberechtigt seien. Sie konnte sich hierbei auf die Richtlinien des europäischen Agrarkomitees in Genf berufen, wonach lediglich Rumänien, Jugoslawien, Ungarn, Bulgarien und Polen als vorzugsberechtigta Länder in Frage kommen sollten⁴⁷. Mit Ungarn war bereits am 18. Juli 1931 ein dem deutsch-rumänischen Vertrag ähnliches Abkommen geschlossen worden, das nun ebenfalls auf seine Ratifizierung wartete⁴⁸. Mit Jugoslawien und Bulgarien waren Verhandlungen für die kommenden Monate vorgesehen. Nur Polen, das mit Deutschland einen Handelskrieg führte, konnte mit keinerlei Konzessionen rechnen. Die deutsch-rumänischen Vereinbarungen ließen daher in Warschau die Befürchtung laut werden, daß sie die deutsche Position im Südosten stärken und damit eine Beeinträchtigung der polnischen Industrieausfuhr zur Folge haben könnten⁴⁹. Über die politischen Konsequenzen für die „Agrarfront“ war man sich hier ebenso im klaren wie in Berlin, konnte jedoch mit Rücksicht auf Rumänien und wegen der von Warschau selbst propagierten Präferenzidee einen formellen Einspruch nicht riskieren⁵⁰.

Von den überseeischen Getreideexportländern waren bereits im Juni die Vertreter der Vereinigten Staaten und Argentiniens beim Auswärtigen Amt vorstellig geworden, um sich über die Auswirkungen der

⁴⁵ In der 3. Sitzung des Koordinationsunterkomitees des Europäischen Studienausschusses am 1.9.1931 erklärte der rumänische Vertreter Opreseu u.a.: „...it would be evident that the preferential treatment obtained by Roumania represented the most important concession when it was remembered that Roumania exported up to 70% of her available fodder barley and up to 30% of her maize to Germany, and that barley and maize together formed about 80% of her exports of cereals.“ League of Nations C.E.U.E./C.M.E./P.V. 3 Commission of Enquiry for European Union/Economic Co-ordination Sub-Committee, Third Meeting.

⁴⁶ Runderlaß des AA (v. Bülow) — W 4455 Ang. I. — v. 5.10.1931 an die dt. Auslandsvertretungen, PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 1.

⁴⁷ Empfehlungen des sog. Stucki-Komitees v. 28.11.1930, s. League of Nations: *Proceedings of the Second International Conference with a view to concerted economic action* (first session). Geneva, 1931, S. 27—31.

⁴⁸ Vgl. *League of Nations Treaty Series*, vol. CL, S. 111. Über die wichtigsten Bestimmungen des Vertrages s. Runderlaß des AA — W 3548 — v. 6.8.1931 an die dt. Auslandsmissionen, PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 1.

⁴⁹ Bericht der DG Warschau J. Nr. 1050/31 W v. 24.7.1931 an AA ebda.

⁵⁰ s. Anm. 8.

einseitigen Bevorzugung Rumäniens auf die Ausfuhr ihrer Länder zu erkundigen. Die deutschen Importzahlen aus den Jahren 1925—30 machten zwar deutlich, daß die Interessen der überseeischen Exporteure durch die Gewährung von Präferenzen an Südosteuropa nicht oder nur unwesentlich beeinträchtigt würden⁵¹, dennoch legte Argentinien einen formellen Widerspruch ein, während Washington die Entscheidung wegen der „tatsächlichen und politischen Bedeutung (der) Angelegenheit“ hinaus-schob⁵².

Die Welt war in einen *circulus vitiosus* gefangen. Zwar war die Einsicht allgemein, daß den südosteuropäischen Ländern rasch geholfen werden müsse, und nach langen Debatten hatte man sich darauf verstehen können, die Gewährung einseitiger Präferenzen zumindestens theoretisch als eine der in Frage kommenden Hilfsmaßnahmen zur Hebung der Kaufkraft und zur Verhinderung der völligen Insolvenz Südosteuropas zu akzeptieren, aber die Realisierung stieß allenthalben auf die Befürchtung, daß der Welthandel durch die Einschränkung der Meistbegünstigung noch weiter erschwert, die Krise weiter vertieft würde.

Als der 15. November näherrückte, wurde klar, daß es der deutschen und rumänischen Diplomatie nicht gelingen würde, die Bedenken der Vereinigten Staaten, der Sowjetunion und Argentinien auszuräumen. Bei einer Reihe anderer Staaten, die ihre Zustimmung versagt oder der Entscheidung ebenfalls ausgewichen waren (Türkei, Dänemark, Norwegen, Südafrikanische Union und Indien) glaubte man dagegen, relativ rasch zu einer Übereinkunft zu gelangen. In einem am 19. Dezember 1931 unterzeichneten Zusatzprotokoll verpflichteten sich die deutsche und rumänische Regierung, alle geeigneten Schritte zu unternehmen, um das Inkrafttreten des Vertrages vom 27. Juni zu einem noch zu vereinbarenden Tag im Februar 1932 zu erreichen⁵³.

Die damit eingetretene Verzögerung gab der französischen Regierung, die mit Rücksicht auf das notleidende Rumänien auf einen Einspruch verzichtet hatte⁵⁴, nunmehr Gelegenheit, nach dem Scheitern eines vorangegangenen britischen Zollunionsprojekts für die Donaustaaten⁵⁵ eine Alternativlösung auszuarbeiten. Noch bevor die Widerstände der in Deutschland meistbegünstigten Staaten ausgeräumt werden konnten, legte der neue Ministerpräsident André Tardieu ein Sanierungsprogramm vor, das die gegenseitige Präferenzierung der fünf Donauländer Tschechoslowakei, Jugoslawien, Rumänien, Ungarn und Österreich und damit

⁵¹ Die aus den vier südosteuropäischen Staaten Jugoslawien, Rumänien, Ungarn und Bulgarien nach Deutschland ausgeführten Mengen an Gerste, Mais und Weizen waren im Vergleich zur deutschen Gesamteinfuhr an Getreide verhältnismäßig gering. 1925—30 betrug die durchschnittliche Einfuhr aus den vier Ländern für Gerste ca. 27%, Mais 21% u. Weizen 1,75%. Eine Steigerung dieser Anteilzahlen sollte durch die Gewährung von Präferenzen nicht erfolgen, s. Aufzeichnung des AA (Wiehl) — W 3880 — v.27.8.1931, PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 1.

⁵² Aufzeichnung des AA v. 28.12.1931 (Abschrift), ebda., Bd. 3.

⁵³ Reichsgesetzblatt (zit. RGBI) 1931, Teil II, Nr. 30, S. 693 ff.

⁵⁴ Briand soll der rumänischen Regierung sogar zunächst zur Unterzeichnung des Vertrages geraten haben, s. Bericht des amerikanischen Gesandten in Bukarest (Charles S. Wilson) v. 27.3.1932 an den Secretary of State (Auszug), FRUS, vol. II, S. 342 f.

⁵⁵ Vgl. STAMBROOK: *A British Proposal...*, a.a.O.; CARMÍ, O.: *La Grande-Bretagne et la Petite Entente*. Genève 1972, S. 173 ff.

eine derjenigen Kombinationen vorsah, die von Berlin ausdrücklich als unannehmbar bezeichnet worden waren ⁵⁶.

Die kapitalmäßig beherrschende und scheinbar unangreifbare Position Frankreichs (und Großbritanniens) in Südosteuropa ⁵⁷ wurde vom Quai d'Orsay bis in die Weltwirtschaftskrise hinein zielbewußt dazu benutzt, „die Besiegten von 1918, Deutschland und Österreich, solange diese in schwere wirtschaftliche und monetäre Probleme verstrickt waren, aus einem strategisch und auch durch seine reichen Bodenschätze wichtigen Raum im Vorfeld der Meerengen hinauszudrängen und die eigene Vorkriegsposition weiter auszubauen“ ⁵⁸. Aber weder Frankreich noch Großbritannien waren in der Lage, den südosteuropäischen Schuldnerländern die Rückzahlung allfälligen Verbindlichkeiten durch verstärkte Abnahme ihrer Exporte zu ermöglichen. Diese Divergenz von Kapital- und Warenstrom ⁵⁹ mußte zu einer Zeit, da die Auslandsverschuldung „mehr denn je in den Mittelpunkt des weltweiten Interesses“ geriet ⁶⁰, zu wirtschaftlichen Spannungen bisher ungekannten Ausmaßes führen. Während Deutschland am Außenhandel der fünf im Tardieu-Plan genannten Donaustaaten 1930 bei der Ausfuhr mit 14,9%, bei der Einfuhr mit 23,9% beteiligt war, belief sich der Anteil Frankreichs auf 4,1% resp. 3,8% ⁶¹. Am Außenhandel Rumäniens war das Reich im selben Jahr beim Export mit 18,8%, beim Import mit 25,7%, Frankreich dagegen mit 6,9% bzw. 7,6% beteiligt ⁶². Alle französischen Lösungsvorschläge seit 1930 zielten daher auf eine Kombination von französisch-britischer Kredithilfe auf der einen und der Absorptionskraft des deutschen Marktes auf der anderen Seite ab. Dadurch wären die südosteuropäischen Volkswirtschaften gestärkt, das Vordringen Deutschlands aber in kontrollierbaren Grenzen gehalten worden, ja Deutschland hätte sogar durch die Abnahme der Donau-Cerealien den jeweiligen Ausfuhrländern die Zurückzahlung ihrer Schulden an Frankreich ermöglicht.

Als der Tardieu-Plan am 5. März 1932 in Berlin bekannt wurde ⁶³, beschloß die Reichsregierung, unverzüglich zu handeln. Am 12. März — die Zustimmung der Sowjetunion zur Inkraftsetzung der deutsch-rumänischen Präferenzvereinbarungen war eben eingetroffen ⁶⁴ — schlug die Wilhelmstraße der Bukarester Regierung eine vorläufige Anwendung

⁵⁶ Die Reichsregierung erklärte, daß sie im Fall eines auf die Donaustaaten begrenzten Präferenzsystems auf ihr Meistbegünstigungsrecht aus „zwingenden wirtschaftlichen Gründen nicht verzichten“ könne. Der französische Plan sei nur durch eine Einbeziehung Deutschlands realisierbar, Telegramm des AA (v. Bülow) Nr. 19 v. 7.3.1932 an DG Belgrad, PA/AA, DG Belgrad, Bd. 24/4.

⁵⁷ Vgl. dazu die Arbeiten von KOHLRUSS, TEICHOVA, WENDT, a.a.O.

⁵⁸ WENDT, a.a.O., S. 487.

⁵⁹ ebda., S. 489 ff.

⁶⁰ KOHLRUSS, a.a.O., S. 1.

⁶¹ Nach den Angaben des Statistischen Reichsamtes von 1932, vgl. die Tabellen im Bestand PA/AA, DG Belgrad, Bd. 24/5.

⁶² ebda.

⁶³ Telegramm des AA (v. Bülow) Nr. 19 v. 7.3.1932, s. Anm. 56.

⁶⁴ Vgl. Aufzeichnung des AA (Kroll) zur Präferenzfrage v. 1.4.1932, PA/AA, Handelspolitische Abteilung, Handakten Wichl, Donauraum 1931—33.

des Vertragswerks vor⁶⁵. Aus Washington glaubte man, mit einer stillschweigenden Duldung rechnen zu können, während man sich über die Einwände der Türkei und Argentinien — notfalls unter Inkaufnahme eines Handelskrieges — hinwegsetzen wollte⁶⁶. „Die Gewährung von Präferenzen“, heißt es in dem Erlaß des Auswärtigen Amtes an die deutsche Gesandtschaft in Buenos Aires vom 21. März, „bildet unser stärkstes Atout im Gegenspiel gegen die Donaupläne Tardieus“. Argentinien müsse sich deshalb mit der Inkraftsetzung „abfinden“⁶⁷.

In Bukarest stellte die plötzliche, mit dem französischen Sanierungsprogramm koinzidierende Entschlossenheit der Reichsregierung das Kabinett vor eine heikle Entscheidung⁶⁸. *Auf der einen Seite* brauchte man die deutschen Präferenzen dringend zur Revalorisierung der Exportpreise, die (von 1929 = 100) bei Mais auf 43,5 (1930) und 25,5 (1932), bei Gerste auf 40,6 (1930) bzw. 39,1 (1932) drastisch gefallen waren⁶⁹. Welche Bedeutung dabei den Zollbarrieren zugefallen war, macht folgendes Beispiel deutlich: Für die Einfuhr rumänischer Futtergerste nach Deutschland waren 1931 rund 50 Millionen Reichsmark an Zoll entrichtet worden. Wäre die in den Präferenzvereinbarungen vorgesehene 50%ige Ermäßigung bereits in Kraft gewesen, so wären davon 25 Millionen Reichsmark in Form erhöhter Verkaufspreise in die Taschen der rumänischen Erzeuger geflossen⁷⁰. Der Wert der rumänischen Ausfuhr war insgesamt zwischen 1929 und 1931 bei erhöhten Exportmengen von 41 auf 31 Reichsmark pro Kopf der Bevölkerung zurückgegangen mit weiterhin stark sinkender Tendenz⁷¹. Im gleichen Zeitraum war der deutsche Anteil am rumänischen Export von 27,6% auf 11,5% gesunken, ebenfalls mit weiter fallender Tendenz⁷². Das deutsche Angebot vom 12. März eröffnete nun die Chance, die noch unverkauften 300.000 Waggons Mais aus der letzten Ernte⁷³ zu günstigen Preisen abzusetzen und den rumänischen Außenhandel mit Deutschland wieder zu beleben.

Auf der anderen Seite aber war das Land wegen seiner „zerrütteten (um nicht zu sagen verrotteten) Staatsfinanzen“⁷⁴ auf das französische Wohlwollen angewiesen. Für 1932 war mit einem ungedeckten Haushaltsfehlbetrag von 8–10 Milliarden Lei zu rechnen. Kaum die Hälfte des

⁶⁵ Vgl. Telegramm der DG Bukarest (v.d. Schulenburg) Nr. 10 v. 15.3.1932 an AA, PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 3.

⁶⁶ Telegramm des AA (Wielh) Nr. 11 v. 22.3.1932 an DG Ankara, ebda.

⁶⁷ Telegramm des AA Nr. 23 v. 21.3.1932 an DG Buenos Aires, ebda., Bd. 4.

⁶⁸ Bericht des amerikanischen Gesandten in Bukarest (Wilson) v. 27.3.1932, s. Anm. 54.

⁶⁹ BRIEFS, a. a. O., S. 102. Vgl. auch die etwas abweichenden Angaben bei POPA VEREȘ, M.: *Producția și exporturile de cereale în ultimii zece ani*. București 1939, S. 57.

⁷⁰ Die deutsche Auffassung zum Problem einer wirtschaftlichen Hilfsaktion zu Gunsten der Südost-Staaten (ohne Datum u. Unterschrift), PA/AA, DG Belgrad, Bd. 25/1. Vermutlich handelt es sich um die Abschrift einer Stellungnahme, die von der Reichsregierung gemäß den Vereinbarungen auf der Londoner Viermächtekonferenz etwa im Mai 1932 angefertigt wurde.

⁷¹ WEBER, a. a. O., S. 17, Tab. 1.

⁷² STEVANOVIC, R.: *Der Außenhandel und das Handelssystem der Balkanländer zwischen den beiden Weltkriegen*. Wirtschaftswiss. Diss. Köln 1952 (Masch.), Anhang 1.

⁷³ Bericht der DG Bukarest (v. d. Schulenburg) — I 397 — v. 20.3.1932 an AA, PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 4.

⁷⁴ Bericht des deutschen Delegierten im Finanzkomitee des Völkerbunds (Dr. Kempner) v. 27.10.1932 an AA, BA, R 43 I/621, fol. 69–91.

ordentlichen Budgets wurde noch durch Einnahmen gedeckt. Finanzpolitisch unerlaubte Arten der Defizitdeckung (Leistung von Staatsausgaben durch unbezahlte Anweisungen an die Staatskasse, „vorübergehende“ Vorschüsse auf künftige Münzgewinne, Zahlung nicht etatisierter Posten und Umstürzung ganzer Budgets durch politische Garantiegesetzgebungswerke) häuften sich⁷⁵. Die dringend benötigte Agrarentschuldung⁷⁶ mit ihren — wie sich bald zeigen sollte — katastrophalen Auswirkungen auf das gesamte Kreditsystem⁷⁷ stand kurz vor der Verabschiedung (16.4.1932). Die Deckungsreserven bei der Nationalbank waren in den vorangegangenen Monaten bedenklich geschrumpft, während die unprolongierten und unbezahlten Wechsel von Tag zu Tag zunahmen⁷⁸. Unter diesen Umständen konnte es die Regierung nicht riskieren, die im April fällige dritte Tranche einer laufenden französischen Anleihe über 150 Millionen Papierfranken aufs Spiel zu setzen⁷⁹. „Angst vor Frankreich“ bestimmte daher die Entschlußlosigkeit der Bukarester Regierung. Hinzu kamen die politischen Bindungen des Landes, die ebenfalls zu Hemmungen Anlaß gaben. Die frankophil eingestellte rumänische Presse „Lupta“ und „Universul“ wiesen das deutsche Angebot durchaus nicht ganz zu Unrecht als Manöver zur Sabotierung des Tardieu-Plans entschieden zurück. „Die Konstruktion eines solchen Zusammenhangs“, so klagte der deutsche Gesandte in Bukarest, Graf von der Schulenburg, „mit der Unterstellung, daß das deutsche Angebot nicht bloß zeitlich mit dem Tardieu-Plan zusammenfalle, sondern auch dazu bestimmt sei, den letzteren zu sabotieren, ist zweifellos auf [den rumänischen Außenminister] Ghika zurückzuführen. . .“⁸⁰ Wieder einmal — allerdings in noch erheblich größerer Wirtschaftsnot als zur Zeit der deutschösterreichischen Zollunionskrise — stehe Rumänien vor der Entscheidung, ob es das deutsche Angebot mit seinen noch dazu von Rumänien selbst propagierten Präferenzen „und damit vitale rumänische Wirtschaftsinteressen“ zurückstellen solle vor der Rücksichtnahme auf seine Alliierten, „besonders Frankreich, in dessen politischer und finanzieller Abhängigkeit es sich nun einmal befindet“⁸¹.

Während sich das Außenministerium noch mit einer offiziellen Stellungnahme zum Tardieu-Plan zurückhielt und sich dadurch scharfen

⁷⁵ ebda.

⁷⁶ Vgl. SOLLOHUB, a.a.O., S. 590.

⁷⁷ s. Anm. 74. Kempner spricht in diesem Zusammenhang von einer „restlosen Kreditzerstörung“: „In ganzen Landesteilen zahlen die ländlichen Banken die Depositen nicht mehr aus, weil ihre gesamte Schuldnerschaft nicht mehr bezahlt. Bankdepositen werden infolgedessen dort zu 30—60% gehandelt. Der Status der Nationalbank ist hiervon stark berührt. In bestimmten Gegenden teilt sich die Bevölkerung in Gläubiger und Schuldner, — als Gläubiger Bauern, die etwas gespart haben und ihre Ersparnisse nunmehr verloren sehen, als Schuldner wiederum Bauern und zwar solche, die Schulden gemacht haben und sie nicht bezahlen wollen oder können. Aus einzelnen Gegenden sind Deputationen der Schuldner erschienen, die die Reform des Gesetzes fordern, weil es ihren Kredit zerstöre. Es bedarf keiner Hervorhebung, daß aus solchen Landesteilen Steuern kaum noch eingehen. In einem Land von 7/8 agrarischer Bevölkerung ist das von Belang“.

⁷⁸ Einzelheiten ebda.

⁷⁹ Auszug aus einem Brief des dt. Gesandten in Bukarest (v.d. Schulenburg) v. 21.3.1932 an Ministerialdirektor Köpke im AA, PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 4.

⁸⁰ s. Anm. 73.

⁸¹ ebda.

Angriffen in einem Teil der Öffentlichkeit aussetzte, erklärte Finanzminister Argetoianu im Parlament, daß ein Zusammenschluß der fünf Donaustaaten ohne Mitwirkung Deutschlands zu keiner befriedigenden Lösung der wirtschaftlichen Probleme führen würde. Die vier europäischen Großmächte Frankreich, Großbritannien, Deutschland und Italien müßten daher zunächst untereinander zu einer Verständigung gelangen⁸².

Das Argument war einleuchtend, und ein Versuch in dieser Richtung wurde auch tatsächlich unternommen. Die Einigungsbereitschaft der Großmächte war jedoch von Anbeginn äußerst gering. Bereits Ende Mai hatte Tardieu erklärt, daß die Donauländer derartig unter dem Zwang ihrer trostlosen Finanz- und Wirtschaftslage stünden (Ungarn hatte bereits einseitig ein totales Transfermoratorium erlassen müssen⁸³), daß sie seinen Plänen weder ausweichen wollten noch könnten. Auch die Großmächte würden sich fügen müssen, da die zu befürchtende gänzliche Zahlungseinstellung der Donauländer für sie, insbesondere für Deutschland, verhängnisvolle Folgen zeitigen würde. Falls der Zusammenbruch an der Donau nicht verhindert würde, bestünde auch keine Aussicht auf die Einberufung der Lausanner Reparationskonferenz, da sie sich dann erübrige. Für Frankreich sei die Durchführung des Donauprojekts geradezu eine Vorbedingung für Lausanne⁸⁴. Und gegenüber dem deutschen Botschafter in Paris, Leopold v. Hoesch, machte Tardieu am 2. April die „im deutschen Unterbewußtsein immer vorhandene Doktrin von der Vorherrschaft Deutschlands in Mitteleuropa“ für den Widerstand der Reichsregierung gegen seinen Donauplan verantwortlich. Unter Bezugnahme auf die deutschen Präferenzvereinbarungen mit Rumänien und Ungarn fügte er hinzu, daß es eine „unerträgliche“ Verschiebung des wirtschaftlichen und politischen Gleichgewichts bedeuten würde, wenn das Reich als „übermächtiger“ Faktor allein in die Kombination der Donaustaaten eingeschaltet würde. Nur ein Zusammenschluß der südosteuropäischen Länder ohne Deutschland könne die Grundlage für eine finanzielle Sanierung abgeben, deren Kosten neben Großbritannien vor allem Frankreich zu tragen haben würde.

Hoesch machte demgegenüber geltend, daß Deutschland „nicht besonders erfreut darüber sein könnte“, wenn Österreich und Ungarn in irgendeiner Form der Kleinen Entente zugliedert würden. Er warf Tardieu seinerseits vor, durch den geplanten Zusammenschluß der fünf Donaustaaten „gleichzeitig auch die Konsolidierung der durch den Friedensvertrag geschaffenen Verhältnisse zu fördern“⁸⁵, eine Einschätzung, die im übrigen von der Reichsregierung voll und ganz geteilt wurde. „Verminderung der Anschlußgefahr“ und „Lahmlegung der ungarischen Revisionspolitik“ wurden in Berlin als die wichtigsten politischen Motive für das französische Sanierungsprogramm betrachtet, das im ökonomischen Bereich zugleich darauf abzielte, „der Wirtschaftsexpansion

⁸² Schreiben des amerikanischen Gesandten in Bukarest (Wilson) v. 4.4.1932 an den Secretary of State, FRUS, 1932, vol. I, S. 851 f.

⁸³ BEREND, I. T./G. RANKI: *Hungary. A century of economic development*. Newton Abbot/New York 1974, S. 114.

⁸⁴ Telegramm der DG Bern Nr. 35 v. 30.3.1932 an AA, BA, R 43 I/622, fol. 114–116.

⁸⁵ Telegramm der Dt. Botschaft Paris (Hoesch) Nr. 483 v. 2.4.1932 an AA, ebda., fol. 104–109.

Deutschlands donauabwärts... einen Riegel“ vorzuschieben und das „Schreckgespenst der Bildung eines wirtschaftlichen ‘Mitteleuropa’“ endgültig zu bannen. Der Zeitpunkt war günstig gewählt: Die akute Finanzkrise in Österreich und Ungarn, die ohne baldige Abhilfe zu schweren inneren Erschütterungen führen mußte, ließ alle politischen und wirtschaftlichen Bedenken der dortigen Regierungen zurücktreten vor dem vermeintlichen Gebot der Stunde, alles zu vermeiden, was die Hilfe der einzigen Geldmacht verzögern oder gar ausschalten konnte. „Wenn Frankreich seine finanzielle Hilfe an die Bedingung der Bildung eines wirtschaftlichen Blocks der Donaustaaten gegen Deutschland knüpft“, so heißt es in dem Erlaß des Auswärtigen Amtes vom 30. März, „so wird es in seiner heutigen Machtposition dieses Ziel für den Augenblick vielleicht erreichen können. Es würde die Donaustaaten dadurch aber nur auf einen Weg gezwungen haben, der sie niemals zur Gesundung führen kann, da er mit dem Verlust des deutschen Absatzmarktes für die Agrarprodukte dieser Länder verbunden wäre“⁸⁶. Die hier deutlich angedrohte Konsequenz bietet bereits den Schlüssel zum Verständnis der auf längere Sicht ökonomisch wie politisch stärkeren Position Deutschlands in Südosteuropa. Auf der zur Beratung des Tardieu-Plans einberufenen Londoner Viermächtekonferenz vom 6.–8. April prallten dann die unterschiedlichen Auffassungen hart aufeinander. Mit wachsender Beunruhigung konstatierte das Foreign Office in verschiedenen internen Memoranden⁸⁷, daß sich Südosteuropa allmählich in einen deutsch-französischen Kampfplatz verwandle, wengleich die politischen Kalküle und der verschärfte Konkurrenzkampf⁸⁸ sorgsam hinter einem Bündel wirtschaftlicher Argumente und „Fakten“ verborgen wurde. Die französische Regierung betrachtete den Warenaustausch der Donauländer untereinander in Höhe von maximal 40% ihres gesamten Außenhandelsvolumens als ausreichende Basis für einen wirtschaftlichen Zusammenschluß. Sie stand jedoch vor dem Dilemma, daß durch die gegenseitige Präferenzierung eine Steigerung der Exportquoten und insbesondere die Unterbringung der agrarischen Überschüsse nicht gelöst werden konnte, da die ČSR und Österreich auch bisher schon ihren gesamten Zuschußbedarf an Brotgetreide, Futtergerste, Mais und Mehl in Rumänien, Jugoslawien und Ungarn gedeckt hatten. Die Gewährung einseitiger Präferenzen seitens Italiens und Deutschlands an einen Donaublock kam ebenfalls nicht in Frage, da man weder in Rom noch in Berlin einsehen wollte, warum die mit französischen Wirtschafts- und Kapitalinteressen eng verknüpfte tschechische Industrieausfuhr im Donaauraum bevorzugt, diejenige Italiens und Deutschlands dagegen trotz der mit Präferenzen verbundenen Opfer benachteiligt sein sollte⁸⁹.

⁸⁶ Runderlaß des AA (v. Bülow) – II Oe. 456 – v.30.3.1932 an mehrere dt. Auslandsvertretungen, PA/AA, Handelspolitische Abteilung, Wiehl, Donauraum 1931–33.

⁸⁷ Vgl. die Bemerkungen O. Sargents zu einem Bericht des britischen Botschafters in Berlin, Rumbold, an Außenminister Simon v. 24.4.1932, F.O. 371, 15922 – C 3518.

⁸⁸ Vgl. TEICHOVA, a.a.O., S. 214 u. passim.

⁸⁹ Vgl. Protokoll der Viermächtekonferenz, PA/AA, Handelspolitische Abteilung, Handakten Wiehl, Donauraum 1931–33; s. auch Anm. 70.

Der von der deutschen Delegation erneut zur Diskussion gestellte Vorschlag bilateraler Präferenzen zwischen Industrie- und Agrarstaaten (nach dem Muster der deutschen Vereinbarungen mit Rumänien und Ungarn) fand auch jetzt bei Frankreich und dem in dieser Frage gespaltenen Großbritannien⁹⁰ keine Unterstützung. Nicht daß Frankreich grundsätzlich gegen den Abschluß zweiseitiger Präferenzverträge gewesen wäre — es hatte selber am 7. bzw. 25. November 1931 ähnliche Abkommen mit Jugoslawien und Ungarn⁹¹, später auch mit Rumänien⁹² geschlossen, Abkommen, die sich jedoch wegen der französischen Vorbehalte hinsichtlich der Aufnahme südosteuropäischer Getreideüberschüsse bzw. wegen der noch immer mangelnden Bereitschaft zu weitergehenden kommerziellen Zugeständnissen vorerst als wirkungslos erwiesen⁹³ —, aber die Vereinbarungen Deutschlands mit Rumänien und Ungarn mußten gerade *wegen* ihrer voraussehbaren hohen ökonomischen Effizienz, das französische Trauma eines von Deutschland beherrschten „Mitteleuropa“ heraufbeschwören.

Der Mißerfolg der Londoner Viermächtekonferenz und die sich gegenseitig blockierende Haltung der europäischen Großmächte gingen so letztlich zu Lasten einer ökonomischen Gesundung der Donauländer, wengleich der äußere Anlaß zum Scheitern der deutschen Verträge mit Rumänien und Ungarn völlig unerwartet von anderer Seite geliefert wurde.

Am 23. Mai informierte sich die amerikanische Botschaft in Berlin nach dem Stand der Präferenzverträge und ließ vertraulich durchblicken, daß das State Department auf dem Meistbegünstigungsrecht bestehen werde. Ministerialdirektor Wiehl von der Handelspolitischen Abteilung des Auswärtigen Amtes machte daraufhin die Berliner Position noch einmal deutlich: Die Zurückziehung des deutschen Präferenzangebotes würde die Reichsregierung nicht nur den Donauländern gegenüber in eine „unhaltbare Lage“ bringen, sondern auch ihre bisherige Politik in der von Tardieu aufgerollten Frage durchkreuzen. Außerdem würde Deutschland die Möglichkeit genommen, sich für seinen wirtschaftlichen Wiederaufbau wichtige entwicklungsfähige Balkanmärkte offenzuhalten⁹⁴. Ein Einspruch der Vereinigten Staaten würde die südosteuropäischen Agrarstaaten dem „Köder des französischen Goldes“ („to the lure of French gold“) überantworten. In seinem Bericht hielt der amerikanische Botschafter Frederick

⁹⁰ Das britische Handels- und Finanzministerium hatten der Präferenzidee ohnehin lange Zeit ablehnend gegenübergestanden. Das Foreign Office war zwar für die Gewährung von Präferenzen, nahm aber letztlich Rücksicht auf den Bündnispartner Frankreich. Auf der anderen Seite verurteilte es die von französischer Seite geübte Verknüpfung ökonomischer und politischer Kalküle: „The French must not invoke political considerations as arguments against any economic proposals. Nor must they rule out for political reasons special agreements between the Danube States and Germany and Italy for the disposal of Danubian cereals in the German and Italian markets, on the ground that such agreements would give Germany political advantages in Central Europe“. (Aufzeichnung des Foreign Office für den Besuch Tardieus in London, 31.3.1932, F.O. 371, 15920 — C 2626.)

⁹¹ Vgl. Anm. 70.

⁹² Der Vertrag wurde am 5.1.1932 unterzeichnet und in der 2. Maihälfte ratifiziert: Journal Officiel: Lois et décrets, 22.5.1932, S. 5298.

⁹³ Vgl. Bericht der DG Belgrad J. Nr. 1223/32 Po 3 EZ v. 8.6.1932 an AA, PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 4; VUČO, a.a.O., S. 164.

⁹⁴ Telegramm des AA (v. Ritter) Nr. 143 v. 23.5.1932 an Dt. Botschaft Washington (Abschrift), PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 4.

M. Sackett fest, daß die Präferenzabkommen mit Ungarn und Rumänien den Grundpfeiler der deutschen Opposition gegen den Tardieu-Plan bildeten und fügte hinzu, daß seiner Auffassung nach die politische Bedeutung der Verträge vom Auswärtigen Amt nicht übertrieben worden sei⁹⁵.

Ungeachtet dieser Einwände ließ Washington vier Tage später in Berlin eine Note überreichen, in der es seine Zustimmung zu der Inkraftsetzung der Vorzugszölle verweigerte⁹⁶. Zwar ließ die amerikanische Regierung erkennen, daß sie sich europäischen Präferenzen im Rahmen eines umfassenden Sanierungsprogramms nicht widersetzen wolle — eine Ankündigung, die in Berlin als Fortschritt gewertet wurde⁹⁷ —, doch änderte dies nichts daran, daß die deutschen Verträge mit Rumänien und Ungarn vorerst und — angesichts der Schwierigkeiten, die einer gesamteuropäischen Lösung erfahrungsgemäß entgegenstanden — wohl noch auf längere Zeit gescheitert waren. In Berlin glaubte man Indizien dafür zu haben, daß der überraschende Einspruch der Vereinigten Staaten, der vermutlich im Falle einer Einigung auf der Viermächtekonferenz hätte vermieden werden können, durch die „Intrige eines rumänischen Kabinettsmitglieds“ ausgelöst worden sei⁹⁸. Dieser Verdacht ist jedoch wenig wahrscheinlich, da der amerikanischen Regierung *grundsätzliche* Bedenken gegen den Abschluß bilateraler Präferenzverträge zwischen einer Großmacht und einem Donaustaat gekommen waren⁹⁹, Bedenken, die vor dem Hintergrund des deutsch-französischen Dissens noch besonderes Gewicht erhalten mußten.

Das Auswärtige Amt war jedoch aus seiner Einschätzung der Lage heraus und nicht ganz zu Unrecht bemüht, die für die Landwirtschaft der Donauländer „bedauerliche“ Entwicklung in der Präferenzfrage der Bukarester Regierung und im weiteren Sinne Frankreich anzulasten, und versah die deutschen Auslandsvertretungen mit einer entsprechenden, propagandistisch effektiv verwertbaren Sprachregelung. Es wies darauf hin, daß die Verzögerung bei der Durchführung der deutschen Getreidepräferenzen „nicht zuletzt“ dem Umstand zu danken sei, daß die rumänische Regierung sich zu einer früheren Inkraftsetzung aus den „uns bekannten Gründen“ (d.h. wegen der Rücksichtnahme auf Frankreich) nicht habe entschließen können¹⁰⁰. Über die Ausführung dieser Weisung berichtete der deutsche Gesandte in Belgrad, Ulrich von Hassell, am 13. Juni: „Gegen meine Hinweise auf das verderbliche Verzögern der Inkraftsetzung der beiden Präferenzverträge und überhaupt die bedauerliche retardierende Wirkung der Tardieu'schen Initiative auf die praktische wirtschaftliche Arbeit im Südosten hatte er (Außenminister Vojislav Marinković, Anm. d. Verf.) nichts einzuwenden“. Vielmehr habe auch Marinković die „lateinische Neigung“ der Franzosen zu umfassenden

⁹⁵ Telegramm des amerikanischen Botschafters in Berlin (Sackett) v. 23.5.1932 an den Secretary of State, FRUS, 1932, vol. II, S. 344 f.

⁹⁶ Telegramm des Secretary of State (Henry L. Stimson) an den Botschafter in Berlin v. 27.5.1932, ebda., S. 346 f.

⁹⁷ Erlaß des AA v. 7.6.1932 an mehrere dt. Auslandsvertretungen (Entwurf), PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 4.

⁹⁸ ebda.

⁹⁹ Memorandum des Under Secretary of State (William R. Castle) v. 24.3.1932 über ein Gespräch mit dem tschechoslowakischen Gesandten Veverka, FRUS, 1932, vol. I, S. 851.

¹⁰⁰ s. Anm. 97.

konstruktiven Plänen beklagt und kritisiert, daß Frankreich gelegentlich in unzweckmäßiger Weise aus seiner Rolle als Financier heraustrete und ohne materielle Aktivlegitimation in die rein wirtschaftlichen Zusammenhänge übergreife¹⁰¹.

Tatsächlich war der deutsch-rumänische Vertrag nur zu einem Teil an dem amerikanischen Einspruch, zum anderen an den politischen Beziehungen im Dreieck Berlin—Paris—Bukarest gescheitert. In einem Gespräch mit von der Schulenburg bedauerte der neue rumänische Handelsminister Taşca, daß die Präferenzvereinbarungen noch nicht in Kraft gesetzt werden könnten, „weil Rumänien auf Frankreich Rücksicht nehmen müsse“. Die dringend benötigte Finanzhilfe könne allein von der Pariser Regierung eingeleitet werden¹⁰². Das Dilemma war für Bukarest — wie der dortige britische Vertreter Michael Palairet besorgt feststellte — kaum noch befriedigend lösbar¹⁰³. Zunächst hatte die rumänische Regierung in ihrer Antwort auf das deutsche Angebot vom 12. März in einer, die Reichsregierung brüskierenden Weise vorgeschlagen, daß der Vertrag jederzeit innerhalb von vier Wochen (statt erstmals nach Ablauf von zwei Jahren) kündbar sein solle¹⁰⁴. Nach längeren Verhandlungen erklärte Handelsminister Taşca jedoch am 30. Mai, daß das Abkommen — nunmehr mit einer einjährigen Laufzeit — „alsbald vorläufig angewendet werden sollte“. Von der Schulenburg kommentierte diesen Entschluß dahingehend, daß sich das rumänische Kabinett offenbar scheuen würde, Frankreich durch allzu großes Entgegenkommen gegenüber Deutschland „noch mehr zu reizen“¹⁰⁵. Die Beziehungen zu Paris waren in diesen

¹⁰¹ Bericht der DG Belgrad (v. Hassell) J. Nr. 1221/32 Po 3 EZ v. 13.6.1932 an AA, PA/AA, DG Belgrad, Bd. 25/1.

¹⁰² Bericht der DG Bukarest Nr. 1057 v. 30.5.1932 an AA, PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 4.

¹⁰³ Schreiben Palairets v. 11.5.1932 an Simon, F.O. 371, 15923 — C 4151. In dem Brief heißt es u.a.: „2. So far as Romania is concerned, the problem which overshadows all others is the disposal of her surplus cereal produce. No co-operation, however close, with the other Danubian States, can solve this problem, and it is difficult to see how it is to be solved except by an agreement with Germany... The German-Roumanian Commercial Treaty, which would have provided this country with a profitable outlet for her cereal surplus, was, and is still, help up owing to French pressure at Bucharest; but it seems doubtful whether financial and political considerations will be allowed to dominate permanently over economic ones. At the present moment the Roumanian negotiators in Berlin are endeavouring, but without success, to induce the Germans to agree to a treaty, the duration of which should be for six months or even less, terminable at a month's notice.

3. It is, I think, very regrettable that France, in her apprehension of a German advance, should think it necessary to impede the natural flow of commerce between that country and Roumania, and I cannot believe that the profitable disposal in Germany of Roumania's cereal surplus would reduce her to becoming a vassal of Germany or endanger the world's peace by encouraging a German 'Drang nach Osten'. At present, at any rate, Germany's interests in these regions are commercial, while France's are political and financial, ours being more purely financial“.

¹⁰⁴ Aufzeichnung des AA v. 29.(?) 4.1932 (Rohkonzept), PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 4.

¹⁰⁵ s. Anm. 102. Weiter heißt es in dem Bericht, daß Taşca zwar den deutsch-rumänischen Vertrag nur allzu gern in der ursprünglichen Form in Kraft setzen würde, er schwebe aber — so Schulenburg — in der „tödlichen Furcht“, sich die finanzielle Unterstützung Frankreichs zu „verscherzen“.

Tagen ohnehin gespannt, da die französischen Finanzexperten Charles Rist und Roger Auboin am 22. Mai ein vernichtendes Gutachten über die rumänische Haushaltspolitik nach Bukarest übermittelt hatten¹⁰⁶, eine Expertise, die nicht nur zum Sturz des Ministerpräsidenten Iorga beigetragen¹⁰⁷, sondern auch eine zunehmende Verbitterung in der rumänischen Öffentlichkeit ausgelöst hatte¹⁰⁸. Dennoch hoffte die Regierung, die schroffe Weigerung Frankreichs nach Gewährung weiterer Kredite durch besonderes Wohlverhalten rückgängig machen zu können¹⁰⁹.

Die Reichsregierung, die zunächst mit einer einjährigen Laufzeit des Vertrages einverstanden gewesen war, hatte ihre Haltung noch vor Überreichung der amerikanischen Note geändert, als bekannt geworden war, daß ein französisch-rumänisches Präferenzabkommen über drei Jahre abgeschlossen und ratifiziert worden war¹¹⁰. Das Auswärtige Amt fühlte sich dadurch von Bukarest diskriminiert und verlor „allmählich die Lust“ an dem deutsch-rumänischen Vertrag¹¹¹.

In den folgenden Monaten kühlten die Beziehungen aus mehreren Gründen spürbar ab. Die rapide sich verschlechternde Lage der deutschen Landwirtschaft, die bereits beim Sturz des Kabinetts Brüning am 30. Mai 1932 und dem dadurch ausgelösten innenpolitischen Rechtsruck die Szenerie beeinflußt hatte¹¹², führte im Verfolg einer prononciert nationalen Politik unter den Präsidialregierungen von Papen und Schleicher zu einer weiteren Verschärfung der deutschen Schutzmaßnahmen¹¹³ und damit zu einer drastischen Reduzierung des deutschen Außenhandelsvolumens mit Südosteuropa¹¹⁴. Hinzu kam, daß der von den ökonomischen Konzessionen gegenüber der Bukarester Regierung erhoffte außenpoli-

¹⁰⁶ Schreiben Palaircts v. 11.5.1932 an Simon, F.O. 371, 15243 — C 4152. Darin heißt es: „M. Auboin is reported to have said that only 20 per cent of her /Roumania's/embarassments sprang from financial causes, the remaining 80 per cent being due entirely to defective (or dishonest) administration.“ Zum Inhalt des Rist-Gutachtens vgl. auch Schreiben Palaircts v. 1.6.1932 an Simon, ebda. C 4605; ferner: Documents diplomatiques français 1932—1939 (zit. DDF), 1e série, t. II, S. 334, Anm. 1; Keesings Archiv der Gegenwart, 1.—2. Jg. (1931/32), S. 353 F (mit kurzem Überblick über die rumänische Finanzlage).

¹⁰⁷ Schreiben Palaircts v. 1.6.1932 an Simon, F.O. 371, 15990 — C 4604.

¹⁰⁸ Bericht des französischen Botschafters in Berlin (A. François-Poncet) v. 29.12.1932 an den Außenminister, DDF, 1e série, t. II, Dok. 145, S. 333—35.

¹⁰⁹ s. Anm. 102.

¹¹⁰ Die amerikanische Regierung hatte gegen diesen Vertrag keinen Einspruch erhoben, da sie sich gegenüber Frankreich (im Unterschied zu Deutschland) nicht auf ein vertraglich fixiertes Meistbegünstigungsrecht, sondern nur auf einen „modus vivendi“ hätte berufen können, Schreiben des Leiters der Abteilung f. Angelegenheiten des Nahen Ostens (Wallace Murray) v. 27.10.1932 an den Gesandten in Bukarest, FRUS, 1932, vol. II, S. 348.

¹¹¹ Erlaß des AA v. 20.5.1932 an DG Bukarest, PA/AA, Sonderreferat W, Europa-Präf., Bd. 4.

¹¹² „Zum Sturz Brünings. Dokumentation“, „Vierteljahrshefte f. Zeitgeschichte“, 1. Jg. (1953), S. 264 f.

¹¹³ Vgl. Keesings Archiv der Gegenwart, 1.—2. Jg. (1931/32), S. 253 F, 487 C, 607 A; Jg. 3 (1933), S. 691 B, 713 F, 642 J.

¹¹⁴ Vgl. dazu die Demarchen südosteuropäischer Staatsmänner und Diplomaten in Berlin, DGFP, C, I, Dok. 179, S. 327 f., Dok. 264, S. 492 f. u.a.

tische Gewinn zusehends unwahrscheinlich wurde. Nach der Übernahme des rumänischen Außenministeriums durch Nicolae Titulescu im Oktober 1932 mußte die Verfolgung der politischen Absichten, die mit dem Präferenzangebot vom Vorjahr verknüpft worden waren, vollends als aussichtslos aufgegeben werden¹¹⁵. Die Chancen, die sich für die Realisierung bilateraler Präferenzen durch die Beschlüsse auf der Konferenz von Stresa (5.—20. September 1932) ergeben hatten¹¹⁶, wurden von der Reichsregierung angesichts der frankophilen und in der Frage der Rüstungsgleichheit, der Bündnissysteme usw. „antideutschen“ Politik Titulescus¹¹⁷ nicht mehr wahrgenommen. Ende 1932 bezeichnete der rumänische Gesandte in der Reichshauptstadt, Petrescu-Comnen, in einem Gespräch mit seinem französischen Kollegen Paul-Boncourt die deutsche Handelspolitik nicht zu Unrecht als „Repressalie“ gegenüber einem Verbündeten Frankreichs. Er sehe voraus, daß eine künftige Wiederbelebung des deutsch-rumänischen Warenaustauschs von den politischen Hintergedanken der Reichsregierung bestimmt sein würde¹¹⁸, eine Prognose, der man angesichts der weiteren Entwicklung nichts hinzuzufügen braucht.

Auch jetzt schon war die für Deutschland vorteilhafte Wirkung der Präferenzangebote samt ihren politischen Implikationen unverkennbar: Sie hatten in entscheidendem Maß die Konsolidierung der „Agrarfront“ vereitelt, die Verwirklichung des britischen Zollunionsprojekts und des Tardieu-Plans (und damit eine Festigung des französischen Sicherheitsystems in Ostmittel- und Südosteuropa) verhindert und zugleich die deutsche Bereitschaft zu handelspolitischen Zugeständnissen an die Donauländer demonstriert, ohne das Reich vorerst mit wirtschaftlichen Opfern zu belasten. Darüber hinaus erwies sich die Drohung mit einem Verlust des deutschen Absatzmarktes als vielversprechende Waffe, deren Wirkung sich auch Rumänien auf die Dauer nicht entziehen konnte. Die erste, unter Brüning eingeleitete Phase der deutschen Wirtschaftsoffensive gegenüber Südosteuropa muß somit trotz scheinbarer Ergebnislosigkeit als einträglicher Wechsel auf die folgenden Jahre gewertet werden.

Abschließend sei noch betont, daß die Weltwirtschaftskrise mit ihren verhängnisvollen Auswirkungen auf die Volkswirtschaften der Agrar- und Rohstoffproduzenten einen so tiefen ökonomischen, sozialen und politischen Einschnitt in Südosteuropa bedeutete, daß seitdem weniger die Kapitalverflechtungen als die Absatzmöglichkeiten das außenpoli-

¹¹⁵ Vgl. Schreiben des AA (v. Ritter) v. 12.3.1934 an Dt. Botschaft Rom, DGFP, C, II, Dok. 318, S. 592—96.

¹¹⁶ Vgl. League of Nations, Commission of Enquiry for European Union: Report of the Stresa Conference... , Stresa 1932; BASCH, a.a.O., S. 58 f.; VUČO, a.a.O., S. 165; Runderlaß des AA (Wihl) — W 6597/1 — v. 27.9.1932 an mehrere dt. Auslandsvertretungen, PA/AA, DG Belgrad, Bd. 25/2; Aufzeichnung des französischen Außenministeriums: Exposé relatif à la conférence de Stresa, 24.9.1932, DDF, 1e série, t. I, Dok. 213, S. 382—86.

¹¹⁷ Zur Haltung Titulescus in der Frage der dt. Rüstungsgleichberechtigung vgl. Telegramm des französischen Gesandten in Bukarest (G. Puaux) Nr. 520, 521 v. 13.12.1932 an das Außenministerium, DDF, 1e série, t. II, Dok. 98, S. 244. Titulescu schlug außerdem Ende 1932 in einem Interview mit der ungarischen Zeitung „Az Est“ eine Neuauflage des Tardieu-Plans vor, vgl. Schreiben des AA Nr. II Balk 231 Rum. v. 31.1.1933 an DG Bukarest (Abschrift), PA/AA, DG Belgrad, Bd. 25/2.

¹¹⁸ s. Anm. 108.

tische Verhalten der Regierungen präjudizierten. Die Einsicht, daß die Auslandsschulden nur durch erhöhten Warenexport abgetragen werden konnten, hatte sich auf einer Tagung der „Agrarblockstaaten“ im Spätsommer 1932 endgültig durchgesetzt¹¹⁹. Vor diesem Hintergrund und angesichts der weit verbreiteten Enttäuschung über das kommerzielle Desinteresse der westlichen Industriemächte Frankreich und Großbritannien mußten die deutschen Präferenzangebote in den Kabinetten und bei einem Teil der Landbevölkerung Südosteuropas große Hoffnungen wecken, Hoffnungen, an die das „Dritte Reich“, nachdem es die Talsohle der Depression überwunden und das Schwergewicht seines politisch-wirtschaftlichen Kalküls auf Jugoslawien verlagert hatte¹²⁰, wieder anknüpfen konnte.

¹¹⁹ Vgl. Frankfurter Zeitung v. 1.9.1932.

¹²⁰ s. Anm. 115.

LA LUTTE DE LA PETITE ENTENTE CONTRE LE RÉVISIONNISME ET LE REVANCHISME 1920—1938

MILAN VANKU

(Belgrade)

La première guerre mondiale a fait crouler quatre Empires. Plusieurs peuples qui avaient été sous la domination étrangère pendant des siècles entiers ont réussi enfin à conquérir la liberté nationale et l'indépendance. Il leur a fallu par la suite maintenir cette liberté devant les tentatives des Etats revanchards et révisionnistes qui, en essayant de rétablir l'ancien régime, ouvraient de nouvelles voies aux forces qui désiraient assujettir à nouveau les peuples.

Non satisfaits du système des traités de paix signés à Versailles¹, les Etats vaincus dans la première guerre mondiale — l'Allemagne, la Hongrie et la Bulgarie — auxquels s'est ajoutée plus tard l'Italie — ne cessaient d'affronter la souveraineté et l'intégrité des Etats restaurés et rétablis en Europe Centrale ou du Sud-Est (la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie), s'efforçant de saisir une occasion pour revendiquer des dédommagements pour les débâcles subies dans la guerre et d'imposer en même temps la révision de leurs frontières².

La Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie ont mis sur pied une alliance défensive, la Petite-Entente en vue de s'opposer au révisionnisme et aux actions revanchardes, ainsi que pour défendre le *statu quo* en Europe³.

A cette fin, la Petite-Entente s'est efforcée, pendant les quelques vingt années qu'elle a duré, de défendre par toutes ses actions l'ordre juridique et politique dans l'Europe de l'entre-deux-guerres. Les trois Etats ont défendu sans trêve le statut de la Société des Nations, ont appuyé toutes les démarches, tous les traités, conventions et accords destinés à sauvegarder la paix en Europe. Ainsi, ils ont participé à la conclusion du traité qui interdisait la guerre — le pacte Briand-Kellog —, ont signé les conventions de définition de l'agression avec l'U.R.S.S., ont contribué à la réalisation du pacte oriental de sécurité collective, etc.

¹ La Loi provisoire relative au traité de paix et au protocole conclu à Versailles, dans « Službene novine » Belgrade, No. 119 du 2 juin 1920.

² Les frontières de la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie ont été garanties par les grandes puissances (v. le Traité relatif à certaines frontières de l'Europe Centrale, signé à Sèvres, le 10 août 1920 entre les USA, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie. Enregistrement du 9 janvier 1922, No. 203, SDN—RTD, 1922, Vol. 8.

³ Milan Vanku, *Mala Antanta (1920—1938)*, Titovo Užice, 1969.

Dès que la première guerre mondiale fut achevée et que les traités de paix ont été signés, les forces revanchardes et révisionnistes de l'Autriche et de Hongrie, profitant de l'appui des cercles réactionnaires et revanchards allemands, ont tenté de remettre sur le trône de l'Autriche-Hongrie l'ex-empereur et roi, Charles IV de Habsbourg, bien que celui-ci ait abdiqué après la capitulation de l'armée de l'Autriche-Hongrie, en 1918. Les cercles monarchistes des deux pays, mécontents de voir disparaître l'Empire en même temps que la dynastie, avaient fait cette tentative à deux reprises, aux mois de mars et d'octobre 1921, mais la Petite-Entente, à peine instituée, fit son entrée en scène énergiquement, ce qui amena l'expulsion de Charles IV d'Autriche par les alliés⁴. Intéressée elle aussi à empêcher la restauration des Habsbourg, l'Italie, une des héritières des domaines de l'Autriche-Hongrie (ayant le même but à cet égard que les Pays de la Petite-Entente), a conclu avec la Yougoslavie la Convention antihabsbourgeoise le 12 novembre 1920, à Rapallo⁵. Cet important document a contribué à affermir l'action initiée par la Yougoslavie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie en vue d'écartier les tentatives de restauration de l'Empire des Habsbourg.

Aux premiers mois de l'année 1923, la Hongrie de Horthy a provoqué quelques incidents frontaliers dans tous les Etats membres de la Petite-Entente, de nature à inquiéter surtout la Roumanie qui en a renseigné ses alliés. Ceci a eu comme résultat une démarche commune des grandes puissances et de la Petite-Entente auprès du gouvernement hongrois qui a promis de prendre les mesures nécessaires afin que soient évités les conflits limitrophes avec ses voisins.

La Bulgarie essaya d'augmenter le contingent de ses forces armées au-delà des limites prévues par le traité de Neuilly. La commission de contrôle des alliés, dont le but était le désarmement des pays vaincus, n'avait pas accompli entièrement son devoir, ce qui rendait possibles les invasions dans les territoires des pays de la Petite-Entente, des sabotages et des attentats de la part des organisations irrédentistes qui disposaient d'arsenaux entiers que la commission n'avait pas insisté de séquestrer. Sur la demande de la Petite-Entente, la Conférence des ambassadeurs à Paris envoya, en février 1923, une note sévère à l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie, qui interdisait à ces pays la production de matériel de guerre et de gaz suffocants⁶.

Dans ses aspirations revanchardes et révisionnistes, la Hongrie a obtenu l'appui d'une des grandes puissances de l'époque, l'Italie fasciste. Malgré le traité italo-yougoslave signé à Rapallo en 1920, le gouvernement de Benito Mussolini espérait pouvoir résoudre les problèmes suscités par la régularisation de ses rapports avec la Yougoslavie s'il avait à sa disposition une Hongrie forte, bien armée, qui l'aiderait à intimider la Yougo-

⁴ M. Vanku, *op. cit.*, p. 14-18.

⁵ La Convention antihabsbourgeoise entre le Royaume des SCS (la Serbie, la Croatie, la Slovénie) et le Royaume d'Italie, signée à Rapallo le 12 novembre 1920. Cf. Vojislav Jovanović, *Rapalski ugovor, Zbirka dokumenata*, Belgrade 1950, p. 69-71.

⁶ DA DSIP-PP, 1923, F-1, 2, 3 - Le Ministère des affaires étrangères à la Légation de Paris, No. 2244 du 28 III 1923; No. 4878 du 28 V 1923; No. 10427 du 3 XI 1923.

slavie; en ce cas, la Yougoslavie serait forcée de céder dans un conflit relatif aux frontières ⁷.

Les attentats et les sabotages, dont l'inspirateur était l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne, soulevaient un grave problème devant les pays-membres de la Petite-Entente. Le gouvernement d'Alexandre Stamboliski faisait tout son possible pour empêcher et régulariser ses relations avec la Yougoslavie, ce qui a conduit à la conclusion d'un accord avec la Yougoslavie, qui fut signé à Niš, au mois de mars 1923 ⁸. Le gouvernement d'Alexandre Stamboliski menait en même temps des négociations en vue de la régularisation de ses relations limitrophes avec la Roumanie. La politique de paix et de relations amicales du cabinet d'A. Stamboliski avec les pays limitrophes ne plaisait pas aux éléments révisionnistes et revanchards, qui organisèrent le coup d'Etat du mois de juin 1923, tuant A. Stamboliski, presque tous les membres de son cabinet et les dirigeants du Parti des paysans. Le pouvoir passa aux mains des éléments les plus réactionnaires du pays, dirigés par le fasciste Alexandre Cankov ⁹. Les pays limitrophes de Bulgarie (la Turquie, la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie) ont été contraints de prendre des mesures de sûreté aux frontières pour empêcher les actions éventuelles des revanchards bulgares ¹⁰.

Au printemps 1925, les dirigeants bulgares ont demandé à la Conférence des ambassadeurs à Paris la permission de dépasser le contingent approuvé de 40.000 soldats, sous prétexte d'être menacée par une révolution communiste. Après un attentat dirigé contre le roi Boris dans l'église de Sainte-Sophie, le gouvernement bulgare a requis à nouveau le dépassement de ses forces armées, avec un surplus de 10.000 soldats. Il accusa le gouvernement yougoslave d'avoir organisé ledit attentat, ce qui a été démenti par une enquête. Un avertissement lui a suivi de la part des grandes puissances, la France, l'Angleterre et l'Italie. Par la suite, le gouvernement bulgare a été obligé de se dédire et de s'excuser auprès du gouvernement yougoslave, en déclarant que les organes yougoslaves n'avaient eu aucune part dans l'attentat commis en Bulgarie. A l'insistance de la Petite-Entente, le gouvernement bulgare fut contraint de se soumettre aux décisions de la Conférence des ambassadeurs et, au mois de juin 1925, de démobiliser les volontaires. La Conférence des ambassadeurs a averti, le 2 décembre 1925, les gouvernements de Hongrie et de Bulgarie, qu'elle serait contrainte de soumettre les deux cas à la compétence de la Société des Nations si les deux gouvernements ne se conformaient pas aux clauses des traités de paix et ne respectaient pas leurs obligations au sujet du désarmement ¹¹.

N'ayant pas réussi à ramener Charles IV au trône de l'Autriche-Hongrie, les forces revanchardes de ces pays ont essayé de rapprocher

⁷ *I documenti diplomatici italiani (IDDI)*, vol. I, doc. 283, p. 177.

⁸ Cf. L'Accord de Niš entre la Yougoslavie et la Bulgarie, dans « *Politika* » du 12 mai 1924.

⁹ DA FNRJ A—I—MS—A—F—24 — S(lave) I(vanov) (un des chefs des fédéralistes macédoniens) à M. Stojadinović. Projet de continuer la lutte contre l'organisation clandestine, dirigée contre la Yougoslavie. Rapport du mois de septembre 1937.

¹⁰ DA DSIP — LP — Perić à la Légation yougoslave de Londres, tél., p. No. 710 du 17 septembre 1923.

¹¹ « *Politika* », 28 et 29 avril 1925, 5 juin et 3 décembre 1925.

l'Autriche de l'Allemagne. La campagne en faveur de l'Anschluss menée en Autriche revêtait à chaque moment un aspect différent suivant les circonstances politiques. On comprend bien que la Petite-Entente ne pouvait accepter une telle solution du problème autrichien; elle s'est déclarée contre tout rapprochement de l'Autriche et de l'Allemagne et pour la reconstruction des finances de la République autrichienne¹². A cet égard, c'est la Yougoslavie qui, parmi les membres de la Petite-Entente, était la plus sujette à l'inquiétude, parce que cela ne la laissait pas indifférente d'avoir à ses frontières la petite Autriche ou la grande Allemagne. Parlant dans l'Assemblée nationale à propos des diverses opinions pro-Anschluss, le ministre des affaires étrangères yougoslave Momčilo Ninčić affirmait le 13 juillet 1925 que le gouvernement yougoslave considérait l'Anschluss comme impossible, en soulignant en même temps les obligations qui incombaient à l'Allemagne concernant l'indépendance de l'Autriche conformément à l'article 80 du traité de paix de Versailles et, réciproquement, celles de l'Autriche, prévues par l'article 88 du traité de paix de Saint-Germain et le Protocole No. 1 du 4 octobre 1922, relatif à la reconstruction financière de l'Autriche, dans lequel l'Autriche s'obligeait de ne pas se réunir à l'Allemagne: « Tout rattachement à l'Allemagne qui ne serait pas conforme à l'esprit des traités de paix — dit Ninčić — constituerait une grave infraction à ces traités, et cela s'entend que notre gouvernement ne pourrait rester indifférent à l'égard d'un tel acte »¹³.

Vers la fin de 1925, en Hongrie a été dénoncée une grande affaire des billets de banque faux. Les irrédentistes hongrois avaient falsifié des francs français et des couronnes tchécoslovaques, afin de provoquer l'inflation en France et de créer une situation chaotique dans les finances et l'économie des pays de la Petite-Entente, ce qui aurait favorisé une révision des traités de paix. Ainsi les forces revanchardes de Berlin, Vienne, Budapest et Sofia avaient préparé secrètement la révision des traités de paix. Elles considéraient qu'il fallait diriger leur action subversive en premier lieu contre la France, en tant qu'Etat continental où étaient en vigueur les traités de paix. Pour ce faire elles commencèrent à multiplier les billets de banque français, espérant que la Petite-Entente serait facilement dissoute après la désorganisation en France¹⁴. Dans cette affaire étaient impliqués les personnages les plus marquants de la Hongrie. Devant la commission d'enquête du Parlement hongrois, le premier ministre, le comte Bethlen, a reconnu avoir été informé de cette affaire, dans laquelle avaient été impliqués le ministre des affaires intérieures, le chef de police de Budapest et d'autres hauts fonctionnaires militaires et d'Etat. Malgré cela, le gouvernement hongrois n'avait pas empêché la falsification et la diffusion des billets faux. Suivant les déclai-

¹² Jovan Jovanović, *Diplomatska istorija nove Evrope (1918—1939)*, Belgrade 1939, t. II, p. 50—51.

¹³ Notes sténographiques de l'Assemblée nationale du Royaume des SCS, Belgrade 1925, t. IV, p. 458.

¹⁴ DA DSIP — LP — Le chef de Section d'informations du ministère des Affaires Etrangères Životić à la Légation royale de Londres, Section d'information, Autriche No. 4, du 22 février 1926.

rations des accusés, ces billets devaient servir à fournir des armes à l'Armée hongroise. Les autorités militaires en empêchaient l'enquête, tandis que les accusés soutenaient pour leur défense devant le tribunal d'y avoir pris part pour des raisons patriotiques, ce que la cour d'assises accepta en condamnant les principaux inculpés à la réclusion de courte durée.

Les Etats membres de la Petite-Entente, réunis dans une Conférence à Timișoara, le 10 février 1926, pour examiner la conjoncture internationale telle qu'elle se présentait après Locarno, ont appréciée celle-ci comme non satisfaisante en ce qui concerne la question de la défense des traités et du *statu quo* européens. Ils ont aussi analysé les grands problèmes suscités par la falsification des banknotes. A cette même occasion, les trois Etats ont rappelé que ce n'était pas la première fois que les autorités hongroises avaient falsifié de l'argent étranger (ainsi, l'affaire des couronnes tchécoslovaques et des dinars yougoslaves, en 1921)¹⁵. La Tchécoslovaquie et la France en avaient informé la Société des Nations, où ce délit a été discuté dans ses lignes générales. Aucune sanction n'a été décidée.

Au commencement de 1927, le gouvernement hongrois s'est adressé à la Conférence des ambassadeurs à Paris exigeant la dissolution de la commission militaire internationale de contrôle en Hongrie. La Petite-Entente n'a pas été d'accord avec cette proposition et a présenté des arguments convaincants pour ne pas dissoudre ladite commission. Pourtant, appuyée par la Grande-Bretagne et l'Italie, la Conférence des ambassadeurs dissout, en août 1927, la commission militaire¹⁶. Bientôt il est devenu évident que l'exigence de la Petite-Entente avait été justifiée, parce qu'un transport secret d'armes à la Hongrie a été dénoncé vers la fin du mois de décembre 1927. A la gare de Saint-Gothard, en Autriche, les douaniers avaient découvert 5 wagons chargés de mitrailleuses envoyées d'Italie à la Hongrie¹⁷. Les pays membres de la Petite-Entente envoyèrent au Conseil de la Société des Nations un mémorandum où ils signalaient l'incident et soulignaient que « l'intérêt commun imposait l'éclaircissement de ce cas qui pouvait ébranler sérieusement la confiance dans la validité de la paix mondiale ; ils se faisaient un devoir de prévenir sur les conséquences qui pouvaient s'ensuivre »¹⁸. Les ministres des affaires étrangères de la Petite-Entente, E. Beneš, N. Titulescu et V. Marinković ont demandé, le 1^{er} février 1928, au Conseil de la Société des Nations de réinstaller le contrôle militaire en Hongrie conformément au traité de paix de Trianon, afin de prévenir « des graves incidents et leurs conséquences ». Dans la réunion de la Petite-Entente à Genève, le 4 mars,

¹⁵ Communiqués des conférences des ministres des affaires étrangères des Etats de la Petite-Entente et des sessions du Conseil permanent 1922—1936. Secrétariat du Conseil permanent de la Petite-Entente (CCPE dans le texte suivant), Belgrade 1936, p. 10—11.

¹⁶ J. Jovanović, *op. cit.*, t. II, p. 88. La Petite-Entente est intervenue plusieurs fois à la Conférence des ambassadeurs de Paris, exigeant que la Commission internationale militaire de contrôle continuât à exercer son action en Hongrie, mais sans succès, Archives de l'Etat, București, Fonds Casa regală, Dos. 34/925, F — 103—112, 119 et 127—128 de février-mars 1927.

¹⁷ DA DSIP — PP, 1928, F — 1 — Le chargé d'affaires de Budapest, Ivan Vukotić au Ministère des affaires étrangères, No. 153 et 155 du 25 février 1928 ; DA DSIP — CPB — « Revue de la presse étrangère », 6 janvier 1928.

¹⁸ DA DSIP — LP — Le ministre des affaires étrangères V. Marinković à la Légation royale à Londres, tél. No. 428 du 28 janvier 1928.

les trois ministres ont examiné en détail l'affaire des mitrailleuses et le problème des optants hongrois. En même temps, ils ont protesté contre l'armement secret de la Hongrie, en soulignant que cet Etat s'armait en secret pour restaurer par les armes l'ancienne monarchie habsbourgeoise — ce qui aurait conduit à une guerre avec les pays membres de la Petite-Entente¹⁹.

L'enquête entreprise par la Société des Nations n'a abouti à aucun résultat parce que ses instructions ont été empêchées par le gouvernement hongrois, qui avait détruit tous les documents concernant ladite affaire et les traces qui indiquaient la destination des mitrailleuses. Le Conseil de la Société des Nations, animé par l'esprit de concession inauguré par les deux grandes puissances à l'occasion des accords conclus à Locarno, a émis une résolution assez précaire concernant l'action de St.-Gothard, où il exprimait son regret que le gouvernement hongrois n'ait analysé l'incident du 1^{er} janvier 1928 dans la gare de Saint-Gothard que du point de vue de l'atteinte portée aux règles concernant le chemin de fer et les douanes, sans s'arrêter à la question de la destination du matériel de guerre qui avait fait l'objet réel du transport. Là-dessus il existait une déclaration mensongère, ce qui revêtait une signification toute particulière de la part de la Hongrie, vu les obligations qui lui incombaient conformément au traité de Trianon. Le Conseil a constaté la gravité de cet incident, et a mis en évidence « l'importance qu'il attribuait à ce que des événements du même genre n'aient plus à se répéter »²⁰.

La résolution adoptée par le Conseil de la Société des Nations ne prévoyait aucune sanction contre la Hongrie. On s'est contenté de l'avertir. Cette fois encore la violation des dispositions du traité de paix de Trianon relatives à l'armement a été regardée avec une tolérance maligne.

Les dirigeants hongrois déclaraient en public que la Hongrie effectuerait un jour la révision des traités de paix et se revancheait sur ses voisins. A l'occasion de l'inauguration du monument au soldat inconnu à Budapest, le 26 mai 1929, le premier ministre du gouvernement hongrois, le comte Bethlen, a déclaré dans son discours que la Hongrie ne pouvait oublier les provinces qui avaient appartenu à la couronne de Saint-Etienne, et que les frontières hongroises auraient dû se trouver sur les Carpates. Quelques jours après cette déclaration, pendant le meeting qui a eu lieu à l'occasion de la conclusion du traité de Trianon, tous les conférenciers ont exigé la révision des traités de paix, déclarant que la Hongrie serait obligée de recourir aux armes si elle ne pouvait réaliser son but de manière pacifique. Ils envoyèrent un message à leurs voisins, en les avertissant que les Hongrois apporteraient la libération « aux frères subjugués des pays voisins »²¹. Dans ses attaques dirigées contre les

¹⁹ CCPE, p. 14 ; K. St. Pavlović, *Vojislav Marinković i njegovo doba (1876—1935)*, Londres 1956, t. II, p. 92.

²⁰ SDN — JO, Procès-verbal de la session du Conseil, IX^e année, No. 7, juillet 1928, p. 918.

²¹ Archives de l'Etat București, Fonds Casa regală, Dos. 36/925, F — 149—150, No. 10692 du 14 juin 1929 — Mironescu de Bucarest — Protestation des Etats de la Petite-Entente à propos du discours de Bethlen du 28 mai 1929 ; « Politika », 11, 12, 13, 17, 18 octobre et 18 décembre 1929.

Etats de la Petite-Entente, la Hongrie avait l'appui de l'Italie fasciste. L'ostilité vers la Petite-Entente était presque générale dans la presse italienne, qui soutenait toutes les ingérences hongroises et bulgares concernant l'intégrité des pays de l'alliance. Un témoignage évident est fourni par le discours d'un contenu revanchard du vice-secrétaire de l'aviation italienne, Balbo, tenu à Varna, à l'occasion de sa visite en Bulgarie, ou par l'appui offert par Mussolini à la Bulgarie et la Hongrie dans la question de l'accomplissement de leurs obligations de réparations à l'égard de la Yougoslavie et de la Roumanie.

Au mois de mars 1931 a été signée l'union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche²². On pensait qu'à cause de la crise, les pays intéressés, absorbés par leurs problèmes économiques, n'auraient pas de répit pour s'occuper des questions austro-allemandes et qu'elles dépasseraient à la légère les limites prévues par les documents internationaux, signés par les deux pays, actes qui interdisaient explicitement leur union. La Petite-Entente fit une démarche décisive contre cet acte international illégitime. Pendant ce temps, la France, qui s'opposait à l'Anschluss, cherchait des solutions pour ménager l'Allemagne, tandis que la Grande-Bretagne était préoccupée uniquement d'introduire dans les relations entre Etats « l'esprit » de Locarno²³. Il s'agissait d'un problème qui, vu son caractère, devait être soumis au Conseil de la Société des Nations²⁴. Après une discussion générale de ce problème, le Conseil s'est adressé à la cour permanente de justice internationale, exigeant l'opinion consultative pour décider si l'alliance établie entre l'Allemagne et l'Autriche le 19 mars 1931 était conforme aux documents signés auparavant par les deux pays²⁵. La réponse de la cour a été négative²⁶. Entre-temps, les deux partenaires ont renoncé à cet acte, ce qui signifiait la solution définitive du problème²⁷. Si les deux pays avaient réussi à réaliser l'union douanière, un coup fatal aurait été donné au système d'institutions établi en Europe, en d'autres paroles l'annexion politique aurait été facilitée²⁸.

Au mois de janvier 1933, une grande quantité d'armes, envoyée d'Italie pour être réparée, a été découverte dans la fabrique d'armes

²² Cf. le texte de l'Union douanière austro-allemande du 19 mars 1931 (DIA, 1932, p. 3—6).

²³ Nicolae Titulescu, *Documente diplomatice* (NT, DD), București, 1967, p. 366—370 ; J. B. Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris 1957, p. 163—166 ; André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin*, Paris, 1946, p. 19.

²⁴ A propos de la discussion sur l'Union douanière austro-allemande, dans la 63^e session du Conseil de la Société des Nations, le Conseil a invité aussi quelques pays intéressés, mais qui n'ont pas été membres du Conseil : Tchécoslovaquie (Beneš), Autriche (Scheber) et Belgique (Hymans).

²⁵ SDN — JO, Procès-verbal de la LXIII^e Session du Conseil, XII^e année, No. 7, juillet 1931, p. 1069.

²⁶ Cour permanente de justice internationale. Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Protocole du 19 mars 1931). Avis consultatif du 5 septembre 1931. XXII^e session. Série A/B — Fasc. No. 41, p. 53.

²⁷ SDN — JO, Procès-verbal de la LXIV^e session du Conseil, XII^e année, No. 11, novembre 1931, p. 2069—2070.

²⁸ Eduard Beneš, L'Accord austro-allemand — Exposé du ministre des affaires étrangères devant les commissions des affaires étrangères de la Chambre des députés et du Sénat, le 23 avril 1931, Prague 1931.

autrichienne de Hirtenberg. Elle devait ensuite passer en Hongrie. On constata par la même occasion que 47 wagons d'armes et de munitions avaient été transportés d'Italie en Autriche le 8 janvier. Cette marchandise avait été déclarée comme étant de la vieille ferraille. 40 wagons avaient déjà été importés en Hongrie, tandis que le reste était livré à l'Autriche pour récompenser sa médiation. Les journaux français affirmaient à propos de ces événements que 195.000 tonnes de gaz suffocant, quelques dizaines d'avions et d'autres armes (transportés par camions à travers le Burgenland) avaient été importés en Hongrie. Les pays de la Petite-Entente déclaraient vouloir soumettre ce cas à la Société des Nations. Les grandes puissances — la France et la Grande-Bretagne ²⁹ — ont fait des démarches d'urgence auprès du gouvernement autrichien qui ont eu pour résultat la conclusion d'un accord avec le gouvernement d'Autriche et celui d'Italie, qui prévoyait la restitution des armes à l'Italie après leur réparation. Le secrétariat du Conseil permanent de la Petite-Entente informa le secrétaire général de la Société des Nations que la Petite-Entente acceptait la décision prise par les gouvernements de France et d'Angleterre, d'une part, et celui d'Autriche, de l'autre, mais que de ce fait l'on ne pouvait estimer ce problème résolu ³⁰.

Benito Mussolini soutenait le revanchisme et le révisionnisme, surtout envers la Yougoslavie. Il s'engagea très activement à prêter son assistance aux mouvements fascistes de Hongrie, Bulgarie et Autriche, espérant partager ainsi plus facilement la Yougoslavie, grâce aux pays limitrophes ennemis de la Petite-Entente. Ne voyant pas de possibilité pour le moment de réaliser son but, il pensa l'atteindre en attirant les grandes puissances dans un seul bloc unitaire, ce qui lui aurait permis de décider du sort des petits Etats. Ainsi, au mois de mars 1933, il fit la proposition au premier ministre anglais, Mac Donald, et au ministre des affaires étrangères, Simon, d'instituer un pacte des grandes puissances ³¹ (l'Italie, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne). Le projet de pacte de Mussolini prévoyait l'institution d'un directoire des quatre grandes puissances. A son avis, la Société des Nations devait devenir un organe des grandes puissances, tous les Etats étant répartis en trois catégories. Le Conseil de la Société des Nations ne serait formé que des membres de la première catégorie. Les Etats signataires du pacte portaient du principe de la révision des statuts de la Société des Nations. L'on arrivait ainsi au torpillage du système juridique et politique tout entier de l'Europe de l'entre-deux-guerres. Quant aux grandes puissances, elles

²⁹ Le gouvernement britannique s'est élevé contre la proposition de la Petite-Entente d'exposer le problème de l'affaire de Hirtenberg à la Société des Nations. Il conseilla à la France d'amener la Petite-Entente à renoncer à sa proposition (DDF, série I, t. II, doc. 216, p. 486).

³⁰ SDN — JO, XIV^e année, No. 3, p. 398—399; DA DSIP LP — Le ministre des affaires étrangères à la Légation royale de Londres, tél. No. 3680 du 26 février 1933; DDF, série I, t. II, doc. 342, p. 693.

³¹ Cf. M. Vanku, *Osvrt na akciju Male Antante u vezi sa stvaranjem Četvornog pakta velikih sila 1933. godine*, dans « Jugoslavenska revija za međunarodno pravo », Belgrade 1966, N^{os} 1—3, p. 208—213.

auraient le droit d'ingérence commune dans toutes les controverses de la politique internationale en Europe et hors d'elle ³².

Mussolini considérait que la Société des Nations n'était pas capable de maintenir la paix en Europe et que son « directoire des puissances » pouvait le faire. Naturellement, l'Allemagne nazie accepta volontiers la proposition de Mussolini parce qu'elle lui facilitait la révision du traité de paix de Versailles sans lui porter atteinte, ainsi que l'obtention de l'approbation des autres puissances pour le réarmement. Le vice-chancelier Franz von Papen affirma qu'il s'agissait d'une idée « géniale ». Les nazis eux-mêmes ont compris qu'une telle proposition serait un grave assaut dirigé contre le système français de sécurité collective, surtout contre la Petite-Entente et la Pologne ³³.

Le projet de pacte de Mussolini eut un écho très défavorable de par le monde. Winston Churchill a critiqué le gouvernement anglais pour avoir approuvé le révisionnisme et la reconnaissance du principe d'égalité dans la question de l'armement de l'Allemagne. En France aussi se faisaient entendre des objections énergiques au projet du Pacte à quatre. Dans les pays de la Petite-Entente ont été organisées des manifestations contre ce projet ³⁴. La Pologne, de même que la Belgique, s'y sont déclarées elles aussi contre. Toute la presse mondiale, exceptée celle des pays revanchards et révisionnistes, était contre le pacte des grandes puissances, proposé par Mussolini. Dans son communiqué du 25 mars 1933, la Petite-Entente soulignait que les divers pays ne pouvaient disposer, dans les contrats signés entre eux, des droits des autres pays, soit que lesdits contrats obligeassent les signataires de prendre des décisions réelles, ou qu'ils se réduisissent à la pression exercée sur des pays qui n'avaient pas conclu ces contrats ³⁵. La Petite-Entente souligna que personne ne pouvait disposer d'une manière directe ou indirecte des biens d'autrui, mettant en évidence que la politique révisionniste était favorisée par les négociations séparées menées par les grandes puissances. La Petite-Entente a aussi souligné que pareils malentendus appartenaient au passé, c'est-à-dire au temps où la Société des Nations n'existait pas ³⁶. Le Conseil permanent de la Petite-Entente a autorisé le ministre des affaires étrangères roumain N. Titulescu d'agir au nom de l'alliance à Paris et à Londres, afin que le Pacte à quatre ne se limitât qu'aux parties contractantes. L'action de Titulescu a été très féconde ³⁷. Au temps de son séjour

³² Cf. le projet italien du Pacte à quatre du 18 mars 1933 : Pacte d'entente et collaboration parafé à Rome le 7 juin 1933, ministère des Affaires Etrangères, Paris 1933, p. 3.

³³ DGSP, série C, vol. I, p. 161—163, 184—185.

³⁴ Au meeting de Belgrade ont parlé les députés populaires tchécoslovaques et roumains sur la lutte contre le Pacte à quatre des grandes puissances (« Politika » du 29 mai 1933 ; Notes sténographiques de l'Assemblée nationale du Royaume de Yougoslavie, Belgrade 1937, t. II, p. 824).

³⁵ Cf. le communiqué de la Petite-Entente du 25 mars 1933 : NTDD, p. 503—505 ; DDF, série I, t. VIII, doc. 54, p. 80—81 ; DIA, 1954, p. 252.

³⁶ Miloš Radojković, *Fašistička Italija i Društvo naroda* dans, « Srpski književni glasnik », Beograd 1935, No. 7, p. 538 ; CCPE, p. 31—32.

³⁷ DA DSIP — LP — Le ministre des affaires étrangères B. Jevtić de la Légation royale à Londres, lettre chiffrée, No. 209 du 4 avril 1933 ; NTDD, p. 485—494 ; J. Paul Boncour, *Entre deux guerres. Souvenirs sur la 3^e République. Les lendemains de la victoire (1919—1934)*, Paris 1945, t. II, p. 345—347.

à Londres, il déclara au ministre des affaires étrangères allemand, von Neurath, que la Roumanie ne serait jamais d'accord avec les plans hongrois, proposés par l'Italie. Quant à l'union de l'Autriche et de la Hongrie, Titulescu fit savoir au ministre allemand que celle-ci pourrait constituer un motif de guerre pour la Roumanie et la Petite-Entente³⁸. Le projet de plan de Mussolini devait subir d'importantes modifications. Le gouvernement français élaborait un mémorandum, en avril 1933, dans lequel il déclarait renoncer à la clause de révision du pacte de la Société des Nations³⁹.

En ce qui concerne les pays de la Petite-Entente, le gouvernement français offrait les garanties que le Pacte à quatre ne se référait qu'aux pays signataires⁴⁰. La France assura la Petite-Entente que les signataires du Pacte à quatre n'avaient pas l'intention de s'ingérer dans les questions qui relevaient de la compétence de la Société des Nations, ni dans le droit de vote qui s'appliquait conformément à l'article 19 du Pacte de la Société des Nations. Le gouvernement français présenta des garanties formelles que le pacte à quatre ne pouvait aboutir à aucun accord ayant le but d'effectuer, de manière directe ou indirecte, la révision des frontières⁴¹. A l'occasion de la visite du ministre des affaires étrangères roumain N. Titulescu en Tchécoslovaquie, lorsqu'il rencontra E. Beneš, à Košice, les journalistes lui posèrent la question si la Petite-Entente permettrait la révision des traités de paix. « Les manifestations qu'on voit ici /en Tchécoslovaquie/, en Yougoslavie et en Roumanie — répondit Titulescu — indiquent que les trois Pays ne permettront pas la révision. Les frontières des Etats de la Petite-Entente ont été établies par les traités de paix, et non pas par les gouvernements particuliers. Nous ne céderons pas d'un centimètre carré. Un tel acte est illégitime et hostile, et il signifierait une ingérence dans les affaires intérieures des Etats souverains. C'était là la raison qui m'a poussé à parler en faveur de la thèse que la révision signifie la guerre » — termina Titulescu sa déclaration⁴².

³⁸ DGFP. Série C, vol. I, p. 385 ; Le ministre des affaires étrangères tchécoslovaque, E. Beneš, a parlé le 25 avril 1933 dans la Chambre des députés tchécoslovaque et a déclaré que les Etats de la Petite-Entente ne permettraient pas l'ingérence des grandes puissances dans les affaires territoriales défendant leurs frontières à main armée, s'il était nécessaire, afin de maintenir l'intégrité de leurs frontières (Archives de l'Etat București, Fonds Ministerul Propagandei Naționale, Dos. 288, F — 193 — La Légation roumaine de Prague au ministre des affaires étrangères N. Titulescu à Bucarest, Office de presse, No. 80 du 26 avril 1933).

³⁹ Cf. Les projets français et britannique du Pacte à quatre : Pacte d'Entente et collaboration parafé à Rome, *ibid.*, p. 6—13 ; DGFP, série C, vol. I, p. 191—192 et 281—286.

⁴⁰ Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales. Les crises du 20^e siècle*, II. De 1929 à 1945, Paris 1958, t. VIII, p. 28—31.

⁴¹ CCPE, p. 33—37 ; Pacte d'Entente et collaboration parafé à Rome, *ibid.*, p. 19—20 ; cf. le communiqué du Conseil permanent de la Petite-Entente du 29 et du 30 mai 1933 (DIA, 1934, p. 261—263) ; NTDD, p. 494—505 ; DDF, série I, t. III, doc. 331, p. 594—597.

⁴² N. Titulescu, *Discursuri*, București, 1967, p. 397—399 ; « Politika » du 12 décembre 1933 ; Le gouvernement hongrois présidé par Gyula Gembes, commença à exercer, après la proclamation du projet de Mussolini du Pacte à quatre, une propagande intense pour la révision des traités de paix (dans les écoles, les églises, l'armée, les organisations militaires, politiques et patriotiques) ayant à sa disposition les publications et la presse. En même temps, il a incité l'esprit guerrier du peuple, en oubliant l'existence du traité de Trianon. La Hongrie considérait que les territoires, restitués à la Yougoslavie, à la Roumanie et à la Tchécoslovaquie conformément au traité de paix, devaient lui être annexés par une révision effectuée par la Société des Nations.

Le Pacte des grandes puissances — l'Italie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France — a été parafé le 7 juin et signé le 16 juillet, à Rome ⁴³.

La Petite-Entente, qui s'est opposée fermement à la proposition italienne du Pacte à quatre, en vit bientôt les résultats escomptés : le Pacte à quatre des grandes puissances était restreint aux quatre Etats signataires, du point de vue politique et strictement territorial, lié à l'Europe occidentale et aux Etats qui l'avaient signé. La tentative de l'Italie fasciste de transformer le système de la politique européenne dans un système de grandes puissances qui dirigeraient l'Europe a essuyé une défaite. Partant du point de vue erroné que l'alliance de la Petite-Entente fût dirigée contre l'Italie, le gouvernement fasciste a désiré s'opposer à la Petite-Entente grâce à l'institution du Pacte à quatre, qui aurait du paralyser d'abord la politique de cette alliance et, ensuite, la défaire. Le principal but des fascistes était de démembrer la Yougoslavie : dans cette action, l'Italie aurait été assistée par ses amis et sympathisants. Cependant, la Petite-Entente réussit, au prix de démarches énergiques, à réduire le Pacte à quatre à ses vraies dimensions et à ne pas permettre l'institution d'un bloc des grandes puissances, comme l'avait prévu l'Italie fasciste.

A la fin de l'année 1933 — commencement de l'année suivante, la campagne pour l'Anschluss a été brusquement intensifiée en Autriche. Le gouvernement Dollfuss, ayant l'appui de Rome et du Vatican, s'est opposé fermement à l'Anschluss et à tous les agissements nazis : il interdit le parti nazi et expulsa ses chefs hors du pays. La Petite-Entente a soutenu l'action poursuivie par la France en vue de protéger l'indépendance de l'Autriche et donna son adhésion à la conservation de sa souveraineté. Quant aux gouvernements des grandes puissances, ils ont fait, le 17 février 1934, une déclaration commune concernant la nécessité de conserver la souveraineté et l'intégrité de la République d'Autriche conformément aux traités de paix existants ⁴⁴. Quoique Mussolini eût propagé le révisionnisme, il ne désirait pas voir l'arrivée de l'Allemagne à Brenner, où elle pourrait soulever le problème du Tirol du Sud — ce qui expliquait son appui au régime clérical fasciste de Dollfuss en Autriche. Puisque ses agissements n'ont pas réussi dans la question du Pacte à quatre, ni dans celle de l'institution d'une communauté danubienne sous l'hégémonie de Rome, Mussolini décida de fonder un troisième bloc en Europe. Le 17 mars 1934, ont été signés les Protocoles de Rome entre l'Autriche, la Hongrie et l'Italie ⁴⁵.

Après la conclusion du Pacte d'organisation de l'alliance de la Petite-Entente ⁴⁶, le 16 février 1933, et après la conclusion de l'Accord

⁴³ Cf. le texte du Pacte à quatre des grandes puissances, parafé le 7 juin 1933 à Rome : Pacte d'entente et collaboration parafé à Rome, *ibid.*, p. 21—22.

⁴⁴ DIA, 1934, 394—395.

⁴⁵ Protocole entre l'Autriche, la Hongrie et l'Italie, signé à Rome le 17 mars, 1934. SDN — RDT, vol. 154.

⁴⁶ Pacte d'organisation de la Petite-Entente. Signé à Genève, le 16 février 1933. SDN — RDT, 1933, vol. 139.

balkanique ⁴⁷, le 9 février 1934, Rome ne se faisait plus d'illusion sur une communauté danubienne. S'opposant à ces deux groupements politico-économiques en Europe Centrale et aux Balkans, Mussolini a décidé à conclure les Protocoles de Rome avec les deux Etats qui étaient adversaires de l'alliance de la Petite-Entente et sympathisaient avec l'Italie fasciste qui offrait son appui à leurs aspirations revanchardes et révisionnistes.

Les 6—7 janvier 1935, Benito Mussolini a conclu avec Pierre Laval les accords franco-italiens de Rome, qui reconnaissaient à l'Autriche l'intégrité territoriale et lui garantissaient l'indépendance. En même temps, ces accords donnaient à B. Mussolini la liberté de poursuivre ses ambitions annexionnistes en Afrique, l'encourageant aussi dans ses plans fantastiques concernant la création d'un nouvel empire roman. Il considérait n'avoir à se heurter à aucun obstacle en allant en Afrique : ainsi, commença-t-il, le 2 octobre 1935, à préparer son agression militaire contre l'Ethiopie ⁴⁸, qui était membre de la Société des Nations — bien qu'un tel agissement fût tombé sous les prévisions du Pacte Briand-Kellogg dont l'un des signataires était l'Italie ⁴⁹.

Le Conseil de la Société des Nations constata, le 7 octobre 1935, l'infraction de l'Italie et la proclama agresseur. En même temps, le Conseil proposa de lui infliger des sanctions économiques et financières. Quelques Etats dévoués à l'Italie, tels l'Autriche, la Hongrie et l'Albanie, n'ont pas accepté ces sanctions qui, d'ailleurs, n'étaient même pas complètes, car on n'avait pas tenu compte des matières premières dont le manque aurait pu entraver la machine de guerre italienne ⁵⁰.

A la même période, l'Allemagne nazie publia le décret sur l'institution du service militaire permanent de 12 corps d'armée avec 36 divisions, ce qui voulait dire que les formations militaires de l'Allemagne surpasseraient celles de la France ⁵¹. Le Conseil de la Société des Nations désavoua l'Allemagne sans toutefois lui infliger des sanctions pour la transgression des clauses du traité de Versailles. Malgré toutes les protestations, Hitler était persuadé à l'avance que les désapprobations se réduiraient aux « lettres mortes » et que la violation des dispositions du traité de paix concernant le réarmement n'entraînerait aucune sanction ⁵².

Tout cela était clair. Mais ce qu'on ne pouvait comprendre c'était la politique menée par la Grande-Bretagne à l'égard de l'Allemagne. D'une part, aux côtés des autres membres de la Société des Nations elle avait accusé l'Allemagne à cause du réarmement, de l'autre, elle conclut avec ce pays, le 18 juin 1935, l'accord relatif à l'armement maritime. Un tel acte signifiait que la Grande-Bretagne approuvait le réarmement

⁴⁷ Pacte d'Entente balkanique entre la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie. Signé à Athènes, le 9 février 1934, SDN — RDT, 1934, vol. 153.

⁴⁸ Cf. M. Vanku, *Stav Maie Antante prema agresiji fašističke Italije na Abisiniju 1935 godine*, dans « Analele Societății de limba română », No. 3—4, Pančevo 1973, p. 663—672.

⁴⁹ CCPE, p. 60—61 ; DIA, 1936, vol. I, p. 15—24 ; NTDD, p. 595—596 ; Alfred Mallet, *Pierre Laval, I. Des années obscures à la déshonneur du 13 décembre 1940*, Paris 1954, p. 62—72.

⁵⁰ Renouvin, *op. cit.*, T. VIII, p. 84—88.

⁵¹ Cf. la proclamation de Hitler concernant la renonciation aux dispositions militaires du traité de paix conclu à Versailles et le réarmement de l'Allemagne du 16 mars 1935 (DIA, 1936, vol. I, p. 58—64).

⁵² SDN — JO, XVI^e année, No 5, Procès-verbal de la LXXXV^e Session (extraordinaire) du Conseil, mars 1935, p. 551—552.

de l'Allemagne, c'est-à-dire qu'elle violait à présent, avec l'Allemagne, le traité de paix de Versailles⁵³. L'année suivante, le 7 mars 1936, Hitler renonça à l'improviste de respecter les articles 42 et 43 du traité de paix de Versailles, ainsi que l'accord de Locarno et pénétra avec ses troupes dans la zone démilitarisée du Rhin. Tout le monde croyait que la France forcerait Hitler à la retraite, à main armée, ce qui n'est pas arrivé. La Petite-Entente s'est rangé du côté de la France, mais la déception que produisit aux membres alliés l'acte concessif de la France fut profonde. La Grande-Bretagne ne voulait pas faire la guerre à cause de la France ; la Belgique et la Pologne hésitaient, elles aussi. De toute façon, la situation de la France n'était pas extrêmement favorable parce qu'elle même hésitait⁵⁴.

Malgré tant de discussions engagées dans l'organisation mondiale et hors d'elle, toute démarche s'est réduite à condamner l'acte de l'Allemagne, sans qu'aucune sanction lui fût infligée⁵⁵ : aucun Etat ne pourrait plus se fier aux articles internationaux contresignés aussi par l'Allemagne nazie. La transgression par le III^e Reich des accords de Locarno a constitué un grand coup porté à la politique internationale la veille de la deuxième guerre mondiale, ainsi qu'à la politique menée par l'organisation mondiale, qui s'était montrée incapable de faire respecter les actes par tous les signataires. Cela signifiait en même temps arrêter le fonctionnement du système français de sécurité collective.

Le 12 mars 1938, les troupes d'invasion nazies sont entrées en Autriche. On procéda ensuite à l'Anschluss⁵⁶. Les grandes puissances occidentales (la France et l'Angleterre) se sont contentées de protester. L'Italie fasciste céda l'Autriche à son alliée, l'Allemagne. Seule l'Union Soviétique fit appel à une action conjointe contre l'Allemagne nazie (action qui devait être dirigée par la même organisation mondiale), mais son appel n'a pas été écouté à ce moment-là⁵⁷. La Société des Nations est restée sourde et muette à la perte d'un de ses membres.

Après l'Anschluss d'Autriche, personne ne doutait plus des conséquences funestes de la politique de conciliation menée par les grandes puissances occidentales. Il était évident à ce moment-là que les Etats totalitaires continueraient à conquérir des territoires d'autrui, d'invalider les territoires étrangers sans rencontrer d'opposition.

La Petite-Entente a toutefois essayé de contrecarrer les agissements nazis, en proposant à la Hongrie un traité de non-agression en échange

⁵³ W. S. Churchill, *Journal politique 1936-1939, La deuxième guerre mondiale - L'orage approche - D'une guerre à l'autre 1919-1939*, Paris 1948, t. I, p. 137-142.

⁵⁴ Cf. M. Vanku, *Mala Antanta*, p. 150-155.

⁵⁵ SDN - JO, Procès-verbal de la LXI^e session (extraordinaire) du Conseil, XVII^e année, No. 4, avril 1936, p. 331-350-351 ; NTDD, p. 726-728 ; Titulescu, *Discursuri*, p. 482-485.

⁵⁶ Quant à la réalisation de l'annexion, cf. William L. Shirrer, *The Rise and Fall of the Third Reich. History of Nazi Germany*, London 1960, p. 322-356 ; André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin, Septembre 1931 - octobre 1938*, Paris 1946, p. 314-318 ; Franz von Papen, *Mémoires*, Paris 1953, p. 281-285 ; J. B. Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris 1957, p. 235-241 ; Renouvin, *op. cit.*, t. VIII, p. 122-128.

⁵⁷ *Documents et matériaux relatifs aux événements à la veille de la deuxième guerre mondiale* (Archives du Ministère des affaires étrangères de l'Allemagne (novembre 1937-1938), Belgrade 1949, t. I, p. 81-83 (note No. 3) ; *Hrestomatia po novetšei istorii 1919-1939*, Moscou 1960, t. I, p. 254-255 ; SDEP, vol. III, p. 276-277 ; DGFP, série D, vol. II, p. 176-177 ; DBFP, vol. I, No 90, p. 62.

de la révision des clauses militaires prévues par le traité de Trianon. On sait bien que la Hongrie, influencée par le III^e Reich, a refusé cette proposition.

En même temps, l'Alliance balkanique réussit de convaincre en ce sens la Bulgarie. Ainsi, le 31 juillet 1938 a été signé l'accord bien connu de Salonique. On espérait que les pays balkaniques parviendraient ainsi à maintenir leur sécurité et leur intégrité territoriale. Pourtant, les hésitations et les actions unilatérales du gouvernement de Stojadinović ont conduit à l'affaiblissement de la Petite-Entente et à certaines difficultés au sein de l'Entente balkanique.

Ainsi, la veille des accords capitulaires de Munich, la Petite-Entente, malgré les efforts méritoires de la Roumanie, n'a pas été à même de résister à l'acte abusif commis par les quatre grandes puissances et le 29-30 septembre 1938⁵⁸ la Tchécoslovaquie a été contrainte de céder la région des Sudètes à l'Allemagne. L'opinion publique mondiale n'a pas été surprise : c'étaient les grandes puissances qui avaient effectué la révision. Cet acte signifiait en même temps la réalisation de l'idée de Mussolini présentée dans son projet du Pacte à quatre des grandes puissances. Les petits Etats pouvaient être maintenant sûrs que les pays revanchards et révisionnistes n'allaient pas se contenter de ce succès, mais pousseraient encore plus loin leurs aspirations. Après l'Anschluss de Munich⁵⁹, tous les petits pays s'attendaient à être annexés à leur tour, n'ayant rien à espérer de la part des grandes puissances bourgeoises qui avaient opéré la révision des frontières étrangères, conjointement aux puissances totalitaires fascistes, transgressant ainsi les signataires et les défenseurs. L'organisation mondiale s'avérait incapable d'aider n'importe qui, ou d'empêcher l'agression. La deuxième guerre mondiale commença bientôt.

Vingt ans après la première guerre mondiale, les pays revanchards et révisionnistes ont réussi à effectuer la révision des traités de paix et de se revancher de la guerre perdue⁶⁰. Tout recommençait. Ayant annexé tout d'abord l'Autriche au mois de mars 1938, en octobre de la même année l'Allemagne a enlevé les Sudètes à la Tchécoslovaquie pour occuper, à la fin, le pays démembré tout entier. L'agression contre la Pologne, le 1^{er} septembre 1939, signifiait le commencement de la deuxième guerre mondiale. En 1940, la Roumanie a été contrainte de céder une partie de ses territoires. L'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie ont attaqué la Yougoslavie en 1941, partageant entre elles ses territoires. Les succès du revanchisme et du révisionnisme ne pouvaient être que temporaires, et ils furent enregistrés pendant un laps de temps qui, dans l'histoire de l'humanité, fut le plus sombre et le plus tragique, avec les pertes matérielles irrationnelles et les immenses sacrifices en hommes non encore enregistrés dans leur totalité, et le terrible souvenir non encore effacé.

⁵⁸ M. Vanku, *La politique de la Yougoslavie à l'égard de l'annexion de l'Autriche*, dans « Studia balkanica » IV, Sofia, 1971, p. 67-97.

⁵⁹ M. Vanku, *Mala Antanta*, p. 300-311.

⁶⁰ M. Vanku, *Stav vlade Milana Stojadinovića prema Minhenskom sporazumu* (Symposium yougoslavo-tchécoslovaque, Bratislava 22-24 septembre 1966), *Československo a Juho-slavija, recueil de travaux*, Bratislava 1968, p. 325-340.

PRINCIPES DE DROIT INTERNATIONAL PROMUS PAR LA ROUMANIE EN VUE D'UNE COLLABORATION ENTRE LES PAYS DE LA RÉGION BALKANIQUE*

G. CARP CLIMA

L'une des coordonnées permanentes de la politique extérieure de la Roumanie consiste dans la réalisation d'une collaboration plus étroite entre les Etats de la région balkanique, en vue de sa transformation dans une zone de paix, de bon voisinage et de coopération, sans armes nucléaires. En ce sens, il y a de forts arguments qui découlent aussi bien des impératifs de la réalité actuelle que des traditions historiques significatives.

Poursuivant la noble cause de la paix et de la sécurité internationales, dans les conditions de l'accentuation des interdépendances dans le monde contemporain, la Roumanie — en tant que pays socialiste — déploie une prodigieuse activité d'extension de ses relations avec tous les Etats, indifféremment leur système social. Au XI^e Congrès du Parti Communiste Roumain, le Secrétaire général du parti et Président de la République — Nicolae Ceaușescu — caractérisait la politique extérieure de la Roumanie comme suit : « Toute l'activité internationale déployée par la Roumanie durant cette période s'est attachée à promouvoir sans relâche une politique de collaboration et de paix internationale, de développement des relations avec tous les Etats du monde, quel que soit leur régime social, l'accroissement de l'apport de notre pays à l'inauguration du nouveau cours vers la détente »¹.

La création d'un climat de compréhension et de coopération fructueuse dans la vie internationale, la réalisation du progrès économique et social général, la garantie d'une vie meilleure et plus juste pour tous les peuples constituent des objectifs fondamentaux de cette politique dynamique et créatrice.

Toute l'activité internationale de la République Socialiste de Roumanie est toujours fondée sur un ensemble cohérent de principes, tels : la pleine égalité en droits des Etats, le respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, la non immixtion dans les affaires relevant de la compétence nationale de chaque Etat, l'avantage réciproque, le

* Sur la base d'une communication présentée au III^e Congrès International des Etudes du Sud-Est Européen, Bucarest, 4-10 Septembre 1974.

¹ Nicolae Ceaușescu, *Rapport au XI^e Congrès du Parti Communiste Roumain*, București, Ed. Meridiane, 1974, p. 17-18.

renoncement à la menace et à l'emploi de la force, le droit inaliénable de chaque peuple de décider de son destin selon sa propre volonté ².

La promotion conséquente de ces principes sert non seulement les intérêts vitaux du peuple roumain, mais elle tend, en même temps, à assurer pour tous les Etats le droit à l'existence et au libre développement, à contribuer à la solution des grands problèmes de l'humanité, à l'organisation d'une coopération qui puisse favoriser la sécurité et la prospérité conformément aux aspirations des peuples du monde entier.

Les principes appliqués par la Roumanie dans son activité internationale sont consacrés au plan du droit. Ils sont inscrits dans la Constitution du pays, étant ensuite réitérés et détaillés dans toute une série d'actes et de documents émanant des organes suprêmes de la direction d'Etat ³.

Ils font en même temps partie des principes et des normes du droit international, étant établis comme tels dans la Charte des Nations Unies, dans d'autres traités et déclarations de caractère général ⁴, de même que dans des actes bilatéraux conclus par la Roumanie avec d'autres Etats. Tous ces principes, normes et prescriptions concernant les relations entre Etats, unanimement reconnus, constituent la légalité internationale, s'imposant également à tous les membres de la communauté mondiale ⁵.

La Roumanie est attachée à observer rigoureusement, dans ses diverses activités au plan extérieur, les exigences impératives du droit international, elle milite avec persévérance pour le développement et le renforcement de la légalité internationale, conformément aux mutations progressistes qui se sont passées dans le monde, pour l'instauration des relations nouvelles, démocratiques entre tous les Etats, fondées sur l'égalité, l'équité et la dignité.

Parallèlement à ces préoccupations de consolidation de la paix et de la sécurité générales à l'échelle mondiale, la Roumanie se propose comme objectif primordial l'instauration d'un climat de compréhension et de collaboration dans les zones où elle se trouve située — le continent européen et particulièrement la péninsule des Balkans — dont elle est

² *Declarația cu privire la poziția Partidului Muncitoresc Român în problemele mișcării comuniste și muncitorești internaționale adoptată de Plenara lărgită a C.C. al P.M.R. din aprilie 1964.* București, Ed. Politică, 1964, p. 36—37; *Programme du Parti Communiste Roumain d'édification de la société socialiste multilatéralement développée et d'avance de la Roumanie vers le communisme*, București, Ed. Meridiane, 1975, p. 205; *Hotărîrea Marit Adunări Naționale cu privire la politica externă a Republicii Socialiste România*, 19 decembrie 1975, București, Ed. Politică, 1975, p. 4—5.

³ Voir l'article 14 de la *Constitution de la République Socialiste de Roumanie*, adoptée par la Grande Assemblée Nationale le 21 août 1965, republiée avec les modifications ultérieures dans « Buletinul Oficial al R.S.R. », 1^{ère} partie, n^o 30, 21 mars 1975.

⁴ *Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies.* Approuvée par la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, 24 octobre 1970; *Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale.* Approuvée par la résolution 2734 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, 16 décembre 1970.

⁵ En ce qui concerne les principes de la politique extérieure de la Roumanie et la légalité internationale, voir N. Ecobescu, S. Celac, *Principiile politicii externe a României socialiste.* București, Ed. Politică, 1974, p. 14—20.

liée par de nombreux intérêts et problèmes communs. L'imbrication de la sécurité universelle avec la sécurité régionale trouve à sa base le rapport dialectique entre ces deux systèmes de sécurité collective. D'une part, on constate une tendance marquante d'universalisation des relations internationales, lorsqu'un nombre toujours plus grand d'Etats participent effectivement au débat et à la solution des problèmes mondiaux et où la sécurité universelle apparaît comme indivisible. D'autre part, se dessinent les contours de certaines collaborations dans des zones limitées, sur le plan régional, du fait de certaines conditions locales, spécifiques, qui exigent des actions et des solutions adéquates, plus efficaces. Se constitue, ainsi, un mécanisme bien articulé de sécurité collective, où les systèmes régionaux fonctionnent comme éléments composants et subordonnés du système de sécurité globale ⁶.

L'organisation de la sécurité collective universelle dans le régime de la Société des Nations et dans celui de l'Organisation des Nations Unies n'exclut pas les formes de collaboration entre Etats de la même région ; au contraire, elle les implique expressément. Ces deux systèmes de sécurité ont été établis au cours d'une certaine évolution historique.

L'idée d'universalisme, de paix mondiale, de sécurité globale fut engendrée par l'affirmation du concept de communauté internationale dans la pensée politique et juridique du XX^e siècle. A la base de cette thèse se trouve la conviction que dans le monde moderne toute question concerne tous les Etats à la fois et entraîne des répercussions mondiales. Cette idée s'est concrétisée sous forme de principes et normes de droit international, dans des traités de caractère universel. Ils se sont institutionnalisés dans des organisations mondiales, munies de mécanismes fonctionnels appropriés.

L'objectif de base de la sécurité universelle est de maintenir la paix internationale par des mesures collectives à même de prévenir ou de réprimer les actes d'agression, ainsi que de solutionner les différends entre Etats par des moyens pacifiques, conformément aux principes de justice et de droit ⁷.

Le système de la sécurité universelle, de par sa nature même ne peut s'exprimer que par des dispositions trop générales, souvent difficilement applicables à des situations réelles, particulières, au profil zonal. Le système a dû être amendé par un anneau subsidiaire, en forme de coopération dans le cadre régional. Les accords régionaux, en tant que forme juridique d'une telle coopération, sont plus adaptables aux réalités spécifiques et aux intérêts limités à une zone géographique, ayant ainsi une plus grande efficacité. Ils sont conçus comme un sous-système compatible et intégré de la sécurité universelle, ayant un rôle intermédiaire

⁶ J. R. de Orué y Arregui, *Le régionalisme dans l'organisation internationale*, dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye*, 1935, Tome 53, pp. 1—95 ; *Régionalisme et universalisme*, dans *Travaux du XI^e Congrès de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international de la Haye* dans « *Annuaire de l'A.A.A.A.* » vol. 30, 1960.

⁷ M. Bourquin, *Le problème de la sécurité internationale*, dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye*, 1934, Tome 49, p. 469—542 ; *Analyse de certains aspects concernant la sécurité collective dans le monde contemporain*. Sous la direction de M. Ch. Chaumont, Université de Nancy, Faculté de droit et de sciences économiques, 1972.

entre le bilatéralisme et l'universalisme⁸. La coopération régionale poursuit les mêmes objectifs que le système universel de sécurité, sans dégénérer en alliances militaires ou en blocs rigides, dominés par une grande puissance membre d'un tel groupement.

En ce sens, le Pacte de la Société des Nations admet dans l'article 21 que « les ententes régionales... qui assurent le maintien de la paix, ne sont pas considérées comme incompatibles avec aucune des dispositions du Pacte »⁹. Sur la base de cette disposition, s'est réalisée pendant la période de l'entre-deux-guerres toute une série d'accords régionaux, dont un intérêt tout particulier présente pour nous le Pacte de l'Entente Balkanique, conclu à Athènes le 9 février 1934 entre la Grèce, la Roumanie, la Yougoslavie et la Turquie.

Ce Pacte, par lequel est réciproquement garantie la sécurité de leurs frontières balkaniques contre toute agression, contient des dispositions concernant le respect des engagements antérieurement assumés par les Etats signataires, le caractère défensif du traité, la possibilité d'y adhérer pour d'autres Etats balkaniques¹⁰. La réticence de la Bulgarie, dont l'adhésion était attendue, ne privait pas le Pacte de son caractère régional.

Il convient de mentionner que la Roumanie, par son ministre des affaires étrangères — N. Titulescu — a joué un rôle actif dans la création et le fonctionnement de l'Entente Balkanique, ainsi que de la Petite Entente, apportant de ce fait une contribution substantielle au renforcement de la sécurité en Europe et au développement progressif des normes de droit concernant les accords régionaux¹¹.

La Charte des Nations Unies traite, de même, les accords régionaux comme un complément du système de la sécurité collective universelle. Selon les dispositions du chapitre VIII (articles 52—54), les accords ou les organismes régionaux, compatibles avec les principes et les buts des Nations Unies, ont la mission de résoudre par des moyens pacifiques les problèmes locaux qui affectent le maintien de la paix. Ces dispositions tendent à harmoniser la sécurité mondiale avec la sécurité régionale, en assurant dans tous les cas la prééminence du Conseil de Sécurité¹². Sous le régime de la Charte et d'après la typologie des accords prévus au chapitre VIII, toute une série d'organisations régionales — continentales ou zonales — se sont constituées et fonctionnent actuellement.

⁸ R. Yakemtchuk, *L'ONU, la sécurité régionale et le problème du régionalisme*. Paris, 1955, p. 106—177; *International subsystems*, dans « International Studies Quarterly », vol. 13, 1969, n° 4 (special issue), p. 329—434.

⁹ R. T. Whyte, *Regionalism versus universalism in the League of Nations*, dans « Anales d'études internationales », Genève, 1970, p. 88—114; A. von Freytagh-Loringhen, *Les ententes régionales*, dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye*, 1936, Tome 56, p. 585—677; N. Iordache, *Regionalism in the European diplomacy between the two world wars. (1919—1933)*, dans « Revue roumaine d'études internationales », 1970, n° 3—4 (9—10), p. 151—174.

¹⁰ E. Campus, *Înfelegerea balcanică*, București, Ed. Academiei, 1972, p. 153—238.

¹¹ I. Grecescu, *Nicolae Titulescu și concepția sa despre securitatea europeană*, dans « Revista română de drept », 1971, n° 3, p. 70—83.

¹² H. Saba, *Les accords régionaux dans la Charte de l'ONU*, dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye*, 1952, Tome 80, p. 635—720; F.-J. Krezdorn, *Les Nations Unies et les accords régionaux*, Institut universitaire de hautes études internationales, Genève, 1954, p. 45—110; *The United Nations and the regionalism*, dans « International relations », november 1970, 3 (10), p. 795—815.

Les dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à la coopération régionale furent ensuite développées dans certains documents à portée générale. A cet égard, il faut mentionner la résolution de l'Assemblée Générale *Actions à l'échelon régional en vue d'améliorer les relations de bon voisinage entre les Etats européens ayant des régimes sociaux et politiques différents*, adoptée en 1965 à l'initiative de la Roumanie, à laquelle se sont joints autres huit Etats¹³. De ce document, qui consacre le rôle de la détente sur le plan régional en Europe, découle l'idée qu'entre Etats aux systèmes sociaux différents est possible et nécessaire une coexistence active, que l'amélioration des relations dans le cadre régional contribue à l'assainissement de l'ensemble des relations internationales, au renforcement de la paix, de la sécurité et de la coopération dans le monde. Les considérations et les recommandations de cette résolution offrent des arguments juridiques nouveaux pour l'organisation d'une coopération régionale dans les Balkans.

La Roumanie, reprenant après la deuxième guerre mondiale le fil traditionnel de la collaboration balkanique, s'est proposé comme objectif constant de sa politique extérieure la promotion d'une coopération — sous des formes bilatérales et multilatérales — entre les Etats de la région, sur la base des principes généraux du droit international contemporain.

Les conditions existantes dans la péninsule des Balkans justifient pleinement une telle coopération. Il s'agit en premier lieu d'un nombre de six pays, de dimensions petites et moyennes, liés par la proximité géographique, avec un passé historique commun dans la lutte solidaire contre les oppresseurs et les puissances impérialistes, ayant souvent des intérêts et des problèmes communs. Tous ces Etats sont membres de l'ONU, mais appartient à des systèmes sociaux différents. Vu que les Etats petits et moyens ont l'intérêt, la capacité et le droit de participer pleinement à la vie internationale, on peut considérer qu'il existe une base réelle pour l'édification d'une coopération spécifique dans la région balkanique.

Les initiatives de la Roumanie à cette fin partent en premier lieu de ces réalités nouvelles, ainsi que des principes généraux qui se trouvent à la base de sa politique extérieure.

Les premières actions du gouvernement roumain sont le Message adressé le 10 septembre 1957 aux chefs de gouvernement d'Albanie, de Bulgarie, de Grèce, de Yougoslavie et de Turquie, ainsi que la Déclaration du 10 juin 1959 concernant les problèmes de la paix et de la sécurité dans les Balkans.

Dans le cadre de la coexistence pacifique, on envisage l'établissement des relations de bon voisinage entre tous les Etats balkaniques, qui aboutissent à un plus grand rapprochement et compréhension entre les peuples de ces pays, à l'extension de la collaboration réciproquement avantageuse, ce qui correspond à leurs intérêts légitimes. A cette fin,

¹³ La résolution 2129 (XX) adoptée par l'Assemblée générale de Nations Unies le 18 décembre 1965. Voir des matériaux relatifs à cette question dans la publication du Ministère des Affaires Etrangères de R.S. de Roumanie — *Acțiuni pe plan regional în vederea îmbunătățirii relațiilor de bună vecinătate între state europene aparținând unor sisteme social-politice diferite*, București, 1966, 133 p.

on propose la réunion d'une conférence des chefs de gouvernement, qui puisse adopter un traité multilatéral de sécurité collective et de coopération active dans la région balkanique, contenant une série d'engagements fermes en ce sens. De cette manière, les Balkans seraient transformés en une zone sans armes nucléaires étrangères, en une région de paix et de coopération, qui apparaît comme un éventuel modèle de collaboration générale européenne.

Le principe du bon voisinage, qui repose à la base de l'entente proposée, admet l'appartenance à d'autres groupements ou alliances, implique d'une manière inhérente l'obligation de s'abstenir de tout acte d'agression, en offrant une modalité nouvelle d'améliorer les relations et d'approfondir la coopération entre Etats sans tenir compte de leur système social et politique¹⁴.

Bien qu'on leur fit bon accueil, ces propositions n'ont pu être matérialisées, en raison du stade où se trouvaient les relations internationales à cette époque. Mais, à mesure que le climat politique mondial s'améliorait, que le courant vers la détente et vers la coopération s'imposait de manière toujours plus prégnante, que de nouveaux documents affermissaient les principes de droit international, les idées promues par la Roumanie en vue du développement de la coopération dans les Balkans acquièrent un contour nouveau, à chances accrues de réalisation.

Dans ces conditions nouvelles de la vie internationale, la Roumanie n'a pas cessé de militer pour la consolidation de la paix et l'élargissement de la collaboration dans la région balkanique, en formulant à cette fin des propositions adéquates pour des mesures concrètes. Par suite de ses efforts, ainsi que des actions d'autres pays balkaniques, les relations d'ensemble de la région, particulièrement sur la ligne bilatérale, se sont normalisées ou améliorées, étant enregistrés successivement des progrès notables dans beaucoup de domaines.

Un moment qui ouvre une nouvelle étape dans l'évolution de la situation dans les Balkans, c'est la Conférence pour la sécurité et coopération en Europe, dont les travaux ont commencé en juillet 1973 et ont pris fin par l'Acte final signé à Helsinki, le 1-er août 1975. Dans ce document, d'importance décisive pour la vie du continent, ont été adoptés par consensus de tous les Etats participants, conformément aux buts de la Charte des Nations Unies et aux normes fondamentales de droit international, les principes de base des relations intra-européennes, tout une série d'engagements fermes pour leur application, ainsi que certaines méthodes et mesures pratiques ayant comme objectif la réalisation d'une sécurité réelle et d'une coopération active sur le continent européen dans des domaines déterminés : politique, militaire, économique, scientifique-technologique, culturel, humanitaire. Aussi bien la pratique des travaux de la Conférence, que les prescriptions de l'Acte final consacrent un ensemble de normes et de règles nouvelles, démocratiques, à même de gouverner les rapports entre les Etats européens. Il nous faut mentionner, en ce sens, la participation effective et sur base d'égalité de tous les Etats,

¹⁴ E. Glaser, *Good Neighbourhood*, dans « Revue roumaine d'études internationales », 1972, n° 1 (15), p. 27-55.

l'observation des positions et la promotion des intérêts légitimes de chacun de ces Etats, l'obligation de coopérer pour la paix, la sécurité et le progrès économique, l'abstention de recourir à la menace et à l'emploi de la force, la solution des différends par moyens pacifiques, ainsi qu'une série de règles de procédure, telles l'adoption des décisions par consensus, la participation des représentants de tous les Etats à tous les travaux, la direction des séances par rotation, la rédaction collective, etc.

L'édification de la sécurité et de la coopération européennes représente un processus ample, un programme à long terme, dont la réalisation réclame des efforts soutenus de la part des Etats signataires, dans le cadre d'une continuité organisée. La Roumanie, partant des principes et des règles établies, considère nécessaire d'entreprendre de nouvelles actions concrètes dans tous les domaines spécifiés, sous de diverses modalités et formes, pour la mise en pratique de l'ensemble des clauses de l'Acte final de Helsinki, selon un programme raisonnable ¹⁵.

Les normes inscrites dans l'Acte final, d'une portée générale européenne, s'imposent également aux relations bilatérales entre Etats, de même qu'aux actions multilatérales dans le cadre de certaines régions du continent. A quelque niveau que ces relations seraient réalisées, elle constituent des éléments composants du processus intégral et contribuent à la réalisation de son objectif final. La collaboration entre les Etats de la région balkanique se présente ainsi comme un sous-ensemble dans le cadre de l'édification de la sécurité européenne, comme une étape préliminaire, une modalité efficiente de ce processus. La position de la Roumanie est, à cet égard, précisément définie dans le Programme du Parti Communiste Roumain, où l'on prévoit : « Nous considérons les ententes régionales comme partie intégrante de la politique de sécurité et de paix en Europe et dans le monde entier. Le Parti Communiste Roumain considère aussi que les ententes régionales, les différents groupements économiques ou d'autre nature ne doivent pas mener à la division de l'Europe » ¹⁶.

La collaboration entre les Etats balkaniques présente de traits spécifiques, déterminés par les particularités de cette région. Situés dans le Sud-Est de l'Europe, au confluent de trois continents, en connexion de quelques zones de grande importance dans la vie internationale, les pays balkaniques sont ainsi soumis à l'interférence de certains intérêts du dehors. Ces sont des pays dont les niveaux et les potentiels économiques se rapprochent et qui se trouvent en voie de développement, aux rythmes rapides d'accroissement, ce qui réclame une extension de leurs relations extérieures. En même temps, leurs structures et systèmes socio-économiques, ainsi que leurs orientations politiques, sont différentes. Quant aux relations existantes entre-eux, il y a des difficultés et des problèmes pas encore solutionnés, donnant naissance à des tensions politiques. En dépit de la complexité de cette situation, on constate une ten-

¹⁵ V. Lipatti, *Necesitatea unor noi actiuni concrete pentru înfăptuirea unei securităţi reale în Europa*, dans « Lumea », 4 mars 1976, n° 10, p. 6-7.

¹⁶ *Programme du Parti Communiste Roumain d'édification de la société socialiste multilatéralement développée et d'avance de la Roumanie vers le communisme*, Bucureşti, Ed. Meridiane, 1975, p. 206.

dance toujours plus accentuée vers une convergence des évaluations et des actions au sens d'une plus étroite collaboration réciproque. Cette tendance est due aussi bien à l'affirmation d'une communauté d'intérêts dans les problèmes essentiels du développement, qu'au désir commun d'écarter les influences étrangères et les dépendances de facteurs extérieurs.

Vu les mutations profondes dans le rapport des forces sur le plan mondial et les tendances positives de l'évolution des phénomènes internationaux, considérant en même temps que les résultats de la Conférence pour la sécurité et coopération en Europe ont créé des prémisses favorables pour une étape nouvelle, supérieure quant à la collaboration balkanique, la Roumanie entend intensifier ses actions en cette direction. Dans ce but, elle propose des solutions novatrices, dans une vision de perspective, ayant en vue une collaboration au profil régional directe entre Etats, sans distinction de système social de chacun de ces Etats. Une telle entente ne sera pas un groupement isolé, fermé et opposé à d'autres Etats ou groupements d'Etats, mais un prototype de la coopération générale européenne, par rapport à laquelle la zone balkanique constitue un système sous-régional. La thèse roumaine concernant cette question est exprimée de manière concise par le Président de la République, Nicolae Ceaușescu : « Il est bien entendu que la transformation des Balkans dans une zone de paix et de collaboration ne saurait être dirigée contre personne, ne saurait porter préjudice à aucun autre pays ou groupe de pays ; au contraire, une telle collaboration pacifique de caractère régional constitue une voie sûre de consolidation de la détente et de la sécurité de tout le continent, de la paix mondiale »¹⁷.

Les autres Etats de la péninsule des Balkans ont des points de vue semblables en ce qui concerne la sécurité et la coopération régionales. Ils entreprennent de nouvelles actions dirigées vers l'amplification de leurs rapports réciproques dans de divers domaines, en partant des idées et des conceptions similaires¹⁸.

Pour la réalisation de cette collaboration, la Roumanie tâche de promouvoir les principes qui se trouvent à la base de sa politique extérieure, les normes, les orientations et les moyens qu'elle affirme dans des déclarations et d'autres documents d'Etat relatifs aux problèmes internationaux, les principes et les règles établies dans l'Acte final de Helsinki, de même que les normes fondamentales du droit international¹⁹.

¹⁷ Nicolae Ceaușescu, *Expunere la Marea Adunare Națională cu privire la măreșele realităților ale poporului român în cincinalul 1971—1975 și la politica externă a României, pusă în slujba păcii și colaborării internaționale*, 18 decembrie 1975. București, Ed. Politică, 1975, p. 31.

¹⁸ Voir concernant ce problème : E. Aleksandrov, *Dogovornoto sâtrudničestvo meždū balkanskite dâržavi i problemât za evropetskata stgurnost*, dans « Pravna misâl », Sofia, 1975, n° 1, p. 56—66 ; G. Grigorova, *The Balkan policy of socialist Bulgaria* dans « Etudes balkaniques », Sofia, 1974, n° 2—3, p. 7—49 ; M. Draškić, *Les Balkans après la Conférence d'Helsinki*, dans « Revue de politique internationale », Belgrade, 20 février 1976, n° 621, p. 11—13.

¹⁹ Ces principes sont énoncés dans trois déclarations du gouvernement roumain, diffusées en 1975 à la VII^e session spéciale et à la XXX^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies : *Poziția României cu privire la instaurarea unei noi ordini economice internaționale. Poziția României în problemele dezarmării și în primul rind ale dezarmării nucleare și în instaurarea unei păci trainice în lume. Poziția României cu privire la îmbunătățirea și democratizarea activității Organizației Națiunilor Unite, la întărirea rolului său sau în realizarea colaborării între toate statele, fără deosebire de orînduire socială, a unei lumi mai bune și mai drepte, a unei păci trainice*. București, Ed. Politică 1975.

Les principes de base en la matière sont : l'égalité en droits et la promotion des intérêts de tous les Etats, le respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, l'inviolabilité des frontières et l'intégrité territoriale, la non-immixtion dans les affaires relevant de la compétence nationale, la réglementation pacifique des différends, le droit des peuples de disposer seuls de leur destin, l'obligation de coopérer avec tous les Etats, l'avantage réciproque, l'accomplissement de bonne foi des engagements assumés. Pour la mise en pratique de ces principes, les pays balkaniques devraient souscrire à des engagements formels, qui soient respectés aussi par d'autres Etats.

Par tous ces moyens on cherche de garantir la sécurité de chaque Etat balkanique, d'assurer la cohabitation des peuples de cette région dans un esprit de compréhension et de bon voisinage, d'établir des relations amicales et une coopération efficiente entre tous ces Etats, de créer ainsi les conditions pour leur progrès économique et social, ayant comme but la prospérité de tous. L'intensification de la collaboration intra-balkanique est de nature à porter une diminution aux dépendances de facteurs extérieurs, à prévenir les immixtions et les pressions du dehors, à mener à une complète autonomie dans la prise des décisions politiques et économiques.

Le renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région balkanique, en partant des bases nouvelles qui ont été créées, nécessite des efforts persévérants et conséquents, sous forme d'actions politiques et diplomatiques, dans un esprit d'estime, de bonne volonté et de collaboration. A cette fin, doivent être utilisés une multitude de moyens et de formes, surtout des consultations et des négociations, respectant les intérêts et les positions de chaque Etat. Pour aboutir à la conclusion des accords de coopération au plan régional, avec des résultats féconds, il faut, dans une étape préalable, intensifier les rapports bilatéraux, poursuivant en premier lieu la solution des situations conflictuelles — actives ou latentes — qui persistent encore entre certains pays balkaniques. A toutes les activités multilatérales à l'échelle régionale devront être appliquées les normes démocratiques et les règles de travail pratiquées et consacrées à la Conférence de sécurité et de coopération en Europe, telles la participation égale et effective de tous les Etats à toutes les phases et formes des travaux, l'adoption des décisions par consensus, la direction des séances par rotation, l'inexistence de rapporteurs et de rédacteurs.

Un rôle non moins important jouent les diverses formes de collaboration sur le plan non-gouvernemental, de même que les actions qui visent l'information des masses et la préparation d'une opinion publique favorable à la compréhension et à la coopération. Il s'agit de formes et d'actions destinées à conduire à une connaissance plus complète et à un rapprochement réel entre les peuples de la région balkanique, à la création d'un climat de confiance et d'amitié.

Dans ces directions, toute une série de réalisations ont été déjà obtenues, surtout par voie bilatérale, parmi lesquelles sont à mentionner les contacts politiques au sommet, la conclusion d'accords de coopération économique, l'adoption de déclarations communes de principes, ainsi

qu'une vaste activité de coopération entre organismes de science, culture, art, tourisme, sport de ces pays²⁰.

Par suite de la Conférence européenne, à présent sont en cours de réalisation dans les Balkans certaines initiatives pour des actions pratiques sur le plan régional. En ce sens doit être mentionnée la proposition de la Grèce concernant la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements balkaniques pour la discussion des possibilités de collaboration dans le domaine économique et dans d'autres secteurs connexes. Cela constituerait un important pas en avant, s'agissant de la première réunion gouvernementale multilatérale après la deuxième guerre mondiale.

On peut affirmer qu'il y a maintenant des conditions meilleures pour le développement en perspective des relations entre les Etats balkaniques, sans ignorer les éléments de tension existant dans cette zone, ni les problèmes qui n'ont pu être encore solutionnés. Les prémisses objectives offertes par l'évolution des relations internationales et par le perfectionnement des structures de la paix sur le plan mondial et surtout en Europe donnent à ces Etats la possibilité de promouvoir une politique convergente de collaboration régionale avec, bien-entendu, des nuances spécifiques par rapport aux intérêts et aux conceptions de chacun de ces Etats.

La Roumanie, n'ayant aucune question litigieuse avec n'importe lequel de ces pays, se trouve favorablement placée pour agir dans ce but. En tant que promoteur actif de la légalité internationale et de la démocratisation des relations inter-étatiques, la Roumanie jouit d'un incontestable prestige sur le plan mondial. Ses idées et propositions concrètes relatives à la collaboration dans les Balkans, contenant des solutions convenables à toutes les parties, sont bien accueillies et appréciées, aussi bien par les Etats de la péninsule, que par d'autres Etats intéressés à la création, dans cette région, d'un système de paix et de sécurité. Les efforts de la Roumanie, conjugués aux actions des autres Etats balkaniques, pour intensifier la collaboration régionale sur la base des principes et des normes fondamentales du droit international justifient la conviction que les Balkans pourraient jouer un rôle stimulateur et catalysateur dans l'organisation de la sécurité et de la coopération en Europe et dans tout le monde.

²⁰ M. Ghelmegeanu, *La Roumanie socialiste et les ententes régionales dans le cadre de la sécurité internationale européenne*, dans « Revue Roumaine d'Etudes Internationales », 1969, n° 1 (5), p. 75-78.

SOME MEDIAEVAL EVIDENCE ON THE SERBIAN ZADRUGA:
A PRELIMINARY ANALYSIS OF THE CHRYSOBULLS OF DEČANI*

E. A. HAMMEL
(Berkeley)

INTRODUCTION

Scholarly efforts to understand the *zadruga* take two general forms. One explains the *zadruga* by pointing to particular social conditions that bring it into existence and influence its variations and stresses the similarity between the south Slavic *zadruga* and similar examples of domiciliary organization in a wide variety of cultures, including non-Slavic ones. The second explains it by stressing the persistence of ideology, customary practice, and the ancient ethnic roots of this social form, considered as unique and different from other kinds of household structure, similar perhaps only to the Russian *mir*. Of course, these styles of explanation are but the two common threads of most efforts to understand any social institution: the functional, stressing comparison and efficient causality, and the historical or genetic, stressing singularity. They do their job best when they are the warp and weft of a single explanatory fabric.

I have earlier placed much emphasis on the functional mode of explanation, following in large measure the example set by the scholar in whose honor we now meet, but using some of the same historical sources that have been cited as evidence for the ancient and traditional lineage of the *zadruga*¹. I am not, of course, alone in this endeavor; the example was set by Stojan Novaković almost a hundred years ago². Any func-

* Paper presented at the IIIrd International Congress on South-Eastern European Studies held in Bucharest, Romania, September 4–10, 1974.

¹ E. A. Hammel, The "Zadruga as Process", in Peter Laslett (editor), *Household and Family in Past Time* (Cambridge: Cambridge University Press, 1972), 335–373; "Household Structure in Fourteenth Century Macedonia", in John K. Campbell (editor), *Mediterranean Family Structure* (provisional title).

² Stojan Novaković, *Selo* (The Village) (Belgrade: Srpska Književna Zadruga, 1965. Originally published in Belgrade by the Srpska Kraljevska Akademija, 1891). Further in this tradition see V. Krišković, *Hrvatsko pravo kućnih zadruga — historijsko-dogmatski nacrt* (Croatian Law of Family Zadrugas — An Historical-Dogmatic [axiomatic] Sketch) (Zagreb: Štampom zaklade tiskare narodnih novina, troškom piščem [privately printed], 1925); Ognjišlav M. Utiešenović, *Die Hauskommunion der Südslaven* (Vienna: F. Manz & Compagnie, 1859); for a general review in English of the mediaeval landscape and later developments including the relationship of the *zadruga* to economic and demographic conditions see Jozo Tomasevich, *Peasants, Politics and Economic Change in Yugoslavia* (Stanford: Stanford University Press, 1955).

tional explanation of the zadruga or of its variations ought to be valid in any time and place. Thus, if we feel that taxation practices play a role in its formation, taxation ought to be examined in the mediaeval as well as in the modern evidence. If population pressure, or a pioneering ecology, or the need for defense stimulate it, we ought to find such factors operating in the same direction in the 14th century as well as in 18th or 19th. But basic to any such endeavor is the first step — finding out what domiciliary organization really is, on the ground, and in real communities rather than just in the exhortations of codes, testaments, or other expressions of what ought to be.

It is surprising how rare such basic ethnographic information is, how difficult of interpretation, and often how unreliable. Most of the Serbo-Croatian primary literature, although it may refer to the size of households, generally ignores their structure and frequently mentions only the very large households. Novaković complained about this defect long ago, noting that one can have large households simply because of high fertility, not because of complex family organization³. Here and there one finds some nuggets of good data and some solid pieces of interpretation, not the least of which are Mosely's papers on the subject⁴. But for detail and temporal span, the best descriptions are those furnished by Halpern from the middle of the last century into this ones⁵. Oddly enough, when one considers how much basic ethnography has been done and written in Serbia, the next best data come from the dusty parchments of the Middle Ages, and it is to these that I now turn.

THE MEDIAEVAL DOCUMENTS

There are two kinds of mediaeval documents that contain explicit data on household organization in Serbia. (I ignore here the very rare references in codes and proclamations, rare perhaps because the zadruga was so common that no one needed to talk about it, and I explicitly avoid the Austrian legal evidence for the Croatian Military Border, which I consider part of a different, though related, phenomenon.) These two kinds of documents are the chrysobulls of the mediaeval Serbian Empire and the defteri of the Ottoman. The chrysobulls are the establishing or confirmatory charters of monasteries, naming the properties of these lock, stock and barrel, often including listings of the serfs or other persons

³ Novaković, *Selo*, 161.

⁴ Philip E. Mosely, "The Peasant Family: The Zadruga, or Communal Joint-Family in the Balkans and Its Recent Evolution", in Caroline F. Ware (editor), *The Cultural Approach to History* (New York: Columbia University Press, 1940), 95—108; *Adaptation for Survival: The Varžić Zadruga*, "Slavonic and East European Review", 21, 56 (1943), 147—153; *The Distribution of the Zadruga within Southeastern Europe*, "The Joshua Starr Memorial Volume, Jewish Social Studies", 5 (1953), 219—230.

⁵ Joel Halpern, "The Zadruga: A Century of Change", (with David Anderson), *Anthropologica*, 12, 1 (1970), 83—97; "Serbia: The Census of 1863", in Peter Laslett (editor), *Household and Family in Past Time* (Cambridge: Cambridge University Press, 1972), 401—427; Joel Halpern and Barbara Halpern, *A Serbian Village in Historical Perspective* (New York: Holt, Rinehart and Winston, 1972).

attached to the lands of the monastery. The *defteri* are Ottoman tax rolls written on a variety of occasions, such as the accession of a new sultan, a change in taxation practices, or in some historical periods regularly, much as the Internal Revenue Service comes around with its annual scything. These documents apparently abound in the raw, but they are not always useful for our purpose. Most of them are still in their original, untranscribed form, either in the MS style of mediaeval Serbian or in the pre-Ataturk orthography of Ottoman Turkish. Some of the Serbian documents have been transcribed into a standard linear orthography, using the fonts for Old Church Slavic; some of the Ottoman ones have been translated into modern Serbian, Turkish, or Hungarian.

Now you can see that one of the reasons the corpus of data with which I can deal is so limited is that I have few of the skills necessary to deal with these materials. Like many of my ethnographic predecessors, I find myself in a strange land, of a strange tongue, but with the additional difficulty that all of my informants are dead. I would shrink from the task and leave it to the historians and palaeographers who have the necessary competence, but they have left the field untilled since Novaković's initial plowing (perhaps with the exception of Jiriček), contenting themselves with picking along his furrows. No one, to my knowledge, has ever really gone back to the original evidence in detail. All I can offer in my own defense is curiosity and a middling knowledge of modern Serbian. One can, in fact, make reasonable headway in the restricted syntax of tax rolls written in mediaeval Serbian from a knowledge of the modern language and some study of Old Church Slavic; it is a bit like reading Vulgar Latin from a knowledge of modern Spanish and memories of *amo, amas, amat*.

These impedimenta of ignorance and incapacity aside, the documents would give any investigator some very real difficulty. In order to be useful for analysis, a document should distinguish the boundaries of households within its listings without ambiguity. One must be able to tell where one household stops and another begins. Further, the relationships of the individuals to one another within a household must be explicit. Finally, all the members of a household should be included in the listing. I know of only one document that comes close to fulfilling these requirements, the chrysobull of Chilandar, written probably in 1357, granting certain villages in the Strumica region to the monastery of Chilandar on Mt. Athos⁶. This document is unique in its specificity, clearly marking the boundaries of households by a variety of syntactical devices, listing the land, stock, and other chattels of families, and giving the names of male and female, adult and immature family members by their relationship to the head of the household or to other included in the unit. (No other document deigns to mention women, except for some who are widowed heads of households, and even the Chilandar MS may

⁶ E. A. Hammel, "Household Structure..." based on the transcription by Lj. Stojanović, *Start srpski hrisovulji, akti, biografije, letopisi, ttpci, pomenici, zapisi, i dr.* (Old Serbian Chrysobulls, Acts, Chronicles, Monastery Rulebooks, Commemorations, Inscriptions, etc.), *Spomenik III* (Belgrade: Srpska Kraljevska Akademija, 1890).

underreport girls by as much as 30 percent.) But for all its virtues, the Čhilandar MS lists only 137 households, a paltry sample for such an important task. The chrysobull of Sveti Stefan, written between 1313 and 1318, lists about 500 households that are clearly distinguishable one from the other, but it is very inspecific about the number of persons in households and the relationships between them⁷. A typical entry, for example, would read: "Jovan with his brothers." One cannot distinguish households of two brothers from those of three, four, five, or more. A better list is the Ottoman defter of the country of Belgrade in 1528, giving about 2,000 well defined households with clearly stated membership⁸. A second document dealing with the same set of villages, dated a few years later, makes it possible even to estimate the proportion of listed males that are married, thus permitting a more accurate interpretation of household structure.

THE CHRYSOBULLS OF DEČANI

The Goliath of these documents, however, consists of a pair of chrysobulls naming the properties of the monastery of Dečani in the region of Metohija. Each list covers more than 50 of the same villages, each contains about 2,000 households and more than 5,000 persons. I will use these documents, particularly the first one, to exemplify the process of analysis and the limits placed on our knowledge by the nature of the evidence, and to draw some preliminary conclusions.

In 1880, Miloš S. Milojević presented to the Serbian Scholarly Society the original MSS and his linear transcriptions thereof, of the two chrysobulls of Dečani. At the behest of the Society, Stojan Novaković and the Archimandrate N. Dučić checked the transcription and saw it through the press to publication in the same year. The editors made few comments on the two MSS (and Milojević had made none whatever) except to note that the chrysobull consisted of two examples, not much different from each other, that the first was signed by King Stefan Dečanski and the second by him and by his son. In other words, the two MSS were taken as two copies of the same document, verified in one case by a single royal signature and in the second by two⁹. Eleven years later, in his pathbreaking work, *Selo*, Novaković still referred at one point to "the two texts" of the MS, but at other points marvelled at the important differences between them, which he attributed to the geo-

⁷ Lj. Kovačević, *Svetostefanska hrisovulja* (The Chrysobull of Sveti Stefan), *Spomenik IV* (Belgrade: Srpska Kraljevska Akademija, 1890).

⁸ E. A. Hammel, "The Zadruga as Process", based on Hazim Šabanović, *Katastarski popisi Beograda i okoline 1476—1566, Turski izvori za istoriju Beograda, Knjiga I, Svetska I, Gradja za istoriju Beograda* (Cadastral Censuses of Belgrade and Vicinity 1476—1566, Turkish Sources for the History of Belgrade, Book 1, Volume 1, Materials for the History of Belgrade) (Belgrade: Istorijski Arhiv Beograda, 1964), 31—242.

⁹ The pressure of time has required preliminary analysis of the data before all the coding errors and ambiguities have been corrected. There are about a hundred households affected. I doubt that the reanalysis to follow will change many of the proportions to be given below, except perhaps those based on very small numbers.

graphical mobility of the population and the eagerness with which persons attached themselves to the monastery and settled in its villages. He suggested 1330 as the date of one document and 1336 as the date of the other. In other words, there emerges from his later work a second interpretation, that one document is clearly later than the other, by a defined amount of time, and that it is not a literal copy but must have been based on a second census that reflected changes in population. The establishment of these points is critical to interpretation of the documents. You can easily see that if we have two independent censuses of about 2,000 households each, six years apart in the 14th century, with substantial overlap between them so that some villages, households and persons are represented in both, we will have found a gold mine for historical demographic research. Unfortunately, all that glitters is not gold.

DATING

The first problem concerns the dating of the two MSS. To avoid confusion at this point, I will refer to the two MSS as MS-a and MS-b. MS-a is signed by Stefan Uroš III, later called Stefan Dečanski, "by the grace of God king of all Serbian and littoral lands". In the lines preceding the signature, the MS notes its signing at the royal house at Porodimlji and refers to the recent victory over and death of the Bulgarian king Mihail Sišmanić at Veliblužd on 28 July 1330. MS-b is a reasonably faithful copy of MS-a up to the signature, which reads "Stefan Uroš III by the grace of God king of all Serbian and littoral lands," differing from the signature in MS-a only in the use of the word "third" rather than the letter *gamma* which was employed in MS-a to denote "third." The second signature in MS-b is "Stefan faithful in Christ the Lord, king of all Serbian and littoral lands and part of the Greek and Bulgarian (lands)." There follows a brief text in Greek, then more in the mediaeval Serbian which contains a reference to the "holy" or "saintly" Stefan Uroš, and to the monastery of Dečani. There are some gaps in the MS, and some following portions that seem to have nothing to do with Dečani at all, from my reading, and finally a signature of Stefan Lazarević, who became king and later Despot of Serbia after the defeat at Kosovo in 1389; that signature is dated 9 June 1397.

Now, some background. Stefan Dušan, the son of Stefan Uroš III (Dečanski) assumed the status of co-king at the age of thirteen in 1321, so that at any time after that he could have been co-signer of such a document. Inscriptions in the monastery establish its beginning date of construction as 1327 and that of completion as 1335. One inscription in the monastery, dated 1348, refers to the son of Stefan Dušan, Uroš IV. Stefan Uroš III (Dečanski) died in 1331 (according to some accounts by the hand of his son, Dušan), and Dušan became sole king. In 1346 he was proclaimed Emperor. These facts combine to make the following argument.

MS-a cannot date before 1330 because of the date mentioned within it (the battle of Veliblužd), and it cannot date after 1331 because its

signer died in that year. 1330 is the most likely date for MS-a. Since MS-b is a fairly faithful copy of MS-a, including the original date and signature, it is most likely later than MS-a, signed in addition by Dušan, but the example preserved is an even later copy of the original, made as late as 1397 or later. If the signatures of Stefan Dečanski and his son were personally made or witnessed, then MS-b would have to be no later than 1331, because Stefan Dečanski died in that year. However, it is more likely that MS-b is a confirmatory copy, signed by Dušan on or after his accession of the full and sole kingship. If the relevant text immediately following his signature was written at the same time and not added later, the reference to the saintly Stefan Uroš III strengthens the assumption that the date of MS-b is after 1331, and mention of the monastery suggests that the MS might have been written after 1335, the date of completion of construction. Dušan's signature, however, is that of king, not of emperor. Thus, it must date before 1346, the date of his proclamation of imperium, even though the references to Greek and Bulgarian lands in the signature suggest that the process of expansion was already under way. A date between 1335 and 1346 seems fairly certain. Novaković also advances the argument that since Uroš IV was mentioned in an inscription of 1348, one might expect that he would have been mentioned in any other text signed by Dušan, and thus if he were not mentioned the text might date before his birth in 1337. Novaković thus settles on 1336 for the date of MS-b. I think we can say with fair certainty, on the basis of these arguments, that MS-b is later than MS-a by at least five and no more than 16 years, perhaps no more than six.

There is, however, some disturbing internal evidence. If one compares villages, families, and persons between the two MSS, one senses that MS-a may be later than MS-b. For example, in MS-a there are 10 instances in which a man is identified by his own Christian name plus the notation, "*otac mu bil_____*" ("his father was_____"). There are no such instances in MS-b. Two of the ten persons so identified in MS-a are absent or fragmentarily present in MS-b. Of the remaining eight, all are identified in MS-b by the phrase "*otac im_____*" or "*otac mu_____*", both of which can be read as "his father (or their father) is_____." If these differences in tense are interpreted literally, MS-a must be older than MS-b. The differences may only be stylistic; however, one may ask why a scribe would bother to make stylistic differences with that degree of consistency when only copying a document. Against this there is the evidence of the number of families in villages; if the number is different for a given village in the two documents, it is almost always larger in MS-b than in MS-a, suggesting growth and fission of households, with MS-b later than MS-a. This internal evidence is equivocal, but intriguing; no final judgment can be made now but must await careful comparisons between pairs of households in the two lists. Because the relative temporal position of the two MSS is not yet perfectly certain, and the span between them also somewhat doubtful, I will refrain in this paper from further comparison and restrict what follows to a discussion of MS-a.

THE CHRYSOBULL OF 1330

This document consists in its transcription of 68 pages, containing some gaps, principally in the initial, declamatory passages and the beginning of the census listing, but otherwise apparently complete. It lists 53 villages, a set of artisans (*sokalnici*) and a set of cooks (*madjupci*) distributed through these villages. A typical village listing begins with a description of the village boundaries, but the bulk of the listing, and thus of the entire MS, consists of a listing of persons, by name, juxtaposed or linked by coordinating conjunctions. The relationships between these persons are specified by kinship terms and by the use of various linking devices, such as pronouns in the dative case, names of other persons in the dative case, preposition plus pronoun or name in the accusative, patronymics, and the like. The listing of persons is also broken by punctuation marks, represented in the transcription by periods. Individuals are sometimes identified by occupation, such as priest, and sometimes by ethnicity or social status. Serbians are never mentioned as such, but there are about two Greeks and a Bulgarian. Vlachs, the shepherds in mediaeval Serbia are so identified when they occur in the midst of a listing, and there are several villages listed as Vlach villages. Similarly, there is one Albanian village. The names of persons and places, often archaic, fall strangely on the ear and are sometimes cause for mirth. One of the Albanians was named *Svinoglav* (Pighead), another *Progon Mira* (Persecution of Peace). One unhappy chap was listed as "*Nikola, do dna lud.*" or "Nicholas, crazy to the very bottom." One village was named Govnečije, which I leave to the etymologists to explain away.

An example of such listings follows ; it is from the village of Istinići, on page 5 of Milojević's transcription. My own transcription is into the modern Serbo-Croatian alphabet, as nearly as I can arrange it.

★

Selo Istinići. a u njih Jegoš a sin mu Miloš. a ded im Dragić. Mavren a sin mu Rajko i Ratko i Bogoje i Dobroslav. Priboje a sin mu Radovin. i Rajko i Djurdje. Radoslav a sin mu Denko. (Village Istinići and in them (*sic*) Jegoš and his son Miloš. and their grandfather Dragić. Mavren and his son Rajko and Ratko and Bogoje and Dobroslav. Priboje and his son Radovin. and Rajko and Djurdje. Radoslav and his son Denko.)

★

Several problems of interpretation immediately arise. Although there are clearly some kinds of groupings of persons involved, it is not explicitly clear what kinds of groups they are, or just what their boundaries are in the listing. There are ellipses and other problems of identification of the relationships between persons. Before we can count or classify anything, we must make some preliminary assumptions.

WHAT KINDS OF GROUPS WERE THEY ?

No matter what the precise boundaries of the groupings in the listing are taken to be, they demarcate sets of individuals related by kinship. There is no explicit statement that these were residential groups, although everything we know about Balkan ethnography would suggest that these were just the groups of kinsmen that might be expected to live with or close to one another. You will note that all the persons given in the example above are males ; indeed, there is only one woman mentioned in the entire list of more than 5,000 persons. From what we know of Byzantine, mediaeval, and Ottoman taxation practices, we would conclude that the persons listed were what the Serbian sources call *poreske glave* or taxable heads. They could have been listed in sets of kinsmen simply as a device in tax accounting, but since there are at least Ottoman tax lists in which kinsmen are scattered helter-skelter in a list, the order in this one suggests that the sets of kinsmen had something else in common besides consanguinity, probably a common domicile. There is also a certain patterning evident in the way persons are listed in the document. After the first male, whom I have taken to be the head of the group, there come his sons if he has any. After his sons come his brothers, if he has any, then his brothers' sons if they exist. Some miscellaneous uncles or in-laws may occur, but the last person to be mentioned, if he is at all, is the grandfather of the house (*ded*). The Serbian scholars who have dealt with these kinds of lists have always assumed the included groups to be households, *zadrugas*. No one can prove that that is what they were, rather than a looser territorial aggregate such as a set of agnates living close to one another, or simply an extended kin network. But if we admit what careful ethnography seems to make clear, namely that the *zadruga* has a flexible spatial definition varying from the *vajat* (sleeping hut) to co-owned but differently located farms, it seems most reasonable to take these groups as *zadrugas*.

WHAT ARE THE BOUNDARIES ?

There are two ways to define the boundaries of these groups in the listing. One is to consider as co-members of the same group all individuals linked by coordinating conjunctions. In our example above, by this definition, Jegoš, Miloš and Dragić would all have been members of the same *zadruga*. Another way is to utilize the punctuation marks in the MS as the boundaries of households. By this definition, in our earlier example, Jegoš and Miloš would have been in one household and Dragić in another. Novaković uses the first of these definitions ; the result of course is to make the *zadrugas* appear larger than if the other definition is used. For the purpose of this paper I use the second, more conservative definition, but without claiming that it is the only or even the best way to set the internal boundaries. Neither will I touch on other possibilities of establishing subgroups within the *zadrugas* on syntactic grounds, differentiating the two Serbian coordinating conjunctions, *i* and *a*.

SPECIFICATION OF KIN RELATIONSHIPS

Many of the kinship relationships specified in the MS are straightforward, but others require interpretation. First there is the problem of group nouns such as (and I will use the modern Serbian equivalents here and throughout) *deca* and *braća* (children, brothers). One does not know whether the scribe used such group nouns rather than listing specific individuals because he was lazy, or because the status of those persons or of their fathers made it unnecessary to list them individually under existing tax regulations. Different censuses, as already note, have a very different character in this regard. In the Dečani chrysobull the group nouns are used relatively rarely, almost always constituting the only specification following the name of the head. For example, there are 50 instances in which a man is listed *sa decom* (with children) only, two in which he is listed *sa decom* and with his own father, one in which he is listed *sa decom* and with a brother who is himself given as *sa decom*, six in which a man is listed *sa braćom* (with brothers) and *sa decom*, one in which he is listed *sa decom* but has another adult male of unstated kin relationship in the house, and two in which there is a brother in addition to the head and one of these brothers has a set of children given as *deca*. The first difficulty with such specifications is that we cannot count how many people are involved. The second is that we may not want to count them in the same way we count other individuals listed. Intuitively it seems quite likely that in a census in which so many persons are named individually, those listed by group nouns only were old enough to notice (that is, more than infants) but not old enough to tax or required to do labor for the monastery.

The second major problem that arises is that of ellipsis. You will note in the example above from Istinići that Mavren could be interpreted as living with one son and there unrelated males, since these three are not listed as kinsmen at all. However, it seems more reasonable to assume ellipsis and interpret all of them as sons. Throughout the analysis of the document I have assumed that any person listed without a specification of relationship had the same relationship to the head of the group as the person occurring before him in the list. If no person in the list had any relationship given, I assumed them to be brothers to one another. Thus, in Istinići, I judged that Rajko and Djurdje were brothers. It makes very little ethnographic sense to assume anything else, and in this instance, if we shift to Novaković's definition of the household boundaries, ignoring the punctuation, Rajko and Djurdje immediately become sons of Priboje and thus brothers between themselves and to Radovin.

I have not always taken the kinship terms in the MS literally, however. If a listing gave "brothers" and "sons" interspersed, I have taken some of those sons to be brother's sons. For example, in the village of Prapračane there occurs: "Bogoje a sin mu Dragin a brat mu Toloje a sin mu Branislav" (Bogoje and his son Dragin and his brother Toloje and his son Branislav). Dragin should certainly be interpreted as the son of Bogoje. It makes no sense to interpret Toloje as the brother of Dragin, for that would make him simply another son of Bogoje, and he

could have been so listed more easily; thus we take Toloje as the brother of Bogoje. The more difficult point of interpretation is Branislav. Is he the son of Bogoje or of Toloje? If he were the son of Bogoje, he could as easily have been listed right after Dragin. If he were the son of Toloje, he might have been listed as *bratanac*; that kinship term, meaning brother's son, does occur in the MS, but it is rare and never occurs just after "brother." Therefore I assume that Branislav is Toloje's son and Bogoje's nephew, and wherever the kinship terms "son" or "children" occur immediately after the kinship term "brother," I have assumed that nephews of the head were intended. All the internal evidence in the MS bears out such an interpretation, the scribe sometimes going to great pains with patronymic, or dative, or accusative reference to establish that a son of the head listed *after* a brother was properly identified as son of the head.

Finally, there is the problem caused by the word *ded*. This can be taken to mean grandfather or to mean old man or to mean household head. Since not all households contain a *ded* but must surely have had a head, the choice is between grandfather and old man. Where a household listing gave clear evidence of two generations without the *ded*, for example, a head, his son, and his "grandfather," I took the "grandfather" to mean the grandfather of the *son*, thus the father of the *head*. This interpretation is borne out by the frequent use of the phrase "their grandfather" in such situations, indicating that the meaning was more that of "old man" rather than everyone's grandfather in the literal sense or the grandfather of the head. We adopt this usage frequently in English, as when parents speak of their own parents as "Grandpa and Grandma," using their children's point of reference. Further to this matter, if there were no clear indication of two generations in the household, as when a set of brothers was listed with "their grandfather," I took the "grandfather" to be their father. That this usage is not inconsistent with the first is supported by the strong likelihood that such brothers may have had small children that were simply not listed in the document, even as *deca*.

The rigorous application of these rules resulted in some anomalies, but these were re-examined and adjusted to conform to the text. The rules, of course, are not immutable. The original data were coded for computer manipulation in a way that was as literal a transcription of the original MS as possible, short of simply putting mediaeval Serbian text into the machine. They can be changed quite simply if found to be inadequate, and I have no doubt that some of them will be altered as the analysis proceeds into its final stage. Nevertheless, I am confident that what follows in the present analysis is correct in general, even if some of the details will subsequently be refined.

ANALYSIS

By the definition given earlier, there are 2,003 households in MS-a that are not fragmentary because of some gap in the text, and which are therefore analyzable for their structure. These households can be

classified in a variety of ways. The first decision to be made is whether we wish to regard all of them as necessarily complex households, with all males listed considered as adult and married, or whether we ought to take a more conservative point of view. Novaković at least implicitly accepted all of the males listed as married and heads of their own conjugal family units, combined into larger zadrugas. However, there is evidence at least from one Ottoman list that unmarried adult males were placed on the tax rolls; this same list suggests that about 25 percent of the males listed but who were not themselves heads of households or in the senior generation were not married. Ancillary evidence from other mediaeval documents also suggests that males were placed on tax and labor rolls before marriage. My view here is that we must assume that some men listed in MS-a were not married and that the Ottoman list cited gives us as good an estimate as any of the proportion thereof — indeed the only estimate. I will therefore take .25 as the probability that a listed male who was not a household head and not in a generation senior to any listed male (exclusive of those given as *deca* and *braća*), was not married. These procedures are the same as those employed in an earlier analysis of the census of Belgrade county in 1528, and they permit us to reduce the list of households to a statistical tabulation of coresident heads of conjugal family units.¹⁰ Some examples will illustrate. If there were 100 households consisting of a man listed with his son, we would assume that 75 of those consisted of a man with a married son and 25 of a man with an unmarried son. Only the former would constitute multiple-family households, or zadrugas, for the purposes of this analysis. If we had 100 households consisting of a man with two sons, we would expect about 56 of these to consist of a man with two married sons, 38 of a man with one married son, and about 6 of a man with no married sons. These last would not qualify as multiple family households. All of these expectations are based of course on simple probability theory and on the assumption that the marital status of one son is statistically independent of that of another. Ethnographically we know that such statuses are often dependent and that factors such as age might affect the actual composition of families. Nevertheless, as an approximation, this procedure is an improvement over the even less tenable assumption that all listed males were married.

Proceeding in this way, we come to an interesting result. About 41 percent of the households in the Dečani list of 1330 are nuclear (or, more strictly, non-multiple), consisting of a man alone, or a man “with children,” or a man with a son or sons probably unmarried, or some may contain an unmarried brother. Even if we take Novaković’s implicit position that all listed males were married, the proportion of nuclear families would be at least 31 percent. On the other hand, if the estimate of the proportion of listed males who were unmarried is too low, the proportion of nuclear families would be even higher. By way of comparison we may note that the census of Belgrade county in 1528 also yielded a nuclear

¹⁰ E. A. Hammel, “The Zadruga as Process”, 350 ff.

proportion of 41 percent, that of Sveti Stefan in 1313–1318 about 74 percent, and that of Chilandar in 1327 about 82 percent.

Eighteen percent of the households at Dečani in 1330 consisted of a father and married sons, the father being head. An additional 11 percent consisted of father and married sons, one of the sons being head. Only six percent of the households consisted of a grandfather, his sons, one of whom was head, some number of married grandsons, and there was only one household of three-generational depth in which the grandson was head. Similarly, less than one percent of the households were three-generational with the grandfather retaining the headship. Much more common were fraternal joint families, or what Laslett and I have come to call multiple lateral family households with secondary units lateral¹¹. Seventeen percent were of this type, with none of the brothers having any married sons of their own. An additional seven percent were of this same type but with some of the brothers having married sons of their own. Figure 1 summarizes these data.

DISCUSSION

First, a word of caution. The proportions given are rough, and they depend on the assumptions noted. Any attempt to interpret them, to draw some sense of process out of these synchronic statistics, must be taken with a grain of salt. We know nothing directly about marital status because women and small children are not listed individually. We know nothing about ages. But let us see what we can discern, even if only dimly.

Although it is clear ethnographically that not everyone would have begun his married life as head of a nuclear family, and even more likely that most people would have begun it within a *zadruga*, it is probable that every male lived some portion of his life as head of a nuclear family. Very few would have been members of a *zadruga* from the cradle to the grave, or else it would have been very unlikely that as many as 41 percent of the households were nuclear at one point in time. Let us assume that every male did live at some point as head of a nuclear family. Let us further take this point as the arbitrary starting point of the cycle of familial development for *types* of families, even though we know that it is not the initial point for *individual* families.

How old is a man who is head of a nuclear family? Even if he married while still resident in a *zadruga*, he ought to be no older on the average than twice the mean age at marriage, plus perhaps a bit for the time required to bear a son. This is because if he married at age A , had a son after the lapse of period P , and the son married at his own age A , the father would be aged $2A + P$ at the point the son by his own marriage changed the nuclear family into a multiple family household, if he remained in it. If age at marriage for males was as low as 20, men in nuclear families would be no older than perhaps 45.

¹¹ E. A. Hammel and Peter Laslett, "Comparing Household Structure over Time and Between Cultures", *Comparative Studies in Society and History*, in press (1973).

How young is a man who is head of a nuclear family? All the ethnographic evidence, and this historical evidence as well, suggests that men did not remain in multiple family households very long after their own sons reached maturity or even approached it. I think it is fair to guess that by the time some of a man's sons had reached 15, he might have moved out of the original zadruga. That kind of guesstimation puts the age of heads of nuclear families in the range 35–45, with the lower boundary probably generously high.

Take, then, such a man. He and his peers comprise 41 percent of the population of household heads. What is most likely to happen to them next? Some will die, but the data give us no direct evidence on that. From the data, the next most likely event is that one of their sons will marry, so that some of the household heads will have a married son or several such. Eighteen percent of the households fall in this category. What is the next most likely thing to happen to these men? Two events stand out — one is that the headship will descend to a son, and the other is that the father will disappear, with one of the surviving sons assuming the headship of his brothers. Of course, if the father had had only one son, in this last instance the son would be head of a nuclear family (or solitary household, if he were unmarried). Some of the fathers would disappear by death, their age at this point being generally over 45. Such deaths would contribute substantially to the proportion of 17 percent of households occupied by a set of brothers who as yet had no married sons of their own. In some instances, however, the brothers may have already split in such a way that the father remained with one of them, who assumed headship, caring for the old man, while the others may have remained in a group. These would contribute to the number of households consisting of a single son who was head, with his retired father. Even more important as contributors to this type of family would be sons with no surviving brothers who assumed headship. Together such 1-son families comprise 72 percent of those consisting of a retired father with married sons. There is some support in the statistics for the notion that sons in small sibling sets tended to stay together with their father, while fission was more likely in larger sibling sets, perhaps with one son going off with the father. A rough count shows the average number of sons living with fathers to be 1.89, while the average number of brothers living together without a father is 2.55¹².

Thus we see that after a family reached the stage at which the father had one or more married sons, the next most likely developments were that he would die, leaving the sons as a set of coresident brothers, or that he would remain with one son (perhaps his only son) what amounted to a stem family household. The first of these developments was more likely than the second. More rarely, the father would remain in a house-

¹² However, this difference could stem partly or entirely from the fact that fathers might die before all their sons were mature enough to be listed. Thus, households with a father might seem to have smaller sibling sets in the filial generation, while by the time the father had died, more of his sons would be listable, so that in the absence of their father, the sons, as brothers, would appear more numerous.

hold with several sons, relinquishing the headship to one of them before they had their own adult children, and even less often would he retain the headship if a son had his own adult son. At the next stage of household development, the most frequent pattern is that of a set of brothers with adult sons of their own, but they constitute only seven percent of the households, suggesting that fission into nuclear families was already very well advanced by that time, i.e. by the time these brothers were themselves about age 45 or more. The rarest of all the forms can be considered to belong to the next stage, in which the household contains a retired grandfather, a retired father, and an adult grandson who is the head¹³.

CONCLUSIONS

What have we learned from this cursory examination of the mediaeval record? As with other mediaeval lists, this one supports the notion that the Serbian *zadruga* was fundamentally a kinship based residential organization not altogether different from that of most peasant societies, except for the longer span of its cycle and lack of exclusivity in rights to coreside. Although it had clear legal functions and was certainly recognized as a variety of household in customary law, it was not a corporation based primarily in the law but rather acknowledged by it. If it had been a corporation based in the law, as it evidently was at some periods in the Military Border, we would not have seen the strong evidence for fission and the quite regular character of the developmental cycle as it is known to us from so many other patrifocal or virifocal peasant societies. Further analysis of this same document and its successor should tell us much about ethnic variation, variation between status groups, and change over time. It is already evident that a certain amount of household development can be seen between the first and second documents, that the household organization of the Vlachs, Albanians, and Serbian serfs differed in some aspects, and that the artisans and cooks scattered through the villages of Dečani were more frequently found in nuclear households than their peasant or pastoral brethren. Documentation of these suggestions, however, is a task for another time.

¹³ I have omitted from discussion and from the statistics the eight households of the 2,003 that included finally related males: six with a daughter's or sister's husband (*zet*), one with wife's brother (*šurak*), and one with both *zet* and *šurak*. The patrilocality and virilocality of the residence rules are quite clear.




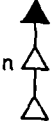

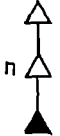
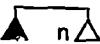

TYPE	DESCRIPTION	N	PERCENT
	Nuclear. 1 married male only.	805	41
	Multiple, lineal, father-head with 1 or more married sons	356	18
	Multiple, lineal, son-head with or without brothers	216	11
	Multiple, lineal, grandfather-head with one or more married sons and one or more married grandsons	5	<1
	Multiple, lineal, father-head with or without brothers, grandfather, and one or more married sons of head or of his brothers	122	6
	Multiple, lineal, grandson-head with father and/or father's brother(s) and grandfather	1	<1
	Multiple, lateral, brother-head with one or more brothers	336	17
	Multiple, lateral, brother-head with one or more brothers and one or more married sons of head or of his brothers	131	7
		<u>1972</u>	<u>100</u>

Figure 1

Computed Expected Frequencies and Proportions of Types of Households

The triangles in the diagrams indicate males assumed to be adult and married. The solid-colored triangles indicate household heads. The letter n beside a triangle indicates the possibility of plurality.

This summary does not include 8 of the 2003 households examined that contained affinally related males, thus leaving 1995 that should be classified here. It falls 23 short of that number in its N of 1972, these 23 having been lost through rounding error in computation of the expected frequencies.

THE BALKAN DOMESTIC FAMILY : GEOGRAPHY, COMMERCE, DEMOGRAPHY*

TRAIAN STOIANOVICH
(Rutgers University)

The anthropologist Claude Lévi-Strauss has proposed the use of the term *domestic* family to identify the type of family that other scholars have usually called *extended* or *joint*. The latter terms are nevertheless justifiable when a family is an extension or combination of conjugal families, period. But in large parts of the culture area with which we shall be concerned, namely the Balkans, the prevalent form of large family had certain additional characteristics. To indicate the probable presence of such traits we shall adopt Lévi-Strauss's term *domestic*.

Let us now explain this concept. We may note, for example, that Eugene A. Hammel has correctly insisted that the Balkan domestic (his term is *extended*) family, like this type of family elsewhere, has been subject to a constant variance of membership and size, to shifts from an extended to a conjugal form and vice versa, and even to fission and extinction. It is equally desirable, however, to stress that the domestic family involved more than just an affirmation of the process of lineal and lateral contraction and expansion of families. Quite as much as a process it was a corporate thing, characterized by a collective aspiration to perdurability. It achieved this latter goal through its organization for the performance of a great variety of ritualized interrelated functions (stock-raising, farming, consumption, fasting, festivity, play, defense and reproduction), through its precise definition of rights, duties and taboos, through its ability to devise wide and deep ties of lineal and adoptive kinship and strong bonds of friendship between maritally related families, and through its identification of land, livestock and even tools as the common property of a *dom*, *kuća* or *kášta*, that is, of the whole family unit (*das ganze Haus*) of social and economic action. It thus bears only a superficial resemblance to the stem family, or family of the extended type in which one member inherits the land. If the domestic family succeeded in imposing itself as the dominant form of family in much of the Balkans from the sixteenth century to the middle of the nineteenth and beyond, it did so precisely because it often functioned satisfactorily as a whole thing and as a collective enterprise.

* I am grateful to the Rutgers University Research Council for research and travel grants that facilitated this study's preparation and my participation at the Third International Congress of Southeastern European Studies, Bucharest, September 1974.

Our study may shed some light on the conjunctural variables that encouraged an increase in the size of the urban Dalmatian family in the sixteenth century and in that of both the rural and urban Serbian family during the 1890s and at the turn of the century. It will be mainly directed, however, toward a definition of the structural factors that furthered the maintenance of the domestic family as the dominant family type in the interior regions of the Balkans for at least three or four centuries.

Family type and family size are doubtless in part a function of geohistory, that is, of the relationship between geography and culture (in the anthropologist's sense) over long periods of time. One element of this general hypothesis might hold that the large rural family is a product of geographic and historical conditions which, without serving as insulation against cultural contacts, do encourage a large rural family as a prophylactic against the dangers of acculturation. The small family, on the other hand, might be envisaged in part as a product of the commercialization of agriculture. One would consequently expect to find it in the vicinity of commercial cities, on the domains of lords with the political and military means to divert agricultural surpluses to themselves, in regions of easy access to a commercial sea (not simply a sea in the physical sense but one in which commerce is a main mode of action), and in places close to road networks that facilitate not only long-distance trade but, even more importantly, an intensive local and regional trade. By way of contrast, the large family could be expected in regions with a rugged and difficult terrain, in marshlands, in highly wooded areas and especially in regions with a population density ranging from more than two persons per square kilometer (hence among peoples who do not depend for their livelihood exclusively on hunting, fishing and gathering, but derive it in part from stock-raising and from a low-technology agriculture) to fifteen or twenty persons, consequently among societies lacking the type of farming technology with which to raise the aforesaid density ceiling.

More briefly if less exactly, the large family is partly a product of a low degree and the small family of a high degree of rural commercialization. While there may be little connection between industrialization and the conjugal family's assertion as the overwhelmingly dominant family type, the link or correlation between the commercialization of agriculture and the decline in the size of the rural family and in the frequency of appearance of the domestic family is probably quite real or high. The general failure of scholars to distinguish between the role of commercialization and that of industrialization has unfortunately confused the problematique and led to erroneous conclusions. Yet the very fact that the small family was a common type in the partly commercialized Mediterranean of classical antiquity and has been the main type of family in parts of western Europe since the thirteenth century, perhaps earlier, should have put scholars on the right track. That it did not may be attributed perhaps to their disinclination to regard the feudal system as a mode of commercialization, that is, as a way to divert revenues from

producers to nominal protectors and thus stimulate production among peasants in order to satisfy their own peasant family needs.

Evidence from the Balkans of the fourteenth century and, according to Witold Kula, from Poland of the sixteenth, seventeenth and eighteenth centuries suggests that feudal landlords were eager to foster small peasant families and to break up large ones, especially those of the domestic type, precisely because of the latter's constitutional suitability — in an economy founded on the principle of limited wealth (thus lacking the notion of economic growth) — as a source of protection insurance against the might and wiles of men and the regularities and idiosyncrasies of disease, which could abolish in short order an entire small family. The large domestic family was not only a vehicle for the preservation of existing wealth and the acquisition of new wealth, it was able to play that role more effectively through its exercise of political power — through its ability to influence the decisions of smaller families and to strengthen its own hand by forming marital alliances and other agreements with other large domestic families.

The large conjugal family, on the other hand, was a very uneconomical type of family. It was uneconomical because the addition of new members (sons and daughters) led inexorably to an increase in consumption without a corresponding increase in production. Even under conditions of that time, the productive enterprise of a child was unlikely to equal its consumption until the child was fifteen years of age. But if a peasant family had five children at intervals of three years and all the children survived, thirty years might elapse from the date of marriage before the ratio of effective consumption (the amount consumed by all family members) to effective production was reduced to less than one. By that time, one or more of the children would probably be married and one or both of the parents might be dead. In other words, the large conjugal family may have been prone to demise as a large unit before it could ever become economical. If, moreover, some of the offspring died before they reached maturity, as was likely, the reproductive process may have had to be extended and more than thirty years may have been needed to make the family economical. But if life expectancy at the age of fifteen in the pre-nineteenth-century Balkans was not much over thirty, especially for women — that is, if half the Balkan population that reached the age of fifteen was dead by the time the other half was in its early thirties — more than half of all Balkan families would have had to be small.

That this was not invariably the case was the consequence of the discovery by peasants in the uncommercialized and slightly commercialized parts of the Balkans of the special efficiency of the domestic family given the existing technological and demographic conditions. This discovery was probably made by trial and error. While the domestic family may have had earlier foundations, it probably was diffused much more widely after the destruction and Islamization of the native Balkan

nobilities during the fifteenth and sixteenth centuries. Peasants were thereupon probably more successful in realizing their desires to establish a large and strong, therefore domestic, type of family. Able to impose itself over large parts of the Balkans between 1520 and 1870, the domestic family was particularly appropriate to regions in which stock-raising was important and in which children began to participate in economic activity (such as herding) from the age of seven or eight.

Geographically, however, the domestic family was unevenly distributed. In some rural areas, fewer than 10 per cent of the families were organized as large domestic units. In others, the proportion rose to 60 per cent. In the latter case, 80 per cent or more of the population were probably members of a domestic family. A low proportion of domestic families was common along the Aegean and Adriatic littorals — there were exceptions, however, among them the Adriatic district of Poljica — and in their immediate hinterlands. But there was a gradual transition (hence a commercialization gradient) from the small conjugal to the large domestic type between the Aegean and the Danube and a more abrupt movement from one to the other (indicating much less commercialization) at a short distance from the Adriatic, beyond which extended a broad zone of the domestic family northward to the Sava-Drava frontier in depth known as the Military Confines and eastward to the Danube. North of this frontier in depth (and there are reasons for regarding the household of the Military Confines as a somewhat different type from that of the domestic family to the south) the domestic family gradually declined in importance, at least after the commercialization of agriculture in that region during the second half of the eighteenth century.

The Aegean and eastern Adriatic were either lands of Greek and Italian (as well as Slavic and Albanian) settlement or territories under strong Greek and Italian cultural influence. The character of the family in these lands, however, probably owed at least as much to commercialization as to Hellenism or Italianity. In the same vein, the domestic family of the Balkan interior probably owed its prosperity as much to a low degree of rural commercialization as to Slavic or Albanian ethnicity. Ethnic and commercial factors, however, probably intimately reinforced each other.

The Byzantinist Peter Charanis, for example, has assembled and interpreted data pertaining to two villages of the Aegean hinterland, Melintziani and Gomatou (or Goumatou), during the fourteenth century. Both villages were under the lordship of the Athonian monastery of Iberon. Located in the administrative circumscription of the Strymon to the west of the Strymon (Struma) river, Melintziani contained an average household of 4.17 persons (121 persons in 29 households, 5 of them headed by widows) in 1301 and 3.82 persons (126 persons in 33 households, 5 of them headed by widows) in 1317. In Gomatou, a village in the administrative district of Hierissos just west of Mt. Athos, the average household numbered 5.24 persons (262 persons in 50 households, 6 of them headed by widows) in 1301, 3.41 persons (157 persons in 46 households, 15 of them headed by widows) in 1317, and 3.87 persons (110 persons in 31 households, 7 of them headed by widows) in 1341. In 1301, five of the Gomatou households had seven members each, three

had eight members each, one had nine, two had ten each, one had eleven and none was larger. Families of seven or more members thus comprised 24 per cent of the households and 37.8 per cent of the total village population. In 1317, on the other hand, only two families had as many as six members each. In 1341, the largest and only family of that size numbered eight persons.

Somewhat further north, according to E. A. Hammel, in the six villages of the *župa* of Strumica described by the Chilandar (the Athonian monastery whose lordship they acknowledged) chrysobull of 1357 (or 1372?), conjugal households comprised 82 per cent of the total number of households, while laterally and lineally extended households (domestic families) constituted about 9 per cent each. It is virtually certain that this second group of villages, further withdrawn from the Aegean, contained a somewhat larger proportion of families of the domestic type than Melintziani and Gomatou.

Much deeper inland, in the county of Belgrade, according to an Ottoman census of 1528, only 41 per cent of the 2,002 households in the 146 enumerated villages were of the conjugal type, whereas 16 per cent were lineally extended, 27 per cent were laterally extended and 16 per cent were of a simultaneously lineally and laterally extended type. The conjugal household was only half as frequent as in the *župa* of Strumica, while the domestic family was three times as frequent.

If it were possible to view these regions at exactly the same time and in successive periods, we might discover that the differences between them were less great than suggested by the previous data. It is quite possible, for example, that the degree of lineal and lateral extension in Belgrade county was less great during the fourteenth and fifteenth centuries than in the sixteenth. In all likelihood, however, the domestic family became increasingly frequent with each general withdrawal from the Aegean to the Danube throughout the period of the early sixteenth to the early nineteenth century.

To the north of the Danube, in historical Hungary, there was probably a great variety of family types and tendencies. In the first tier of provinces northeast of the Military Frontier and north of Belgrade county, for example, the domestic household became less frequent, and this decline probably became precipitous after the development in the region of a cereal economy during the second half of the eighteenth century. There was probably a similar decline for much the same reason in the Romanian principalities of Wallachia and Moldavia. But a different situation may have prevailed in the Carpathians. This possibility is suggested in any case by the research of Dr. Rudolf Andorka of Hungary's Central Bureau of Statistics on the demography of Alsónyék, a village located south of Miskolc, in which the frequency of extended (domestic) households in 1792 amounted to 20 per cent and that of multiple households to 36 per cent. After its dissipation in Hungary's west central and central regions, the domestic household may have been revived near the approaches to the less commercialized Tatra and Carpathian mountains.

Still further to the northeast — in Courland and perhaps parts of Lithuania — but without any necessary geographic continuity there

was present in the late eighteenth and early nineteenth century a domestic type of household different in some respects from that of the Balkans but at least as large in size and frequency. Before the problem of the cultural and geographic differentiation of families can be appreciated properly, however, scholars must be ready to undertake a systematic mapping of the frequency of families of various sizes and types in a succession of overlapping culture areas over many centuries.

In an effort to further this goal, we now shall try to show how the family of the commercialized eastern Adriatic differed from that of the less commercialized Balkan interior. Venetian records, indeed, allow us to perceive the following demographic movement by broad age and sex groups in Dalmatian Zara, in the neighboring islands under its jurisdiction, in its hinterland (*terra ferma*) and in Dalmatian Sebenico during the sixteenth century :

Place	No. of Persons in Each Sex/Age Group and Percentage of Total Population											
	Year	Vecchi	%	Donne	%	Homini da fatti	%	Putti	%	Putte	%	Total Population
Zara (Zadar)	1542					1.600	25.4					6.300
	1553					1.389	21.3					6.536
	1593	181	3.2	2.370	42	1.156	20.4	1.048	18.6	893	15.8	5.648
Zara islands	1542					1.050	29.2					3.600
	1553					1.178	22.3					5.293
	1593	190	3.5	1.821	33.6	1.023	18.9	1.170	21.6	1.215	22.4	5.419
Zara terra ferma	1542					800	28.6					2.800
	1553											
	1593	94	4.0	663	28.0	505	21.3	559	23.5	553	23.2	2.374
Sebenico (Šibenik)	1539					1.213	24.5					4.950
	1553					1.210	14.7					8.220
	1593											

Also present in Zara and the territory under its administrative authority in 1593 were about 2,000 Morlaks or inhabitants of the interior mountain regions under Ottoman rule, most of them probably there on a seasonal or other temporary basis. The *vecchi* mentioned in the table were presumably men over 50, the *donne* were women, presumably females over the age of 18. The *putti* and *putte* were respectively boys and girls, probably under 18 years of age. The *homini da fatti* were male adults, presumably 18 to 50 years old.

Since Sebenico contained "*fuoga over famiglie* 1139" in 1539 and 1,275 in 1553, we may extrapolate from the total population that there was a rise in the size of the average Sebenico family from 4.3 persons in 1539 to 6.4 in 1553. One even discovers between 1539 and 1593 a general increase in the size of the Dalmatian family, urban and rural alike. The number of *fuoghi* resident in the city of Zara in 1553, for example, was 1,180, yielding an average of 5.5 persons to a family. By applying to the 1542 data the city of Zara's 1553 ratio of 85 *fuoghi* to 100 *homini da fatti*, we would obtain for the earlier year a hypothetical total of

1,360 families or an average of 4.6 persons to a family. Extending the same ratio to 1593, we would expect a new hypothetical total of 983 families, consequently a rise in the size of the average city of Zara family to 5.7 persons. On the basis of the same interpolation, we could assume an increase in the size of the average insular family from 4 persons in 1542 to 5.3 persons in 1553 and 6.5 in 1593. We could similarly agree to a hypothetical increase in the size of the *terra ferma* family from 4.1 persons in 1542 to 5.5 persons in 1593.

There was in addition in Zara, in its islands and *terra ferma*, and in Sebenico, between 1539 and 1593, a persistent decline in the ratio between *homini da fatti* and total population, signifying perhaps a growing permanent or temporary emigration of male adults (service in the merchant marine, employment in Italy, etc.), accompanied by a probable growth in the proportion of adult females. In 1593, in any event, only 23.6 per cent of Zara's population consisted of adult males as against 42 per cent of adult females. Males under eighteen years of age, on the other hand, were more numerous than females of the same age category. We therefore believe that there was a high percentage of female immigration, comprised mainly perhaps of Morlak domestics. Since, moreover, the ratio of persons under 18 years of age to the total population was only 34.4 per cent as against 44 per cent in Zara's islands and 46.7 per cent in its *terra ferma*, we must suppose that many urban women did not marry, had no issue or had only a small number of children. Adult females were also more numerous than adult males in the islands and in the *terra ferma*, but since the discrepancy was not so great as in Zara itself it was probably less the result of the immigration of women than of the temporary or permanent emigration of men. But if the presence of a larger number of adult males or females does not account for the increase in family size in these rural or slightly urbanized territories, a rise in fertility may. The latter explanation, however, automatically excludes the likelihood of a significant male emigration in favor of periodic but temporary out-migrations of different sets of adult males every few years.

Delayed marriage was probably practiced in Zara. It was certainly practiced in the colony's capital, Venice, especially by the patrician nobility, among whom, according to James C. Davis, male nobles aged 25 or more rose from 2,420 in 1493 to 2,620 in 1520. Their number was retained at that level until 1550 but fell to 2,000 by 1590. Remaining at the new level until 1620, the number of male adult nobles then declined again, to be stabilized between 1630 and 1730 at about 1,600 or 1,700. It then sagged to a low of 1,300 in 1775 and 1,090 in 1797. Out of the city's entire population of adult males, 6.4 per cent were nobles in 1520 but only 3.2 per cent in 1797. Ernst Rodenwaldt further estimates that 51 per cent of Venice's nobles failed to marry in the sixteenth century, 60 per cent in the seventeenth and 66 per cent in the eighteenth. The Venetian patriciate could have chosen to recruit females from among the people and the bourgeoisie, but anxious not to derogate they coped with the problem of the loss of wealth consequent on Venice's commercial decline not by marrying bourgeois daughters but by limiting the number of heirs among whom wealth had to be shared—by delaying

marriage, by not getting married at all, by limiting marriages to one or two persons in each family and by having few children or dying childless.

A similar situation prevailed in Ragusa (Dubrovnik), where the number of fully recognized noble families fell from 32 at the end of the fifteenth century to 29 in 1588 and 27 in 1605. Following the earthquake of April 6, 1667, during and immediately after which two-thirds of the city's inhabitants may have perished, the government ennobled eleven of the wealthiest and most highly respected families of the order of citizens (bourgeois) and authorized marriage between nobles and some citizen families. Soon thereafter, however, the nobility again closed its ranks, and the number of noble families shrank to 24 in 1762, 22 in 1783 and 21 in 1795. The number of male adult nobles 18 years of age (the age at which the sons of nobles entered the Great Council) and over fell from two hundred or three hundred persons in the sixteenth and early seventeenth centuries to about one hundred persons in 1762 and sixty persons in 1795. Two-thirds of the nobles may have remained celibate, while the others generally married close relatives.

Delayed marriage was practiced in Ragusa during the eighteenth century by nobles and citizens alike. Many noble and citizen males, for example, did not marry until they were 40 or 50, while the customary age of marriage for the females was 25 or 30. Servant girls from the countryside, with service engagements of 12 to 15 years, apparently fulfilled some of the sexual needs of unmarried (and perhaps married) nobles, thus eliminating the need for the courtesans so numerous in Venice.

On the basis of the census of 1673/1674, moreover, we may conclude that the average family in Ragusa's thirty-two mainland and island communities, excluding Dubrovnik *intra muros*, Ston, Lastovo, Mljet and Bosanka, then numbered 4.87 persons. Family-size distribution was arranged as follows:

No. of Persons per Household	Frequency in the No. of Households		Total No. of Persons	
	Absolute	Relative	Absolute	In Percentage
1	151	3.8	151	0.8
2	461	11.7	924	4.8
3	671	16.9	2,013	10.5
4	758	19.1	3,032	15.7
5	753	19.0	3,765	19.5
6	468	11.8	2,808	14.6
7	299	7.5	2,093	10.9
8	181	4.6	1,448	7.5
9	85	2.1	765	4.0
10	75	1.9	750	3.9
over 10	62	1.6	1,523	7.9
Total	3,964	100	19,722	100

It is thus evident that 70.5 per cent of Ragusa's rural households consisted of units of 1—5 persons. These small households embraced 51.3 per cent of the inhabitants of the 32 communities.

In neighboring Hercegovina, on the other hand, the large domestic family prevailed. In 1869, on the basis of Ottoman census statistics available to the French consul in Mostar, Hercegovina had a population of 92,767 Moslems, 84,714 Orthodox and 68,930 Catholics. If the province then contained 21,000 households (as may be inferred from data for 1870), the average provincial family should have contained 11.7 persons; further data suggest an average family of 10.5 persons among the Moslems, 12.1 among the Catholics and 12.4 among the Orthodox. The Hercegovinian family of 1869 was thus 2.4 times as large as the rural Ragusan household of 1673.

To the northeast, in the principality of Serbia, males comprised 51.7 per cent of the total population in 1846 as against a male population in the Sava suburb of Belgrade, in 1733, of 54 per cent. Males under 15 constituted 22.8 per cent of the total population (compared to 16.4 per cent in the Sava suburb at the earlier date), while males over 15 numbered 29 per cent (compared to 34.4 per cent in the Sava suburb). Females under 15 comprised 26.1 per cent (compared to 20.4 per cent in the Sava suburb) and females over 15, 22.1 per cent (compared to 28.4 per cent in the Sava suburb) of the principality's population. Of the total population, 48.9 per cent was under 15, as against probably less than 35 per cent in the Ragusan republic's rural communities in 1673 (a low probably explained by the recent earthquake), 47.6 per cent in Montenegro and 47.4 per cent in the Brda (High Montenegro) in 1692, and 36.8 per cent in the Sava suburb of Belgrade in 1733. In 1593, persons under 18 years of age may have comprised 34.4 per cent of Zara's population, 44 per cent of that of its islands and 46.7 per cent of that of its *terra ferma*. Of the Serbian male population in 1846, 44.1 per cent was under 15 (compared to 32 per cent in the Sava suburb of Belgrade in 1733) and 55.9 per cent over 15 (compared to 68 per cent in the Sava suburb).

The number of existing marriages in Serbia in 1854, moreover, stood at 197,985. We thus would have to conclude, if we overlook widowhood, that 40.4 per cent of the total population was married, as against 45.5 per cent of the population of Belgrade's Sava suburb in 1733. Extrapolating from this ratio, we may estimate the number of existing marriages in 1846 at 181,646. But since females over 15 years of age then numbered 199,322, 91 per cent of them must have been married unless some females under 15 were married (a few were), too. Since males over 15 numbered 255,917, almost 71 per cent of all males over 15 must have been married if no males under 15 were married (there were some exceptions). E. A. Hammel's study of the Ottoman census of 1530 shows, moreover, that only 13 per cent of the adult males (presumably 15 years of age and over) were unmarried in those 146 villages of Belgrade county that were also enumerated in the census of 1528. Early marriage may have been even more common in the Balkan interior in the sixteenth, seventeenth and early eighteenth century than in the early nineteenth.

As late as the mid-nineteenth century, the interior Balkan regions continued to be characterized not by delayed marriage of both male and female (as in the Adriatic), or at least of the male (as was probable in the Aegean) but by little distance between the age of puberty and that

of marriage. Soon thereafter, however, the tendency was accelerated toward the delayed marriage pattern of Western-European type, identified and defined so well by J. Hajnal. By 1900, of the Serbian and Bulgarian women aged 15 and over, only 69 per cent were married — a decline since 1846 among the women of Serbia of about 20 per cent; in Romania, the proportion was 65 per cent. The number of single or unmarried females in the age group 20—24 in that year was 16 per cent in Serbia, 20—24 per cent in Bulgaria, Bosnia and Romania, 40 per cent in Greece and Hungary and over 60 per cent in Western Europe, excepting France and Spain. The number of single males in the same age group was 50 per cent in Serbia, 58—67 per cent in Bulgaria, Bosnia and Romania, about 80 per cent in Greece and Hungary and generally over 80 per cent in Western Europe.

The transition from the puberty-marriage to the delayed-marriage pattern marks a breakdown in the biological regulation of the domestic family, with its characteristically strong taboos against incestuous relationships (needed because this type of family could promote incest easily through its very size) and low degree of illegitimacy. But the operative factor in the decline of the Balkan family as a predominantly *domestic* family and in the reduction of its size — for example, from 9 persons in the average family of the Gruža district of Serbia in 1844 to 6.2 persons in 1905 and 5.9 persons in 1910; from 8.3 persons in the Serbian village of Orašac in 1844 to 6.9 persons in 1890 and 6.6 persons in 1910 — was commercialization.

Commercialization may have allowed temporarily, however, an increase in the size of both the rural and urban family. Thus, in the Serbian case the urban family grew from an average of 4.04 persons in 1884 to 5.86 in 1890, 6.24 in 1895 and 6.1 in 1905. The Serbian rural family expanded from an average, in 1884, of 6.07 persons in the rural regions of its pre-1878 confines, 7.12 persons in the rural districts of the less highly commercialized southern region that was annexed in 1878 and 6.23 persons in the combined territories, to 7.4 persons in 1905 and 7.0 persons in 1910. An important element in the growth of rural and urban families alike between 1880 and the turn of the century was a decline in the death rate accompanied by the maintenance of a high birth rate. A further factor in the temporary (conjunctural) growth of the urban family was the in-migration of country wives and children to join husbands and fathers who had come to work in the towns several years earlier.

But while the size of the urban family was increased and that of the rural family temporarily revived between 1880 and 1900 or 1905 (the dates may be different in other Balkan regions), the increase did not abolish the process by which the domestic family was subverted and a new marriage pattern was instituted. A whole set of structural changes — an increase in the number and size of towns and in the number of officials and merchants; an extension and improvement of the road network and the utilization of more and better vehicles; a growth of investment in literacy, education and public works. All were part of the process of commercialization, sometimes called modernization.

Subsuming these changes was a more extensive and intensive cereal cultivation, of which one major consequence was population growth. I submit, indeed, that the domestic family — whatever the circumstances of its initial constitution — cannot be maintained easily in a society with a population density of fewer than 1 or 2 persons per square kilometer nor in one that is able, as cereal cultivation is developed and commercialized, to move from 15 to 30 persons per square kilometer. In Montenegro, Župa and the Hercegovinian periphery, the population was probably no more than 3 persons per square kilometer in 1692 — but only 1 person in the extensive Piva district, more than 12 persons in the small Grahovo district and more than 10 persons in the Rijeka (Fiumara) district. The population density of continental Greece (Greece excluding the islands and the Morea) was 13 persons per square kilometer in 1814, broken down as follows: 4 in Acarnania, 9 in Aetolia and Locris, 11 in Macedonian Illyria and Cisaxian Macedonia, 12 in Phocis and Livadia, 14 in Epirus and 22 in Thessaly. From almost 20 persons per square kilometer at the start of the Greek war of independence in 1821 and from under 16 persons at its end in 1829, the population density rose in the new Greek state to 30 persons per square kilometer shortly after 1870, at which time a similar density was attained in Bulgaria. In Serbia, the population grew still more rapidly — from 3 persons per square kilometer in 1718 to 5 in 1735, 10–12 in 1803, 13 or 14 in 1813, 18 in 1834, 24.3 in 1846, 29.5 in 1863 and 32.3 in 1866. As farming was partly commercialized and towns were developed, the maintenance of the domestic family became increasingly difficult.

Exactly how commercialization in its individual aspects affected the destiny of the domestic family must remain the subject of continuing research. As of now, however, we offer the hypothesis that the initial phase of subversion of the domestic family corresponds to the transition from a population density of 15 to one of 30 persons per square kilometer.

LES STATUTS ET LES RÈGLEMENTS DE FONCTIONNEMENT DES COMPAGNIES GRECQUES DE TRANSYLVANIE (1636—1746)*. LA COMPAGNIE DE SIBIU

OLGA CIGANCI

Jusqu'au XVII^e siècle, les seules compagnies de commerce connues dans le Sud-Est de l'Europe sont celles de Transylvanie : les Compagnies grecques de Sibiu (1636) et de Braşov (1678). La plupart de leurs membres étaient grecs, originaires surtout d'Épire et de Macédoine, mais aussi d'autres centres grecs du Sud-Est européen et d'Asie Mineure. À côté des Grecs, de nombreux Roumains, Aroumains, ainsi que des Serbes, des Bulgares, des Albanais, des Arméniens et des Juifs déployaient leur activité dans ces Compagnies.

Pour les Roumains de Transylvanie, les Compagnies grecques de Sibiu et de Braşov ont offert la possibilité de s'adonner au commerce (qui leur était interdit par les trois nations favorisées) en profitant des privilèges importants que les autorités transylvaines et celles de Vienne avaient accordés aux deux Compagnies. C'est ainsi qu'ils furent entraînés — eux aussi — dans le commerce de transit, ce qui leur permit d'accumuler des capitaux. Des commerçants de Moldavie et surtout valaques ont également été membres de ces Compagnies, en contribuant à l'essor du commerce extérieur des trois pays roumains, ainsi qu'au raffermissement de leurs relations économiques.

Dans ce qui suit, nous nous arrêterons à l'un des aspects de l'activité des Compagnies de Sibiu et de Braşov, importantes formes d'organisation économique et sociale qui ont contribué à la formation de la bourgeoisie nationale des pays du Sud-Est européen, à la fin du XVIII^e siècle.

★

Après presque un siècle et demi depuis la création de la première Compagnie de commerce de Transylvanie, l'impératrice Marie-Thérèse devait ratifier, en même temps que les privilèges accordés par les princes transylvains et les empereurs autrichiens, les lois et les règles d'organisation des compagnies grecques de Sibiu et de Braşov, lesquelles constituaient en fait leurs statuts juridiques, leurs normes de fonctionnement

Le préambule du diplôme accordé aux deux compagnies transylvaines le 13 août 1777 est suggestif dans ce sens. « Nous faisons connaître à tous ceux que cela concerne — peut-on lire dans le préambule de ce

* Cette étude représente un chapitre de notre thèse de doctorat intitulée *Les Compagnies grecques de Transylvanie et le commerce européen entre 1636—1746*.

diplôme — que les Grecs de Sibiu et de Braşov, depuis de longues années réunis dans la Compagnie, ont humblement invoqué devant nous : d'une part, le très véritable et ancien privilège accordé en 1636 par l'illustre Georges Rakoczy, prince de Transylvanie ; d'autre part, un autre privilège et chrysobulle donné en 1701, le 12 septembre, à cette Compagnie sur l'ordre de mon vénérable, d'éternelle mémoire et bien-aimé aïeul Léopold, empereur de Hongrie et roi de Bohême et prince de Transylvanie. Lesquels privilèges, pour différentes raisons locales, n'ont été ni *signés*, ni *ratifiés* ou *promulgués*. Et souvent, dans leurs tribunaux, leurs *lois* et leurs règles d'*organisation* et la *liberté* de leur commerce, ils ont été empêchés et persécutés. C'est pourquoi ils sont humblement venus devant notre trône impérial, et nous ont demandé : ou bien d'accepter et de confirmer les dispositions inscrites dans les diplômes susmentionnés ou de bien vouloir leur en donner de nouvelles. Nous, vu leurs justes demandes et les documents susmentionnés, qui ont changé *avec le temps*, mais qui sont tous connus comme *justes et nécessaires*, les *lois*, les décisions judiciaires et les privilèges conférés aux compagnies des Grecs de Sibiu et de Braşov leur sont confirmés aussi pour l'avenir pour en jouir et par eux prospérer, et en particulier conformément aux articles qui suivent »¹.

Sont ensuite énumérés les articles du privilège impérial de 1777 qui ont été publiés par I. Moga², N. Iorga³ et N. Camariano⁴. Nous avons tenu à reproduire intégralement la traduction de ce préambule du diplôme de 1777, car c'est pour la première fois que sont ratifiés par le pouvoir

¹ Le fragment cité (les soulignements nous appartiennent), est le préambule du Diplôme de Marie-Thérèse du 13 août 1777, lequel est traduit d'un manuscrit en grec, intitulé Σύνταγμα Νόμων Πολιτικῶν qui se trouve aux archives (non inventoriées) de l'église *Sfinta Treime* (La Sainte Trinité) de Braşov. Cette « Constitution » est rédigée par Ioan Adamis d'Alvanitohari de Tirnovo de Bulgarie, l'auteur du ms. gr. 976 de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine (citée par la suite B.A.R.) (*Le Code de la Compagnie grecque de Sibiu*) qui affirme qu'il a écrit le Syntagme des lois politiques en 1760, au mois de juillet, à Sibiu, pour que les lois « soient mieux comprises par les intéressés », les membres de la Compagnie de Sibiu. Ioan Adamis est mentionné dans les actes de la Compagnie grecque de Sibiu à partir de 1715, et occupe certaines fonctions, entre autres celle de notaire. Le Syntagme comprend : quelques-uns des décrets des « trois nations » du Royaume de Hongrie ; quelques-uns des statuts « plus récents de la Principauté de Transylvanie » ; un historique des Saxons de Transylvanie et de leurs statuts, précédé d'un prologue, qui fait un historique succinct de la législation transylvaine, se référant surtout aux « Approbatae » et « Compilatae ». On y ajoute que le texte a été traduit du hongrois dans « le dialecte des Grecs ». Le manuscrit de l'église *Sfinta Treime* est une copie, faite le 21 juin 1770 — lit-on sur la page de la couverture (de la fin) du ms., cité par Gheorghe Nicolaidès, à Braşov et a appartenu à Dimitrios Dinou de Janina. Le manuscrit original du Syntagme, rédigé par Ioan Adamis, se trouve au Mont Athos.

² Dans *Politica economică austriacă și comerțul Transilvaniei în veacul al XVIII-lea* (La politique économique autrichienne et le commerce de la Transylvanie au XVIII^e siècle), dans « Anuarul Institutului de Istorie Națională », vol. VII, Cluj, 1936—1938, p. 164—165. I. Moga publie le résumé du Diplôme, en citant I. Grimm, *Die politische Verwaltung im Grossfürstentum Siebenbürgen*, III, Sibiu, 1857.

³ Dans, *Acte românești și cîteva grecești din arhivele Companiei de comerț oriental din Braşov* (Actes roumains et quelques actes grecs des archives de la Compagnie de commerce oriental de Braşov), Vălenii de Munte, 1932, p. XVII. N. Iorga publie un bref résumé d'une brochure gréco-allemande, éditée à Braşov en 1858. C'est une traduction grecque d'une traduction allemande du diplôme.

⁴ N. Camariano a publié un résumé, sans préambule, du privilège de 1777 — toujours d'après la brochure citée par N. Iorga — dans l'étude *L'organisation et l'activité culturelle de la Compagnie des marchands grecs de Sibiu*, dans « Balcania », VI, 1944, p. 209—210.

suprême, et dans leur totalité, aussi bien les privilèges, les diplômes et les décrets impériaux, que les règlements, les règles d'organisation et les décisions judiciaires, lesquels avaient pour les compagnies force de loi, tous ensemble constituant les statuts juridiques des deux Compagnies de Transylvanie, sur la base desquels elles ont été créées et ont fonctionné, pouvant ainsi s'organiser et adopter les mesures correspondant au but même de leur existence. Mais le diplôme de 1777 n'est qu'une confirmation, une reconnaissance officielle et définitive d'un état de choses qui durait depuis presque un siècle et demi. Ayant comme point de départ les privilèges accordés aux deux Compagnies grecques de Sibiu et de Braşov, dès leur création, et renouvelés plusieurs fois par les princes de Transylvanie et les empereurs de Vienne, les Compagnies, compte tenu des lois de la principauté, mais aussi des intérêts des marchands qui les composaient, après une période d'expérience et d'adaptation, élaboreront des règlements de fonctionnement approuvés par le vote des assemblées générales, lesquels deviendront ainsi des actes normatifs ayant force de loi.

Est intéressante dans ce sens l'affirmation du « proestos » (prévôt) de la compagnie grecque de Sibiu, de 1740, Gheorghe Monicati Safranos, qui plaidait pour la nécessité du respect des ordres, des lois consignées dans le Code : « Étant donné qu'aucun Royaume, aucun peuple, ne saurait exister sans un certain ordre, une organisation ou législation, ou *Constitution* comme on l'appelle dans certaines langues européennes, de même nous, nous devons avoir des Lois civiles ou Municipales, conformes à la situation de notre peuple et des circonstances ; de même notre Compagnie a de ses ancêtres et devanciers son organisation et ses Lois civiles, conformément auxquelles elle s'est dirigée et s'est défendue jusqu'ici »⁵.

Comme nous le verrons par la suite, les normes de fonctionnement de la compagnie, et spécialement celles du XVIII^e siècle, portent le titre de décisions et de législations. On y trouve la manière dont étaient organisées les compagnies, leurs relations avec les autorités centrales et locales, les droits et les obligations des marchands qui en faisaient partie tant qu'ils se trouvaient sur le territoire de la Transylvanie, mais aussi en dehors, la manière dont ils exerçaient leur activité commerciale, etc. Nous examinerons la manière dont ont été élaborés et ont évolué ces règlements de fonctionnement, en montrant la position en tant que personnes juridiques des Compagnies grecques de Sibiu et de Braşov, vis-à-vis de la Principauté de Transylvanie et ensuite de la cour de Vienne. Les statuts juridiques et les règlements des compagnies constituent également une histoire succincte de ce qu'ont représenté ces associations des marchands, appelés grecs, en Transylvanie, au cours d'un siècle.

Étant donné que le décalage entre la date de la création des deux compagnies est de presque un demi-siècle et leur évolution historique est également différente, nous examinerons séparément les statuts juridiques des deux compagnies, en essayant évidemment d'établir certaines ressemblances ou différences.

⁵ B.A.R., Ms. gr. 976, f. 129 – 130.

En même temps qu'elle obtenait le privilège de constitution accordé par le prince de Transylvanie Georges Rakoczy, le 8 juillet 1636, la Compagnie de Sibiu était reconnue comme personne juridique. On permet aux membres... « d'être libres d'élire, de nommer et de mettre à leur tête comme surveillant chef un homme apte à cela, d'une condition choisie, de leur sein, avec la bénédiction et l'approbation de notre préfet transylvain, pour s'occuper des affaires de la compagnie et pour trancher les procès, intervenus entre eux et d'autres étrangers; aucun d'entre eux ne pourra être arrêté par des fonctionnaires ou magistrats de quelque endroit que ce soit, ni être détenu ou traduit en justice, pour une affaire quelconque, à la demande de la partie adverse, évidemment toujours un Grec, fût-il Transylvain et même un étranger, la solution par jugement ou d'autre manière des différends et des conflits de ce genre survenus entre eux... devant demeurer de la compétence de leur prévôt dans tous les temps à venir ». Le texte ajoute que « l'administration de la justice et de l'équité doit être libre d'accéder à la demande de la partie adverse »⁶. Le privilège de « jus judicandi » conférait aux marchands de la compagnie le droit d'élire à l'assemblée générale un juge, prévôt (*proestos*) et douze jurés, qui constituaient le tribunal de la compagnie, mais également la direction administrative.

Nous relevons comme particulièrement intéressantes les informations, mais aussi les commentaires de l'auteur du premier Code (*Condica*) de la Compagnie de Sibiu, son président Panos Ioannou d'Alvanitohari, près de Tirnovo (Bulgarie). Dans la première préface de ce Code, achevé selon son auteur, en 1652, Panos Ioannou démontre, en se référant à d'autres « royaumes européens », la nécessité d'un « livre » qui rappelle aux membres de la compagnie les lois, les décisions et les règlements établis par leurs devanciers. « Par suite, nous aussi les marchands grecs qui habitons en Transylvanie nous avons obtenu le droit de justice, jus judicandi, de juger et de faire justice entre nous, de l'illustre Prince Georges Rakoczy, avec l'assentiment de son très honorable Conseil; avec l'aide de Dieu, depuis lors a commencé à fonctionner aussi notre tribunal, selon l'organisation et la coutume de ce pays, qu'il ait lieu avec un chef, c'est-à-dire avec un juge et président élu, qui porte également le nom de „staroste” ou „proest”, et avec douze assesseurs ou jurés élus »⁷. Relevons spécialement l'affirmation de l'auteur du fragment cité, que la forme, l'organisation, la structure du tribunal de la Compagnie grecque de Sibiu était pareille à celle de tribunaux de Transylvanie. En ce qui concerne la procédure, la manière dont étaient jugés les membres de la compagnie devant leurs propres tribunaux, elle est indiquée dans tous les règlements de fonctionnement de la Compagnie et dans les procès-verbaux des jugements.

⁶ Le texte original du privilège du 8 juillet 1636, publié par T. Bodogae *Le privilège commercial accordé en 1636 par G. Rakoczy aux marchands grecs de Sibiu*, dans « Revue Roumaine d'Histoire », XI (1972), p. 651. La traduction roumaine est due à la bienveillance du pr. Valentin Georgescu. La version grecque — quatre copies du privilège — se trouve aux Archives de la Compagnie de Braşov, B.A.R.

⁷ B.A.R., Ms. gr. 976, f. 12—12^v. Une partie du fragment cité est publiée en traduction française dans N. Camariano, *op. cit.*, p. 205.

Le « Jus judicandi », important par le fait qu'il révèle l'autonomie de la compagnie, figure également dans d'autres actes officiels et bien entendu est souvent mentionné dans ses documents intérieurs. Les changements produits en Transylvanie, son incorporation à l'Empire autrichien, n'ont pas abrogé ce privilège accordé aux Compagnies de Sibiu, par le prince Rakoczy. Le diplôme conféré par l'empereur Léopold à la Compagnie grecque de Sibiu le 12 septembre 1701, ajoute une nouvelle clause au privilège de constitution de la Compagnie de Sibiu, à savoir le droit de faire appel à la juridiction de la Chambre aulique ou de la Trésorerie⁸. Ces privilèges seront confirmés par l'impératrice Marie-Thérèse le 31 août 1742⁹ et surtout par le Diplôme impérial du 13 août 1777. Il résulte toutefois du fait que dans certains cas les justiciables pouvaient faire appel à la Chambre aulique et que les magistrats de Transylvanie pouvaient, conformément au privilège de 1636, juger les litiges entre les membres des Compagnies et les états privilégiés, que l'autonomie de celles-ci n'était pas complète.

Le juge prévôt et les douze jurés constituaient également l'administration de la Compagnie. C'est pourquoi le juge portait aussi le titre de président, « proestos » ou directeur (ἀρχηγέτης) de la Compagnie. Avec l'assemblée générale, les « haragiari » (percepteurs), qui levaient l'impôt dû à la trésorerie transylvaine et, à partir de 1657, le « capitaine des palikares », de juge-président dirige la compagnie environ deux ans, après quoi de nouvelles élections ont lieu¹⁰.

En échange de ces privilèges, auxquels nous ajouterons le plus important, celui de faire le commerce avec des marchandises orientales et le libre exercice du culte, par un prêtre grec, la Compagnie devait payer un impôt à la trésorerie de la Principauté et après l'établissement de la domination autrichienne en Transylvanie, au fisc impérial. De même, les marchands de la compagnie devaient répondre solidairement envers le pouvoir central, du respect des obligations assumées.

Nous trouvons des précisions importantes dans ce sens dans le « code » de la Compagnie grecque de Sibiu¹¹, au I^{er} chapitre du « Deuxième livre », intitulé *Comment nous sommes-nous obligés d'être fidèles au prince de ce « vilayet »*¹². Le « Code » ajoute : En 1636, le très haut prince ou roi de Transylvanie, Georges Rakoczy l'Ancien, a conjuré les marchands grecs d'être *fidèles à son Pays*, de *respecter sa législation* et de ne rien commettre de ce qui est interdit, et surtout de se comporter conformément à ces trois *exigences* ou *articles* : premièrement : Qu'ils n'osent pas

⁸ *Documente privitoare la istoria Românilor* (Documents concernant l'histoire des Roumains), vol. XV, II^e Partie, 1601–1625 (éd. par N. Iorga), București, 1913, p. 1488.

⁹ N. Iorga, *Studii și documente privind Istoria României* (Études et documents concernant l'histoire de la Roumanie), București, vol. XII, p. VII.

¹⁰ Nous reviendrons par la suite sur les attributions, les droits et les obligations du président, des jurés, des percepteurs et des capitaines de la Compagnie. Elles sont amplement analysées dans le chapitre *Organisation de la Compagnie de Sibiu*. Nous relevons seulement que la fonction de « capitaine » a été créée en 1655, à l'initiative du président Panos Ioannou (voir B.A.R. Ms. gr. 976, f. 78–79).

¹¹ Ce « Code » principal (Ms. gr. 976), dans lequel sont compris les règlements de la Compagnie de Sibiu, se distingue des autres codes de la Compagnie de Sibiu, qui n'enregistrent que des opérations commerciales (Voir B.A.R., Ms. gr. 977, 978, 979, 980).

¹² Voir Ms. gr. 976, f. 74.

aller et acheter dans les villages de la Transylvanie et dans des rues interdites¹³ et qu'ils paient honnêtement les droits dus au fisc. Deuxièmement : de ne pas se soustraire à ces droits par une tromperie ou d'éviter le paiement de l'impôt susmentionné (*cumerktion*)¹⁴. Troisièmement : « De ne se mêler d'aucune manière des *Affaires* et des *Problèmes du Pays*, par une trahison¹⁵ contre le Roi ou la noblesse¹⁶. Et celui qui violera ce dernier article, perdra *sa tête et tout ce qu'il a*. Comme il est écrit et imprimé dans la loi de Transylvanie, dans les nommées *Approbatæ*, troisième partie, titre 52, article 1^{er}. Et nous avons noté quant à cela du contenu de la Loi susmentionnée, que les autres marchands, d'une autre nationalité (race) qui ont leur résidence dans cette partie de la Transylvanie, sont tous soumis à la Compagnie et au tribunal des Grecs »¹⁷.

Si les deux premiers articles reprennent des articles ou dispositions des privilèges antérieurs, accordés par les princes et les diètes de Transylvanie dès la fin du XVI^e siècle, le troisième article interdit aux marchands de la Compagnie de se mêler des affaires politiques du pays, interdiction inscrite dans la législation de la Transylvanie, et, comme on le verra par la suite, dans les règlements de fonctionnement de la Compagnie grecque de Sibiu. Examinons donc, dans ces règlements, ainsi que dans les décisions du tribunal ou des assemblées générales des membres de la Compagnie, comment sont inscrites et respectées ces normes depuis sa création, par le pouvoir central de la Principauté de Transylvanie.

Le premier règlement « ordonné » de la Compagnie de Sibiu est daté du 7 janvier 1666, mais même jusqu'alors, on prend des décisions dans différentes assemblées des marchands de la compagnie, qui devaient confirmer l'ordre établi et respecter les « articles » qui conditionnaient le privilège de fondation. Dans le « Code » de la Compagnie, écrit Panos Ioannou en 1655, sont transcrits les premiers *droits* des anciens marchands grecs (*Δικεώματα τῶν ἀρχαίων πραγματευτῶν*), que le copiste a réussi à trouver encore, car étant écrits « sur des papiers épars », se sont dispersés et l'on ne sait plus où ils sont¹⁸. Mais à partir de 1655, le « Code » de la Compagnie devient recueil de lois et de décisions.

¹³ ὀπισθισμένα.

¹⁴ κουμέρκων = impôt, terme latin adopté par l'administration turque de chez les Byzantins, *commercium* = commerce, trafic voir Sp. Lambros : 'Ελληνικά ἔγγραφα ἐν τῷ ἀρχαίῳ τῆς Βενετίας καὶ ἔγγραφα τούρκικα ἀρχώντων ἐλλήνων ἐν Δελτίῳ Ἱστορικῆς Ἐταιρίας (vol. IV) 'Αθήναι, 1905, p. 634–652.

¹⁵ Τραδιτορία.

¹⁶ Ἀρχοντολογία.

¹⁷ Il est évident que la dernière partie de l'article 3, le renvoi aux *Approbatæ* est ajoutée par Panos Ioannou. Comme on le sait, les *Approbatæ Constitutiones regni Transilvaniae*, paraissent en 1653, contenant les normes les plus importantes établies par la Diète. Les *Approbatæ* sont divisées en cinq parties : le droit canonique, le droit politique, les droits de la classe privilégiée, la procédure judiciaire et mentions spéciales de droit administratif. Voir *Corpus juris Ungari*, vol. VII, Budapest, 1900 et *Istoria României* (Histoire de Roumanie), vol. III, București, 1964, p. 301. Au chapitre II de la brochure *Az Erdély Nagy Fejedelemség Székéhez intézett alázatos slóterjesztes* (Braşov, 1820), Gorog Kereskedesrol, s'occupant de « L'origine du commerce grec et sa mission de 1591 à 1771 », écrit au point c) : « la loi du pays du 15 mars 1653, en vertu de laquelle [les compagnies grecques], ont conservé les privilèges acquis concernant l'exercice du commerce ou la juridiction élue de leur sein, et qui leur ont été confirmés » (La brochure se trouve aux Archives de l'église Sfânta Treime de Braşov).

¹⁸ B.A.R., Ms. gr. 976, f. 84.

Le 6 janvier 1638, marque le jour du « début du congrès »¹⁹ des marchands qui élit les douze jurés²⁰ et le prévôt, établissant aussi la procédure de ces élections, citée dans tous les règlements de la période dont nous occupons. En 1639, on élabore la première Décision ou Loi, « par la volonté commune de nous tous... »²¹, formule répétée chaque fois que l'on prend une décision et qu'on légifère.

Les assemblées de 1639, 1648, 1651 et 1655 prennent des décisions importantes (δρασματα) qui sont consignées sous les titres comme : La manière dont étaient organisés les domestiques²²; Des « boltasi » (boutiquiers, propriétaires de magasins dans les arcades)²³; De l'indiscipline et du comportement des condamnés²⁴; Des injures et des vilains mots²⁵ et de l'ameutement du prochain²⁶; De l'élection du président, comment elle a lieu et de l'office du représentant ou du capitaine de ceux venus du dehors²⁷, etc. Nous avons énuméré, dans l'ordre chronologique, les décisions adoptées dans les assemblées des membres des compagnies de Sibiu au cours des temps et consignées dans le « Code » de la Compagnie, car elles représentent les premiers essais d'établissement de normes de droit administratif et pénal. Ces décisions répétées des assemblées des marchands membres de la Compagnie, ainsi que les privilèges princiers ou les décisions de la diète de Transylvanie²⁸ ont été à la base du premier règlement de la Compagnie de Sibiu.

Le chapitre 22 du Code contient « d'autres problèmes et droits des marchands après des additions et confirmations »²⁹. Le 7 janvier 1666, à Sibiu à l'assemblée de la Compagnie, sont examinées les « propositions » et tous, par la volonté commune, les ont adoptées et confirmées comme justes — et nécessaires, devant être maintenues inchangées et c'est pourquoi nous les écrirons ici dans leur ordre. Et celui qui les transgressera sera puni et il payera l'amende³⁰, selon sa faute³¹. Les 21 articles du règlement sont adoptés et nous y reviendrons.

Le règlement suivant, adopté le 1^{er} janvier 1690, comprend 14 articles sous le titre d'Autres décisions très utiles et nécessaires de la Compagnie, rendues et « promulguées » par la volonté commune. Le Code continue : « Sous la présidence du chef Palko, dans notre Compagnie, des marchands grecs de Sibiu, une nouvelle assemblée commune a eu lieu et ont été décrétées les dispositions ci-dessous et tous les ont légiférées

¹⁹ ἀρχὴ τοῦ Συνεδρίου.

²⁰ *Ibidem*, f. 26^v–27.

²¹ *Ibidem*, f. 74^v–75.

²² Chapitre II du Livre II. *Ibidem*.

²³ Chapitre III du Livre II. *Ibidem*.

²⁴ Chapitre V, *Ibidem*, f. 74–75^v.

²⁵ *Ibidem*.

²⁶ Chapitre VI, *Ibidem*, f. 75^v.

²⁷ B.A.R., Ms. gr. 976, f. 78^v–79.

²⁸ Telle la décision prise par exemple à la diète d'Alba Iulia le 15 mars 1653 et qui garantissait la liberté du commerce des marchands grecs.

²⁹ Ms. gr. 976, f. 84.

³⁰ γκλόμπια Du terme slave « globa » entré dans le vocabulaire roumain sous la forme « gloabă » = amende, impôt. Voir *Dicționarul limbii române moderne* (Dictionnaire de la langue roumaine moderne), București, Ed. Academiei, 1958, p. 340.

³¹ Ms. gr. 976, f. 84.

(τὰ ἐνομοθέτησαν) . par la volonté commune, pour être maintenues inchangées comme nécessaires et utiles pour le *renforcement* de la Compagnie. . . »³².

Quant à la manière dont étaient rédigés *en fait* ces règlements, nous l'apprenons par « les propositions³³ nécessaires avancées par les „palikares” (les Grecs) de la Compagnie, à l'honorable président le chef Palko et aux jurés en l'année 1691 »³⁴. On peut constater dans les règlements adoptés par la Compagnie, au cours des années suivantes, dans quelle mesure le président et les douze jurés tiennent compte des 15 propositions des marchands de la Compagnie. Il semble que ces propositions ont trouvé de l'écho, car elles sont comprises, pour la plupart, dans le règlement de l'année 1692. Nous y trouvons aussi le mécanisme de l'élaboration de ces règlements, lesquels, adoptés par l'assemblée générale de tous les marchands de la Compagnie, acquièrent *force de loi*, et le tribunal devait sanctionner par des amendes les infractions et les actes d'indiscipline.

Le dernier règlement de la Compagnie grecque de Sibiu, du XVII^e siècle et qui sera également maintenu avec quelques modifications non essentielles au cours du siècle suivant, est le règlement adopté par l'assemblée générale du 7 janvier 1695. Le chapitre 32 du Code comprend d'Autres « propositions » et « droits » nécessaires et utiles, pendant la présidence du chef « kir » Dimitrie Nanou. . .³⁵. Le texte continue : « . . . à notre Compagnie a eu lieu notre assemblée à nous tous et notre président, l'„archonte” kir Dimitrie nous a présenté quelques problèmes de *Loi* et de *Justice*³⁶ pour l'utilité commune, et nous par la volonté commune, nous les avons examinés et approuvés, pour les maintenir *inchangées* et *immuables*, tels que nous les écrivons maintenant dans leur ordre ; de même, ils seront annoncés de vive voix à l'assistance, à tous les membres de la compagnie, chaque fois qu'ils auront à voter *quelque chose de nouveau* »³⁷.

Conséquents avec la décision que toutes les nouvelles propositions soient votées par l'assemblée de tous les membres de la Compagnie, en 1721, le 27 avril « par la volonté commune, nous avons reconnu comme *administrateur* de notre église ou „gociman”³⁸ „kir” Gheorghie Manolis Horvatis, qui sera chargé de la surveillance et de la conservation aussi bien du mobilier qui s'y trouve, que de l'argent de la compagnie. . . »³⁹. Et le texte poursuit : « Lequel *office* n'a pas existé jusqu'ici chez nous, mais *par la volonté commune* nous l'avons considéré comme utile à la communauté et nous l'avons inscrit au Code, pour mémoire »⁴⁰. On crée ainsi une nouvelle fonction, celle d'administrateur. La manière dont

³² B.A.R., *ibidem*, f. 89^v—90.

³³ ἐπρόβαλοι de προβάλλω = proposer, avancer.

³⁴ *Ibidem*, f. 94.

³⁵ Ms. gr. 976, f. 99. Le règlement est signé par 32 marchands.

³⁶ Νόμου και δικαιοσύνης.

³⁷ *Ibidem*, f. 99.

³⁸ Γκοτςζημάνος Gosiman, administrateur provenant de l'allemand Gottesman, souvent employé dans les actes de l'Eglise orthodoxe en Transylvanie.

³⁹ ὄφλιον (!) dans le sens de fonction.

⁴⁰ Ms. gr. 976, f. 39—40.

elle est créée est celle de toujours, le vote de la majorité ou « la volonté commune », comme on le dit dans les documents.

Conformément à la coutume créée au XVII^e siècle, en janvier 1722, les marchands de la Compagnie de Sibiu, font au président Kostakis Kosta, une série de propositions, qui portaient surtout sur le commerce et son organisation : marchandises, ventes, associations entre marchands, salaires des commis de magasins, etc. Certains changements produits dans l'organisation et dans la composition de la Compagnie de Sibiu, entraînent de nouvelles précisions, lesquelles, cette fois-ci encore, portent principalement sur l'exercice de l'activité commerciale. En 1746, le 7 avril, l'assemblée des marchands, le très honorable président, et les 12 jurés s'efforcent de mettre fin aux abus et actes illégaux commis par les *nouveaux* marchands « lesquels... sans demander, ont pris l'habitude de se séparer ici, à l'intérieur de la forteresse de Sibiu et déshonorent la Compagnie et font ce qu'ils veulent, selon leur bon plaisir, contre l'ordre et l'organisation que nous avons depuis les temps reculés, légiférés dans notre Code »⁴¹.

Les membres de la Compagnie se plaignent de ce que ces derniers temps, se sont « introduits » dans la Compagnie des étrangers « d'autres nationalités », hommes de Turquie et surtout des autochtones de Transylvanie, lesquels ne respectent « ni le tribunal, ni les décisions, ni le Code ». Ils invitent les marchands de ne pas se causer de tort les uns aux autres, car la compagnie depuis son commencement et jusqu'ici a vécu avec ces décisions et a résisté jusqu'à nos jours, de même que toutes les Corporations⁴² de ce lieu⁴³. Sont ensuite énumérées les 22 propositions, qui marquent pour notre étude la manière dont ont évolué les décisions, les lois de la Compagnie grecque de Sibiu, depuis sa fondation jusqu'à la fin de la période dont nous nous occupons⁴⁴.

★

Si jusqu'ici nous avons examiné la manière dont étaient élaborés et adoptés les règlements de la Compagnie grecque de Sibiu, c'est-à-dire la *procédure*, nous essayerons maintenant de dégager de ceux-ci quelques problèmes importants, tels les relations avec le pouvoir central, l'organisation administrative et commerciale, les droits et les obligations des marchands, etc. A la différence d'autres compagnies de commerce européennes, lesquelles, outre les intérêts d'un groupe organisé représentaient également ceux de leur Etat et de leur pays, la Compagnie grecque de Sibiu, bien qu'organisée, évidemment avec quelques différences, de la même manière que les sociétés commerciales similaires, se trouvait dans une situation particulière. Les membres de la Compagnie, dans la période dont nous nous occupons, étaient sujets ottomans, provenant de l'Empire

⁴¹ *Ibidem*, f. 111^v et 119. On remarque l'emploi du terme communauté (κοινότητα), parallèlement à celui de Compagnie.

⁴² ἀδελφότητα = corporations.

⁴³ Ms. gr. 976, f. 119^v—120.

⁴⁴ *Ibidem*, f. 119. Ces propositions, qui seront adoptées par la Compagnie, sont contenues dans le chapitre 46 du Code sous le titre *Propositions justes et très nécessaires sur les désordres du temps présent produits chez nous et sur le redressement de cette situation comme il résulte avec évidence, du vieux code*.

ottoman où ils avaient leurs familles et leurs biens. La Porte leur accordait le même appui qu'aux autres marchands sujets ottomans non organisés en associations, en inscrivant une série de clauses commerciales dans ses nombreux traités de paix. Par suite, la Compagnie de Sibiu devait obtenir certains privilèges du pouvoir central de la Principauté de Transylvanie, qu'elle devait intéresser dans son activité, en s'engageant à respecter strictement les limitations imposées et à acquitter ses dettes envers le fisc. C'est pourquoi il est intéressant d'examiner la manière dont se reflétaient ces *relations entre la compagnie et le pouvoir central* dans les différents règlements de fonctionnement de celle-ci. L'étude plus détaillée sur la base des matériaux qui se trouvent dans les archives devant faire l'objet d'un chapitre séparé⁴⁵.

En même temps que l'octroi du privilège de 1636, Georges Rakoczy établit les obligations de la Compagnie de Sibiu envers la Principauté de Transylvanie, à savoir : payer honnêtement l'impôt dû à la trésorerie et à la douane ; respecter les lois du pays et être fidèle au pays⁴⁶. A cela s'ajoutent, comme on l'a vu ci-dessus, les dispositions de la législation de 1653, en vertu desquelles la trahison envers le pays, le roi et les nobles était punie de la peine de mort par décapitation et la confiscation des biens⁴⁷.

Dans quelques articles du premier règlement de la Compagnie grecque de Sibiu, adopté par l'assemblée des marchands du 1^{er} janvier 1666, figurent les relations établies avec le pouvoir central. Au premier article, les marchands s'engagent « à honorer *notre Roi* et à prier pour lui et son Conseil et en même temps à ne pas en dire du mal, n'importe où nous irions, et celui qui contreviendrait à cela, aura à payer une amende de 200 florins »⁴⁸. Le deuxième article apporte certaines précisions : « Dans les cités et les pays fixés par le Roi, que nous nous montrions soumis, que nous les honorions et que nous ne les critiquions pas... »⁴⁹. Cette obligation des membres des Compagnies d'avoir la même attitude de respect également envers certains pays, avec lesquels le Prince de Transylvanie entretenait de bonnes relations, constituera une préoccupation constante des membres de la Compagnie, qui bénéficiaient aussi des avantages découlant de ces bonnes relations, comme il résulte des documents de la Compagnie.

Les changements politiques produits en Transylvanie à la fin du XVII^e siècle, n'ont pas modifié les rapports établis entre la Compagnie grecque de Sibiu et le gouvernement de Transylvanie.

De même que le privilège de 1636 a rendu officielles les relations entre la Compagnie de Sibiu et le Prince de Transylvanie, le diplôme de l'empereur Léopold I^{er} accordé aux marchands de la Compagnie le 12 septembre 1701, devait établir les rapports avec les autorités impériales. Aux archives de la Compagnie a existé un acte, transcrit dans

⁴⁵ *Les relations des deux Compagnies de Sibiu et de Braşov avec le pouvoir central et les autorités locales de Transylvanie.*

⁴⁶ Ms. gr. 976, f. 74.

⁴⁷ *Ibidem*, f. 74-74^v.

⁴⁸ *Ibidem*, f. 84-84^v.

⁴⁹ *Ibidem*.

le Code, copié par Jean Adamis, qui relate comment a été obtenu le diplôme léopoldien. Le 7 novembre 1697, l'assemblée de la Compagnie décide que le seigneur Panos Evstasiou et kir Gheorghe Kastrinos, aillent à Vienne, pour son service; «... nous, la Compagnie, l'avons prié de se présenter et de demander au puissant Empire un privilège, c'est-à-dire un *Privilège séparé* de notre Compagnie »⁵⁰. Si nous comparons les sept demandes présentées à Vienne et les sept articles du diplôme léopoldien, nous constaterions que le privilège impérial tiendra compte des demandes de la Compagnie. Dans les sept articles du diplôme du 12 septembre 1701, il était disposé que tous les marchands et colons grecs de Transylvanie dépendaient directement de la chancellerie et de la Trésorerie à laquelle ils paient 1 000 florins rhénans par an; ils étaient exemptés d'autres droits de douane et d'aides militaires; ils pouvaient faire toute sorte de commerce aussi bien sur le territoire du pays que dans les provinces, à l'exception de l'exportation de l'or, de l'argent, du soufre et du salpêtre pour laquelle il fallait l'approbation de la Monnaie de l'État et des offices miniers; ils pouvaient élire le juge et les jurés, juger leurs propres procès commerciaux et en première instance les procès civils et si l'objet du procès dépassait 500 florins, il serait jugé par la chambre royale du gouvernement et la chambre impériale⁵¹.

Le diplôme léopoldien est reconfirmé par Charles VI le 15 mars 1718. Les règlements de la Compagnie de 1723 et 1746 ne font plus mention des relations de la Compagnie grecque de Sibiu avec le pouvoir central, considérées probablement comme définitivement établies par les diplômes dont il a été question.

Un autre élément qui fait ressortir la position de la Compagnie vis-à-vis du gouvernement de Transylvanie est le *droit* et même l'*obligation* de participer à la Diète. Si les documents de la Compagnie enregistrent les frais faits à cette occasion, l'article 17 du règlement de 1666 décide: « Lorsque ce sera nécessaire, ils éliront parmi eux celui qu'ils voudront envoyer à la Diète »⁵². Dans les propositions des marchands de la Compagnie faites en 1692 aux jurés et au président, l'article 12 dispose « que soient désignés les hommes qui iront à la Diète », quatre personnes étant proposées⁵³. Dans la 15^e proposition il est indiqué que les représentants de la Compagnie à la Diète doivent demander qu'il ne soit pas permis aux hommes « de circuler et de vendre dans les villages sans „παναγύρι” et qu'on ne leur fasse pas confiance »⁵⁴. Le règlement de 1695 apporte de nouvelles précisions en disposant que: « Lorsqu'a lieu la Diète du Vilayet, c'est-à-dire „Ghiulasi”, que celui qui sera désigné par la Compagnie, qu'il aille aux frais de celle-ci, et que celui qui ne voudra pas aller et sera arrogant et méprisant, qu'il paie l'amende de 40 florins »⁵⁵.

⁵⁰ *Ibidem*, f. 190—190^v. Il résulte des sept propositions qu'à la suite des abus commis par les organes locaux contre la Compagnie, celle-ci se voit forcée de recourir au pouvoir central pour le rétablissement de ses privilèges.

⁵¹ N. Iorga, *Studii și documente...*, vol. XII, p. VII et la brochure gréco-hongroise de 1820 Az Erdély.

⁵² Diète, dans le terme hongrois *Γιούλασι*. *Ms. gr.* 976, f. 85.

⁵³ Ils proposent le chef Palko, président, Constantino Theodoran, Paolo-Kinaki, scribe et Constantin Zahu, f. 94^v.

⁵⁴ *Ibidem*, f. 95^v.

⁵⁵ *Ibidem*, f. 100.

Mais les documents ne nous offrent pas de données précises sur le nombre exact des représentants de la Compagnie dans la Diète, ni de la manière dont était réglementée par les autorités leur participation. Nous supposons que la Diète invitait des représentants de la Compagnie, lorsqu'on discutait des questions qui les concernaient (par exemple, lorsqu'on prenait des décisions ayant trait à la participation des marchands « grecs » au commerce de Transylvanie, l'établissement des contributions fiscales de la Compagnie, etc.).

★

L'élection des organes de direction *administratifs* et *judiciaires* de la Compagnie grecque de Sibiu est établie par le privilège de fondation de 1636. Le chapitre 46 du code dispose « ... que chaque président, lequel est élu à la majorité des voix, travaille, c'est-à-dire exerce cette fonction deux ans à la Fraternité, selon la vieille coutume ; et après deux ans, il donnera sa démission habituelle devant la communauté et aura l'obligation de rendre compte complet et net de tout »⁵⁶. Le texte contient un formulaire que le président doit compléter et le soumettre à l'approbation de la communauté. Les présidents ou juges pouvaient être réélus, même consécutivement, comme on peut le voir dans la liste des présidents de la Compagnie grecque de Sibiu établie par nous⁵⁷ « conformément au régime de ce royaume », précisent les règlements⁵⁸.

Vu l'importance de la fonction de président, laquelle cumulait des attributions judiciaires en tant que président du tribunal, et administratives (ἀρχηγέτης), les règlements de fonctionnement prévoient ses droits et également ses obligations. Comme juge, il devait tenir compte « de l'opinion des assesseurs » et comme président « de la volonté commune » — formule qui revient souvent dans la législation et les actes de la Compagnie — de l'assemblée des membres de la Compagnie.

Dans le règlement du 7 janvier 1666, les marchands membres de celle-ci s'obligent « ... à respecter leur président et juge et les douze jurés ; et à tous ceux qui donneront des ordres... , dans l'intérêt et au service de la *communauté*, nous nous *soumettrons* et exécuterons les ordres... »⁵⁹. L'article 5 du même règlement ajoute : « Que les jurés obéissent au juge et qu'ils aillent tout de suite quand ils seront appelés à juger quelqu'un »⁶⁰. Deux articles du règlement de 1690 concernent de même les droits du président, mais également les limites d'une autorité excessive. Les membres de la Compagnie qui n'obéissaient pas « à l'ordre du juge ou des jurés »⁶¹, étaient mis à l'amende. En même temps les présidents étaient avertis « de n'injurier d'aucune manière l'un des percepteurs, de ne pas parler beaucoup, ou de lever la main l'un contre l'autre... »⁶²

⁵⁶ Ms. gr. 976, fol. 126^v—127.

⁵⁷ Voir annexe II.

⁵⁸ Le formulaire du serment se trouve dans le code, fol. 129.

⁵⁹ L'art. IV du règlement de 1666. Ms. gr. 976, fol. 89^v.

⁶⁰ *Ibidem*. La même disposition figure également dans l'art. VII du règlement de 1690. *Ibidem*, fol. 91.

⁶¹ Le même article dispose : « Et parmi ceux-ci, celui qui sera choisi pour aller avec le président et n'ira pas, paiera une amende de 21 florins ». *Ibidem*, fol. 91.

⁶² *Ibidem*, fol. 90^v.

Le dernier règlement de la Compagnie de Sibiu qui concerne la période qui nous intéresse, celui de 1746, dispose dans son article 2 : « Respectons notre président que nous avons voté comme capable. Faisons ce qu'il nous ordonne et ce dont il a besoin et ne disons pas ce qui ne sied pas. De même pour les jurés, respectons-les et considérons-les »⁶³. En même temps il est fait mention souvent de la fonction de président (*judex*) et de celle des jurés. Au livre II du Code, on dispose en 1636 : « ... lorsque la première assemblée eut lieu, on a élu aussi les douze susmentionnés pour rendre la justice. Après, s'il arrive que ceux-ci partent et restent dans leurs lieux (d'origine), ou que d'autres se retirent de la Compagnie, en vertu de la règle et de la coutume de ce conseil, qui exige le nombre de douze paires pour tout problème et affaire, ou décision, on a décrété que soient remplacés par notre assemblée par la volonté commune ceux qui manquent et de même qu'après l'élection de chaque président ou chef soient élus également de nouveaux jurés, qui doivent prêter le serment habituel »⁶⁴. Les documents de la Compagnie confirment en tout cette décision.

Nous n'insistons plus sur ces organes judiciaires-administratifs de la Compagnie grecque de Sibiu, ni sur d'autres fonctions comme celle de percepteur, de capitaine, d'administrateur de la Compagnie. Nous nous occuperons de leur activité pratique, telle qu'elle résulte de l'étude des documents lorsque nous parlerons de l'organisation de la Compagnie.

*

Nous allons souligner la manière dont était rendue la justice, la pratique (*πράξις*), la procédure du tribunal, et d'abord suivant les règlements de fonctionnement. Si le privilège de constitution accordé par Georges Rakoczy précisait comment devait être organisé le tribunal de la Compagnie, les règlements établissaient les principes de fonctionnement, les normes suivant lesquelles était rendue la justice et comment on veillait à l'application des lois et des décisions prises dans les assemblées des membres.

Le tribunal de la Compagnie, ayant la composition mentionnée, jugeait les affaires en présence des marchands membres de la Compagnie et rendait des jugements qui pouvaient condamner à des amendes qui s'élevaient jusqu'à la somme de 200 florins, à des confiscations de marchandises et à l'exclusion de la Compagnie. Les règlements prévoyaient aussi la peine de prison et même, bien que l'on ne connaisse pas de cas, la peine capitale, lorsqu'il s'agissait de trahison envers la Principauté qui les abritait⁶⁵.

Dès 1639, des dispositions établissaient « le comportement de ceux qui comparaissaient devant le tribunal »⁶⁶. Nous apprenons par une série d'articles quelles étaient les règles de procédure, et par les procès-ver-

⁶³ *Ibidem*, fol. 121 *ὀμοσμένοι* (du verbe *ὀμνομι*, = prêter serment) = jurés et *πολύγαριδες* = plirari. Ces deux termes désignent la même fonction.

⁶⁴ *Ms. gr. 976*, fol. 26^v–27.

⁶⁵ La peine de prison était prévue dans le privilège de fondation de 1636 pour le cas de « violences contre les nobles » ; « par l'intermédiaire du magistrat ou du dignitaire du lieu ». Sur la peine capitale, voir p. 9.

⁶⁶ *Ms. gr. 976*, fol. 75–75^v. Chapitre V du livre I^{er}.

baux des séances ⁶⁷, consignés dans les registres des Compagnies ⁶⁸, *comment elles étaient appliquées* dans la pratique judiciaire et surtout comment étaient exécutées les décisions du tribunal de la Compagnie. Quatre articles du règlement de 1666 devaient conférer force de loi à ce qui était appliqué depuis de longues années par le tribunal de la Compagnie grecque de Sibiu. Les articles six et sept de ce règlement disposent : « Celui qui veut agir en justice doit annoncer un jour auparavant le défendeur ». Les audiences avaient d'habitude lieu le lundi et le jeudi. Et celui qui est « passible » d'amende, doit la payer « au jour et à l'heure » fixés par le tribunal, et qui s'y opposait payait le double de l'amende ⁶⁹. Le droit d'appel au Prince de Transylvanie est admis par l'article XIII. Était sévèrement puni (par l'augmentation de l'amende) celui qui osait faire appel à d'autres instances que celles décidées par le Prince et la Compagnie (L'article XIII et le règlement de 1666 ⁷⁰). Les articles deux et trois du règlement de 1690 apportent de nouvelles précisions sur le comportement des justiciables devant l'instance ⁷¹.

Il semble que les changements survenus dans la vie politique de la Transylvanie aient produit des perturbations dans la vie intérieure de la Compagnie. Les documents de ses archives enregistrent certaines demandes de la majorité des marchands tendant à la prise de mesures sévères pour mettre fin aux désordres. Des décisions importantes sont prises dans ce sens. À l'assemblée des marchands du 2 janvier 1691, on propose que « les membres de Compagnie n'aient pas le droit de s'adresser à la justice des boyards de la Principauté ». En cas contraire, ils seront punis d'amende et irême *exclus de la Compagnie* ⁷². Une nouvelle peine sera appliquée, *la bastonnade*. Au cas où un membre de la Compagnie qui occupe aussi des fonctions de juré ou de capitaine, se fait juger *en dehors* de la Compagnie, il recevra « 60 coups de bâton aux pieds », et si c'est un simple membre, 100 coups. Celui qui ne paie pas une dette doit être jugé et *emprisonné*. Les domestiques qui poursuivront leur maître devant une instance étrangère, *perdront leurs gages*. Des amendes entre 6 et 12 florins étaient prévues pour ceux qui se disputaient en ville ou augmentaient le loyer. Ces mesures sévères, inaccoutumées, telles la bastonnade et la prison, furent prises à la suite de la constatation que dans la Compagnie « régnait beaucoup de désordre » ⁷³.

Voyons dans quelle mesure le règlement suivant adopté par l'assemblée générale du 7 janvier 1695 tiendra compte de ces propositions. Les articles cinq et six du règlement ajoutent aux dispositions prévues jusqu'alors que le justiciable doit être cité au tribunal par le juge, par écrit, pourvu de son secau, un jour avant l'audience, le lundi ou le jeudi ⁷⁴.

⁶⁷ Dans le code du *ms. gr. 996*, fol. 156 et suiv.

⁶⁸ Le registre des procès de la Compagnie grecque de Sibiu (1730—1764), B.A.R., *Ms. gr. 979*.

⁶⁹ *Ms. gr. 975*, fol. 84^v.

⁷⁰ *Ibidem*, fol. 85.

⁷¹ *Ms. gr. 976*, fol. 90—90^v. Étaient punis d'amende de 1 à 12 florins ceux qui se permettaient de crier devant le tribunal, de taper de la main sur la table, de battre ou préjudicier un autre, de l'accuser de débauche.

⁷² La décision est signée par le président, le capitaine et 20 autres marchands.

⁷³ *Ms. gr. 976*, fol. 96^v—97^v.

⁷⁴ *Ibidem*, f. 99. La nouveauté consiste dans l'obligation du juge d'envoyer son secau pour l'assignation au tribunal.

L'article sept est particulièrement important car, pour la première fois dans un règlement de la Compagnie on renvoie aux lois de la Principauté. « Celui d'entre vous qui voudra s'adresser à la justice pour une somme inférieure à 200 florins, qu'ils ne recoure pas à l'*Appellatio*, mais seulement à notre tribunal. Si l'affaire est supérieure à 200 florins et qu'une partie voudra faire appel, elle devra consigner 24 fl. pour la compagnie et se faire ensuite juger en *Appellatio* à la *Chambre*, comme l'a décidé le Vilayet. *Approbatæ Constitutiones*, P. 3, Titre 52, article 1^{er} »⁷⁵. Si jusqu'alors était interdit le jugement d'un procès en Turquie, l'article XI décide que « Tout marchand qui voudra être jugé ici et ensuite s'adressera à un *autre Vilayet*, paiera l'amende de 200 florins »⁷⁶.

Le règlement apporte de nouvelles précisions sur la pratique judiciaire⁷⁷. De la même importance dans la procédure est l'article XIII qui prévoyait : « Lorsque le tribunal délibérera, tous les palicares sortiront, et que personne, soit des nôtres, soit étranger, ne reste à l'intérieur, mais que seulement le *Président et les jurés décident*, et que *tous les autres sortent* »⁷⁸. Nous trouvons ainsi consigné pour la première fois dans un règlement, la manière dont étaient rendus les jugements. Les juges délibéraient et décidaient de l'affaire en dehors de la présence d'une personne intéressée.

La grande importance que la Compagnie accorde au Tribunal, en tant qu'instrument de l'ordre et de la légalité, indispensable à l'existence et à l'activité de la Compagnie, résulte également de l'insistance avec laquelle le règlement de 1695 revient sur les problèmes judiciaires⁷⁹.

Malgré l'abondance d'informations sur le tribunal et la procédure judiciaire, le règlement de 1695 n'adopte pas toutes les peines demandées par l'assemblée de 1691, par exemple *la prison*. Toutefois un procès-verbal du 4 janvier 1714 constate qu'à cause des désordres qui règnent dans la Compagnie, Thodi Stamu, élu juge et président pour la troisième fois pourra décider, au cas où les justiciables ne paient pas l'amende immédiatement après le jugement du tribunal, qu'ils soient emprisonnés et qu'ils payent le double de l'amende⁸⁰. Sans doute, d'autres nombreux exemples peuvent être cités pour la manière dont était rendue en pratique la justice par le tribunal de la Compagnie⁸¹.

Le dernier règlement portant sur la période dont nous nous occupons, de 1746, reprend une série de dispositions des règlements antérieurs⁸².



⁷⁵ *Ibidem*, f. 100. Le renvoi à la loi transylvaine, écrit en latin. Et pour l'appel est employé le mot latin écrit en lettres grecques.

⁷⁶ *Ibidem*.

⁷⁷ *Ibidem*, f. 100^v—101.

⁷⁸ *Ibidem*.

⁷⁹ *Ibidem*, f. 102—102^v.

⁸⁰ *Ibidem*, f. 106—106^v. Il est probable qu'ils employaient les prisons de Sibiu et de Braşov. Il n'y a pas de documents clairs et précis concernant ce problème. Dans les rapports présentés par les administrateurs sur la manière dont était géré l'argent amassé par l'église, une somme est prévue pour l'amélioration du régime des personnes emprisonnées.

⁸¹ Voir dans ce sens, *Condica de procese a Companiei greceşti din Sibiu (1627—1786)* (Le registre des procès de la Compagnie grecque de Sibiu — 1627—1786), (*Ms. gr. 973*).

⁸² *Ms. gr. 976*, f. 121^v.

Par l'objet même de sa fondation, la Compagnie grecque de Sibiu devait être une association de marchands *unis* et *solidaires*, liés par des intérêts communs, à savoir l'obtention d'avantages commerciaux dans cette partie de l'Europe. De leur côté, les autorités transylvaines, de même que celles de Vienne s'avéraient intéressées dans l'activité d'une société organisée, qui répondait solidairement pour ses membres, aussi bien dans l'exécution des charges fiscales que dans le respect des restrictions imposées. Sans le dire expressément, le privilège de fondation considérait la *solidarité* des membres indispensable à l'existence et à la survie de la Compagnie de Sibiu qui n'était pas appuyée directement par le pouvoir central de l'Empire ottoman d'où provenaient un grand nombre de ses membres.

Si dans une série de documents de la Compagnie nous trouvons souvent, à l'occasion de la prise d'une décision, l'explication que celles-ci sont acceptées dans l'intérêt de la Compagnie, le règlement de 1666 précise dans l'article XVIII : « Dans la rue, sur la route, que l'un n'abandonne pas l'autre, sinon dans un village ou une ville, et s'ils se pressent, qu'ils ne laissent que là en sûreté »⁸³ un membre de la Compagnie s'il a quelque ennui. Le règlement adopté par l'assemblée de la Compagnie en 1690 apporte de nouvelles précisions, et prévoit des peines sévères qui vont jusqu'à l'exclusion. « Ceux des palicares qui deviendront désobéissants aux ordres de la Compagnie et se presseront d'aller chez les autorités du dehors pour *créer des ennuis et lutter contre la Compagnie*, alors que la Compagnie les livre à ceux qui s'occupent de cette chose, qui les prendront de l'auberge et les exileront⁸⁴ ; et cela a été approuvé par tous »⁸⁵, dit l'article VIII du règlement.

À la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e, des changements interviennent non seulement dans la vie politique de la Transylvanie, mais aussi dans la situation de la Compagnie. Le diplôme de 1701 devait confirmer les droits acquis par les membres de la Compagnie au cours du XVII^e siècle. Cependant d'autres marchands « orientaux », Arméniens ou Juifs par exemple, obtiendront une série de privilèges⁸⁶. De même arrivent en Transylvanie de nouvelles « vagues » de marchands « grecs », qui ne font partie d'aucune association. La Compagnie de Sibiu prend ses mesures de défense contre les uns et les autres. Les décisions et les réglemens de la Compagnie des premières décennies du XVIII^e siècle reflètent ces changements.

Par exemple l'article deux du règlement adopté en 1723 décide : « Tous ceux qui font partie de la Compagnie ne prendront pas d'argent des autochtones, Saxons, Hongrois, Valaques et Arméniens, ou même Grecs, pour faire des achats soit en Turquie soit en Autriche »⁸⁷. L'article

⁸³ Ms. gr. 976, f. 85. On emploie les mots rue (στράταν) et chemin (δρόμον), de même que le mot sûreté = συγγοράντζια.

⁸⁴ νὰ τοῦ κάνει σουργούνη.

⁸⁵ Ms. gr. 976, f. 85.

⁸⁶ En 1703, les marchands arméniens reçoivent le droit de fonder une compagnie commerciale à Gherla.

⁸⁷ Ibidem, f. 111^v.

suisant (trois) punit d'une amende de 60 florins celui qui par bêtise ou escroquerie « ...frappe ou cause un préjudice à un autre frère à soi marchand »⁸⁸. L'article quatre défend catégoriquement toute association avec un Saxon, ou Hongrois, ou Valaque, ou Arménien, ou, pour tout dire « avec un marchand étranger de ceux qui ne veulent payer l'impôt à la Compagnie... »⁸⁹.

Aussi le dernier règlement de la Compagnie dont nous nous occupons, celui de 1746, accorde, dès l'introduction, une grande importance à la solidarité des membres de la Compagnie se déclarant de la même nation (γένος). On mentionne le fait que certains étrangers se soit infiltrés dans la Compagnie et « en fassent à leur tête », scandalisant les citoyens et les autochtones. Donc, certaines mesures s'imposent⁹⁰. Parmi les premières, on note celle qui interdit aux membres de la Compagnie d'entretenir des relations individuelles avec les nobles⁹¹.

La contribution égale des membres de la Compagnie aux charges de celle-ci est une condition de son existence et de sa solidarité dès sa fondation. Le Règlement de 1746, constatant les changements produits, dispose à l'article V : « Les autochtones de ce pays qui sont entrés dans notre Compagnie dans leur intérêt, bien qu'ils aient moins de dépenses que nous les étrangers (ξενιτικοὺς) doivent contribuer à l'impôt sans faire aucune opposition⁹². L'article XII reprend les problèmes des règlements et décisions antérieurs. Les marchands membres de la Compagnie n'ont pas la permission de s'associer avec des Arméniens, des Valaques, ... qui ne sont pas dans notre Compagnie et ne paient aucun impôt »... et il leur est interdit d'apporter des marchandises aux Saxons et aux Hongrois empêchant ainsi le commerce des membres de la Compagnie⁹³.

Sans doute toutes ces mesures comprises dans les règlements et les décisions de la Compagnie, de même que celles mentionnées à d'autres occasions (particulièrement dans les procès-verbaux du tribunal) étaient prises pour la défendre aussi bien contre les agitations intérieures inhérentes à une existence d'un siècle, mais également contre des pressions extérieures des autorités transylvaines, des Universités saxonnes. La solidarité de groupe, d'association privilégiée, était une condition indispensable à la survie de la Compagnie grecque de Sibiu.

Une condition essentielle à l'existence et au bon fonctionnement de la Compagnie grecque de Sibiu était le maintien de l'égalité entre ses membres, non seulement en droits et en obligations, mais aussi dans l'équilibre des gains réalisés dans leur activité commerciale. Par suite, nous trouvons dans les archives de la Compagnie certaines *limitations*, répondant d'une part à des requêtes insistantes ou même à des dispositions des autorités locales⁹⁴, par ailleurs issues d'une nécessité intérieure

⁸⁸ *Ibidem.*

⁸⁹ *Ibidem.*

⁹⁰ *Ibidem*, f. 122.

⁹¹ *Ibidem*, f. 120—120^v.

⁹² *Ibidem*, f. 119—119^v.

⁹³ *Ibidem*, f. 122^v.

⁹⁴ Dès sa fondation, la Compagnie eut des rapports tendus avec les autorités de Sibiu. De nombreuses plaintes seront adressées au gouvernement de Transylvanie et ensuite à la Cour de Vienne, surtout par les Saxons, mais également par la Compagnie grecque.

de maintien d'un équilibre entre ses membres. Il résulte des premières décisions de la Compagnie de l'année 1639, citées en partie ci-dessus, qu'elles étaient prises « par la volonté commune », dans l'assemblée de *tous* les membres ; à l'élection du président, des jurés, du capitaine, tous les membres de la Compagnie avaient le droit de dire leur mot. Voici comment découlait l'élection du capitaine en 1655 : le « député » (πρεσβευτής) des membres ordinaires de la Compagnie devait transmettre les demandes des marchands au président et aux jurés. On proposait deux ou trois personnes dont les marchands éalisaient « celui qu'ils voulaient » dans le calme « pour qu'il n'y ait pas de scandale ou des troubles »⁹⁵.

La préoccupation de la Compagnie de maintenir l'égalité entre ses membres résulte également de la manière dont ils étaient traités au tribunal et dans leurs relations avec la direction. Nous avons monté plus haut quelles étaient les limites imposées au président et sa double qualité de juge et de dirigeant de la Compagnie, ainsi que sa manière de comportement avec les marchands membres. On constate de même l'effort de la direction de la Compagnie d'appliquer les lois d'une manière égale pour tous ses membres.

On accordait une importance particulière à la *participation égale* de tous les membres, au paiement de la contribution et aux autres obligations pécuniaires. L'acquiescement des sommes nécessaires aux obligations fiscales de la Compagnie, constituait l'obligation principale de chaque membre. Des tableaux des noms des membres étaient dressés, avec la « portion » (πόρτιον) donnée ou due par chacun, qui était proportionnelle aux marchandises apportées, aux « chargements », comme il était dit dans les documents.

Le règlement de 1695 revient également sur la manière dont étaient établis les impôts et lorsqu'il s'agit de payer la « portion » ou une *autre contribution plus petite*, « haraciu » « notre président est présent avec les jurés et toute la Compagnie et il écrit ce que chaque membre doit donner et qu'il dise avec la crainte de Dieu ce qui lui incombe »⁹⁶. La même question est reprise encore plus clairement dans le règlement de 1746 : « Que nous payions équitablement notre portion — peut-on lire dans l'article XXXIII —, que nous l'acquiessons selon le „semighé”⁹⁷ qui revient à chacun et selon le *commerce* qu'il fait et les *chargements* qu'il apporte avec de la marchandise et qu'il vend »⁹⁸.

Sans doute, toutes ces mesures prises par la Compagnie pour empêcher l'enrichissement excessif de certains marchands *au détriment* d'autres, n'impliquaient nullement une éventuelle égalisation des revenus des membres de la Compagnie. Nous avons la possibilité, au vu des registres personnels de certains marchands, tel Sigulî Stratu par exemple, de constater les revenus qu'ils réalisaient de leur commerce. Certains des membres de la Compagnie reçoivent des titres de noblesse et portent le titre d'« archonte ». Nous pouvons même trouver des exemples dans les fragments cités dans cette étude, d'autres restant à être examinés ailleurs. Le fait

⁹⁵ B.A.R. Ms. gr. 976, f. 79.

⁹⁶ *Ibidem*, f. 102.

⁹⁷ συρμηγέ.

⁹⁸ *Ibidem*. f. 122^v.

qu'à la fin du XVII^e siècle et surtout au XVIII^e certains membres de la Compagnie aient accumulé des revenus considérables, résulte des mesures prises par les règlements, mais également d'autres décisions des assemblées générales. Nous ne donnerons qu'un exemple : dans l'assemblée des marchands du 19 décembre 1725, il est demandé que leurs droits soient respectés par... « nous tous, étant nécessaires et justes ; que nous les conservions inchangés, aussi bien *les plus riches* que les plus *humbles*, pour que la justice règne dans la communauté... »⁹⁹. Au demeurant, dans les listes mêmes contenant « la portion » payée par chaque marchand à la Compagnie, on constate de grandes différences, lesquelles sont encore plus considérables lorsqu'on y ajoute le nombre des transports.

L'activité commerciale proprement dite des membres était surveillée de près par la direction et toute la Compagnie ; pour éviter l'enrichissement excessif de certains marchands aux dépens de leurs confrères, de même que l'accumulation de revenus « illégaux » qui échapperaient à l'impôt, les revenus obtenus aussi bien dans le pays qu'à l'étranger étaient contrôlés. Les règlements contiennent de nombreux articles qui portent sur la participation des marchands de la Compagnie à différentes foires de la Principauté, les relations commerciales avec les autochtones, le nombre des magasins et la manière de vendre, le nombre des garçons de magasin, etc.



L'emploi du *travail salarié* par les membres de la Compagnie est un autre problème important qui ressort de la lecture des règlements de fonctionnement (de même que d'autres documents) ; des différences existaient entre les diverses catégories de salariés désignées dans les documents par des noms différents.

En 1639, deux termes sont utilisés : δούλος et κοπέλι. On emploie aussi le terme *garçon* (παιδί) pour désigner le garçon d'écurie, qui reçoit le même salaire et a les mêmes droits et obligations que le serviteur. Dans le règlement de 1666, figure à côté du terme garçon d'écurie, le terme *garçon* (de magasin ajoutons-nous), en grec παιδί, qui vend dans le magasin, les deux catégories ayant le droit de faire du commerce s'ils possèdent un capital de 100 groschen. Le règlement de 1690 use d'un nouveau terme, celui de travailleur (δουλευτάς) à côté de celui de serviteur et de celui de « fatur » (φατούρος), ce dernier terme étant une forme corrompue du mot italien *fattorino*¹⁰⁰ (garçon de magasin), pour lequel est aussi employé le terme *garçon* (παιδί). Le règlement suivant (de 1695) n'apporte pas des changements de terminologie.

Enfin, les règlements et les décisions de la première moitié du XVIII^e siècle font usage des termes serviteur (δούλος), « fatur » (φατούρος) et garçon (παιδί). « Garçon » et « fatur », comme il résulte du contexte des règlements, sont synonymes des garçons de magasin, qui vendaient au magasin du maître ou étaient envoyés par celui-ci pour vendre ou acquérir des marchandises dans d'autres villes ou pays. Ils avaient un

⁹⁹ B.A.R. Ms. gr. 976, f. 176.

¹⁰⁰ Ou peut-être de l'italien *fatturato* = travailleur. Nous mentionnons qu'un autre mot de la même famille signifie *maison de commerce à l'étranger*, exploitation.

salaire fixé par la loi et le droit de participer au commerce au moment où ils avaient amassé un capital. Il résulte des décisions de la Compagnie, mais aussi d'autres documents, que le serviteur (τὸ κοπέλι ou ὁ δούλος) qui parfois est dénommé aussi travailleur (δουλευτάς) était également employé au magasin pour la vente de la marchandise, mais souvent aussi dans l'administration de la Compagnie et la rédaction des contrats ; c'est pourquoi il est désigné par les termes italiens de « faturos » et grec de παιδί, pour marquer une certaine différence avec les autres termes. Le terme est employé surtout dans les documents du XVII^e siècle et désigne, croyons-nous, le même genre d'occupations. Ce qui est certain, c'est qu'il jouissait du même régime (salaire, droits) que les garçons ou « faturi », et qu'on le rencontre sous ce nom dans les listes de contribuables, ce qui prouve qu'il participait avec son propre capital à l'activité commerciale de la Compagnie grecque de Sibiu.

Les règlements de fonctionnement établissaient aussi, à côté des droits et devoirs des garçons de magasin et de leurs maîtres, l'autorité que la direction de la Compagnie exerçait sur les uns et les autres. Sans doute, les statuts, les règlements et surtout les décisions des assemblées des marchands de la Compagnie comportaient aussi d'autres dispositions touchant la discipline des membres dans les foires, les magasins, les auberges, à l'église, et la pratique du commerce. Nous reviendrons sur ces dispositions à une autre occasion.

PATTERNS OF RURAL SOCIAL TRANSITION IN SOUTHERN BALKAN COUNTRIES *

JOHN PHOTIADIS
(West Virginia University)

INTRODUCTION

The purpose of this paper is to describe relatively abstract social patterns of rural to urban transition in the Southern Balkans, in particular Greece and Turkey. This transition is examined in the light of : first, a previously presented theoretical framework dealing with rural to urban transition in general¹, and second, changes which have already occurred in rural America. The purpose of the latter, that is examination in the light of changes which have already occurred in rural America, is to simply point out possible future trends.

This last statement in some ways implies that there are universal patterns of rural to urban transition which allow, at least for the purpose of illustration, comparison between rural U.S.A. and Southern Balkan Countries ; the existence of these patterns, then, constitutes a major hypothesis tested here. Furthermore, at least concerning capitalist countries, deductions referring to countries located, in terms of industrialization, between Southern Balkan Countries and the U.S.A. could also be drawn. Let us see then what this theory of rural to urban transition is.

INCORPORATION OF THE RURAL INTO THE LARGER SOCIETY SOCIAL SYSTEM

For centuries Greek and Turkish villages have survived as, what we call semi-autonomous social systems. In sociological terms, a social system consists of repeated human social interaction that has become patterned and has : first, a definite structure (that is norms, statuses, objectives, etc.); and second, functions, that is processes (such as those of communication, decision making, etc.) that serve the structure and make its survival possible. The other two major societal systems, besides the social system, are the culture system — which includes technology among other dimensions — and the personality system.

When we refer to the autonomy of the Southern Balkan rural community social system of the past, we also refer to the ability of the system

* Paper presented at the IIIrd International Congress on South Eastern European Studies held in Bucharest, Romania, September 4 to 10, 1974.

¹ John Photiadis and Harry Schwartzweller, *Change in Rural Appalachia — Implications for Action Programs*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia, Pennsylvania, 1970.

to fulfill the social, economic, and socio-psychological needs of its people, who in turn, in part because they had most of what they wanted within the community, used the community as a reference group. Thus, when it came to style of life, income, and level of living in particular, the Turkish, Yugoslavian, or Greek peasant, in most respects, compared himself with his fellow villagers and not with outsiders. In later years, however, some drastic technological changes, such as hard surfaced roads, automobiles, and new mass media, reduced the isolation of the rural community, and in turn, its autonomy as a social system. More specifically, a closer socio-psychological linkage between the Southern Balkan rural community and the larger society, the urban counterpart in particular, took place.

The socio-psychological linkage or the closer incorporation of the village into the larger society social system took place primarily through the influence the new technological changes brought to bear on the processes of communication and interaction. From the theoretical point of view these two processes are crucial when it comes to the incorporation of one social system into another (the village into the larger society social system, in our case) or the weakening of the boundary maintenance mechanisms of a system (the village social system in our case).

Through increased communication with the outside, members of the Southern Balkan societies became increasingly aware of the mass society culture, of its social structure, and of the value orientation on which culture and social structure are built. In particular, peasants became more cognizant of the level of living and the income of the more visible urban middle class, that is, more visible than other strata. Therefore, the urban middle class, when compared with the rural segment, constitutes the prestigious stratum of the group; and because of the visibility of its values and style of life, it becomes a potential reference group for the rural resident. Furthermore, this visibility of the urban society, coupled with increased interaction, facilitates the development of a single societal system which tends to incorporate rural communities and neighborhoods. In other words, the rural community is becoming more and more a part of the structure of the larger society, and therefore, it is responding more and more to its pressures. In general, the incorporation of the Balkan rural community into the larger society does not occur at a uniform rate, but it is positively related to, among other dimensions, the size of the community, age, and the socio-economic status of its members. A major alternative the peasant has to respond to is the new pressure the larger society is applying on him to get one of the jobs which are now available in the city. This way he or she can achieve the higher income and level of living that they now feel they are expected to have. There were always better paying jobs in the cities of the Balkan countries and elsewhere, but the attractions of the rural social system — community, family, clique, etc. — were strong enough and the boundary maintenance mechanism so effective that peasants preferred to stay in the village. But now the local social systems and their boundary mechanisms are becoming ineffective, and jobs not only have made the city more attractive, but have also increased the socio-psychological linkage between the rural and urban community social systems because migration, at least the first

years, increased *interaction* and *communication* with the city², and thus made it a stronger reference group.

In other words, a crucial indirect function of the availability of jobs in cities, such as Belgrade, Athens, or Frankfurt, was the weakening of the boundary maintenance mechanism of the rural social system and, furthermore, the increased use of the outside as reference group. From this point on, both out-migration and socio-psychological linkage kept increasing in intensity, and along with them, the incorporation of the rural into the larger society social system, the use of the latter as a reference group, and the consequential strong feelings of relative deprivation³. In addition, because such feelings had become part of the basic motivational orientation of large numbers of individuals, social organization, norms, and social pressures for performance in line with expectations of the larger society, kept increasing rapidly. This led to more out-migration and, in turn, closer incorporation into the larger society, which in turn further increased out-migration. In other words, job opportunities in the city made this mutual dependence between migration and incorporation into the larger society possible. Thus, regardless of physical, cultural, or mental suitability or preparation for city employment, within less than ten years almost all young adult men and women left the mountainous and low income areas of the Southern Balkans.

Because, along with the rest of the rural social system, boundary maintenance mechanisms — for instance, norms suggesting that one cannot find a true friend in the city or that the good life is in the village — as time went by started rapidly losing their effectiveness. On the other hand, pressure, from both the outside and within, for economic achievement and, in turn, out-migration kept rapidly increasing to the extent that for many the rural community started becoming a negative reference group, community norms became ineffective, morale was low, and in a number of cases, the rural social organization almost collapsed. This stage of transition, which is initiated and usually sustained by the availability of city jobs, often leads to a mass exodus of rural populations.

From the point of view of action programs, understanding these processes is important because : first, at a certain point of the transition, outmigration becomes much faster than city employment can absorb ; second, it pressures people out of their communities regardless of preparation or fitness for city life, thus creating a number of problems afterwards ; and third, this type of exodus is taking place today in a number of countries of intermediate development, including Turkey, while in other, less developed countries, it will probably take place in the near future⁴.

² Migrants, in particular during the first years of migration, visit their villages often, while relatives visit them in the city.

³ Deprivation at this point refers to feelings of dissatisfaction with both income and city style of life.

⁴ Typical in this case is the large number of unemployed or underemployed young men wandering about big cities in Asia, Africa, and South America, and families living on the periphery of such cities in squalor. When these people are asked whether they like this style of life better than that in their villages, they tend to respond negatively ; and when asked why they left, they usually do not have a specific explanation.

THE PROCESS OF REORGANIZATION

Most mountainous rural communities in the Southern Balkan countries today have lost the largest part of their population. But larger rural communities, and communities with economic potential such as larger mountainous communities, communities close to urban centers or close to employment opportunities, and most communities in the fertile lands of the plains, even when they lose population they do so very gradually. At the same time, however, some other drastic processes of reorganization and reorientation involving, among others, specialization and diversification, took place. At least in abstract terms the crucial dimension or direction behind this reorganization and reorientation is the closer linkage between the rural and the urban social systems, including the economic system, and furthermore, closer linkage of the other two systems (besides, the social) — the culture and personality systems. We will start then with a brief description of the state of the village social organization immediately after out-migration starts, and then we will discuss reorganization.

The Period of Intense Social Processes : During the first years of out-migration increased expectations for higher income are usually channeled into motivation for improvements in productivity and other endeavors. In some respects this period, which because of the intensive role of the adjustment process could be called the “period of intense social processes”, was like an awakening. Characteristic of this period are the strong efforts of older men, businessmen, and village leaders to compromise and promote changes, even when they did not benefit from them directly, in order to help the community survive. Morale during this period was high, fight among cliques more limited than before, and the community was still retaining its autonomy as a social system. In smaller and mountainous communities this period was followed by declining morale, increased out-migration and, in cases, social disorganization, sometimes severe⁵. In countries such as the United States, where for communities of the type we are discussing this transition took place sooner, tendencies toward retreat from society, partial return to traditionalism, and joining sectarian religion became apparent.

We will now turn to a discussion relating to structural social changes of the reorganization process and discuss : first, changes in the overall aspect of the social organization, norms in particular ; and second, changes in the interrelationship of major social institutions, in particular the family, economy, education, government, and religion.

Reorganization of Overall Aspects of the Social Organization : Probably the most important and basic part of social organization is the structure of norms. Besides reflecting the nature of the entire social organization, norms are, more directly than other parts, reflections of the basis or foundation of the social organization which is the basic motivational orien-

⁵ Extreme situations could a few years ago be easily detected in the Appalachian mountain region of the United States : see John Photiadis, *Community Size and Social Attributes*, Research Report No. 5, Appalachian Center, West Virginia University, 1973.

tation of the social system. The major aspect of such an orientation is that of values. Thus, referring to norms, we will be equally referring to the entire basic structure of the organization of the social system. In this light then, social norms that are developing, or old ones that appear to be under pressure to help integration into the larger society, are in most cases today, and at least in Greece and Turkey, those in line with the main axis of incorporation of the rural into the urban society, such as those dealing with "income and level of living"⁶. In Greece for instance, twenty years ago a man, whose daughter had been seen that day walking along with a boy, felt very uncomfortable sitting in the coffee house. Today this does not bother him much, but as a villager put it, half joking, "If you don't have a refrigerator in your house, you don't dare show your face in the coffee house".

These, on the other hand, are often the areas of severe direct or indirect socio-psychological tensions. Such tension situations can be located on specific points of either the "time continuum" for Southern Balkan villages, that is as one moves from the recent past to the present, or the "industrialization continuum", that is as one moves from less to more industrialized societies. Concerning Southern Balkan villages, norms which produce discord have been different for different years in the last twenty year period since the first survey. For instance, in the beginning of the twenty year period, discord had a lot to do with norms dealing with the new status of the youth, girls in particular, but later, among other areas, it involved new situations, such as those referring to the status of the new rich or the aged. Similarly, norms that produce discord in Greece today are different from those which do so in rural U.S.A.

One way subgroups have been using to facilitate their integration into the larger society is through differentiation of their normative structure so that behavior more in line with that of the outside can be adopted. For instance, as we move from the past to the present, subgroups tend to develop more distinct normative patterns of their own. In most instances, subgroups keep producing such norms as they increasingly realize that they are not on a par with what later becomes their reference group, which is the urban youth group corresponding to their own. But, in addition to such norms, new ones that have as their purpose adjustment within the community continue being emphasized or produced by the various community subgroups.

In most cases norms under pressure to change represent behavior of the corresponding segment of the larger society to which the individual belongs. Often, this behavior is eventually adopted by the rest of the community. Typical is the situation of groups of returned Turkish migrants, who tend to adopt new behavior patterns while in the city which they introduce into the village when they return. As times goes by and as is visibly the case with most villages in Greece, certain of these new norms

⁶ For a relevant discussion on the function of themes of modern society referring to income and level of living, see: John Photiadis, *Stavroupolis Revisited*, "Journal of Social Research", Vol. 14, No. 4, 1972, Athens, Greece.

remain part of the group of returned migrants in the village and often the entire community adopts them ⁷.

As discussed later, middle aged and older women develop new distinguishable normative patterns, usually during the latter stages of the integration into the larger society process. While, as a subgroup, adult women in Greece (including some living close to cities) have deviated from the old normative patterns much less than other subgroups, in more industrialized societies, such as the U.S.A., where the great transition started earlier, women's expectations and norms supporting them have changed drastically and in many cases even faster than those of men. But, even in those societies, changes in normative patterns among teenagers, in particular girls, are probably more extensive than those of women. Besides, in countries such as the U.S. the actual process of indoctrination of women, in general, started much earlier and, furthermore, started from a basis where differences between men and women and rural and urban were smaller than in a country such as Greece. Among rural women, at least in Greece, the most severe deviations from the normative pattern can be observed when these women move to the city. As reported in another publication, when settled in the city women from a certain village, more than other groups, violate norms, including those associated with the moral code, and sometimes including adultery. In some cases, the reason for such deviancy is acquisition of higher level of living. One such aspect of living, besides home appliances, is residence and acquisition of a flat in a high-rise apartment building.

In general norms become less clear and are usually associated with less severe sanctions than before. The norms which are enforced more than before, or are new, or are newly emphasized, are primarily those supporting behavior favoring integration into the larger society. Such norms usually reward behavior that is more similar to that of the larger society and sanction negatively behavior that is in conflict with it. Furthermore, excluding morals, the more important to the integration of the village into the larger society the norm is, the more severe the sanctions, positive or negative, associated with it become. This does not mean, however, that all norms that are *now emphasized* support behavior which is similar to that of the outside, because there are some traditional norms which are now given more emphasis than before. But the reason for the reemphasis of norms supporting aspects of traditional behavior is that too many forms of urban culture have been adopted, at least the way overt behavior indicates, too quickly. In other words, even this reemphasis of certain traditional norms can be seen as an effort of the rural system to facilitate its integration into the larger society.

In comparison to the past, the majority of village norms are less rigid, and the same is true for the entire social organization. As a matter of fact, most of the discussion in this section of the paper could be used

⁷ We should mention at this point that, at least in mountainous Greece, the group of returned migrants is constantly changing both in content and numbers, and therefore institutionalization of norms within this group is difficult if not impossible.

as an illustration of the loosening up of rural norms. For instance, we have already mentioned that many subgroups are increasingly behaving in line with behavior supported by corresponding groups in the city. The same is true with individuals who increasingly use the larger society as a whole as a reference group. In other words, the number of sets of norms used by people in the village has been considerably increased. Therefore, the village normative structure is more fragmented, and what might be considered the central set of community norms is seen differently by more and more people.

The rapid normative reorganization does not take place uniformly or unilaterally. For some segments of the rural social system change does not take place at all. This lack of change in certain areas of norms has both favorable and unfavorable effects. One favorable effect lies in allowing the individual to hold onto something of the past. The unfavorable effect of slowly changing parts is that it often creates problems in consistency and integration. What is important for most villages is the frequency with which conflicting sets of norms have been produced. Most conflicts involving contradictory sets of norms are developed due not so much to discord or differential socialization, but primarily to differential use of the outside as a reference group. This conflict is also quite visible in the plains where social transition is slower. In some Greek plains communities' peasants with larger holdings, or with better family names, insist on ascribed status primarily on the basis of these two criteria. They pretend to ignore the new rich, those who have made money in the city. The latter see the status expectations of the old established farmers as out-dated and thus behave in line with new norms that give them higher status. This particular type of consistency has also been observed in a region in rural Appalachia where established, or so-called "bottom land farmers", strongly resent the behavior of certain of the formerly low income farmers from the mountain slopes who were among the first to out-migrate and who often did well in the city. In spite of the time that has elapsed, a number of the old farmers insist on interacting with members of the "new rich" families especially older members on the basis of the old social ranking.

Norms associated with efficiency in farming become stronger both in scope and extent of conformity. This is especially easy to observe in the plains of Greece where farmers are more pressured to do well, in particular those who have decided to sustain a level of living that is expected to improve every year. On the other hand, norms associated with behavior contributing to one's popularity within the coffee house (for instance, norms giving one credit for being a good backgammon player or card player) have become less instrumental. In most cases, performance in activities which do not contribute to the reorganization of the normative structure on a basis of more rationality and efficiency — which are crucial predispositions for success on the basis of the expectations of the larger society — tends to decline. However, the norms which are emphasized and are used as mechanisms facilitating the incorporation of the group into the larger society depend upon the particular subgroups concerned, and different kinds of norms become important at each particular stage

of integration into the larger society. Norms of rationality and efficiency which have become important for the farmers are not as important for all groups. Among girls, for instance, norms dealing with appearance are followed by norms dealing with less obvious aspects of behavior such as sexual relations, marital relations, housekeeping, and that status position of women in relation to men. In general, as we move from the recent past to the present, or from less to more industrialized societies, norms dealing with cultural attributes which are visible become sooner and more fully accepted than others. What is true for girls' dresses is equally true for appliances owned by adult women. Possession of appliances reflects both physical comfort and social status, and their acquisition has become a strong motive for the village housewife.

Places, such as the coffee house, where village men interact with each other and where enforcement of village norms was most effectively implemented in the past, have in recent years become the places where processes leading to legitimization of change have taken place. The importance of this agency today is that it often acts as a buffer by facilitating changes that are taking place in the normative structure with the least possible disruption in the village system of social relationships. A major reason the coffee house can act as such a buffer is that the processes of interaction, decision making, and communication operate so efficiently within it and involve the most important members of the male adult group.

In mountainous villages where a proportion of young adults has remained in the village, and also in communities of the plains where economic transition is more gradual and a certain proportion of young adults are gainfully employed, the weakening of norms that follow the period of intense social processes is much less severe than that which has occurred in the smaller mountainous communities of Greece and Turkey. In these communities the group of young adults has acquired much more power than before in setting up and enforcing norms. This often happens in spite of mostly covert resentment by probably the largest proportion of the group of older adult males.

Changes in the Interrelationship Among Institutions: As we have indicated in the introductory part of this paper the theme of the larger society culture, which in turn constitutes the major imitation target of the less prestigious rural sector, is higher income and higher level of living. As a consequence, the central axis of reorientation of the major social institutions and, furthermore, the institution which is under the most severe pressure to perform is the economic institution. Changes in other major institutions are to a large extent responses, sometimes secondary or tertiary, to changes in the economic institutions. For instance, changes in government and education have often as a purpose the enhancement and facilitation of the effectiveness of the economic institution, while others, for instance the family, change so that they can both facilitate economic developments and also act more or less as a buffer absorbing disturbances produced by changes in the economy, and finally others, the church for instance, increasingly perform the latter of the two functions we mentioned in relation to the family.

In this light then the next institution which was under severe pressure to perform and directly support the economic institution was the

village government. This is the case because, concerning organized response to the need for closer incorporation into the larger society, the government is the most directly responsible and flexible unit of the village society. Next, then, to the responsibility of the village government to facilitate the overall integration into the larger society — in other words, in a number of respects make it more similar to the outside — the major particular responsibility of the village government was to help the effectiveness of the economic institution. The economic institution, therefore, constituted the spearhead of the process of integration of the village into the larger society.

The other increased direct support to the economic institution and to integration in general which the government could offer came indirectly through the support it gave to the strengthening of the institution of education, because formal education in the Southern Balkan villages and elsewhere in Europe is seen as a means of securing a better job, a more specialized job, and in turn higher income and level of living. Of similar nature has been the pressure on informal adult education. Support of education for economic success versus support of education for the sake of education is less important, although still very important in Northern Europe, and even less important, but again still very important, in the United States.

Direction of change in the family and religion is, in certain respects, different from that of government and education because, in addition to emphasizing direct contribution to the success of the economic institution, these two institutions increasingly contribute to adjustment to the dislocations, primarily socio-psychological, rapid changes produce. Changes of this nature are more easily detectable in the United States, in particular when religion is concerned, because the process of rapid change has been going on longer and, therefore, consequences of dislocations are more severe and more easily detectable⁸.

By pointing out these new functions we do not suggest that family and religion are not in the process of realigning themselves to contribute directly to either integration into the larger society in general or to the success of the economic institution; because the family, for instance, although it is increasingly operating as only a social unit, in most cases coexists with business; but this link is weaker in Northern Europe and still weaker in the United States, where the family farm is becoming replaced by the commercial farm⁹.

The main reason for the separation of business and family in most villages is because of the opportunities for family members to find jobs elsewhere. This economic dependence, which in turn will be discussed

⁸ The changes in family and religion which are more different in nature than in the past and are becoming more visible as the incorporation of the village into the larger society increases is the role they play in helping individuals, who either cannot fulfill expectations of the larger society, or are disturbed by complexity and rapid change in general, adjust psychologically to the new societal forms.

⁹ For a description of the closeness of traditional family relations in some Balkan societies see: Eugene A. Hammel, *Alternative Social Structures and Ritual Relations in the Balkans*, Prentice-Hall, Inc., Englewood Cliffs, New Jersey, 1968.

later in this paper, brought about drastic changes in the social organization and integration of the family.

Finally, looking at the strength of the interrelationship of all of these institutions one might say that within the village they are becoming more independent of each other. Furthermore, community norms supporting closer linkage among major social institutions are becoming less effective; for instance, social pressure on a son who is prospering without trying to pull his kinship group up with him is smaller than before in the Southern Balkan villages, and of course much smaller in Northern Europe. Similarly a school principal who does not invite a priest to bless every school festivity is criticized less than before, and the same is, in turn, true about the priest who does not use special church services every time crops fail. On the other hand, each of these major social institutions, which become increasingly more separated from each other, are increasingly linked closer to the corresponding institutions of the larger society, and to the society as a whole. In general, the integration of the various Balkan rural communities into the larger society does not occur at a uniform rate, but it is positively related to, among other dimensions, the size of the community, the age, and the socio-economic status of its members.

SIGNS OF FUTURE DISORGANIZATION

In general either within Greece or Turkey, but visibly primarily in mountainous Greece, there are different rates of integration of various communities and of parts of communities. Further integrating parts often serve as mechanisms facilitating the integration of slower changing communities or parts by exerting pressure on them. More crucial, however, is that differences in rates of integration not only refer to differences in communities or their parts, but also differences in integration among the basic components of the rural society, namely, the social system, the cultural system, and the personality system. Differential rate of change of basic components is more crucial not because it leads to further change, but because it leads to further disorganization. Certain aspects of the community and of the personality of its members are changing and becoming integrated into the larger culture faster than others. This differential rate of change does not only refer to parts of each of these basic components but mainly to the relationships among them. More specifically, it appears that cultural integration, at least in certain important dimensions (for instance, integration having to do with level of living), is faster than integration referring to village social relationships and probably much faster than integration of important aspects of the peasant's personality. The latter form of integration refers to the development of personalities compatible with the larger society and with changes occurring within the culture and the social systems of the community. For instance, systemic linkage referring to certain cultural items, such as automobiles, television, or to the cultural value of economic success is faster than systemic linkage referring to social dimensions, such as the acceptance of favorable attitudes (and community norms supporting

them) toward nutritional practices, health practices, or the urban rationality in farm management. In a similar fashion, certain social dimensions, such as acceptance of the urban criteria for determining status (for example, the ascription of higher status to women who are employed or whose husbands are recipients of public welfare) become incorporated more readily into the social system, as compared to the incorporation of the personalities of the members of the community.

A characteristic and important aspect of societal change today is that because of the accelerated rate of change of the culture system, which includes technology and cultural values such as those for economic success and material comfort, the social system and the personality system do not have the time to adjust to it and thus retain equilibrium. In many respects this discrepancy is more crucial for the rural Southern Balkan community, in particular the mountainous villages, and therefore, more problematic because this community must adjust to the current changes facing an entire country while adjusting to those changes which have already taken place in the rest of the country but not in the rural sector. In addition, the rural mountainous community does not have resources that the rest of the country has and, in turn, the flexibility to adjust to either the new changes or to the changes which have already taken place elsewhere. An often discussed aspect of societal discrepancy of this nature is the disjunction between the acceptance by lower classes of the cultural goal of success, particularly economic success, and the lack of institutionally legitimate social means of attaining this goal. Higher alienation scores exhibited by lower socio-economic strata of the American society are attributed to this dysfunction. However, what is happening to the lower classes elsewhere is also happening to rural Southern Balkan communities, but again to a larger extent. Although peasants, those of mountainous communities in particular, are taught the value of success by the same mass media as are the lower classes elsewhere, they have less opportunity for implementing this value. If this is true, other things being equal, we should expect more frustration and, in turn, increased alienation among rural people in the Southern Balkan countries. As a consequence action programs for rural people should not only be based on raising the level of living (in particular through agricultural production), but they should start considering the individual's overall adjustment to society and his internal world.

PROTECTION ET AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE CADRE DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

ION SION

1. LA COMPATIBILITÉ DES ORGANISMES RÉGIONAUX AVEC LES PRINCIPES DU DROIT INTERNATIONAL

Aucune disposition de la Charte des Nations Unies ne s'oppose à l'existence des institutions régionales, si celles-ci sont compatibles avec les buts et les principes de l'Organisation, si elles assurent la paix et la sécurité de la zone respective, partie intégrante de la paix et la sécurité mondiales. Cet instrument permet aux Etats de trouver la solution pacifique, au niveau régional et sous-régional, des différents locaux¹, conséquences de certaines actions (*in faciēdo*) ou inactions (*in non faciēdo*) et susceptibles d'affecter la paix, la sécurité, voire l'environnement. D'autre part, sans l'autorisation préalable du Conseil de sécurité, ni les organismes régionaux, ni les Etats ne sauront exercer la moindre contrainte se justifiant des statuts ou des conventions régionales².

La compatibilité de l'activité des institutions régionales avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies ne saurait se traduire par une coopération limitée, en fonction des principes et, encore moins, des buts insérés dans le document. Coopérer dans un domaine nouveau, tel celui de la protection des composantes de l'environnement, est une activité qui se doit d'être fondée sur les principes du droit international, de caractère général, impératifs, englobant non seulement les principes de la Charte de 1945, mais aussi ceux fixés par la Déclaration de 1970 concernant les rapports entre Etats, fondés sur l'amitié et la collaboration. Leur strict respect écarte le risque de créer des organismes régionaux fermés et super-étatiques.

Notons, cependant, aussi que des organismes nationaux peuvent fonctionner — à titre exceptionnel — à l'échelle régionale. C'est le cas des organismes qui assurent la protection de certains cours d'eau ou de certaines mers contre la pollution, ou bien la protection contre les bruits et les vibrations, les zones intérieures des pays qui couvrent de vastes territoires (par exemple, l'Union Soviétique). En revanche, les pays petits et moyens³, donc de moindres dimensions, sont souvent obligés

¹ Charte de l'ONU, chap. VIII, Accords régionaux, art. 52, in *ONU și instituțiile speciale*, București, Ed. Științifică, 1962, p. 26.

² *Ibidem*, art. 53.

³ Edwin Glaser, *Statele mici și mijlocii în relațiile internaționale*, București, Ed. Politică, 1971, p. 158—167.

de recourir aux organismes internationaux pour la solution des problèmes de l'environnement, dans un monde tendant à instituer de manière définitive la primauté du droit, à éliminer pour toujours la force et la menace par la force. Par ailleurs, quelle que soit l'importance des Etats dans la hiérarchie des deux systèmes de droit — international et national — c'est au second que revient la préséance, les divers Etats n'ayant pas encore réussi à se mettre d'accord sur bien d'aspects internationaux concernant la protection de l'environnement. Toute direction étrangère aux intérêts nationaux, imposée de l'extérieur à la politique de l'environnement se présente comme une atteinte douloureuse à la souveraineté du pays respectif, ce qui entraîne en fin de compte la chute de tout l'échafaudage du droit international, un retour à la primauté de la force et du « droit » à intervenir sous n'importe quelle forme. Compte tenu de ce que la communauté internationale se compose d'États nationaux — le processus d'intégration ou de fédéralisation de la société capitaliste étant de longue haleine, sinueux et contradictoire —, les institutions européennes, favorisées par des facteurs politiques géographiques, des traditions, etc., doivent être essentiellement considérées comme de simples « expansions des attributions administratives et juridiques des États »⁴ et les Etats membres comme les uniques entités souveraines.

2. LA POSITION DE LA ROUMANIE PAR RAPPORT AU RÔLE DES INSTRUMENTS RÉGIONAUX

L'élargissement de la contribution pratique des organismes européens au combat de la pollution du sol, de l'eau et de l'air, au-delà des limites de la juridiction nationale, ce qui ne saurait s'imaginer que par l'intermédiaire des programmes, résolutions et conventions, cet élargissement représente l'une des mesures d'encouragement des activités sur le plan régional comprises dans le document présenté par la Roumanie à la XXX^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, concernant l'amélioration des structures et la démocratisation des activités développées par les organismes de l'O.N.U. Le forum international doit stimuler et élaborer, par le truchement de la Commission économique pour l'Europe, des programmes bien fondés en vue d'une coopération au niveau régional, qui viennent en aide aux pays, surtout à ceux en voie de développement, afin de « réaliser intégralement les objectifs de leur développement économique dans les conditions de l'amélioration de la qualité des facteurs de l'environnement »⁵.

Les efforts fournis par la Roumanie — de même que par les autres pays qui se révèlent actifs dans la vie internationale — pour renforcer le rôle de l'O.N.U. et de ses organismes tendent à adapter les compétences institutionnelles à un nouveau paradigme de l'avenir: le dévelop-

⁴ Paul Taylor, *International Co-operation Today. The European and the Universal Pattern*, Elek Books, Ltd., London, 1971, p. 47.

⁵ La position de la Roumanie en ce qui concerne l'amélioration et la démocratisation de l'activité des Nations Unies, la consolidation de son rôle en vue de réaliser la collaboration entre tous les pays, sans distinction quant à leur régime social, un monde meilleur et plus juste, une paix durable, dans *Contribuții ale României la soluționarea marilor probleme ale lumii contemporane*, București, Ed. Politică, 1975, p. 53.

pement de l'interdépendance des relations entre les États, dû entre autres à une recrudescence du processus d'altération des systèmes écologiques. A notre époque, les interdépendances des États et des régions peuvent augmenter le risque latent des involutions qui, *prima facie*, semblent bénignes, pour dégénérer brusquement en dangereux états tensionnels. Cependant, si l'on tient compte de la possibilité d'une confrontation avec ce phénomène de notre temps, on peut se servir des interdépendances pour aboutir à de bonnes solutions, au moyen des consultations régionales. « Les interdépendances réclament une coopération tout à la fois régionale et mondiale »⁶. Au vrai, et dans un certain sens, qu'il s'agisse des sciences de l'environnement ou de la société humaine, les frontières qui séparent le régional du global sont conventionnelles. Lors de la V^e Conférence des commissions nationales balkaniques pour l'U.N.E.S.C.O., tenue à Bucarest en 1974, le représentant du Directeur général de l'Organisation soulignait, dans le même ordre d'idées, le fait que la coopération des États à l'échelle régionale doit être comprise comme « un maillon de la chaîne de la coopération internationale dans un monde devenu de plus en plus petit et pratiquement indivisible »⁷.

Les propositions roumaines déjà mentionnées ci-dessus et qui ont bénéficié de l'appui de plusieurs autres États et organisations, ne sont, du reste, que la continuation sur un plan supérieur et dans les conditions actuelles des traditions politiques anciennes de la Roumanie. Cette politique est liée, à l'origine, à la clairvoyance tout comme aux limites de l'homme d'État d'expression bourgeoise, Nicolae Titulescu, qui fut un militant constant au sein de la Société des Nations, de la Petite Entente et de l'Entente Balkanique pour la sécurité collective du Sud-Est européen⁸. Poursuivie jusqu'à nos jours, cette politique a évolué. La Roumanie socialiste, par la voix de son représentant le plus authentique, le président Nicolae Ceaușescu, a avancé et soutenu avec une force croissante — pour ne parler que des diverses phases de la Conférence pan-européenne pour la sécurité et la coopération⁹ — une conception nouvelle, structurée sur les intérêts de chaque pays, petit ou moyen, non-aligné, en voie de développement. Inédite, cette conception l'est tant par la procédure, les principes et les mesures qu'elle préconise, que par ses conséquences sur le plan institutionnel.

La mise en œuvre des moyens politiques pour la solution des différends et des problèmes majeurs en suspens existant à la périphérie ou au centre de l'Europe; le désarmement, et surtout le désarmement atomique; la suppression des organisations politico-militaires dans le genre du Traité de Varsovie et du Pacte de l'OTAN — autant de mesures susceptibles de créer, conformément à nos documents internes et internationaux,

⁶ Marks Van Der Stoel, *L'indispensable collaboration mondiale et régionale*, dans « Revue Politique Internationale », n° 594, 1975, p. 6.

⁷ *The VIIth Subregional Conference of the Balkan National Commission for Unesco (Final Report)*, Bucharest, 3-6 June, 1974, p. 2.

⁸ Eugen Phoebus, *O contribuție la cauza păcii — înfelegerile regionale*, București, Ed. Politică, 1963, p. 16-21.

⁹ Nicolae Ceaușescu, *Rapport au XI^e Congrès du Parti Communiste Roumain*, București, Ed. Meridiane, 1974, p. 26-27.

les prémisses nécessaires, et suffisantes d'un climat propice au développement des activités régionales. Ce climat propice permettra, à son tour, la conclusion de certains arrangements pour la protection de l'environnement, en accord avec « la cause de la collaboration et de la paix dans les Balkans, dans la Méditerranée, en Europe et dans le monde entier »¹⁰.

C'est une réalité — et l'histoire l'a amplement prouvée — que les pays balkaniques sont directement intéressés à réaliser une « large collaboration dans le domaine des sources d'énergie, des communications, de l'environnement et dans d'autres domaines économiques et sociaux »¹¹. Mais l'épanouissement de la coopération multilatérale à l'échelle balkanique suppose une position active de la part de tous les gouvernements, c'est-à-dire leur appui aux divers organismes de collaboration sous-régionale fonctionnant à l'heure actuelle; il leur faut « stimuler la création d'autres organes encore du même genre, y compris l'organisation de réunions gouvernementales »¹².

Par un consensus intervenu à l'échelon le plus haut, entre la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie, Athènes hébergea, du 26 janvier au 5 février 1976, les travaux de la Réunion pour la coopération économique et technique dans les Balkans. Ainsi qu'il a été mentionné dans le *Communiqué commun*, ces travaux se sont déroulés partant des principes et des normes démocratiques bien connus de la Conférence générale européenne. Les délégués présentèrent une large gamme d'idées, suggestions et propositions concernant les possibilités de la coopération économique et technique¹³. L'*Inventaire* des propositions avancées par les délégués des pays balkaniques comporte des consultations entre gouvernements et entre experts, des échanges de données et d'informations sur les résultats des investigations et de la recherche dans le domaine de l'environnement, des problèmes liés à l'introduction des technologies modernes pour la purification de l'air et des eaux pollués, des aspects concrets de la coopération balkanique dans le cas des divers systèmes écologiques lésés : atmosphérique, fluvial et marin, etc.

Entre autres, la Roumanie a proposé un ensemble de mesures de détail concernant la surveillance des facteurs de l'environnement, le traitement des déchets solides, ménagers et industriels, les moyens de contrecarrer les effets polluants sur l'organisme humain, ainsi que l'examen de l'opportunité d'un accord multilatéral.

Cette activité croissante de la collaboration régionale implique la création d'organes nouveaux ou, peut-être, l'élaboration de quelques nouveaux instruments juridiques qui s'appliquent à l'environnement, comme notre pays l'a proposé d'ailleurs aussi, organes et instruments juridiques acceptés à l'unanimité par les pays de la zone balkanique.

L'examen de l'utilité des propositions inventoriées revient aux gouvernements des pays balkaniques, qui décideront des mesures adé-

¹⁰ *Ibidem*, p. 28.

¹¹ L'interview accordée par Nicolae Ceaușescu à la gazette athénienne « Kathimerini ». Version roumaine, dans « Scinteia », du 25 mai 1975.

¹² Interview accordée par Nicolae Ceaușescu à un groupe de journalistes turcs. Version roumaine, dans « Scinteia », du 31 juillet 1975.

¹³ Chez Ion Badea, *Conferința pentru cooperare economică în Balcani*, dans « Lumea », n° 5, 1976, p. 4.

quates pour la mise en œuvre des propositions acceptées de manière à les faire adopter sur un plan multilatéral, sans que les possibilités de la coopération bilatérale aient tant soit peu à souffrir.

Toute une série de raisons et d'impératifs qui lui sont spécifiques poussent à présent la Péninsule balkanique, comme le montrent son évolution de même que certaines tendances regardant l'avenir, vers une coopération régionale plus étroite, ainsi que vers la promotion des conceptions nouvelles — ce qui est également l'une des conséquences du climat propice instauré par la Conférence de Helsinki. Ceci est d'autant plus significatif que les Balkans englobent des pays de régimes socio-politiques différents. Un trait commun les rapproche, tout en les distinguant des autres pays européens, à savoir un sensible handicap économique, sans parler des caractères analogues dus au milieu naturel ou géographique. C'est une raison de plus pour les Etats de cette zone de fournir un apport à l'œuvre de coopération mutuelle, de s'entr'aider afin de réduire les disparités actuelles et d'améliorer la qualité de l'environnement¹⁴. Il s'ensuit donc que les Etats balkaniques qui participent à la mise en pratique des conclusions de la Conférence européenne pour la sécurité et la coopération traduisent en fait les objectifs et les aspirations profondes des peuples de cette zone. La Roumanie conçoit cette coopération comme partie intégrante de la coopération à l'échelle européenne. Fondée sur l'appartenance géographique, elle doit refléter les intérêts de tous les pays de cette région, au niveau balkanique tout comme au niveau européen.

Enregistrée le long des années, l'incessante contribution de la Roumanie aux problèmes d'intérêt européen et tout particulièrement à ceux liés à la transformation des Balkans en une zone de paix, de collaboration et de bon voisinage, revêt une dimension contemporaine. Par ses nombreuses initiatives, ainsi que par la fermeté de sa position à l'échelon international et régional, la Roumanie s'inscrit dans une « nouvelle unité du processus historique à l'échelle européenne », dans un autre contexte qui « domine, universalise et imprime des rythmes nouveaux, une densité spécifique à l'œuvre historique, un dynamisme et un système d'interrelations et d'interdépendance tout à fait particulier par rapport aux époques précédentes »¹⁵.

3. LA COOPÉRATION INSTITUTIONNELLE ET LA CONTRIBUTION DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Généralement, le but d'une institution est de grouper sous le signe de la fonctionnalité, en tant que trait dominant, plusieurs entreprises visant une série ou un seul secteur d'activité. Une série quand son propos est de répondre aux impératifs multidisciplinaires et intersectoriels ou de coordonner et éviter les parallélismes constatés dans la

¹⁴ Miro Draškić, *Les Balkans après la Conférence d'Helsinki*, dans « Revue Politique Internationale », n° 621, 1976, p. 12.

¹⁵ Damian Hurezeanu, *România modernă în perspectiva procesului istoric european*, dans « Era Socialistă », n° 9, 1974, p. 33, 34.

zone contiguë à celles spécialisées. Un seul secteur d'activité quand l'approfondissement de la spécialisation s'impose nécessairement.

Par exemple, il y a des différences, dans le système des Nations Unies, entre les institutions de coopération et celles d'appui. La tâche de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans le cas de celles qui participent à titre égal aux activités visant à la protection de l'environnement, est de coordonner — en tant qu'organisation de vocation universelle. A partir du dossier des règles juridiques, de la pratique contractuelle et de la pratique coutumière, etc., s'est contouré un véritable droit des organisations internationales¹⁶.

Dans la mesure où les Etats la leur accordent, les organismes de caractère international ont une personnalité juridique. Ils disposent d'une charte, une constitution, un statut, un règlement qui fixent le ou les domaines de leur activité, la manière et les moyens de leur fonctionnement, les droits et les obligations de leurs membres. La maladie courante dans la famille des institutions est la *bureaucratie*¹⁷. C'est une forme de sclérose qui, à l'état aigu, paralyse leurs organes représentatifs, leur faisant perdre de vue la finalité et les principes inscrits dans leur Acte constitutif. Elle met à la première place la technique, au dépens du contenu ; elle s'oppose à la nouveauté, conservant le périmé ; elle tend à hypertrophier l'autorité, en sortant des modèles fournis par les Etats.

L'existence ou l'inexistence du cadre institutionnel constitue, en outre, un critère de différenciation des formes multiples de manifestation à l'échelle régionale, respectivement entre la conférence, les congrès et les organisations — les deux premières catégories ne disposent pas d'organes directeurs permanents : ils font l'objet d'une élection *ad-hoc*, à brève échéance.

Au point de vue chronologique, l'initiative institutionnelle Numéro Un dans le sens de l'étude de l'environnement et de la protection de la nature à l'échelle mondiale — avec des conséquences particulièrement utiles et précieuses pour une région aussi périlée que l'Europe — est de date relativement récente. C'est à J. Huxley, le premier Directeur général de l'U.N.E.S.C.O., que revient le mérite remarquable d'avoir patronné dès 1948 la création de l'Union internationale pour la conservation de la Nature¹⁸.

De l'avis du professeur René-Jean Dupuy, le secrétaire général de l'Académie de Droit international de La Haye — avis que nous estimons fondé pour le moment actuel — on retrouve dans les problèmes de l'environnement les trois degrés d'organisation de la vie internationale¹⁹ : 1° — le Droit international fondamental contemporain (englobant les principes insérés dans la Déclaration de l'O.N.U., de 1970) ; 2° — la réglementation conventionnelle (qui répond surtout à des circonstances prévisibles ou aux conséquences de quelques catastrophes et événements exemplaires ; dont le caractère est donc *ponctuel et événementiel*) et 3° — la

¹⁶ Gheorghe Moca, *Probleme actuale ale dreptului organizațiilor internaționale*, dans RRSI, n° 1, 1970, p. 67—90.

¹⁷ Mircea Malița, *Idel in mers*, București, Ed. Albatros, 1975, p. 44—50.

¹⁸ Chez Ion Sion, *Patrimoniul natural și cultural — politici planetare, regionale și naționale* (partant d'un interview du pr. Guglielmo De Angelis D'Ossat, ICOMOS-Italie), dans «Buletinul Comisiei naționale române pentru Unesco», n° 3, 1975.

¹⁹ R.-J. Dupuy, *Présentation du Colloque 1973* (Interventions orales), dans *La protection de l'environnement et le droit international*, Leiden, Sijthoff, 1975, p. 404.

coopération institutionnelle (enregistrant la transformation du caractère *événementiel* en caractère *rationnel*). Pour faire face aux problèmes de plus en plus pressants de l'environnement à l'échelle régionale, pour écarter le danger de sclérose et la rigidité, pour rendre efficace la coopération institutionnelle, il faut qu'elle comporte les paramètres suivants, prévus soit au moment de son instauration, soit par les amendements ultérieurs : a) qu'elle envisage la complexité des phénomènes et des problèmes de son agenda d'une manière créatrice, en dehors de toute routine ; b) qu'elle fonctionne à sa capacité optimale de coordination ; c) qu'elle dispose de l'habileté nécessaire à l'application des facteurs scientifiques et technologiques dans le combat de la pollution ; c) qu'elle soit au courant des avantages de la maléabilité opérationnelle.

Les avantages de la coopération européenne, multisectorielle ou spécialisée, sont également appréciés dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe (CEE/ONU), le Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM), la Communauté Economique Européenne (le Marché Commun). D'autres organismes économiques, par exemple la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) ou l'Organisation de Coopération et Développement Economiques (OCDE), l'apprécient également, bien qu'ils débordent le cadre continental. Cette liste est complétée, d'autre part, par quelques organismes politiques, dans le genre du Conseil de l'Europe et du Conseil Nordique.

Le Plan d'action de la Conférence sur le milieu humain, de Stockholm, 1972 (par exemple, la recommandation n° 4), de même que le Document relatif aux mesures à l'échelle régionale de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, de 1975 (par exemple, son dernier chapitre) recommandent en général ou nominalisent, avec la délimitation de certaines tâches bien précisées, les institutions (agences, programmes) susceptibles de coopérer, comme c'est le cas de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), qui dispose, comme on le sait, d'une imposante base d'action régionale.

Parmi les organisations et les unions internationales avec des activités ou des organes régionaux, des tâches différenciées sont assumées par : les unions internationales (non-gouvernementales) ; les institutions spécialisées, ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation Internationale du Travail (OIT), ou encore : l'Accord général pour les tarifs et le commerce (GATT), la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (UNCTAD), l'Organisation Intergouvernementale Consultative de la Navigation Maritime (IMCO) et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA). Ajoutons-leur les banques et les programmes d'aide tels : la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Quant aux organisations (organismes subsidiaires) et programmes de *coordination* concernant les problèmes de l'environnement, mentionnons les formes suivantes existant à l'heure actuelle : le Conseil d'administration du PNUE et, à un échelon supérieur, plus complexe,

le Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'O.N.U., respectivement l'Assemblée générale de l'Organisation.

En ce qui suit, nous nous proposons d'étudier les tâches et les réalisations dans le domaine de la protection de l'environnement de l'une des plus importantes organisations économiques européennes, la CEE/ONU ²⁰.

Les attributions et les compétences de cet organisme couvrent une sphère nettement délimitée : une sphère général-européenne, si l'on excepte les problèmes de la paix et de la sécurité ²¹. Dans le cas d'un tel cadre institutionnel-juridique, les conditions n'ont pu mûrir que par la suite ²². Pour commencer elles se sont bornées au contenu du chapitre des *Suites de la conférence*, compris dans l'*Acte final* de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Il convient de faire d'emblée trois précisions importantes : *primo*, il n'y a aucun autre organisme de vocations quasi-générale en Europe, à part la CEE/ONU ; *secundo*, la Commission économique pour l'Europe est l'un des pionniers du combat de la pollution et de la protection de la Nature sur le plan régional ; *tertio*, grâce à tant d'interdépendances, les effets favorables de la coopération à l'échelle européenne vont influencer, de ce point de vue-là, sur les autres régions du monde.

Dans le cadre de la CEE/ONU, quatorze organes principaux et de nombreux comités de la centaine des organismes subsidiaires ont introduit dans leurs programmes de travail — avec quelque timidité au début — des mesures pour combattre la pollution de l'environnement et pour lui en assurer la protection. C'est ainsi qu'à part la triade bien connue (promotion du commerce, coopération scientifique et technologique, planification à longue échéance), dès la moitié de la VII^e décennie s'est contournée la coopération dans le domaine de la protection et la conservation de l'environnement. Dès ce moment, s'est imposé le besoin impérieux d'une coordination ; implicitement, s'est fait sentir l'intérêt du développement d'une stratégie de la coopération entre plusieurs facteurs : économiques, sociaux, écologiques, mais notamment au service des pays en voie de développement, afin d'en accélérer les progrès. L'expression institutionnelle de ce *desideratum* prend la forme d'un organe spécialisé : les Conseillers des Gouvernements des pays de la CEE pour les problèmes de l'environnement ²³ (président : J. Spaander, Pays-Bas). Sous les auspices du nouvel organe, la collaboration préexistante entre les organes subsidiaires et les organes exécutifs ²⁴ a été dépassée. Cependant le Comité du Gaz, le Comité de l'Habitation, de la Construction et de la Planification, sans parler aussi des Conseillers des Gouvernements des pays de la CEE pour la science et la technique ont continué à détenir

²⁰ Créée en 1947, par le Conseil économique et social de l'ONU, la Commission compte à présent 32 Etats européens, les USA et le Canada.

²¹ Voir. P. Reuter, *Institutions internationales*, Paris, PUF, 1963.

²² N. Ecobescu et S. Celac, *Cadrul instituțional-juridic al securității europene*, dans RSSI, n^o 1, 1971, p. 19-34.

²³ CEE/ONU, Rés. 7 (XXV).

²⁴ Parmi les dix divisions de l'Office du Secrétaire exécutif, il y a aussi la Division pour la protection de l'environnement et des habitations.

un rôle important dans notre domaine. A la fin de l'année 1972 est assurée la coopération internationale des diverses organisations avec les mêmes préoccupations relatives à la protection de l'environnement, et en tout premier lieu avec le PNUE. Dès la première réunion des Conseillers à Genève, ont été formulés une série de problèmes considérés comme prioritaires, dont nous donnons ci-après la liste, *in extenso*²⁵ : élaborer des normes relatives à l'environnement et des règlements concernant la distribution, ainsi que la manière dont seront utilisées les ressources naturelles ; fixer la politique des prix, des importations et des subventions de manière à favoriser les objectifs de l'environnement ; déterminer les priorités financières en vue de l'amélioration de l'environnement ; affecter des ressources suffisantes à l'amélioration des infra-structures et des « biens publics » de grande valeur culturelle, écologique et récréative ; appliquer les plans de l'aménagement du territoire à l'échelon national et régional, tout en tenant compte des objectifs communs pour les secteurs économique et social, ainsi que des facteurs d'environnement ; mettre l'accent sur les mesures préventives ; harmoniser les politiques à l'échelon international par la coopération et les accords (bilatéraux, régionaux, sous-régionaux) étroitement liés aux activités développées par d'autres organisations internationales intéressées à ce domaine ; consacrer une partie du revenu public à l'amélioration progressive des compartiments les plus menacés par les facteurs de pollution.

Systématisons maintenant notre étude, en nous référant à l'échange d'informations et d'expérience (problèmes-secteurs), aux recherches portant sur la situation de l'environnement dans les pays de la région coiffée par la CEE/ONU (problèmes-zones), à la législation et les implications internationales de la politique de l'environnement.

A. L'échange des informations a été aiguillé sur les « problèmes-secteurs » de l'environnement, tels : le secteur de l'évacuation des déchets (en usant de l'expérience acquise par certains pays, par exemple l'Angleterre dans notre cas) ; celui de l'agriculture (Hongrie) ; de l'industrie métallurgique (République Fédérale d'Allemagne), chimique et pétrochimique (URSS), constructions (Belgique), transports (Suisse). Pour nous limiter aux plus importants, prenons les deux premiers secteurs : ils réclament la participation, ainsi que la connaissance effective de toutes les disciplines et, respectivement, de tous les intérêts en jeu ; c'est à cette seule condition que la coopération régionale dans ce cadre institutionnel devient possible et également avantageuse pour chaque partie. On ne saurait trouver les meilleures solutions en laissant ces problèmes à la charge d'un groupe restreint d'experts. La gestion des déchets liquides, solides ou gazeux, produits par l'industrie ou l'agriculture, la consommation ou le tourisme, pourra être assurée seulement si ces problèmes seront abordés de manière concertée et interdisciplinaire, autrement dit, suivant les directions notées ci-après : a) dégager l'agglomération industrielle aux bords des cours d'eau et des estuaires pollués ; b) améliorer les zones pour le traitement des eaux usagées conformément aux exigences actuelles ; c) traiter au préalable et procéder au recyclage des émissions indus-

²⁵ Doc, E/ECE/ENV. 2/1970, § 23.

trielles ; d) améliorer les méthodes de l'évacuation des déchets dans la mer ; e) trouver la solution du problème des déchets liquides de l'agriculture moderne ; f) résoudre le contrôle du stockage et de la destruction de tous les déchets solides. Pour n'envisager que le traitement des déchets solides, l'expérience de la coopération entre les Etats fédéralisés (USA) montre que leur évacuation et la récupération des ressources réclament en tant qu'indispensable une bonne planification, complétée par un programme de mesures de nature à assurer, *inter alia*, la souplesse de l'organisation nécessaire à son développement futur et à fournir les garanties d'un service complet — depuis le stockage jusqu'à la destruction finale des déchets solides. En ce qui concerne le secteur de l'énergie, remarquons que l'incidence de la production nucléo-électronique dans la région de la CEE/ONU est moindre par rapport à l'énergie produite grâce aux moyens classiques. Qui plus est, l'énergie nucléaire contribue sensiblement à maintenir l'intégrité de l'environnement et — ce qui n'est pas à négliger — offre des moyens et des matériaux nouveaux à l'homme pour l'organisation de sa propre existence. A proprement parler, l'industrie nucléaire bénéficie dès ses débuts de normes et standards internationaux. Les activités de la Commission internationale de la protection radiologique (CIPR) dans le sens de fixer les normes fondamentales des degrés admissibles pour l'exposition radiologique sont le fruit d'une incessante coopération entre les Etats. Ce même esprit de coopération anime l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)²⁶ en ce qui concerne la diffusion des informations relatives à toutes les phases de l'industrie nucléaire pacifique, et notamment à propos des programmes de développement et des politiques visant la protection de l'environnement des pays en cours de développement.

B. Les *recherches* concernant la situation de l'environnement dans les pays de la CEE/ONU portèrent sur les « problèmes-zones » du genre : zone métropolitaine²⁷ (France), zone fortement industrialisée (Pologne), zone de l'érosion du sol (Portugal), zone du cours d'eau (USA). À l'échelon régional, la situation la plus critique s'avère celle qui se présente dans le cas des cours d'eau²⁸ qui traversent plusieurs pays. Dans ce cas-là, la question est insoluble en dehors de la coopération des pays riverains, directement intéressés. La pollution du Rhin, du Danube, du Sund, de l'Oder, à l'entrée en Pologne, des deux cours d'eau autrichiens, à l'entrée en Yougoslavie, etc., réclame des mesures urgentes de coopération entre les pays européens riverains. De même, les mers : la Baltique, la mer du Nord, la Méditerranée, la mer Noire demandent des activités de coopération, à commencer avec le combat de la pollution par les hydrocarbures.

²⁶ Cf. le Doc. 1/1 (*L'énergie d'origine nucléaire et l'environnement*) présenté au Colloque CEE/ONU (Prague, 1971).

²⁷ La formule « zone métropolitaine » désigne dans la conception des architectes français une « fédération » des centres urbains, avec des prés et des terrains vagues à proximité, englobant des activités économiques et culturelles variées.

²⁸ Dans les pays compris dans la région de la CEE/ONU, 90 % de l'eau utilisée-subit l'usure industrielle, une partie de cette eau refait plusieurs fois le circuit avant d'aboutir à la mer, et seulement 10 % sert aux besoins immédiats de l'homme. . . .

Quand les problèmes de la pollution des eaux intéressèrent plusieurs pays, revêtant en outre un caractère chronique, on a créé quelques nouveaux organes permanents, comme dans le cas de la Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution, fondée en 1963, ou bien on s'est servi des organes préexistants, comme la Commission du Danube, instituée en 1948²⁹, mais dans ce dernier cas leur compétence aurait à subir des amendements progressifs en ce sens-là. A ce propos, on peut citer encore le système des *consultations communes* pour la gestion des eaux du Lac de Constance, système mis sur pied par les Etats riverains (Autriche, République Fédérale d'Allemagne et Suisse).

Les premières conclusions nettement cristallisées relatives à l'habitat obtenues dans ce cadre bien avant la Conférence mondiale de Vancouver (1976) se rapportaient aux habitats qui pâtissent souvent du voisinage industriel, aux agglomérations urbaines de dimensions exagérées, développées dans certains pays de la CEE/ONU, d'où l'insalubrité physique des constructions et un état dépressif de la population respective, la faiblesse du peuplement rural contribuant de son côté à faire obstacle à un équipement collectif et civilisé. En ce qui concerne la relation travail-habitat, les conclusions tirées en tout premier lieu visaient les problèmes du travail et les phénomènes primaires et secondaires de l'émigration et de la navette de la main-d'œuvre.

Il va sans dire qu'à l'exception de la Silésie supérieure (Pologne), dont il a été déjà question, plusieurs pays européens comportent des zones de grande concentration industrielle, dans le genre du Ruhr (République Fédérale d'Allemagne), Midlands (Angleterre), etc., qui ont fait ou feront l'objet des monographies futures. De leur côté, les thèmes de recherche concernant la « zone aérienne », sont de moindre envergure, le problème se posant avec quelque insistance dans les cas des pays scandinaves où la pollution atmosphérique est d'origine, surtout, extra-territoriale.

Notre inquiétude augmente en constatant la dégradation du sol. Une carte de l'érosion en Europe peut montrer les zones frappées de ce « fléau », qui englobent les pays du bassin méditerranéen, ceux du bassin de la mer Noire, les régions montagneuses de l'Europe centrale et une longue bande de terres sillonnant l'URSS du Sud-Ouest au Nord. Les préjudices portés aux terrains arables et aux pâturages ainsi qu'au réseau routier constituent une partie des difficultés économiques et de l'environnement auxquelles on doit faire front dans ces zones-là³⁰.

En fonction des priorités de la CEE/ONU, une certaine forme de coopération régionale, à savoir la réalisation d'un *Atlas de l'environnement en Europe*, serait susceptible de fournir un instrument de travail des plus utiles pour le combat conjugué des facteurs de pollution du sol, des eaux et de l'atmosphère. Pour ce qui est de la Roumanie, la Commission pour le combat de la pollution de l'environnement fonctionnant dans le cadre de l'Académie s'est proposée — dès le troisième Symposium

²⁹ Cf. les compétences statuées chez Paul Gogeanu, *Dunărea în relațiile internaționale*, București, Ed. Politică, 1970, p. 295—311.

³⁰ L'Atlas de l'environnement de l'Europe : Carte de l'érosion du sol (Doc. ST/ECE/ENV. 1/1971).

tenu à Bucarest en novembre 1971 — d'élaborer l'atlas des sources de pollution atmosphérique du territoire roumain, ouvrage qui donnera la mesure de l'effort technique et financier requis dans ce domaine.

Et ce ne sont là que quelques exemples parmi les cas nombreux où une action pratique concertée à niveau régional ou sous-régional s'est avérée non seulement à souhaiter, mais même indispensable, chaque fois que « les problèmes de la perturbation de l'environnement débordent les frontières nationales »³¹ — comme l'ont relevé les documents du Colloque organisé sur l'initiative du gouvernement tchécoslovaque et sous le patronage de la CEE/ONU (Prague, 1971).

En même temps, il s'ensuit des études faites par les gouvernements de la région européenne sur des problèmes concernant la gestion de l'environnement que ces problèmes devront être organisés suivant une optique complexe, en tenant compte des lacunes qui existent à l'échelon national et sur le plan international, ainsi que dans le cadre institutionnel et législatif.

C. Les déficiences dans la manière d'aborder la *législation* relative à l'environnement sont susceptibles de limiter, voire de préjudicier le combat de la pollution suivant un plan organique central. Sélectionnons trois manières différentes d'aborder les questions juridiques : la législation fragmentaire (Belgique), la législation complexe (Suède) et la législation intégrée (Yougoslavie). La première prête aux critiques en ce sens que le législateur belge n'a en vue, chaque fois, qu'un seul aspect des sources de pollution ou de l'environnement ; nous sommes donc confrontés à un lot de lois avec des objectifs limités, dans chaque cas, sans cette interconnexion que les réalités imposent pourtant, sans réaliser, par conséquent, l'instrument tant désiré susceptible de protéger l'environnement d'une manière globale. En ce qui concerne la deuxième possibilité c'est la manière complexe, déjà mentionnée : la première loi complexe entra en vigueur en 1969 ; de nos jours il n'en reste que quelques domaines comme objets d'une législation spéciale³². Enfin, pour ce qui est de la Yougoslavie, quantité de lois spéciales visent à régler les aspects de l'environnement ; on est en train de fournir, à l'heure actuelle, un effort dans le but d'intégrer la législation traitant les problèmes de l'environnement dans la législation de l'urbanisme et des aménagements territoriaux.

Diverses réunions tenues jusqu'à présent, qu'il s'agisse des travaux des experts sous l'égide de la CEE/ONU ou de ceux des Conseillers des Gouvernements des Etats membres de la Commission, ainsi que de ceux développés par les organes subsidiaires de cette Commission, ont confirmé la plupart des tendances marquées lors du Colloque de la CEE/ONU, tenu en 1971. Ses études et conclusions devaient constituer un matériel précieux pour l'organisation de la Conférence de Stockholm de 1972,

³¹ De la partie du Rapport au Colloque rédigée par le Secrétariat du PNUE avec le concours de V. Craja (Roumanie) et L. Wierling (République Fédérale d'Allemagne). Cf. Nations Unies, *Colloque de la CEE sur les problèmes de l'environnement*, New York, 1971.

³² C'est aussi le cas de la Roumanie qui a eu, en 1973, une Loi relative à l'environnement (la Loi n° 9/1973), ce qui n'empêche que des lois particulières restent en vigueur ou soient même édictées, dans certains domaines, par exemple la Loi des eaux (L. 8/1974), la Loi du fonds foncier (L. 59/1974), etc.

restant également à la base de l'activité régionale du PNUE ³³. Ainsi qu'on l'a argumenté, on ne saurait se dispenser maintenant de la coopération constructive dans les problèmes de l'environnement, réunissant tous les pays compris dans le cadre institutionnel de la CEE/ONU, pour une gamme large et complexe de problèmes, depuis l'étude des incidences des facteurs de pollution sur les politiques de l'environnement jusqu'à l'incidence de ses politiques sur les autres régions du monde. Il convient de ne pas oublier que notre région comporte d'une part 85 % de la technologie mondiale et, d'autre part, l'un des peuplements les plus denses de la Terra.

On a également pu constater une évolution positive, parallèle aux progrès enregistrés pendant les différentes phases de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, marquée par le développement des travaux de la Commission pendant ses sessions annuelles. Déjà au moment de la XXVIII^e session en 1973, le représentant du Royaume-Uni, F. Mason, appréciait la CEE/ONU comme un lieu de rencontre destiné à assurer la continuation des différentes activités dans le domaine économique et de la protection de l'environnement, dont la Conférence générale-européenne pourrait en prendre l'initiative. Ceci annonçait un revirement, qui commence déjà à se faire sentir.

La session suivante — la XXIX^e — a eu lieu à Bucarest, en rompant de la sorte avec la tradition et ayant lieu pour la première fois hors de Genève, où se trouve son siège. A cette occasion, entre autres thèmes, fut débattu « Le rôle de la technologie dans le développement économique de la région de la CEE ». De sorte que, les problèmes de l'environnement ont été abordés dans le contexte du développement industriel européen. Les experts présents aux travaux ont apprécié tout particulièrement l'intervention du délégué roumain, qui plaidait pour l'accès des pays en voie de développement aux procédés industriels impliquant un coefficient réduit de pollution, ainsi qu'aux technologies pour le combat des effets nocifs pour le milieu environnant. On a souligné par la même occasion l'utilité d'un Centre international de recherches dans ce domaine, la Roumanie se déclarant prête à héberger un tel centre.

Les activités et les résolutions de la CEE/ONU ne sont pas restées sans écho pour les Etats membres, et surtout pour les pays socialistes. L'année dernière, à sa XXX^e session, le Rapport annuel de la Commission montrait, à propos du développement économique des pays socialistes membres de cet organisme régional, qu'en 1974 une attention spéciale avait été accordée à l'emploi plus efficace des ressources humaines et matérielles. Le principal thème figurant ensuite, sur l'agenda de la session, portait sur « Les problèmes de l'énergie en Europe » ; la Roumanie a rallié le point de vue du secrétaire exécutif de la Commission, qui suggérait, à cet égard, d'organiser, le plus rapidement possible, une réunion spéciale, de manière à pouvoir inclure ses résultats dans le Rapport de l'année 1976. Pour ce qui est du programme de la CEE/ONU, son élaboration devra tenir compte des récents documents de l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet de l'instauration d'un nouvel ordre mondial dans le domaine

³³ Voir les dernières sessions, XXIX et XXX, *Commission Economique pour l'Europe*, Rapport annuel, Nations Unies, New York, 1975.

de l'économie et de la politique, ainsi que des documents traitant de l'application de la Charte des droits et obligations économiques des Etats.

Une fois de plus, dans le Rapport à la XXXI^e session de la CEE/ONU en 1976, le secrétaire exécutif J. Stanovnic constate que l'heureuse conclusion de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe a créé un climat propice à l'épanouissement de la coopération continentale. Cette institution de vocation régionale, subordonnée à l'ONU, est appelée elle aussi à tenir un rôle important quand il s'agit de concrétiser les objectifs formulés dans l'*Acte final* de Helsinki, concernant le développement de la coopération dans le domaine de l'environnement. Et, suivant le point de vue de la Roumanie, les pays européens disposent non seulement d'une institution susceptible d'être améliorée, mais aussi de «larges possibilités pour intensifier la coopération dans le domaine de la sécurité, l'usage et la gestion raisonnables des matières premières, des sources d'énergie, de la production industrielle, de l'amélioration de l'environnement... »³⁴.

La position de la Roumanie a été affirmée de nouveau lors de la session de 1976 tenue par la Commission à Genève. C'est une position constante, visant entre autres de promouvoir la coopération européenne dans le domaine de la prévention et du combat de la pollution de l'environnement³⁵, se traduisant notamment par une participation active au Programme des conseillers gouvernementaux des pays membres. Cette position de la Roumanie, la part effective prise par elle aux activités de la CEE/ONU³⁶ — dès avant la solution de sa demande d'être admise comme pays membre³⁷, en 1955 — se caractérise par un esprit d'initiative, de la compétence et le sens du réel. Eloquents sous ce rapport s'avèrent les faits que les délégués roumains participèrent, dès 1954, à huit des quinze organes principaux de la Commission et que, pendant la période 1959—1962, la Roumanie géra les fonctions de vice-président et de président des travaux de la Commission. Au cours de la même période, elle hébergea de nombreux séminaires et accueillit quantité de visite d'étude (technologie, habitations, etc.). Comme Janez Stanovnic en personne le reconnaît, la Roumanie a fourni sa contribution active à tous les comités de travail³⁸, y compris ceux s'occupant des divers aspects de l'environnement.

³⁴ Discours du président Nicolae Ceaușescu à la XXIX^e session de la CEE/ONU, dans « Scnteia », du 25 avril 1974.

³⁵ *Cuvintarea reprezentantului român la cea de-a XXXI-a sesiune a CEE/ONU*, dans « Scnteia » du 1^{er} avril 1976 ; Virgil Ianovici, *Cooperarea pe plan european pentru protejarea mediului inconjurător*, dans « Revista Economică » n^o 35, 1975.

³⁶ Nicolae Dinu, Ștefan Mășu, *Comisia economică a ONU pentru Europa*, București, Ed. Politică, 1974, p. 35—40.

³⁷ ONU, Rés. 995 (X).

³⁸ Gh. Cercelescu, *La coopération économique — base de l'édification d'un climat de détente et de sécurité dans notre continent* (partant d'une interview accordée par J. Stanovnic, le secrétaire exécutif de la CEE/ONU), version roumaine, dans « Scnteia » du 8 novembre 1972.

NOUVELLES ÉDITIONS D'ACTES NOTARIÉS INSTRUMENTÉS AUX XIII^e—XIV^e SIÈCLES DANS LES COLONIES GÉNOISES DE LA MER NOIRE

— Actes de Caffa —

Dans une brève intervention faite en 1965 à la réunion de la Commission internationale d'histoire maritime — qui s'est tenue à Vienne, à l'occasion du XII^e Congrès international des sciences historiques —, l'auteur de ces lignes mettait en évidence, une fois de plus, l'importance des actes notariés génois pour l'histoire du commerce médiéval en mer Noire et exprimait en même temps le vœu de voir un jour l'apparition d'un véritable corpus concernant de tels actes, soit déjà publiés, soit encore inédits¹.

Depuis lors, nous avons eu la satisfaction de saluer la publication successive de quatre nouveaux recueils d'actes notariés génois, instrumentés à Caffa en 1289—1290² et 1343—1344³, à Kilia en 1360—1361⁴ et à Licostomo en 1373, 1383—1384⁵. Aux efforts conjoints de quelques chercheurs français et italiens travaillant aux Archives d'Etat de Gênes, nous sommes redevables aujourd'hui d'avoir à notre portée les nouvelles éditions d'actes notariés génois cités plus haut et dont la présentation fera l'objet de cette note.

Il faut d'abord rendre justice à M. Robert-Henri Bautier qui, dès 1948, avait signalé la découverte aux Archives d'Etat de Gênes de nouveaux cartulaires, tenus aux XIII^e—XIV^e siècles par des notaires génois résidant au Levant⁶. Ses recherches minutieuses, en dépit du « prodigieux désordre »⁷ offert par les registres notariaux en question, lui ont permis d'en dresser une copieuse liste et en souligner l'importance, pour l'histoire économique du Moyen Age⁸.

C'est à Caffa qu'il convient, ici encore, d'accorder la première place, compte tenu de son activité majeure déployée en mer Noire. Il nous sera donc permis de présenter d'abord le recueil publié tout récemment par M. Michel Balard, dans la belle collection dirigée par M. Paul Lemerle (auquel appartient d'ailleurs l'Avant-propos⁹). Ce recueil comprend les cartulaires

¹ Voir en ce sens : XII^e Congrès International des Sciences Historiques, Vienne 29 août — 5 septembre 1965 (Comité International des Sciences Historiques), Vol. V *Actes*, Vienne, 1968, p. 472.

² Michel Balard, *Gênes et l'Outre-Mer. Tome I^{er}. Les actes de Caffa du notaire Lamberto di Sambuceto 1289—1290* (Ecole Pratique des Hautes Etudes — Sorbonne VI^e Section. Documents et recherches... sous la direction de Paul Lemerle XII). Mouton & Co., Paris — La Haye, 1973, 420 p. + 5 pl.; avant-propos de Paul Lemerle (p. 7—8).

³ Giovanna Balbi — Silvana Raiteri, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Caffa e a Licostomo (sec. XIV)*, (Istituto Internazionale di Studi Liguri Bordighera. Collana storica di fonti e studi diretta da Geo Pistarino, 14). Genova, 1973, 242 (248) p. + 2 pl. (I. Giovanna Balbi, *Atti rogati a Caffa da Nicolò Beltrame (1343—1344)*, p. 7—184 + 1 pl.).

⁴ Geo Pistarino, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Chilia da Antonio di Ponzò (1360—61)*, (Istituto Internazionale di Studi Liguri Bordighera. Collana storica di fonti e studi diretta da Geo Pistarino 12), Genova, 1971, XL + 223 (226) p. + IV pl.

⁵ Giovanna Balbi, Silvana Raiteri, *op. cit.* (II. Silvana Raiteri, *Atti rogati a Licostomo da Domenico da Carignano (1373) e Oberto Grassi da Voltri (1383—84)*, p. 185—237 + 1 pl.

⁶ Robert-Henri Bautier, *Notes sur les sources d'histoire économique médiévale dans les archives italiennes*, dans *Mélanges d'archéologie et d'histoire* (Ecole française de Rome), LX (1948) p. 181—189 (avec une excellente bibliographie raisonnée, p. 189—209).

⁷ L'expression appartient à M. R.-H. Bautier; *ibid.*, p. 182.

⁸ *Ibid.*, p. 184—189.

⁹ V. supra, note 2.

des actes instrumentés à Caffa, en 1289—1290¹⁰, par le notaire Lamberto di Sambuceto dont l'activité nous était partiellement connue par les publications antérieures de C. Desimoni¹¹ et G. I. Brătianu¹². Se basant sur toute une série de documents, dépouillés d'une manière systématique dans les fonds de l'Archivio notarile de Gênes, Michel Balard retrace la carrière de ce notaire, qui débuta en janvier 1282 à Chiavari, où il resta jusqu'en janvier 1287¹³. En juin 1288, Lamberto di Sambuceto s'établit à Caffa¹⁴; c'est ici qu'il exerça son activité jusqu'en 1290¹⁵. On le retrouvera, quelques années plus tard, en 1296, à Chypre, lle qu'il devra quitter seulement en 1307. De retour à Gênes, Lamberto di Sambuceto continuera d'y exercer sa profession encore un bon nombre d'années, jusqu'en 1319, date du dernier enregistrement de son activité¹⁶.

Le recueil de M. Michel Balard concerne tous les actes instrumentés par ledit notaire à Caffa — naturellement, tous ceux qui ont été découverts jusqu'à présent —, même les actes, publiés auparavant par G. I. Brătianu¹⁷; ces derniers sont donnés sous forme de régestes, avec les corrections avérées nécessaires, apportées par le nouvel éditeur. Sans tenir compte de leur répartition par cartulaires¹⁸, tous ces actes couvrent les périodes suivantes¹⁹ :

En 1289

24 avril au 20 août	actes n ^o 1 à 352
24 octobre au 10 novembre	„ „ 353 à 383
14 novembre	„ „ 384 à 385 actes instrumentés à Solgat
28 novembre au 22 décembre	„ „ 386 à 396

En 1290

14 mars au 27 mars	„ „ 397 à 433
22 avril au 13 juin ²⁰	„ „ 434 à 632
11 juin	„ „ 633 à 636 actes instrumentés à Solgat
13 juin au 11 juillet ²¹	„ „ 637 à 727
9 juillet	„ „ 728 acte instrumenté à Solgat
11 juillet au 17 Août	„ „ 729 à 903.

En suivant l'ordre chronologique des actes rédigés par Lamberto di Sambuceto et publiés par Michel Balard, on constate des lacunes dans l'activité dudit notaire, explicables très probablement par la disparition des minutiers respectifs; pourtant, il semble que la possibilité d'identifier un jour d'autres actes, instrumentés par le même notaire et reliés à présent, pêle-mêle, sous le nom d'un autre notaire ou sous l'étiquette *Notai ignoti*, ne doit pas être définitivement écartée.

Après avoir donné la description très détaillée des cartulaires et reconstitué l'activité quotidienne de Lamberto di Sambuceto, Michel Balard analyse la forme²² et les différents

¹⁰ Les documents publiés ne représentent guère toute l'activité déployée par Lamberto di Sambuceto à Caffa, où il instrumentait au moins dès le 26 juin 1288 (M. Balard, *op. cit.*, p. 15, d'après une mention insérée dans l'acte n^o 686, daté du 26 juin 1290, *ibid.*, p. 264).

¹¹ C. Desimoni, *Actes passés à Famagouste de 1299 à 1301 par devant le notaire génois Lamberto di Sambuceto*, dans « Archives de l'Orient latin », II, 2 (1884) p. 3—120 et « Revue de l'Orient latin », I (1893) p. 57—139, 275—312, 321—353; idem, *Notes et observations sur les actes du notaire génois Lamberto di Sambuceto*, dans « Revue de l'Orient latin » II (1894) p. 1—59.

¹² G. I. Brătianu, *Actes des notaires de Péra et de Caffa de la fin du treizième siècle (1281—1290)* (Académie Roumaine. Etudes et recherches II), Bucarest, 1927, 377 pp. + IV pls.

¹³ M. Balard, *op. cit.*, p. 15.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Actes n^{os} 1—352, 437—571 (ces derniers attribués à tort par le premier éditeur au notaire Federico di Piazzalunga; M. Balard, *op. cit.*, p. 16, 19; G. I. Brătianu, *op. cit.*, p. 22).

¹⁸ M. Balard, *op. cit.*, p. 18—23.

¹⁹ Nous empruntons ces données du tableau publié par M. Balard, *op. cit.*, p. 24.

²⁰ Le 11 juin, Lamberto di Sambuceto instrumentait à Solgat.

²¹ Le 9 juillet, Lamberto di Sambuceto instrumentait à Solgat.

²² M. Balard, *op. cit.*, p. 28—34.

types des actes²³ passés par ce même notaire ; sur ce dernier sujet, nous désirons insister quelque peu dans ce qui suit.

Les 903 actes notariés sont répartis, selon la classification de leur éditeur, en deux catégories : I. les contrats commerciaux et financiers²⁴ et II. autres contrats²⁵.

La première catégorie comprend 659 actes²⁶, donc environ 70% du total. En voici l'énumération, d'après la classification de Michel Balard :

a. la « commande »²⁷ ; b. la « societas maris »²⁸ ; c. les ventes de navires²⁹ ; d. les contrats de nolisement³⁰ ; e. les ventes à crédit³¹ ; f. les contrats de prêt³² ; g. contrat de prêt maritime³³ ; h. les contrats de change³⁴ ; i. cessions de droits³⁵ ; j. reçus et quittances³⁶.

Dans la seconde catégorie — autres contrats —, sont rangés :

a. les contrats de vente d'esclaves³⁷ ; b. les testaments³⁸ ; c. actes de vente de biens immobiliers³⁹ ; d. les engagements de travail⁴⁰ ; e. les contrats de dot⁴¹ ; f. mandats et procurations⁴².

Cette classification nous semble sujette à discussion, par rapport à la teneur que l'on doit accorder en droit à la notion de contrat. Ainsi par exemple, on a remarqué que l'auteur inclut dans la catégorie des contrats commerciaux et financiers les reçus (ou quittances) qui sont en réalité tout simplement des preuves, des écrits par lesquels on atteste l'extinction d'une obligation issue d'un contrat antérieur⁴³. D'autre part, l'auteur distingue plusieurs types d'un même contrat qui ne diffèrent les uns des autres que par leur objet matériel ; ainsi, dans la première catégorie, il y a des ventes de navires et des ventes à crédit, ces dernières ayant pour objet des marchandises de toute sorte ; dans la seconde catégorie, on traite séparément, comme s'il était question de contrats différents, des ventes d'esclaves et des ventes de biens immobiliers. Or, il s'agit partout du même contrat : le contrat de vente, qui présente un caractère commercial dans la première catégorie, et un caractère civil, dans la seconde. Enfin, les testaments, actes de dernière volonté, différant essentiellement des contrats, malgré l'opinion de certains auteurs — qui, en pure théorie, les assimilent parfois⁴⁴ — sont en général traités séparément, tandis que le mandat⁴⁵ peut être tantôt civil, tantôt commercial, selon le caractère dominant des actes juridiques que le mandataire doit accomplir, au nom du mandant⁴⁶. Il faut toutefois remarquer que l'analyse de l'auteur vise plutôt les méca-

²³ *Ibid.*, p. 35—61. Le terme *contrats* est employé ici d'une manière impropre ; voir notre commentaire, un peu plus loin.

²⁴ *Ibid.*, p. 35—55.

²⁵ *Ibid.*, p. 55—61.

²⁶ *Ibid.*, p. 35.

²⁷ *Ibid.*, p. 36—39.

²⁸ *Ibid.*, p. 39—42.

²⁹ *Ibid.*, p. 42—44.

³⁰ *Ibid.*, p. 44—48.

³¹ *Ibid.*, p. 48—50.

³² *Ibid.*, p. 50.

³³ *Ibid.*, p. 50—51.

³⁴ *Ibid.*, p. 51—54.

³⁵ *Ibid.*, p. 54.

³⁶ *Ibid.*, p. 54—55.

³⁷ *Ibid.*, p. 55—56.

³⁸ *Ibid.*, p. 56.

³⁹ *Ibid.*, p. 56—57.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 57—58.

⁴¹ *Ibid.*, p. 58.

⁴² *Ibid.*, p. 58—60.

⁴³ V. en ce sens Marcel Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, V^e édition, II, Paris, 1909, § 436 p. 152.

⁴⁴ Idem, *Classification synthétique des contrats*, dans « Revue critique de législation et de jurisprudence », LIII/XXXIII (1904) p. 475 et note (1).

⁴⁵ Le mot *procuracion* désigne l'écrit par lequel le mandant donne au mandataire le pouvoir d'accomplir certains actes juridiques, dans un contrat de mandat ; voir M. Planiol, *Traité...*, vol. cité, § 2231 p. 711.

⁴⁶ En ce sens Ch. Lyon-Caen — L. Renault, *Traité de droit commercial*, 5^e édition, I, Paris, 1921, § 168 d, p. 195.

nismes et la portée économique des actes enregistrés par Lamberto di Sambuceto ; les aspects purement juridiques en restent au deuxième rang⁴⁷.

Les marchandises qui font l'objet des opérations commerciales inscrites dans les cartulaire de Lamberto di Sambuceto sont assez variées : tissus et pelleteries, argent, perles, alun, grains, sel, vin, viandes salées, poisson, caroubes, paniers de figues, etc.⁴⁸. On en précise la quantité à l'aide des cantares⁴⁹ et des livres⁵⁰, pour le poids, et des muids⁵¹, pour la capacité. L'argent en barres, marquées quelquefois au poinçon de Gênes⁵², est également pesé à l'aide du *sommo*⁵³ dont le poids serait équivalent, selon les calculs de M. Balard, à 218,911 grammes⁵⁴.

En ce qui concerne la circulation monétaire, les actes de Lamberto di Sambuceto font mention notamment d'aspres baricats⁵⁵, aspres comménats⁵⁶, « asperi soldanini »⁵⁷ et d'hyperpères d'or byzantins⁵⁸, comme monnaies effectives, et de livres de Gênes⁵⁹, comme monnaies de calcul⁶⁰. Se basant sur quelques indications fournies par les contrats de change, l'auteur en établit les parités⁶¹, ce qui nous permet de mieux évaluer le montant de la plupart des transactions enregistrées par Lamberto di Sambuceto. Il y a encore d'autres monnaies, moins fréquemment citées par notre notaire : aspres d'Alexandrie⁶², besants d'or de Constantinople⁶³, besants sarracénats⁶⁴, besants blancs de Chypre⁶⁵, besants de Tripoli^{66A} *multar-enses novi de Tunesie*^{66B}, *dublerii auri*⁶⁷. L'identification de toutes ces monnaies n'est pas toujours très aisée et les erreurs sont souvent presque inévitables⁶⁸. En tout cas, la question mériterait un examen plus approfondi.

⁴⁷ V. également l'analyse des aspects juridiques présentés par les actes notariaux génois chez G. I. Brătianu, *op. cit.*, p. 35—71.

⁴⁸ M. Balard, *op. cit.*, p. 37 et *passim*.

⁴⁹ *Ibid.*, doc. n^o 190, (cantarium Januense); 372 (cantarium de Caffa), etc.

⁵⁰ *Ibid.*, doc. n^o 149, 318 (libra de Caffa); 592 (libra Constantinopolis); 115, 118 (libra Januensis, libra Janue); 649 (libra de Peyra, pour une quantité d'argent); 151 (libra substillis de Sorchati, pour une quantité de soie), etc.

⁵¹ *Ibid.*, doc. n^o 7, 107, 404 (*modia* de Trapesunda); 335, 419 (*modius* de Caffa); 696 (*modius* de Ciprico), etc.

⁵² *Ibid.*, doc. n^o 592, 612, 652. cf. G. I. Brătianu, *op. cit.*, doc. n^o CL p. 169.

⁵³ M. Balard, *op. cit.*, doc. n^o 177, 652, 885.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 52. Pour l'équivalence des diverses unités de mesure sans l'empire byzantin et au Levant, cf. Erich Schilbach, *Byzantinische Metrologie*, Munich, 1970, *passim*.

⁵⁵ M. Balard, *op. cit.*, p. 52; les actes qui en font mention sont très nombreux.

⁵⁶ Aspres frappés par les empereurs Comnènes de Trébizonde; mentionnés également par un grand nombre d'actes.

⁵⁷ M. Balard, *op. cit.*, doc. n^o 213, 257, 416 etc. G. I. Brătianu, *op. cit.*, *passim*, identifiait les *asperi soldanini* aux aspres de Soldaïa; M. Balard estime que ces monnaies doivent être des aspres turcs. Mais de quels aspres turcs s'agit-il? Il est notoire que la plus ancienne émission d'aspres turcs (ottomans) a eu lieu en 1327 (727 H.), sous le règne d'Orkhan (1324—1362); par conséquent, dans les actes de Lamberto di Sambuceto, il ne peut être guère question d'aspres ottomans. Probablement, les *asperi soldanini* désignent des dirhems frappés par les Seldjukides de l'Asie Mineure.

⁵⁸ M. Balard, *op. cit.*, p. 52—53 et de nombreux documents.

⁵⁹ *Ibid.*, *passim* (même remarque).

⁶⁰ Unité de compte, valant 240 deniers.

⁶¹ M. Balard, *op. cit.*, p. 52—53, 62.

⁶² *Ibid.*, doc. n^o 37.

⁶³ *Ibid.*, doc. n^o 172 (chez G. I. Brătianu, *op. cit.*, p. 339 n^o 278, livres gén.), 266, 886.

⁶⁴ *Ibid.*, doc. n^o 262.

⁶⁵ *Ibid.*, doc. n^o 269.

⁶⁶ A *Ibid.*, doc. n^o 270.

⁶⁶ B *Ibid.*, doc. n^o 596.

⁶⁷ *Ibid.*, doc. n^o 886.

⁶⁸ Ainsi par exemple, il ne faut pas confondre les *dublerii auri* de 1290 aux *doublons* (*ibid.*, p. 400, s.v.), monnaie d'or espagnole, créée par Charles V, ni à la *dobla*, frappée par Alphonse XI (1312—1350); v. Fr. Fr. von Schrötter, *Wörterbuch der Münzkunde*, Berlin — Leipzig, 1930, s.v. Les *dublerii auri* sont très probablement des dinars d'or frappés par les Almohades à Majorque. Cf. J.-Adrien Blanchet, *Nouveau manuel de numismatique du moyen âge et moderne*, II, Paris, 1890, p. 277; Schrötter, *op. cit.*, s.v. Dobler.

Les actes de Lamberto di Sambuceto reflètent les relations commerciales de Caffa avec un grand nombre de villes portuaires. Vicina est mentionnée dans trois actes dont deux déjà édités⁶⁹ ; on y cite chaque fois un marchand habitant cette cité danubienne. Le troisième, publié pour la première fois⁷⁰, est de beaucoup plus important ; c'est un contrat de commande par lequel Luchinus Gattilusius reconnaît avoir reçu de Sorleonus Gattilusius 6 125 aspres baricats, à raison de 120 aspres le *somo* (sic, pour *sommo*), argent qu'il doit faire fructifier, en allant négocier à Vicina. Un autre acte, lui aussi publié antérieurement⁷¹, fait mention d'une commande de 800 aspres qui devaient être portés à *Malvocastrum* (Moncastro, Cetatea Albă) et ensuite à Constantinople, pour y être fructifiés au tiers du profit. Quant à Kilia et Licostomo, villes portuaires danubiennes, on n'en trouve aucune mention.

Il y a encore sans doute beaucoup à glaner dans les actes de Lamberto di Sambuceto⁷² et l'auteur nous promet d'écrire, sur la base de ces documents, complétés par d'autres que l'on conserve aux Archives d'Etat de Gènes, une monographie concernant la vie de Caffa génoise⁷³. On attendra avec un légitime intérêt l'apparition de cet ouvrage.

De son côté, Mme Giovanna Balbi nous présente quelques actes rédigés toujours à Caffa, en 1343—1344, par le notaire Nicolò Beltrame, qui était à cette époque *scriba del commune*⁷⁴. Il s'agit de fragments de cartulaires, mêlés à des actes instrumentés par d'autres notaires⁷⁵. Nicolò Beltrame avait commencé sa carrière à Gènes même ; on en trouve des traces, entre le 30 janvier 1336 et le 22 mai 1338^{76A}.

De ses cartulaires tenus à Caffa, on conserve encore un nombre de 83 actes qui couvrent les périodes suivantes :

30 novembre 1343 au 4 mai 1344	actes n° 1 à 60
3 juillet au 15 août 1344	„ „ 61 à 83.

Les lacunes sont évidentes, même à l'intérieur des périodes pour lesquelles on possède un nombre plus compact d'actes notariés^{76B}. Pour ce motif, l'édition donnée par Giovanna Balbi nous offre seulement une image partielle de l'activité, sans doute beaucoup plus fructueuse, déployée à Caffa par Nicolò Beltrame.

Giovanna Balbi se penche avec soin sur les aspects paléographiques des documents édités et nous explique la technique adoptée par le notaire, surpris en train de rédiger les actes demandés par ses clients⁷⁷. L'examen de l'aspect juridique de ces actes est par contre très succinct ; on y signale notamment les références à la législation de la métropole et à la vie publique de la colonie⁷⁸. Notons tout d'abord que l'éventail des actes juridiques enregistrés par Nicolò Beltrame, sans avoir l'ampleur que l'on trouve chez Lamberto di Sambuceto, est pourtant assez large. En effet, on y rencontre, en premier lieu, un certain nombre d'actes relatifs à la capacité : émancipation⁷⁹, déclaration de majorité⁸⁰ ; suivent les testaments⁸¹ et quelques actes concernant leur exécution : reçus de legs⁸², déclaration de l'exécuteur testamentaire⁸³ ; dans le domaine des obligations, on trouve : contrats de vente (esclaves⁸⁴ ; navi-

⁶⁹ M. Balard, *op. cit.*, doc. n° 258, 488.

⁷⁰ *Ibid.*, doc. n° 885.

⁷¹ *Ibid.*, doc. n° 569.

⁷² On cite par exemple les noms de : Albertus Spinula, en 1289 ancien consul génois à Caffa (doc. n° 55 ; son nom ne figure pas sur la liste établie en 1856 par Koelne et reproduite par G. Schlumberger, *Numismatique de l'Orient latin*, Paris, 1876, p. 462) et de Polinus Aurie (Doria), en 1290 ancien consul génois à Trébizonde (doc. n° 850), consul à Caffa dans la même année.

⁷³ M. Balard, *op. cit.*, p. 61.

⁷⁴ Giovanna Balbi, *op. cit.*, p. 12.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 11 et 22.

⁷⁶ A *Ibid.*, p. 11.

⁷⁶ B Par exemple, il y a sans doute une lacune du 10 décembre 1343 au 1^{er} janvier 1344, entre les doc. n° 8—9.

⁷⁷ Giovanna Balbi, *op. cit.*, p. 13—16.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 16—17.

⁷⁹ *Ibid.*, doc. n° 17, 48, 76.

⁸⁰ *Ibid.*, doc. n° 66.

⁸¹ *Ibid.*, doc. n° 15, 19, 32.

⁸² *Ibid.*, doc. n° 40, 56, 61.

⁸³ *Ibid.*, doc. n° 63.

⁸⁴ *Ibid.*, doc. n° 7, 14, 25, 29, 46, 52.

res⁸⁵); contrats de louage (emphytéose⁸⁶; engagement de travail⁸⁷); contrats de prêt⁸⁸, de dépôt⁸⁹ et de mandat⁹⁰; cessions de droits⁹¹; contrats de change⁹² et de nolisement⁹³. D'autres actes se réfèrent au régime matrimonial : constitutions et restitutions de dot⁹⁴. En outre, il y a un grand nombre de quittances, qui confirment l'extinction d'une obligation ou un paiement partiel⁹⁵. Signalons enfin deux conventions ayant pour but l'institution d'un arbitrage en vue de trancher les litiges qui existent entre divers négociants⁹⁶. Il faut observer que parmi les actes enregistrés par Nicolò Beltrame, conservés jusqu'à présent, on ne trouve aucun exemple de contrats de commande ou de « *societas maris* », très fréquents à la fin du XIII^e siècle.

En ce qui concerne les marchandises, il faut noter : l'alun⁹⁷, l'argent, en barres⁹⁸, les grains⁹⁹ et les perles¹⁰⁰.

Parmi les monnaies, on emploie le plus souvent les aspres; le notaire cite surtout les aspres de Caffa¹⁰¹, provenant quelquefois d'une nouvelle émission¹⁰². On mentionne également les aspres de Sinope¹⁰³ et de Trébizonde¹⁰⁴. Les hyperpères byzantins *ad sagium Peyre* sont moins usités à cette époque¹⁰⁵, fait explicable par le déclin très accusé de cette monnaie, au début du XIV^e siècle¹⁰⁶. Une seule fois, on fait mention du besant¹⁰⁷. La livre génoise, unité de compte, est d'usage courant¹⁰⁸. Le florin de Florence¹⁰⁹ figure dans un testament¹¹⁰ et dans un prêt¹¹¹; l'objet de ce prêt est représenté par un seul florin. Il ne faut pas oublier le *sommo*, très fréquemment employé à Caffa, pour l'argent en barres; on cite les *sommi ad pondus* de Caffa¹¹², de Semisso¹¹³, *ad pondus* Trapesunde¹¹⁴, Tane¹¹⁵ et de Salvastopoli¹¹⁶.

⁸⁵ *Ibid.*, doc. n^o 62, 72.

⁸⁶ *Ibid.*, doc. n^o 24.

⁸⁷ *Ibid.*, doc. n^o 68.

⁸⁸ *Ibid.*, doc. n^{os} 8, 35, 45, 74, 83.

⁸⁹ *Ibid.*, doc. n^o 78.

⁹⁰ *Ibid.*, doc. n^{os} 3, 4, 6, 16, 34, 47, 81.

⁹¹ *Ibid.*, doc. n^{os} 1, 38, 64.

⁹² *Ibid.*, doc. n^{os} 5, 23, 31, 70.

⁹³ *Ibid.*, doc. n^o 11.

⁹⁴ *Ibid.*, doc. n^{os} 43, 48, 49.

⁹⁵ *Ibid.*, doc. n^{os} 12, 20, 21, 26, 27, 33, 37, 33, 40, 42, 43, 44, 50, 51, 57, 58, 60, 61, 65, 67, 69, 71, 73, 75, 77, 79, 80, 82.

⁹⁶ *Ibid.*, doc. n^{os} 9, 53.

⁹⁷ *Ibid.*, doc. n^o 15.

⁹⁸ *Ibid.*, doc. n^{os} 15, 17, 26, 40.

⁹⁹ *Ibid.*, doc. n^o 60.

¹⁰⁰ *Ibid.*, doc. n^{os} 40, 42, 51.

¹⁰¹ On les appelle *asperis baricati* et non pas *bancati* (doc. n^o 65); *ibid.*, doc. n^{os} 7, 8, 20, 24, 29, 32, 36, 39, 40, 42, 43, 46, 52, 54, 63, 65, 79.

¹⁰² *Ibid.*, doc. n^{os} 14, 15, 23, 28, 56, 78, 79.

¹⁰³ *Ibid.*, doc. n^o 12.

¹⁰⁴ *Ibid.*, doc. n^o 57.

¹⁰⁵ *Ibid.*, doc. n^{os} 11, 15, 18, 31, 32, 35, 36, 43, 63, 73, 83.

¹⁰⁶ En 1343—1344, les dernières émissions d'hyperpères byzantins mises en circulation étaient faites aux noms de Jean V et Anne de Savoie et de Jean V et Jean VI Cantacuzène (1341—1354); ces pièces étaient au titre de 11½—11¼ carats (480—470/1000). V. Tommaso Bertelè, *Lineamenti principali della numismatica bizantina*, dans « *Rivista italiana di numismatica* », XII/LXVI (1964), p. 60.

¹⁰⁷ *Bissanctus*; Giovanna Balbi, *op. cit.*, doc. n^o 37.

¹⁰⁸ *Ibid.*, doc. n^{os} 15, 28, 37, 63, 68, 70.

¹⁰⁹ *Floreni auri bont et iusti ponderis de cuneo Florentie, florenus auri ad pondus Florentie*.

¹¹⁰ *Ibid.*, doc. n^o 15.

¹¹¹ *Ibid.*, doc. n^o 71.

¹¹² *Ibid.*, *passim* (mentions très fréquentes).

¹¹³ *Ibid.*, doc. n^o 5.

¹¹⁴ *Ibid.*, doc. n^o 51.

¹¹⁵ *Ibid.*, doc. n^{os} 51, 64.

¹¹⁶ *Ibid.*, doc. n^o 23. Pour l'équivalence en grammes de ces *sommi* divers, v. Erich Schilbach, *op. cit.*, *supra*, note 54.

Dans les actes édités par Giovanna Balbi, il n'y a aucune mention concernant les villes portuaires Vicina, Kilia, Licostomo et Moncastro.

Pour conclure, notons que Nicolò Beltrame nous donne, dans les actes qu'il a instrumentés, des renseignements très précieux concernant la vie administrative de Caffa. Deux consuls de Caffa y sont mentionnés : Carlotus de Grimaldis, en 1342—1343¹¹⁷ et Dondedeus de Iusto, en 1343—1344¹¹⁸.

Dans une prochaine note, nous présenterons les actes notariaux instrumentés à Kilia et à Licostomo — édités respectivement par Geo Pistarino et Silvana Raiteri —, autant de sources touchant de près l'histoire médiévale de notre pays.

Octavian Iliescu

¹¹⁷ Giovanna Balbi, *op. cit.*, doc. n° 65 (ne figure pas dans la liste reproduite par G. Schlumberger, *op. cit. supra*, note 72).

¹¹⁸ Giovanna Balbi, *op. cit.*, *passim* (nombreuses références).

LE COLLOQUE D'HISTOIRE ROUMANO-BULGARE

(Bucarest, 15—16 décembre 1975)

Les 15 et 16 décembre 1975 se sont déroulés à Bucarest, sur l'initiative de l'Institut d'études sud-est européennes, les travaux du colloque organisé par la commission mixte d'histoire roumano-bulgare, sous les auspices de l'Académie des Sciences Sociales et Politiques de la République Socialiste de Roumanie. Les communications ont embrassé de nombreux aspects intéressants, à savoir l'écho international de l'insurrection bulgare d'avril 1876 et les relations culturelles roumano-bulgares au XIX^e siècle.

L'allocution d'inauguration des travaux a été prononcée par le professeur Mihai Berza, directeur de l'Institut d'études sud-est européennes, qui a relevé avec satisfaction les réalisations obtenues par les historiens roumains et bulgares dans le cadre de la commission et en d'autres organismes en ce qui concerne l'étude de divers thèmes d'intérêt commun touchant l'histoire des deux peuples. Après avoir constaté, à son tour, les résultats positifs enregistrés dans l'activité commune des historiens de la R.P. de Bulgarie et de la R.S. de Roumanie, le professeur Nikolai Todorov, directeur de l'Institut Balkanique de Sofia, a présenté la communication *L'Insurrection d'avril 1876* où il a rappelé les étapes et l'importance de cet événement dans la lutte menée par le peuple bulgare pour la conquête de son indépendance. Le professeur Eugen Stănescu (L'Institut d'Etudes sud-est européennes) a insisté, dans sa communication, sur la manière dont s'est manifestée au long des siècles *La solidarité du peuple roumain avec la lutte de libération nationale et sociale du peuple bulgare*, depuis la période reculée de la domination byzantine jusqu'au soulèvement contre la domination ottomane pendant les années 1876—1878. Le maître de conférences Vladimir Diculescu (L'Université Babeş-Bolyai de Cluj) a abordé le thème touchant *L'émigration bulgare de Roumanie et la Conférence de Paris dans la question crétaise (1869)*, y relevant la confrontation d'opinions entre le groupement conservateur et celui des révolutionnaires du sein de l'émigration bulgare de Roumanie, en marge de la brochure *La nation bulgare devant la Conférence de Paris, 1869*, éditée à Leipzig pendant la même année. Analysant *La pièce de Iorgu Caragiale. La bataille des Bulgares et des Turcs aux environs de Verbovka*, Nadejda Dragova s'est penchée avec minutie sur les manuscrits existants, a relevé les variantes et mis en évidence le sujet patriotique et la valeur de la pièce qui s'inspire de ces événements dramatiques évoqués avec une puissante force de suggestion. Eleonora Costescu (L'Institut d'histoire de l'art) a présenté des *Moments de la lutte de libération nationale des peuples roumain et bulgare (1876—1878) reflétée dans la peinture roumaine de l'époque*, en présentant quelques toiles inédites ou moins connues de Teodor Aman, Carol Popp de Szathmary, Nicolae Grigorescu, Sava Henția et autres.

Plusieurs communications ont examiné divers aspects importants de l'activité déployée par les milieux révolutionnaires bulgares en Roumanie ainsi que de l'insurrection d'avril 1876, événement remarquable de l'histoire du peuple voisin. Ainsi, le professeur Veselin Trajkov, de l'Institut Balkanique de Sofia, a souligné l'activité méritoire, déterminée par le désir de libération de la patrie et de progrès de celle-ci sur le plan social, déployée par *Rakovski, Levski, Karavelov et Botev en Roumanie*, pendant le décennie précédant le soulèvement de 1876, les relations entretenues par ceux-ci avec différents milieux politiques de Bucarest et d'autres villes du pays, ainsi que l'écho suscité au sein de l'opinion publique roumaine par la lutte pleine d'abnégation menée par les révolutionnaires bulgares. Le professeur Constantin Velichi (L'Université de Bucarest) a évoqué l'attitude — empreinte de sympathie et de compréhension — manifestée par *La presse roumaine de Transylvanie envers la révolte des Bulgares d'avril 1876*, en reproduisant des extraits significatifs des articles insérés dans les journaux « Gazeta de Transilvania », « Telegraful român », etc. Dr Dan Berindei (L'Institut d'histoire « N. Iorga ») a souligné à son tour l'appui moral — et partiellement matériel offert par le gouvernement

de Bucarest et les milieux sympathisants à la lutte du peuple bulgare, recrutés notamment parmi les libéraux radicaux, dans la communication intitulée *La Roumanie et la révolte des Bulgares d'avril 1876*. Le chercheur bulgare Nikolai Jetchev a insisté, dans son intéressante contribution, sur *L'écho international de l'insurrection d'avril*, analysant avec discernement l'attitude des gouvernements des grandes puissances européennes envers le soulèvement héroïque du peuple bulgare. Dans sa communication *Nouvelle études et publications lors de la célébration du centenaire de la mort de Hristo Botev*, l'académicien Petar Dinekov a présenté les plus importants ouvrages (monographies, études, articles, bibliographies etc.), consacré à la vie et à l'activité de ce distingué lettré et patriote bulgare, publiés dans le pays voisin.

Deux autres communications ont abordé, derechef, des aspects culturels de l'histoire des deux peuples. Ainsi, Cornelia Papacostea-Danielopolu (L'Institut d'études sud-est européennes) a examiné quelques *Aspects concernant la formation de la culture moderne des Roumains et Bulgares pendant la première moitié du XIX^e siècle*. Laura Fotiade, de la Faculté de langues slaves relevant de l'Université de Bucarest, a analysé de manière critique dans sa communication *Problèmes littéraires dans les journaux bilingues roumano-bulgares de Roumanie au XIX^e siècle*, les thèmes abordés dans les articles publiés et l'aspect littéraire des traductions. La dernière communication a été présentée par le chercheur Ladislau Gyémant de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj — « *Gazeta de Transylvantia* » et *l'activité déployée par l'émigration bulgare de Galatzi pendant les années 1844—1845*, où il a relevé les sentiments de sympathie manifestés surtout par George Barițiu à l'endroit des combattants bulgares exilés, dévoués à la cause de la libération de leur patrie se trouvant sous la domination étrangère.

En marge des communications susmentionnées ont pris la parole l'académicien Dimitri Anghelov, le professeur Gheorghe Mihăilă, le professeur Vassilka Tapkova-Zaimova, dr Paul Cernovodeanu, le chercheur Simion Demianov et autres, qui ont souligné le mérite des contributions présentées, l'exactitude de la documentation et l'importance des conclusions, apportant en même temps des précisions dans certains secteurs. En conclusion des débats, le professeur Mihail Berza a exprimé la satisfaction pour la haute tenue scientifique de cette manifestation qui a réuni un distingué groupe d'historiens roumains et bulgares.

Paul Cernovodeanu

I. PĂTRUȚ, *Studii de limba română și slavistică* (Etudes de langue roumaine et de slavistique), Cluj, 1974, 296 p.

Le présent volume est un recueil d'études dont quelques-unes sont inédites et d'autres représentent les versions remaniées de quelques articles qui avaient vu le jour dans les revues spécialisées.

Ces études sont groupées en trois sections, suivies de deux annexes comprenant des additions aux deux premières sections.

La première partie (p. 11—87), portant sur la *structure morphologique du roumain*, représente la contribution de l'auteur à la méthodologie de l'analyse morphologique des mots roumains appartenant aux différentes catégories grammaticales. Un accent tout particulier y est mis sur la nécessité d'employer dans ce genre d'études la terminologie la plus précise et la plus appropriée au contenu de la dérivation. L'auteur y fournit également d'importantes précisions au sujet de la perméabilité limitée du système morphologique soumis aux interférences linguistiques.

Dans la seconde section (p. 86—160), qui a pour titre *Slave et pseudo-slave en roumain*, sont discutés des problèmes de la plus grande importance pour l'histoire du roumain, à savoir :

1. *la place de l'élément slave dans la structure du roumain* : l'auteur essaye de délimiter ce qui est effectivement slave en roumain de ce qui a été considéré comme tel ou l'est encore, en vertu de la tradition, à cause de l'identité formelle de certains affixes (suffixes et préfixes) ou désinences roumaines et slaves, sans tenir compte de leur contenu et de leurs fonctions en roumain, et

2. *l'ancienneté des rapports linguistiques slavo-roumains*, dans l'étude de laquelle les résultats des recherches de I. Pătruț sont, à notre avis, remarquables.

La troisième section (p. 161—234) est réservée à l'*onomastique*. L'auteur y établit plusieurs critères destinés à distinguer les noms de personnes formés en roumain de ceux que les Roumains ont empruntés aux Slaves (rappelons que E. Petrovici a procédé de la même manière lorsqu'il a séparé les toponymes créés par les Roumains à partir de mots d'origine slave de ceux empruntés aux Slaves). On y retrouve l'un des critères que l'auteur a appliqués lors de l'analyse de la structure morphologique des noms communs dérivés du roumain (p. 51—52), à savoir : si le thème est consonantique, les anthroponymes peuvent représenter soit des dérivés roumains, soit des mots slaves, tandis que les dérivés formés à partir de radicaux vocaliques semblent être exclusivement slaves (p. 163—212).

La première étude (p. 235—245) publiée dans les annexes est destinée à compléter la seconde section et porte sur la chronologie de la pénétration des éléments slaves en roumain, à savoir sur l'ancienneté des sl. *o* et *ø*. La deuxième (p. 246—259) ajoute quelques précisions de méthode relatives aux deux premières sections. Le problème des emprunts par « filière » y est abordé ; l'auteur propose d'éliminer cette notion et de la remplacer par l'étymon direct de l'emprunt, qu'il s'agit de découvrir.



Les points de vue originaux et qui méritent d'être discutés plus amplement portent, comme nous venons de le montrer, sur *la place de l'élément slave dans la structure du roumain* et sur *l'ancienneté des rapports linguistiques slavo-roumains*.

Nous nous arrêtons d'abord au problème de la place des éléments slaves dans la structure du roumain telle que la conçoit I. Pătruț.

L'auteur évoque d'abord l'historique du problème (p. 91—93), en montrant, comme de juste, que la réaction contre l'école latiniste a conduit non seulement à reconsidérer la place et le poids de l'élément slave en roumain (ce dont I. Bogdan avait souligné la nécessité), mais également à exagérer le rôle qu'ont pu jouer, à un moment donné, les emprunts slaves dans l'histoire du roumain (O. Densusianu).

Pour ce qui est du système phonétique roumain, I. Pătruț démontre (p. 93 et suiv.) que son évolution n'a pas subi l'influence du système phonétique bulgare, comme avait essayé

de le démontrer, sous l'influence du structuralisme de l'École de Prague, E. Petrovici dans une série d'articles publiés dans SCL I (1950) et III (1952) et dans son étude intitulée *Influența slavă asupra sistemului fonemelor limbii române*, Bucarest 1956. L'argument de I. Pătruț nous semble convaincant : selon les travaux de E. Petrovici et la deuxième édition de la *Gramatica limbii române*, le système phonologique du roumain comprendrait quatre séries de phonèmes consonantiques, tandis que le bulgare n'en possède que deux (cf. St. Stojkov, *Uvod v bălgarskata fonetika*, II^e éd., Sofia, 1961, p. 30 ; I. Lekov, *Nasoki v razvoja na fonologičnata sistem na slavjanskite ezici*, Sofia, 1960, p. 23 ; L. Andrejčič, N. Kostov, E. Nikolov, *Bălgarski ezik*, Sofia, 1962, p. 15). C'est pourquoi on ne peut pas logiquement expliquer par le bulgare l'aboutissement du système consonantique roumain à quatre séries de consonnes (p. 94). Cette évolution est donc le résultat du développement interne du roumain.

Quant au système morphologique du roumain, l'auteur démontre que celui-ci ne se dérobe pas aux lois linguistiques générales : il demeure le domaine le plus fermé aux influences étrangères, le moins pénétrable (p. 95), (cf. A. Meillet, *Linguistique historique et linguistique générale*, Paris, I, 1952, p. 84 ; L. Deroy, *L'emprunt linguistique* Paris, 1956, p. 72 ; A. Graur, *Studii de lingvistică generală*, Bucarest, 1960, p. 264 et suiv. ; E. Petrovici, *Interpénétrations des systèmes linguistiques*, dans *Actes du X^e Congrès International des linguistes*, I, Bucarest, 1969, p. 46—49).

I. Pătruț étudie dans le détail différentes catégories morphologiques et formes grammaticales roumaines dans lesquelles certains auteurs ont cru pouvoir déceler l'existence d'une influence slave et aboutit à des résultats très intéressants, à savoir :

— Les substantifs « neutres » (qu'il serait plus correct, selon I. Pătruț, d'appeler ambigènes) remontent au latin populaire, mais le processus de leur genèse a continué dans le latin-carpato-danubien et ensuite en roumain (p. 133). Ils n'ont aucun élément commun avec les neutres slaves, d'autant plus que ceux-ci ont été inclus pour la plupart dans la catégorie des féminins roumains terminés en *ă*, comme le rappelle l'auteur (p. 138). Les quelques exceptions que l'on peut citer (sl. *bljudo* > roum. *blid* ; sl. *jezero* > roum. *iezer*) sont attestées également sous la forme *bljudi*, *jezeri* (le dernier se retrouve également en russe et dans certains parlars slovènes) ;

— Le « genre » personnel du roumain est plutôt une « forme personnelle » ; l'auteur relève que le genre personnel n'est propre qu'aux langues slaves de l'est et de l'ouest (encore une remarque intéressante), ce qui rend difficile de le mettre en rapport avec le roumain (p. 96) ;

— Le vocatif roumain en *-o* a un caractère régional (la Dobroudja, la Munténie, une région limitée du sud de la Moldavie, l'Olténie, le Banat, le sud de la Transylvanie, une aire plus restreinte dans le nord, dans le Maramureș, et les dialectes sud-danubiens) (p. 124—127) et représente un « calque d'après le bulgare » (p. 130), tandis que le vocatif en *-e* est général (les dialectes sud-danubiens y compris) et remonte au latin et non pas au slave (p. 131—132) ; il est apparu, tout comme la forme en *-o* de l'impératif, avant la grande division dialectale du roumain (p. 130) ;

— La catégorie de l'aspect verbal n'existe pas en roumain et ceux qui soutiennent son existence en roumain ne distinguent pas l'aspect en tant que catégorie grammaticale dont le trait caractéristique fondamental est l'opposition entre le système des formes grammaticales du perfectif et de l'imperfectif, de l'aspect en tant que catégorie lexico-sémantique (*Aspekt et Aktionsart* ou *spôsob dejstvija*), (p. 97) ;

— Les verbes réfléchis du roumain ne sauraient avoir été « refaits » sur le modèle des verbes réfléchis du slave : ils ont été renforcés en latin populaire (avec les deux formes du pronom, accusatif et datif) et, de plus, ils se distinguent des verbes réfléchis du slave au point de vue formel également (dans les langues slaves, le pronom réfléchi ayant une seule forme, p. 98—99).

Pour établir l'origine des affixes (suffixes et préfixes) on doit tenir compte, selon I. Pătruț (p. 155—157), tant de leur forme que de leur fonction ; aussi les affixes et notamment les suffixes détachés à partir de formes roumaines (par exemple, le suffixe adjectival *-nic* de *amar-nic*, *casnic* qui se retrouve en bulgare uniquement dans les substantifs : *prazdnik*, *liubovnik* > roum. *praznic*, *ibovnic*) doivent-ils être considérés comme étant roumains, même si le suffixe était slave à l'origine (*-nik* < sl. *in + ik-*) (p. 157).

Au sujet du lexique du roumain, l'auteur se rallie à l'opinion de S. Pușcariu, qui estimait que les mots slaves qui y ont pénétré sont nombreux (p. 100), tout en relevant que les statistiques dressées jusqu'à présent témoignent d'un vice de méthode, car elles portent également sur les dérivés formés sur le terrain du roumain.

Le second problème auquel I. Pătruț se consacre et qu'il résout d'une manière originale en s'appuyant sur des arguments bien fondés est celui de l'ancienneté des rapports linguistiques slavo-roumains, soit de la date des plus anciens emprunts slaves en roumain.

Après un bref exposé concernant le stade actuel des recherches concernant l'ancienneté de l'élément slave en roumain (p. 101 et suiv.), l'auteur soumet à une analyse très minutieuse les changements phonétiques qui se sont produits au cours de l'évolution du slave commun vers les dialectes et, par la suite, les langues slaves de l'est, du sud et de l'ouest. Cette analyse lui permet d'avancer un point de vue tout à fait nouveau, qui diffère même de celui qu'avait soutenu I. Bărbulescu — dont il se rapproche par ailleurs, dans une certaine mesure, lorsqu'il s'agit d'établir la limite inférieure de la pénétration des éléments slaves en roumain, que ce dernier (auteur de la célèbre théorie « anti-ancien slave », *antistaroslovenska teorija*) avait fixée après le X^e siècle.

La présente hypothèse de travail a été sans doute suggérée à l'auteur en premier lieu par ses propres recherches, mais les études de Vl. Georgiev (*Praslavjanskij i indoevropskij-jazyki*, dans « Slavjanska filologija », III, Sofia, 1963 ; *Vokalnata sistema v razvoja na slavjanskite ezici*, Sofia, 1964 ; *Novi teorii i tradicionalni zabludi*, dans « Bălgarski ezik », XV, 1965, 4—5 ; *Le système vocalique du slave commun*, RES, XLIV, 1965) lui ont fourni non seulement un matériel lexical et toponomastique précieux, mais également une synthèse des conclusions personnelles, auxquelles le linguiste bulgare a abouti, concernant le système vocalique du slave commun et les conséquences de son révision telle que Vl. Georgiev l'a proposée (notamment pour ce qui est des transformations subies par la structure syllabique), ainsi que l'évolution ultérieure de ce système. L'auteur a également accepté toutes les conclusions auxquelles a abouti E. Petrovici dans ses recherches portant sur le caractère et l'ancienneté des toponymes slaves de la Roumanie (*Studii de dialectologie și toponimie*, Bucarest, 1970, p. 173—194, 225—236, 241—249).

Compte tenu de ces faits, nous estimons que I. Pătruț a raison lorsqu'il fonde sa thèse relative à la chronologie de la pénétration des éléments slaves en roumain sur un seul critère, à savoir le critère phonétique. C'est de ce critère qu'il faut tenir compte lorsqu'on étudie l'ancienneté d'un terme d'origine slave en roumain et dans ses dialectes sud-danubiens. Affirmer qu'un mot d'origine slave a pénétré en roumain ou dans le dialecte aroumain, par exemple avant le X^e siècle, sans l'analyser au point de vue phonétique, est risquant et contraire à l'esprit scientifique : ce mot peut contenir des voyelles remontant à des iers qui se trouvaient en position intense en ancien slave et qui, comme on le sait, se sont vocalisés sous diverses formes et à des époques différentes selon la langue slave en question (en bulgare aux X^e—XI^e siècles, en russe aux XI^e, XII^e—XIII^e siècles, etc.) ; il peut également contenir des groupes de voyelles ayant subi la métathèse (phénomène antérieur à la vocalisation des iers, étant attesté dès le VIII^e siècle), ou bien un -o remontant au slave commun -a (Vl. Georgiev estime que cette transformation a eu lieu au IX^e siècle, et dans certains dialectes slaves aux IX^e—XIII^e siècles, cf. *Vokalnata sistema*, p. 39—42), etc.

C'est pourquoi, contrairement à l'opinion d'autres auteurs (voir le compte rendu du livre de I. Pătruț par M. Mladenov dans EB, 3, 1975), nous considérons le critère phonétique comme le critère fondamental pour la datation de ces emprunts.

Il n'en demeure pas moins que, pour déterminer le caractère des éléments slaves du roumain (les dialectes sud-danubiens y compris), mais non pas leur ancienneté, d'autres critères encore sont nécessaires, qui ont d'ailleurs été établis d'une manière très précise par G. Mihăilă (*Studii de lexicologie și istorie a lingvisticii românești*, Bucarest, 1973, p. 9—16), cependant I. Pătruț ne s'en occupe que dans la mesure où il essaye de justifier sa thèse selon laquelle tout emprunt slave (sud-slave) du roumain serait un emprunt « bulgare » (point de vue auquel, comme il sera montré plus loin, nous ne nous rallions pas).

En se fondant sur l'analyse des emprunts slaves par l'intermédiaire du grec et sur la comparaison de leur forme en grec et en roumain (p. 108 et suiv.), l'auteur aboutit à des conclusions des plus intéressantes, dont les recherches futures auront à tenir compte :

— La première période des relations linguistiques slavo-grecques s'étend jusqu'au VIII^e siècle y compris ; au cours de cette période ont pénétré dans le latin danubien un très petit nombre de mots slaves que le roumain a hérités par la suite et qui présentent les mêmes traits phonétiques que les éléments latins (p. 110). Le nombre restreint d'emprunts slaves en latin danubien en regard du nombre considérable d'emprunts slaves de la même époque (VII^e—VIII^e siècles) en grec s'explique par le nombre vraisemblablement réduit des Slaves restés sur place au nord du Danube.

— A partir du IX^e siècle (approximativement), quand les parlers slaves du sud et du nord du Danube avaient déjà acquis une nouvelle « physionomie », commence une nouvelle étape des relations slavo-grecques, qui marque en même temps le début de l'influence slave sur le roumain. Il résulte que la seconde étape des relations slavo-grecques correspond à la première étape de l'influence slave en roumain. Ces emprunts ne présentent plus, en grec comme

en roumain, les phonétismes *u, ŷ, k, a, a, tart, tall, t + j, kl'*, qui ont déjà évolué à *y, ɤ, c, o, ɔ, trat, llat, ʃt, ʒd* (p. 110–112); par conséquent, l'influence slave sur le roumain date approximativement des IX^e–X^e siècles, lorsque le latin carpato-danubien s'était déjà transformé en une langue distincte des autres langues romanes. Cette influence s'est exercée au sud du Danube également, jusqu'à la ligne Jireček, ce qui explique l'existence de certains mots usuels d'origine slave communs au roumain et à ses dialectes sud-danubiens (p. 117).

— Les rapports linguistiques roumano-slaves s'étendent du IX^e (X^e) au XIII^e siècles (ou au XIV^e tout au plus, pour les régions situées au nord des Carpates). Cette affirmation est fondée sur le fait que les documents émis par la chancellerie magyare de la Transylvanie au XIII^e siècle ne mentionnent pas les Slaves, ce qui permet de conclure qu'ils avaient été assimilés dans cette région avant la date indiquée.

L'apport incontestable de I. Pătruț au problème de la place, du poids et de l'ancienneté de l'élément slave en roumain, ainsi que son point de vue original au sujet des rapports linguistiques slavo-roumains nous semblent imposer la nécessité de continuer ces recherches en vue de la publication de répertoires lexico-étymologiques dressés conformément aux principes discutés ci-dessus (de tels répertoires concernant les dialectes roumains sud-danubiens sont actuellement en cours d'élaboration à l'Institut d'études sud-est européennes de Bucarest).



Les suggestions et les remarques qui suivent portant sur ces problèmes ont le but de suggérer quelques domaines où l'investigation du slavisant roumain gagnerait d'être plus poussée.

— Dans le domaine de l'analyse de la structure morphologique des emprunts et des pseudo-emprunts, nous estimons que l'idée de l'auteur exprimée dans le passage suivant : « ce ne sont pas les mots, mais les thèmes qui sont empruntés, car les désinences appartiennent à la langue qui reçoit : le slave a fourni au roumain le thème *bab*-auquel on a ajouté les désinences roumaines *-a, -e* (*bab-ă, bab-e*) » (p. 157), devait être reformulée d'une manière plus précise dans ce sens que les mots qu'on emprunte sous une forme ou une autre et même sous plusieurs formes sont adaptés au système de la langue emprunteuse voire au système du roumain. Cela pourrait expliquer le fait que les neutres slaves ont été inclus en roumain dans la catégorie des mots féminins : sl. *sito* > roum. *sită*, de même que l'inclusion des verbes d'origine slave dans le système paradigmatic de la conjugaison roumaine (dans la IV^e conjugaison, pour la plupart). Il est évident que l'emprunt ne s'est pas limité au seul radical et qu'on a emprunté le verbe dans son ensemble (à savoir, une ou plusieurs formes verbales), mais il n'en demeure pas moins que celui-ci a été intégré et assimilé au système verbal roumain. C'est pourquoi le lecteur est sans doute surpris de constater que M. Mladenov, dans son compte rendu du volume de I. Pătruț (EB, 3, 1975), dérive la forme du verbe roumain *a lovi* à partir de la forme slave *lōvi* : s'il s'agissait de choisir une seule forme slave (ce qui nous ne semble nullement justifié, d'autant plus que ces mots ont été empruntés de bonne heure, par voie orale), il faudrait penser, avant tout, à la forme de l'infinitif de l'ancien slave, *loviti*, l'infinitif ayant disparu du bulgare à une époque plus récente;

— Les mots sont empruntés en même temps que leurs affixes (suffixes, préfixes), autrement dit, on n'emprunte pas de simples segments de mots, des radicaux (p. 159); certains affixes deviennent productifs dans la langue emprunteuse — soit le roumain —, pouvant gagner d'autres catégories grammaticales que celles qu'ils caractérisaient en slave. Dans ce cas, si les affixes peuvent être attachés également à des radicaux d'origine non-slave, ils ne sauraient plus être considérés comme des emprunts slaves.

— Une autre remarque s'ensuit : l'origine des affixes ne détermine pas toujours l'origine des dérivés (p. 159), car un affixe, slave à l'origine, qui est devenu productif, peut générer en roumain, comme nous venons de le montrer, de nouveaux dérivés, qu'on ne saurait considérer comme slaves si leur radical a une autre origine.

Lorsqu'il s'agit d'établir l'ancienneté des éléments lexicaux slaves du roumain, on ne saurait contester la valeur du critère phonétique mais, dans les recherches ultérieures, ce critère devrait être appliqué d'une manière différenciée. Si l'on admet que les phénomènes phonétiques du slave commun qui ont marqué la séparation des trois grands groupes de dialectes slaves (de l'est, du sud et de l'ouest) ont leur propre chronologie dans ce sens qu'ils ne se sont pas produits en même temps (l'apparition tardive de *o* dans le système vocalique slave — au IX^e siècle — ne coïncide pas, par exemple, avec la tendance à ouvrir les syllabes, dont l'une des conséquences a été la métathèse des groupes *tart, tall, tert, tell*, attestée au VIII^e siècle, ou l'apparition de la « polnoglasse » dans les langues slaves orientales, ni avec la vocalisation des fers de l'ancien slave en position intense, postérieure au X^e siècle, ni avec la dénasalisation — attestée en serbocroate au X^e siècle et même au IX^e siècle; en bulgare la dénasalisation a commencé après le XI^e siècle, mais certains dialectes conservent, comme on le sait, la nasalité

même de nos jours), on ne peut pas affirmer que les emprunts slaves ont pénétré en roumain seulement à partir du IX^e ou même X^e siècle (p. 117). Une interprétation plus nuancée des faits linguistiques s'avère nécessaire, de même qu'une statistique dressée selon des critères phonétiques. A ce sujet, nous pensons que la limite inférieure de la pénétration des premiers éléments lexicaux slaves en roumain — assurément peu nombreux — doit être reculée non seulement pour les emprunts n'ayant pas subi la métathèse (qui ont pénétré en latin et que le roumain a hérités), que l'auteur considère être d'origine slave, mais aussi pour les éléments qui attestent la métathèse : jusqu'au VI^e siècle pour les premiers et jusqu'aux VIII^e—IX^e siècles pour les derniers ;

— L'affirmation que fait I. Pătruț (à la page 113) ne nous semble nullement représenter un argument en faveur de la thèse de l'influence slave tardive en roumain (thèse que l'auteur a d'ailleurs soutenue avec des arguments des plus convaincants). Nous pensons que, par contre, le fait qu'au IX^e siècle le roumain était déjà constitué dans son essence n'a pas permis à l'influence slave de s'exercer en dehors du lexique : comme l'a montré I. Pătruț lui-même, les éléments slaves n'ont pas pénétré dans la structure du roumain.

Quant au caractère des éléments slaves du roumain et, partant, à l'emploi du terme « emprunt bulgare » pour tout emprunt slave du roumain, nous faisons des réserves pour les raisons suivantes : les emprunts ne sont pas tous bulgares, car on ne peut pas considérer les emprunts ayant subi la métathèse, par exemple, comme provenant du bulgare, vu que la métathèse s'est produite d'assez bonne heure, à une époque où — selon l'opinion même de l'auteur — on ne saurait parler d'une langue bulgare ; d'autre part, la métathèse est un phénomène commun à toutes les langues slaves méridionales. En outre, il existe un nombre très restreint de mots qui n'ont pas subi la métathèse et qui sont simplement des mots slaves, voir *slaves communs*. Il existe donc en roumain, d'une part, quelques mots slaves (*slaves communs*), d'autre part des mots slaves méridionaux tout court. Aux X^e—XI^e siècles (y compris), de même qu'aux XIII^e—XIV^e siècles, on ne saurait parler d'emprunts bulgares, car on sait que dans cette première période nous avons affaire à l'ancien bulgare (dans lequel commencent à peine à se former certains traits qui deviendront propres à la langue bulgare postérieure au XIV^e siècle) et que la seconde étape représente un stade intermédiaire appelé *médio-bulgare*, au cours duquel se poursuit l'évolution de l'ancien bulgare vers le néo-bulgare.

Rien ne s'oppose à ce qu'on continue à appeler, suivant la tradition, les mots qui ont pénétré en roumain entre les IX^e et XI^e siècles y compris, *anciens bulgare* (s'ils se distinguent au point de vue formel des emprunts serbes) et ceux qui y ont pénétré entre les XII^e et XIV^e siècles *médio-bulgares* ou, simplement, *anciens sud-slaves orientaux*.



Les quelques remarques que nous venons de faire ne diminuent en rien l'apport considérable de I. Pătruț à l'éclaircissement de plusieurs problèmes d'une importance majeure pour l'histoire du roumain ; sa contribution représente en même temps une preuve de la capacité des arguments d'ordre linguistique de compléter les données historiques ou d'y suppléer lorsque les sources de cet ordre sont lacunaires.

Elena Scărlătoiu

Memoiren eines Janitscharen oder Türkische Chronik, eingeleitet und übersetzt von Renate Lachmann, kommentiert von Claus Peter Haase, Renate Lachmann, Günter Frinzig Styria Verlag 1975, 223 S. (*Slawische Geschichtsschreiber* Band VIII)

Die vorliegende Chronik gehört zu den Quellen und Schriften die im Zusammenhang mit der Türkengefahr und mit den Türkeninteressen stehen. Sie berichtet aus der Zeit in der die Vormauern der lateinischen Christenheit noch stand hielten und in der sich die Katastrophe der Balkanvölker vollendete.

Es nimmt doch kein Wunder, daß die slawische Geschichtsschreibung und nämlich das Schicksal eines Janitscharen von serbischer Abstammung ein wertvoller Beitrag zur Geschichte des Osmanischen Staates und zu manchen europäischen Problemen ist. Es handelt sich um einen slawischen Text der eine publizistische Rolle für die polnischen und tschechischen Leser im 16. und 17. Jahrhundert gespielt hat und der jetzt seinen Weg ins Deutsche gefunden hat. Die Initiative zur deutschen Übersetzung geht auf Dr. Kreutel, der Herausgeber der „Osmanischen Geschichtsschreiber“ zurück.

Die vorliegende Übersetzung folgt — wie es in der Vorbemerkung betont ist — dem 1912 edierten Text des *Pamiętniki Janczara* und der auf die vollständigsten und ältesten erhaltenen Handschriften der polnischen Texttradition basiert so wie es Jan Łos festgestellt hat. Das heißt aber nicht, daß eine neue kritische Ausgabe sowohl der polnischen als auch der tschechischen Texttradition nicht notwendig geworden ist. Deshalb folgten die Übersetzung nicht nur der Łos Ausgabe sondern auch die umfangreichen textkritischen Anmerkungen Angiolo Dantis zur Łos Edition und die serbischen Übersetzungen von Đorđe Živanović. Dasselbe gilt auch für die rumänische Übersetzung aus der Sammlung *Călători străini despre Țările Române*, București 1968, vol. 1 (*Fremde Reisende über die Rumänischen Länder* Bd. I, S. 125—128) und nämlich für den Abschnitt, der über den walachischen Fürsten Vlad der Pfähler und über den 1462 osmanischen Feldzug gegen die Walachei berichtet (S. 131—136). Leider wurde eine interessante Passage über die Beziehungen der Osmanen zum siebenbürgischen Woiwoden Iancu von Hunedoara nicht übersetzt (1448).

Was bietet eigentlich dieser Text den Historikern an? Es ist in erster Linie ein anschaulicher Bericht über die osmanischen Balkanfeldzüge unter Sultan Mehmed der Eroberer, der bislang als einziger umfangreicher slawischer Beitrag zu diesem Thema gelten kann. Es ist aber auch eine detaillierte Darstellung der Heeresordnung, Waffentechnik und Angriffstaktik der Osmanen, deren Informationswert nicht zu unterschätzen ist und dem der Text heute seinen Status als wichtige historische Quelle verdankt.

Es ist nicht hier Ort und Stelle auf Einzelheiten über die Person, nämlich Konstantin aus Ostrovica einzugehen. Was uns hier interessiert, ist der heterogene Charakter des Textes der allerdings nicht nur die Bestimmung seines Autors sondern auch die Frage seiner Genese problematisch macht. Die Herausgeber haben Recht wenn sie betonen, daß „die Annahme der alleinigen Autorschaft des serbischen Janitscharen sich neueren Ergebnissen zufolge als kontrovers erweist“ (S. 21).

Sie bestimmen den Text als Kompilation, da die Feststellung der nebeneinander verschiedenen Elementen die auf bekannte Traditionen verweisen : auf die der Chronik, der Memoiren, des Traktats, nahe liegt. Die Verbreitung der *Pamiętniki* im 16. und 17. Jahrhundert ist verständlich wenn wir an ihre verhältnismäßig langdauernde Aktualität denken. Der Text rief zur Mobilisierung der christlichen Herrscher gegen die heidnische Feinde auf, gegen die unvermeidliche türkische Bedrohung, um das Interesse wach zu halten oder zu wecken.

Deshalb lassen sich zahlreiche Abschriften in Böhmen und Polen, zwei tschechische Druckausgaben ins 16. Jahrhundert datieren. Eine neue Fassung entstand in Polen im 17. Jahrhundert die eine der bekannten Textversionen kommentierte.

Bislang konzentrierte sich die philologische und historische Diskussion vorwiegend auf die Fragen der Textgenese : des Entstehungsortes, des Zeitpunktes der Fertigstellung des Textes, auf das Problem der Autorschaft und der Sprache. Der Meinung der Kommentatoren nach, kann die These, daß das Original in tschechischer Sprache abgefaßt sei, als bewiesen gelten. Franz Babinger hat als einer der ersten Osmanisten auf den Quellenwert der *Türkenchronik* in seinem Aufsatz *Die Aufzeichnungen des Genuesen Jacopo de Promontorio de Campis über den Osmanenstaat um 1475* hingewiesen : „Daß diese an mancherlei Merkwürdigkeiten, sonst nirgendwo belegten Einzelheiten reichen Aufzeichnungen von der Forschung nicht ausgiebiger herangezogen wurden, liegt vermutlich daran, daß sie bisher nur in der polnischen Fassung zugänglich gemacht worden sind. Sie liefern ein überaus lebendiges, farbiges und anschauliches Bild vom Leben und Treiben des türkischen Kriegsvolkes und Lagerlebens im Eroberer-Zeitalter und verdienten, bald einem weiteren Benutzerkreis erschlossen zu werden.“

Vor Babinger, der selbst in seiner Mehmed Darstellung wiederholt auf die Niederschrift des sogenannten Janitscharen zurückgreift, haben auch andere Historiker die Chronik benutzt : N. Iorga in *Geschichte des Osmanischen Reiches*, K. Jirěček in *Geschichte der Serben*. Dasselbe gilt auch für S. Runciman in seiner Darstellung der Eroberung Konstantinopels und auch für F. Rački in seiner Arbeit über die Kossovo-Schlacht.

Die Herausgeber haben diejenigen Kapitel einer besonderen Analyse unterzogen, da es ihnen schien die Daten zur Lösung der offenen Fragen der Textgenese zu finden. Konstantin aus Ostrovica hatte durch die Knabenlese eine bescheidene militärische Karriere gemacht und kehrte als Eroberer ins eigene Land zurück. Der „serbische Renegat“ war beim Fall Konstantinopels dabei sowie auch bei der Eroberung Novo Brdos und bei der Belagerung Belgrads. Er nahm auch an den Feldzügen gegen die Peloponnes, gegen den Kaiser von Trapezunt und schließlich auch an dem Kriegszug gegen den Woiwoden Vlad der Walachei, teil.

Die Chronik enthält manche Kapitel die in Ich-Form, als Augenzeuge geschrieben wurden. Es kann aber keine Rede von einer Gleichartigkeit des Textes sein. Renate Lachmanns Meinung nach, besteht der Text aus heterogenen Teilen die sich verschiedenen Autoren zuschreiben lassen. Im 16. Jahrhundert wurde der Text als homogene Einheit gelesen und jede

Abschrift, Redaktion bedeutete immer einen anderen Text. Der Redakteur „erneuerte“ den Text um ihn einem Publikum zu erschließen, das an einer bestimmten Thematik interessiert war. Die Textgestalt des 16. Jahrhunderts ist eine klare und einprägsame Vermittlung der antitürkischen, prochristlichen Ideologie.

Die antitürkische Tendenz der Aufzeichnungen gilt als ein Aufruf zur Einigung der christlichen Herrscher und konnte nur durch die konkreten Mitteilungen über die osmanische Kriegstechnik, die osmanischen Sturm- und Angriffspraktiken unterstützt werden. Dieser Urstoff zeichnet sich innerhalb des Gesamttextes als einschichtig ab und beweist, daß es sich um den Bericht eines Augenzeugen (serbischer Janitschar oder ein anderer Osmanenkenner) handelt.

Die „Memoiren“ erschöpfen sich nicht in den Nachrichten die sie als praktische Hinweise nutzbar machten, im Sinn eines zweiten taktischen Teils des Traktats zum Thema „Wie man den Türken am besten schlagen kann“. Renate Lachmanns Meinung nach, nehmen die Kapitel, die für sich betrachtet keinerlei traktathafte Züge tragen, einen Großteil des Textes ein. Es handelt sich um die den islamischen Glaubensbräuchen gewidmeten Kapitel, die unserer Meinung nach von regem Interesse sind. Sie bilden nicht nur ein Kernstück des Textes sondern sind auch eine Art historische Darstellung die mit einer mythischen Genealogie der osmanischen Sultane beginnt wie es auch F. Babinger in seinem Werk „*Die Geschichtsschreiber der Osmanen und ihre Werke*“ erwähnt hat. Diese Darstellung geht in einen detaillierten Bericht über die Balkanfeldzüge des 15. Jahrhunderts über in dem die beherrschende Figur Sultan Mehmed der Eroberer ist. Die Erwähnungen und Beschreibungen der Meulewi und Suphi Bräuche und des Tanzes scheint uns sehr interessant zu sein. So wie es auch Ernst Werner in seiner *Geburt einer Großmacht: Die Osmanen* betont, besitzen wir einen recht anschaulichen Augenzeugenbericht von dem Ende des 15. Jahrhunderts der als völlig Unbeteiligter erzählt. Es scheint sich bei diesen Derwischen um eine Verbindung von Tanz und *dîkr* gehandelt zu haben.

Von gleicher Art sind in diesem Teil die Kapitel über die serbische Geschichte, die mit einer Art Genealogie beginnen, die bis ins 15. Jahrhundert weitergeführt wird. Das heißt aber nicht, daß die serbisch-türkischen Beziehungen eine besondere Berücksichtigung finden. Es sind nun manchen Passagen in denen der Autor als Ich-Erzähler und Janitschar hervortritt. Es scheint uns nicht von untergeordneter Bedeutung zu sein, ob Letzterer authentisch ist oder nicht, da er im Zusammenhang mit der Figur des serbischen Janitscharen steht, als eigentlicher Autor des Gesamttextes. Dennoch gibt es — wie Renate Lachmann beweist — Elemente in dem „historischen Teil“ die eindeutig auf ein serbisches Milieu verweisen. Da sind Elemente die für den fremden (polnischen) Leser des 16. Jahrhunderts „ein Novum darstellen mußten“, da sie Traditionen der serbischen Herrschervitenliteratur und der serbischen Volksepik angehören. Renate Lachmann glaubt nicht an Angiolo Dantis Feststellung, daß der Janitschar dem eigentlichen Autor des Urtextes mündlich berichtet und ebensowenig ist es daher sinnvoll, den serbischen Charakter des Textes in toto in Frage zu stellen.

Was sich die Herausgeber und Kommentatoren zur Aufgabe gestellt haben, geht nicht um einen weiteren Beitrag zur Frage der Autorschaft der Türkenchronik zu liefern, sondern um Spezifika in einem Text aufzuzeigen, der von einem Publikum rezipiert wurde, das in die Konventionen nicht eingeweiht war. Und dies meines Erachtens nach scheint völlig bewiesen zu sein. Alle von den Kommentatoren in der Einleitung erwähnten Spezifika der Kontroverse über die Autorschaft dieses Textes müssen einem Serben zugeschrieben werden und darüber hinaus, kann der gesamte Chronikteil unter diesem Gesichtspunkt mit der serbischen Geschichtsschreibung in Zusammenhang gebracht werden. Am ersten ließe sich ein Zusammenhang zwischen der Vita des Stefan Lazarević von Konstantin von Kostenev von 1431 und der Herrschaftsbeschreibung des Stefan Lazarević des „Janitscharen“ herstellen. Desgleichen muß man die Beschreibungen die Ljubomir Stojanović in *Stari srpski rodoslovi i lelopisti*, „Zbornik za istoriju, jezik i književnost srpskog naroda“ XVI 1927 herausgegeben hat in einen Vergleich heranziehen.

Der „Janitschar“ besaß Kenntnisse von mündlichen Traditionen die für ein serbisches Milieu typisch sind und die er als „Schreiber des Chronikteils allein demselben Milieu verdanken“ kann.

Der tatsächliche wissenschaftliche Beitrag der drei Mitarbeiter besteht aus der typologischen Analyse eines kontroversen Textes und aus der Anbietetung eines epischen Schematas (mit entsprechender fixer Lexik, S. 40). Der Janitschar bediente sich den epischen Formeln um zu informieren wobei das nichtserbische Milieu über die Konventionsgebundenheit seiner Mittel im unklaren bleiben mußte. Der informative Wert bewog den Redakteur oder Kompilator des 16. Jahrhunderts den sogenannten Chronikteil der politisch-ideologischen Intention seines antitürkischen Traktats unterzuordnen.

Cristina Rotman Bulgaru

Μονόφυλλα τοῦ ἀγῶνος. Προκηρύξεις—Θεσπίσματα—Διατάγματα, 1821—1827 (Feuilles volantes de la Révolution. Proclamations, décrets, ordres — 1821—1827), avec une Préface de I. A. Meletopoulos et une Introduction de I. K. Mazarakis Enianos. Athènes, 1973, in folio, VI + 49 p. + deux volumes de photocopies divisés en plusieurs groupes.

A l'occasion du 150^e anniversaire de la libération de la Grèce, la Société d'histoire et d'ethnographie de ce pays a mis à la disposition des spécialistes les photocopies d'une série de 30 brochures rares, éditées pendant la révolution grecque. Le présent ouvrage vient compléter heureusement ce début en fournissant les photocopies de 230 feuilles parues à l'époque, dont 118 encore ignorées par les bibliographes.

L'éditeur du présent volume nous apprend dans sa brève *Préface* qu'il a récolté son matériel dans les archives et la bibliothèque de la Société d'histoire et d'ethnographie, la Bibliothèque Nationale, les Archives de l'Etat (explorées seulement en partie), la bibliothèque et les archives du Musée Benaki, la Bibliothèque Gennadios et les Archives historiques de l'île de Hydra. D'autres bibliothèques et archives restent encore à être dépouillées, par exemple la Bibliothèque du Parlement, ainsi que les archives de province et les archives privées.

Le matériel ainsi réuni forme deux volumes avec une description synoptique au début. Peut-être qu'il aurait fallu mentionner dans cette description le format des feuillets respectifs, puisque celui-ci est l'un des éléments bibliographiques essentiels ; de cette manière le chercheur aurait pu se rendre compte des dimensions du document respectif sans avoir besoin de recourir aux photocopies.

A retenir quelques détails bibliographiques intéressants. Tout d'abord, les proclamations d'Alexandre Ypsilanti A-3 et A-4 qui figurent aussi dans les fonds de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine : elles sont imprimées sur une feuille de papier, l'une sur la moitié gauche, l'autre sur la moitié droite. Nous ne saurons préciser si les exemplaires de Mazarakis se présentent de la même manière. Quant à la proclamation A-11, elle était imprimée seulement sur la moitié supérieure de la page, le même texte étant répété dans la moitié inférieure, de sorte qu'il est imprimé par deux fois sur une seule et même feuille de papier.

Le premier volume compte six groupes de feuilles volantes, chacun présenté dans des couvertures séparées, et s'intitulant comme suit : 1821 'Ιάσι, A (1821, Iași I) ; 1821 Καλαμάτα, B (1821, Calamata, II) ; 1822, Κόρινθος, Γ (1822, Corinth, III) ; 1823—1824, Σπέτσες—Υδρα—Ψαρά, Δ (1823—1824, Spetzes, Hydra, Psara, IV) ; 1824—1826, Μεσολόγγι, Ε (1824—1826, Missolonghi, V) ; 1824—1826, Αθήνα, ΣΤ (1824—1826, Athènes, VI). Cinq autres groupes, forment le second volume, à savoir : 1824, Υδρα, Ζ (1824, Hydra, VII) ; 1825, Υδρα—Ναύπλιο, Η (1825, Hydra-Nauplie, VIII) ; 1826, Ναύπλιο, Θ, (1826, Nauplie ; IX) ; 1827, Ναύπλιο, Ι (1827, Nauplia, X).

Arrêtons-nous un peu plus longuement sur le premier volume, intéressant de plus près les historiens roumains puisque lié à des événements intervenus dans les Principautés Danubiennes. Comme Mazarakis l'écrit, ce matériel « présente de façon vivante les activités successives d'Alexandre Ypsilanti pour l'organisation et la mise en œuvre de son mouvement révolutionnaire » (p. 3).

L'introduction de Mazarakis est une véritable étude sur les débuts de la révolution grecque de 1821. L'auteur suit chaque pas de la révolution, en s'appuyant sur les proclamations, ordres du jour et autres documents de l'Hétairie. A la première place se situent, comme de juste, les proclamations d'Alexandre Ypsilanti, sorties des presses de l'imprimerie grecque fonctionnant dans la capitale de la Moldavie, où le chef de l'Hétairie se trouvait au moment de donner le signal de la révolution. Mettant au profit d'autres sources historiques aussi, l'auteur commente et souligne l'essentiel de ces proclamations. Il montre que les habitants de la capitale, ayant pris connaissance de la débâcle de Galați et de l'impossibilité où se trouvait le général Georges Cantacuzène, envoyé spécial d'Alexandre Ypsilanti, à Iași, de rétablir l'ordre parmi les insurgés, renoncèrent d'aider l'Hétairie. Les chefs de celle-ci qui résidaient à Iași, c'est-à-dire Georges Cantacuzène et Constantin Pcondedeca, constatant la situation déplorable des hétéaristes restés sous leur ordre, quittèrent la ville. De son côté, après le désastre de Drăgășani, Alexandre Ypsilanti se retira en Autriche, lançant de Rimnic sa dernière proclamation, le 8 juin 1821.

Ensuite, l'auteur s'occupe des manifestes diffusés en Grèce et dans les îles. Pour commencer, ces tracts étaient manuscrits ou apportés d'Odessa. Les premières impressions sur place furent les proclamations de Démètre Ypsilanti, l'épître général du chef de l'Hétairie (Alexandre Ypsilanti), lancées les 12 et 20 juin 1821. Bien que celles-ci portent comme indications les noms des localités Hydra et Vervena, l'auteur pense qu'elles ont dû être imprimées à Calamata, où fut fondée la première petite imprimerie grecque, dirigée par Constantin Tom-

bras. Le 1^{er} août 1821 fut diffusé le premier journal grec « Σάλπιγξ ἑλληνική » (La Trompette Grecque), dans la rédaction de Théoklitos Farmakidis, ancien rédacteur du *Mercure Savant* (Λόγιος Ἐρμῆς) de Vienne, dont la parution avait cessé au moment du déclenchement de la révolution. Le premier numéro de la « Trompette Grecque » reproduit la fameuse proclamation d'Alexandre Ypsilanti : « Bats-toi pour la Foi et la Patrie ! », en donnant aussi le nom de celui qui l'avait rédigée : le docteur G. Tipaldos.

Pour l'année 1822, il s'agit surtout de documents administratifs, décrets, ordonnances, etc., la plupart émanant du gouvernement provisoire de la Grèce, dont le siège était à Corinthe. Son président était Alexandre Maurocordato et son secrétaire général et ministre des affaires étrangères Théodore Negris, qui déjà le 5 avril 1819 écrivait de Iasi au quartier général de l'Hétairie, qu'il désirait se rendre au Péloponnèse afin de préparer la révolution. On y trouve ici encore la déclaration de Maurocordato, où il proclame que le peuple grec se bat contre la tyrannie ; ce document passe pour la première manifestation officielle du Gouvernement provisoire. Le même document portait à la connaissance des consuls étrangers la création du Gouvernement provisoire et sa décision de bloquer le littoral de l'ennemi, conformément « au droit des gens et de l'Europe », afin de toucher à un saint but.

Les documents de 1823—1824 regardent les îles de Spetzès, Hydra et Psara. Leur contenu est varié, concernant entre autres la navigation maritime de l'époque, car bon nombre des habitants des îles étaient armateurs, ayant apporté une importante contribution au triomphe de la cause grecque.

Un autre groupe de documents, datés des années 1824—1826, concernent l'héroïque Missolonghi, où fonctionna l'imprimerie offerte aux Grecs par l'Anglais Stanhope. Comme l'auteur l'affirme, l'an 1824 doit être considéré comme marquant le commencement d'une nouvelle étape dans l'histoire de l'imprimerie en Grèce. En effet, grâce à ce don de Stanhope, maints documents veront le jour, ainsi que la gazette « Ἐλληνικά Χρονικά » (Chroniques grecques). Ce fut là que le Gouvernement provisoire fit imprimer l'annonce de la mort de lord Byron, ainsi que le décret du deuil national, qui devait durer vingt-et-un jours. La même gazette publia, sur l'ordre du Gouvernement provisoire, le discours funèbre de Spiridon Tricupis, l'historien de la révolution grecque et plusieurs odes à la mémoire du disparu. Suivant l'auteur, il y a des indices que ce fut là aussi qu'on avait imprimé la brochure de P. Nicolaïdis, *La description des fameuses batailles de Galafī et Sculeni*, bien qu'aucun exemplaire ne s'en soit conservé.

Le dernier groupe de documents et brochures inclus dans ce premier volume ont été imprimés à Athènes, dans une imprimerie qui était elle aussi le don du philhellène Stanhope. Ce fut là que parurent : « Ἐφημερίς τῶν Ἀθηνῶν » (Gazette d'Athènes), dirigé par G. Psillas, la Proclamation de la Société des Philomuses d'Athènes, deux manifestes du colonel français Fabvier, le commandant d'un corps de troupes régulières grecques, qui faisait appel aux habitants de la région orientale de la Grèce continentale de venir renforcer les rangs de l'armée grecque régulière. Il convient encore de rappeler que c'est dans cette typographie qu'on avait imprimé les poésies du nouvel Anacréon de la Grèce, Athanase Christopoulos, qui a vécu et travaillé pendant une bonne partie de sa vie à Bucarest.

Quelques remarques s'imposent au sujet de ce volume. La Bibliothèque de l'Académie de la R. S. de Roumanie possède une riche collection de livres rares grecs et quantité de ces « feuilles volantes » de l'époque, dont quelques-unes figurent dans l'ouvrage de Ioan Bianu et Dan Simonescu, *Bibliografia românească veche* (București, 1912—1936) que l'auteur ne mentionne pas. Il existe même des manifestes rédigés par les hétéaristes en roumain, dont quelques-uns signés par le prince Georges Cantacuzène, l'envoyé spécial d'Alexandre Ypsilanti à Iasi (cf. *op. cit.*, vol. III, p. 389, n^{os} 1140—1142).

Ajoutons pour conclure que le précieux manuscrit concernant l'Hétairie, du « Patriote Anonyme », conservé au British Museum et mentionné par Mazarakis (p. 4, n^o 8), a été publié par F. H. Marshall dans « Δελτίον τῆς Ἱστορικῆς καὶ Ἐθνολογικῆς Ἐταιρείας τῆς Ἑλλάδος » (Bulletin de la Société d'histoire et d'ethnographie de la Grèce), vol. IX (1926), p. 363 — 510. De notre côté, nous avons donné sa version roumaine, parue dans *Documente privind istoria României. Răscoala din 1821* (Documents concernant l'histoire de la Roumanie. La révolution de 1821), vol. IV, *Eteria în Principatele Române* (L'Hétairie dans les Principautés Roumaines), p. 241—273.

Grâce à cet ouvrage d'Enianos Mazarakis, publié par les soins de la Société d'histoire et Ethnographie de Grèce, dirigée par le pr I. A. Meletopoulos, les historiens grecs et étrangers, qui traitent de la révolution grecque de 1821, auront à leur disposition un instrument de travail d'une utilité exceptionnelle.

Nestor Camariano

ВЕРЛО ТОЦЕВ, *Добруджа през Възраждането. Културен живот, църковно — национален борби, революционни движения*. La Dobrodja pendant la renaissance (la vie culturelle, la lutte pour l'Eglise nationale, le mouvement révolutionnaire), Varna, Editions d'Etat, 1973.

Dans les quatre chapitres de son livre, V. Tonev tente de faire revivre pour le lecteur l'activité d'une partie de la population de la Dobrodja, à savoir le groupe ethnique bulgare, entre 1850 et 1877 (le point de départ est un peu flou, vu la pénurie des témoignages et le nombre réduit de ce groupe ethnique). *La Dobrodja pendant la renaissance* se situe ainsi parmi les recherches historiques consacrées aux bouleversements qui ont eu lieu dans la Péninsule Balkanique au temps des guerres russo-turques, surtout après la paix d'Andrinople (1829), lors des révoltes nationales des Serbes, Bulgares, Grecs, Albanais et des sanglantes répressions ottomanes qui ont poussé vers la Valachie et la Dobrodja des masses d'hommes en quête de conditions plus favorables d'existence. Cette situation est rendue par l'auteur dans les termes suivants (p. 314) : « ... les bouleversements politiques et démographiques du 18^e et du début du 19^e siècle. Et ce n'est qu'après l'apaisement des grands mouvements de migration que la conjoncture favorable à l'ouverture d'écoles bulgares se fait sentir ».

A la suite de ces déplacements de population, notamment après la guerre de Crimée, des Tatars, des Cosaques et des Lipovans, outre les Roumains et les Bulgares (« la colonisation renforcée des Bulgares », p. 32), se sont établis à côté de l'ancienne population roumaine de la Dobrodja (p. 16, 30). Bien que le titre semble indiquer que l'ouvrage traite de toute la population de la Dobrodja — dans laquelle l'auteur fait entrer aussi la région de Silistra, Balçic et Bazargic —, en réalité cet aspect n'est abordé que dans les 16 pages du chapitre I^{er}, *Coup d'œil démographique sur la Dobrodja. Conditions de la renaissance des Bulgares*. En dehors de rares références aux Roumains et aux Russes (Lipovans et Cosaques), dans le reste de l'ouvrage — plus précisément dans les chapitres II, III et IV, intitulés *La vie culturelle des Bulgares de Dobrodja* (62 pages), *La lutte pour l'Eglise nationale* (42 pages) et *Le mouvement révolutionnaire de libération* (77 pages) — V. Tonev ne s'occupe que du groupe ethnique bulgare et de sa participation au mouvement de libération de sous le joug ottoman, qui a pris fin par la guerre d'indépendance de 1877—1878, bien que le reste de la population (musulmane et non musulmane), avant tout roumaine — ait joué un rôle décisif dans la vie culturelle et politique de la Dobrodja. Les présentes observations auront pour principal objet les actuels départements de la Dobrodja : Tulcea et Constanța.

Dans le chapitre respectif, l'auteur analyse une série de données statistiques qu'il qualifie de « relativement sûres », tout en reconnaissant « les contradictions et les difficultés qu'on éprouve à les interpréter » (p. 17—27). La plus ancienne, publiée dans la revue des émigrés bulgares de Constantinople, Цариградски вестник, de novembre 1850, est considérée comme « relativement correcte ». S'y ajoutent les données recueillies par Karl F. Peters (1864), E. G. Ravenstein (1877), ainsi que celles publiées par « Letostrui, calendrier du peuple bulgare pour l'année 1876. . . » (Vienne, 1876). Citons encore une source statistique sujette à caution, à savoir les chiffres fournis par les évêchés bulgares après l'instauration d'une Eglise bulgare autonome dans le cadre du Patriarcat de Constantinople (l'Exarchat bulgare), en 1874—1875. Les tentatives de l'auteur pour mettre d'accord les divergences considérables existant entre les sources susmentionnées n'aboutissent qu'à des conclusions approximatives. Du reste, l'auteur omet deux importants ouvrages statistiques : les tableaux relatifs à la population de la Dobrodja par nationalités et unités administratives, y compris les districts de Balçic et de Bazargic, publiés dans le remarquable ouvrage d'un savant distingué, l'agronome roumain Ion Ionescu de la Brad (*Excursion agricole dans la plaine de la Dobrodja*, éditions du « Journal de Constantinople », Constantinople, 1850), et la statistique du gouvernement roumain pour la Dobrodja établie en 1880. Ce sont là deux statistiques fondamentales, la première quasi officielle, puisque effectuée à la demande du gouvernement turc ; la seconde officielle, œuvre des autorités roumaines. En les omettant, V. Tonev a condamné son étude à reposer sur une documentation scientifique lacunaire. Au demeurant, si l'on compare les chiffres offerts par « Tsarigradski vestnik » (p. 17) à ceux fournis par le tableau *Ethnographie de la Dobrodja (Excursion agricole. . .*, p. 81), on s'aperçoit qu'il y a identité ou presque entre les deux sources en ce qui concerne les colonnes réservées aux Tatars, Lipovans, Cosaques, Tziganes (« Egyptiens »), Arabes, Allemands et Arméniens, ce qui nous porte à croire que le journal bulgare ait utilisé comme source l'ouvrage de Ion Ionescu de la Brad, paru cette année-là, alors que les données diffèrent quant aux Turcs (2268 familles de Turcs contre 2980 dans « Tsarigradski vestnik »), aux Roumains (3656 familles contre 2980), aux Bulgares (1196 familles contre 3731) et aux Juifs (119 familles contre 150).

V. Tonev a également omis, en fait de sources, la carte publiée par G. Lejean dans *Ethnographie de la Turquie d'Europe*, Gotha, éd. Justus Perthes, 1861 (p. 38), ainsi que les données de 1879 publiées par Voskovitsch dans « *Austria. Zeitung für Handel und Gewerbe, öffentliche Bauten und Verkehrsmittel* », Vienne. La bibliographie des informations statistiques pour la Dobrodja aurait donc pu être complétée utilement par bon nombre d'études et de documents, tant roumains que d'autres provenances, cependant que ceux inclus dans l'ouvrage auraient gagné à être soumis à une analyse plus serrée quant à la qualité des données et à leur évolution dans le temps : résultat qui aurait été atteint, par exemple, en utilisant les deux statistiques roumaines de 1850 et de 1880 (cette dernière est du reste mentionnée à la p. 31). De même, ce trop court chapitre aurait pu avantageusement être développé par une analyse plus approfondie de l'aspect historique, sur le plan local, des événements internes ou extérieurs, ainsi que par des données de géographie administrative, au moins en ce qui concerne leur évolution au XIX^e siècle.

La seconde partie du chapitre, intitulée *Conditions sociales-économiques de la renaissance des Bulgares de Dobrodja*, présente une description utile de la vie économique et sociale de la Dobrodja au cours de la période envisagée. La liberté de navigation sur le Danube et dans la mer Noire, d'une part, la mise en valeur de ce territoire par le gouvernement turc, de l'autre, ont entraîné une puissante colonisation par des éléments venus de l'Empire ottoman, notamment par des Bulgares des régions centrale et méridionale des Balkans. L'essor économique déterminé par ces deux facteurs a eu pour effet un développement considérable des centres urbains — notamment de Tulcea, sur le Danube — et du port maritime de Constantza. Dès lors les artisans et les marchands bulgares ont commencé à se grouper dans les centres urbains, quoique leur participation à la vie commerciale en gros « soit difficile à prouver » (p. 43). Cette base économique du groupe ethnique bulgare explique son activité culturelle et politique, surtout à partir de 1860. En se fondant sur les données orales ou écrites, aujourd'hui disparues, recueillies lors de l'éphémère occupation de 1916—1918 par l'écrivain bulgare St. Cilinghirov — que d'ailleurs l'auteur lui-même met en doute — ainsi que sur des recherches d'archives et de bibliothèques, V. Tonev étudie la formation d'un enseignement en langue bulgare (chap. III) dans les centres tant urbains (Tulcea, Babadag, Medgidia, Cernavoda) que ruraux de la Dobrodja. Au début, les enfants du groupe ethnique bulgare apprenaient surtout dans des écoles à caractère ecclésiastique, où l'enseignement avait lieu en roumain, russe ou grec (Tulcea, p. 49 et 63). Cette forme d'enseignement était d'ailleurs en liaison étroite avec le développement acquis par l'Eglise nationale bulgare et avec ses tentatives pour y subordonner les églises roumaines. Mais l'histoire de l'enseignement bulgare et de l'Eglise bulgare de la Dobrodja ne peut être comprise dans sa véritable dimension sans la prise en considération du facteur roumain bien plus ancien et des ouvrages d'enseignement religieux en langue roumaine. Or, V. Tonev ne fait aucun usage de l'article plein d'informations précieuses à ce sujet de Tudor Mateescu, *Les diocèses orthodoxes de la Dobrodja sous la domination ottomane*, paru dans « *Balkan Studies* », tome XIII, n^o 2, Thessalonique, 1972, p. 279—300, dont l'ample bibliographie permet au lecteur de s'informer non seulement sur les vicissitudes de la vie culturelle et religieuse roumaine dans la Dobrodja (surtout à partir de 1870, année où le sultan Abdul Aziz autorisa la création d'un Exarchat bulgare), mais aussi sur le sort de l'enseignement roumain, séparément de l'enseignement bulgare, jusqu'à la réintégration de la Dobrodja dans l'Etat roumain. Les efforts en vue d'une unification de l'enseignement religieux sous une direction unique bulgare s'intensifient après 1874, sous le nouveau vizir Fahri Bey, franchement favorable à la population bulgare. Du reste, Teodor Mateescu a continué après 1972 à s'occuper de ce problème dans maints articles publiés, par exemple, dans la revue « *Biserica Ortodoxă Română* » en 1974—1975 et dans le volume *Documente privind istoria Dobrogei (1830—1877)*, Bucarest, 1975, ouvrages qui constituent des sources importantes pour les problèmes abordés par l'auteur. En outre, une bibliographie détaillée des ouvrages concernant le passé de la Dobrodja a été publiée par I. Greavu-Dunăre en 1928. Enfin, la description de la Dobrodja en 1842, telle qu'elle ressort des mémoires de Mihail Ceaiikovski, a été présentée par Gh. Platon dans « *Analele Institutului A. D. Xenopol* », Iași, tome V, 1968.

Le chapitre IV et dernier traite des mouvements de haïdouks dans la Dobrodja — de fait dans la zone Balcic-Bazarcic-Silistra-Varna —, de la participation des Bulgares aux mouvements nationaux de 1850—1860, de ceux des 7^e et 8^e décennies du siècle dernier réprimés dans le sang, enfin de la participation d'environ 120 volontaires de la Dobrodja (y compris la zone nord-est de la Bulgarie) à la guerre d'indépendance de 1877—1878 (voir également l'Annexe 6, p. 291—295).

On ne saurait, certes, contester à l'auteur le mérite d'avoir rassemblé une ample documentation sur le problème abordé. Malheureusement, l'omission des sources de premier

ordre citées plus haut, l'angle unilatéral sous lequel il envisage le développement de la Dobrodja (dans laquelle il comprend aussi la zone de Balcic et de Bazargic, voire parfois Varna), la barrière qu'il établit entre la population bulgare et les autres nationalités, à commencer par la nationalité roumaine dominante, confèrent à son ouvrage un caractère subjectif, non scientifique. On est choqué par des affirmations aussi parfaitement gratuites que : « la Dobrodja a été le berceau de l'Etat bulgare (...) durant 30 siècles (1) » (p. 6); ou : « Jusqu'en 1878 la Dobrodja constitue une partie intégrale et indivise des autres territoires bulgares... » (p. 311); ou encore : « A la suite de la grande catastrophe nationale de 1918 (il s'agit de la perte de la guerre par la Bulgarie, alliée de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie), lorsque toute la Dobrodja fut comprise dans l'Etat roumain... »

De définir les pâtres transylvains transhumants « un peuple nomade » (като чергарски народ, p. 19) constitue une inexactitude grossière. Comment peut-on qualifier de « nomade » une population qui « ne passait ici (dans la Dobrodja) avec ses troupeaux de moutons que l'hiver, pour regagner durant les autres saisons les Carpates », leurs antiques villages ?

Il existe assurément de sérieuses difficultés dans l'utilisation des sources ottomanes, car elles ne font aucune distinction, même au XIX^e siècle, entre les différents groupements ethniques, si ce n'est entre musulmans et non-musulmans. N'empêche que des recherches approfondies d'archives, ainsi que l'utilisation de toutes les sources existantes et de tous les ouvrages publiés sont des conditions nécessaires pour aboutir à une idée juste, sans parti pris, de la situation de la minorité bulgare établie dans la Dobrodja roumaine.

Ion-Radu Mircea

MUSTAFA ALI MEHMED, *Istoria turcilor* (Histoire des Turcs), București, Editura științifică și Enciclopedică, 1976, 447 p., + 1 carte et des illustrations.

Depuis longtemps attendu par le public de notre pays, ce volume est bien venu pour la connaissance et une meilleure compréhension de l'histoire du peuple turc, ainsi que pour enrichir la collection des études concernant le Sud-Est de l'Europe et l'Asie Mineure. L'auteur parvient à donner une vue d'ensemble des moments essentiels de l'histoire du peuple turc de la Turquie actuelle, en mettant bien en lumière la période ottomane, suffisamment connue et attestée par les documents, sans négliger pour autant les périodes moins explorées par l'historiographie, dans le genre de celle ayant précédé l'implantation des Turcs-Oghouz en Asie Mineure ou de celle des Turcs-Seldjoucides.

Comme nous l'avons déjà précisé, l'auteur n'envisage que l'histoire des Turcs habitant la Turquie, et non celle de tous les peuples turcs et, dans les limites ainsi fixées par lui-même, il procède à la présentation scientifique bien cristallisée d'un vaste ensemble de faits et de problèmes, dont il suit la succession chronologique. Il met à contribution, à cet effet, une vaste bibliographie, en englobant dans les notes de son ouvrage les travaux essentiels de l'historiographie en ce domaine. Tout en sachant éviter les méandres des problèmes si complexes liés à l'histoire turque, son ouvrage se révèle non seulement comme une histoire chronologique de ce peuple, mais encore comme un exposé du degré actuel des recherches concernant ses aspects les plus controversés. L'auteur présente différentes hypothèses et opinions formulées à cet égard, en les commentant et en adoptant certains points de vue.

Le volume comporte deux parties.

La première partie, consacrée aux *Turcs, depuis les temps les plus reculés jusqu'aux Turcs-Ottomans* (p. 13—106) se compose de six chapitres, présentant tour à tour : *l'Ethnogenèse du peuple turc, Les formations étatiques des Turcs antiques et leur évolution, L'organisation des Turcs antiques et leur mode de vie, La langue et la culture des Turcs antiques, Les Turcs et les religions, l'Empire des Turcs Seldjoucides*. Après avoir présenté, dans le chapitre de l'ethnogenèse (p. 13—26), les diverses hypothèses sur l'endroit où ce processus s'est développé et sur sa durée, l'auteur rallie la conclusion qui affirme que la naissance du peuple turc en tant que tel a dû avoir lieu en Asie centrale, où les tribus turques sont attestées dès les III^e—IV^e siècles de n.è. C'est en ces lieux que le processus ethnogénétique du peuple turc a parcouru des étapes importantes jusqu'au VI^e siècle « quand, dans l'histoire de l'Asie, commence l'affirmation des Turcs en tant que peuple déjà constitué sous le rapport de sa structure ethnique » (p. 26). Suivant l'auteur, les Turcs-Ottomans représenteraient « la synthèse de l'évolution des peuples turcs depuis les temps les plus reculés et jusqu'au seuil du

XIV^e siècle (p. 109). Il souligne, en même temps, que ce fut un processus hétérogène et de longue haleine, de sorte que les Turcs actuels sont d'une part les descendants de la grande famille des peuples turcs de jadis, qui vivait en Asie centrale, et d'autre part le fruit de leur cohabitation avec d'autres peuples, des mariages et de l'islamisation, au cours de leur histoire, en Anatolie, ainsi que dans d'autres régions du futur Empire ottoman (p. 25).

Nous pensons pour notre part, qu'il aurait fallu tenir compte de certaines nuances en formulant de telles conclusions, ce qui aurait pu rendre plus intelligible ce processus si complexe, des nuances nées de l'absence d'uniformité inhérente aux processus couvrant de vastes espaces et de longs intervalles chronologiques. C'est une chose généralement connue que l'Asie centrale a été le théâtre de la séparation des tribus turques des autres tribus ; que les tribus du grand peuple des Turcs sont parvenues à une organisation étatique au VII^e siècle, toujours en Asie centrale, d'où certaines branches se sont dégagées pour pousser vers l'Ouest et le Sud-Ouest, en perdant leur organisation gentilice pour faire place aux peuples turcs connus actuellement. L'ample et varié processus de formation des divers peuples turcs, apprentés, eut lieu dans des circonstances et à des époques différentes, dans les territoires qu'ils habitent de nos jours encore et où chacun a suivi sa propre voie historique. Pour l'ethnogenèse du peuple turc de la Turquie actuelle, on devra donc ne point perdre de vue ces mêmes considérations. Cette évolution a eu lieu en Anatolie, où la tribu d'Oghouz s'est fixée, en conservant la langue, les traditions et les coutumes qu'elle avait apportées avec elle, et où elle a fini par assimiler avec le temps une partie des populations autochtones. Ces éléments autochtones d'Anatolie ont contribué avec un apport culturel local, dont l'origine est antérieure à son arrivée là, et auquel s'est joint celui des civilisations avec lesquelles les Turcs-Oghouz sont entrés en contact (persane, arabe, byzantine). Les Oghouz, peuple turc, venus en Asie Mineure, connurent leur organisation étatique sous la forme de l'Etat seldjoucide du XI^e siècle, qui avait pour langue de chancellerie le persan ; ils formaient la population turque de la période des croisades et des invasions mongoles, pendant laquelle sont attestés les premiers monuments de la langue turque en Anatolie. A la suite des invasions mongoles, ils reviendront à l'état tribal, mais pour peu de temps, car au cours du même siècle les Osmanlis ou Ottomans fondèrent un nouveau Etat microasiatique, ce qui indique la capacité d'organisation politique du peuple turc d'Anatolie. Dès le siècle suivant, le XIV^e, commence la grande expansion des Turcs-Ottomans dans le Sud-Est de l'Europe, qui leur fournira pendant cinq siècles de domination toute une série d'éléments de civilisation et de culture appartenant aux autochtones. Soulignons cependant que, tout en assimilant ces éléments de civilisation et de culture propres aux peuples de la péninsule balkanique, ces peuples-mêmes — de mêmes que ceux des autres régions de l'Empire ottoman — n'ont pas été assimilés. Il y a lieu de noter ici les distinctions qu'il convient de faire en opérant avec les catégories tribu, peuple, nation. En effet, d'une nation turque on ne peut parler que vers le fin du XIX^e siècle et le processus historique de sa constitution en tant que telle s'inscrit dans le phénomène général de l'affirmation des nationalités à l'époque moderne dans cette partie du continent européen. Sans doute, cette manière d'envisager la question témoigne justement de la difficulté de prendre partie à ce sujet.

Tout naturellement, Mustafa Ali Mehmed, préoccupé des problèmes du Moyen Age, accorde une attention toute particulière à la seconde partie de son ouvrage, qui s'intitule *l'Empire ottoman* (p. 109—365). Cette partie du volume examine en détail et en profondeur les divers aspects de l'histoire des Turcs-Ottomans en rapport avec la *Fondation de l'Empire ottoman* (p. 109—160), traitée dans les paragraphes qui s'intitulent : *l'Emirat d'Osman-bey, les Turcs face à l'Europe, les Facteurs de l'expansion ottomane (XIV^e siècle), la Marche vers Constantinople*. Ces pages traitent entre autres également des relations avec les pays roumains, l'auteur usant des toutes dernières études, mentionnés par la bibliographie étrangère et roumaine.

L'un des problèmes très disputés est celui de la fondation de l'Etat ottoman. Prenant appui sur les thèses du savant turc M. Fuad Köprülü et sur celles du réputé turcologue Paul Wittek, l'auteur étudie la civilisation et la culture de l'Etat seldjoucide épanoui en Asie Mineure, en analysant, par rapport à la structure de cet Etat, les racines institutionnelles de l'Empire ottoman.

Peut-être que toute aussi intéressante aurait pu être l'analyse du point de vue de certains spécialistes qui pensent que dans la conjoncture historique de la cristallisation de l'Etat ottoman, à part l'héritage seldjoucide, celui-ci aura adopté et adapté aussi certaines formes d'organisation spécifiques de l'Empire byzantin ou des autres pays balkaniques, réalités locales qui permirent et accélèrent même l'organisation des territoires conquis par les Ottomans.

Toujours fidèle au critère chronologique, l'ouvrage traite ensuite de *l'Evolution de l'Empire ottoman entre 1451—1566* (p. 160—204), pour aborder le *Déclin de l'Empire ottoman* (p. 205—290), période qui commence avec la disparition de Soliman le Magnifique et dure

jusqu'en 1774, caractérisée par une grave crise intérieure de l'Empire ottoman, dont les manifestations sont très bien saisies par l'auteur. Du même style fluide et avec une remarquable capacité de synthèse sont traités et parfaitement dégagés les caractères de l'époque qui s'ouvre avec les événements liés à la guerre russo-austro-turque (1787—1792) dans le chapitre final, *La Lutte pour survivre ou l'Epoque des réformes* (p. 291—364).

En ce qui concerne le problème très disputé de la féodalité ottomane, les opinions ont été partagées : les historiens marxistes considèrent d'emblée le système de timar de type féodal, certains autres spécialistes ont négligé totalement la question de la féodalité dans le cadre de l'Etat ottoman, alors que quelques-uns démontrèrent que l'on ne saurait parler d'une véritable structure féodale, sur le plan économique, social et politique, qu'à partir du XVIII^e siècle. Pour sa part, Mustafa Ali Mehmed avance certaines considérations très intéressantes à ce sujet, susceptibles d'être retenues pour l'élucidation du problème. Présentant à partir des positions marxistes l'essence des rapports sociaux dans l'Etat ottoman, qui étaient fondés sur un régime spécial de la propriété terrienne et des principaux moyens de production, l'auteur montre que « le processus de la féodalisation de la propriété foncière offre une série de fluctuations, tout en se manifestant en même temps comme un phénomène sans cesse présent dans le cadre du droit de *dominium eminens* des sultans turcs, et plus accusé encore après Soliman le Magnifique ». L'auteur affirme qu'après le règne de ce sultan, les propriétés foncières des spahis tendent à se transformer de plus en plus en « propriétés personnelles (mülk) » ou en « vakuf », « qui deviennent transmissibles aux héritiers » et « ce phénomène prendra un développement particulier dans les circonstances propres à la fin du XVII^e siècle », quand l'Etat ottoman va recourir à la vente viagère des terrains et à l'affermage de certaines sources de revenus du fisc (p. 208). Il souligne, en outre, que « si dans la seconde moitié du XVIII^e siècle le processus de féodalisation de la société ottomane se réalisait par le développement et l'affirmation du régime représenté par les „ayani”, en revanche, au commencement du siècle suivant, la dynamique des modifications sociales et politiques devait prendre un ampleur plus grande encore. Par exemple, grâce au développement de l'économie de l'échange, les „ciftlik” avaient déjà beaucoup perdu de leur caractère féodal, commençant à tenir le rôle de centres de production importants pour le marché » (p. 317). Quant aux réformes tendant à la modernisation (occidentalisation ou européennisation) de l'Etat ottoman, celles-ci sont à juste titre appréciées comme ayant été réalisées grâce à une politique d'Etat. Mais, cet effort d'innovation, ces essais de réforme de la part des dirigeants ottomans qui tâchaient de « modifier essentiellement le rapport entre la tradition et l'innovation dans l'histoire du développement de la société turque » rencontrèrent l'opposition des « forces sociales imbues de l'esprit traditionaliste » (p. 300).

Ces derniers chapitres brossent aussi le problème national, dans ses grandes lignes, problème englobant au même titre les peuples chrétiens et les peuples musulmans de l'Empire ottoman. En ce qui concerne les nationalités de cette véritable mosaïque de peuples et de religions, l'auteur pense que le problème revêt dans le cadre de la société ottomane « le caractère d'un problème international », qui était devenu « l'un des aspects principaux de la *Question orientale* pendant son évolution au cours des derniers siècles, quand l'histoire ottomane se caractérisa par les incessantes irruptions des peuples assujettis dans le but de fonder des Etats nationaux » (p. 314).

Avec les chapitres intitulés *La fin de l'Empire ottoman et Epilogue. Résurrection d'un peuple* (p. 361—372), l'auteur aborde les événements de notre siècle : ce qui est advenu après la révolution des Jeunes Turcs, les faits liés à la première guerre mondiale, la proclamation de la République Turque (1922) et les réformes kémalistes jusqu'à la mort d'Atatürk, premier président de la jeune République (le 10 novembre 1938).

L'effort de synthèse réclamé par la rédaction d'un tel ouvrage, compte tenu de la vaste littérature spécialisée dédiée à ce sujet, se justifie de soi lorsqu'on l'a parcouru entièrement. En effet, parce que la bibliographie turque d'accès plus difficile est moins consultée à ce propos que les ouvrages occidentaux, Mustafa Ali Mehmed a considéré utile de faire connaître toute une série de thèses — de date récente ou même ancienne — appartenant à l'historiographie turque, thèses qu'il rallie dans leur majeure partie. Qui plus est, l'auteur faisant partie de l'équipe roumaine qui soigne l'édition des sources ottomanes concernant la Roumanie, il valorise dans le présent ouvrage une série de données puisées directement à ces sources. Aussi, l'époque ottomane, reste-t-elle sans aucun doute la mieux étudiée. C'est ce que témoigne également l'appareil critique du volume de Mustafa Ali Mehmed, qui s'avère être le résultat d'une sélection bibliographique réalisée soigneusement. Comme les notes de l'auteur l'attestent, les spécialistes roumains ont une précieuse contribution scientifique à l'étude de cette époque, révélant une préoccupation constante pour la parfaite connaissance des relations entre les deux peuples, tout comme pour les aspects d'ordre général de l'histoire ottomane, préoccupation

illustrée par les noms brillants d'un Démètre Cantemir au XVIII^e siècle et d'un Nicolas Iorga, de notre temps.

Si l'auteur a donné une moindre extension à la partie finale de son histoire, c'est qu'il l'a estimée suffisamment bien connue en Roumanie, où les événements dominés par la personnalité de Kemal Pacha ont été rendus familiers même au grand public par plusieurs ouvrages¹.

Un dernier mot, sur la présentation graphique du volume, paru dans de bonnes conditions. Le riche et suggestif matériel illustratif vient compléter heureusement le texte, qui s'accompagne en outre des listes chronologiques des souverains et des grands dignitaires de l'Empire seldjoucide et ottoman, ainsi que d'un Index toponymique et onomastique d'une grande utilité.

Par l'abondance de son matériel parfaitement organisé, par les amples problèmes abordés, par la richesse de sa bibliographie, l'auteur dépasse les limites modestes qu'il s'est proposé, à savoir de réaliser « une synthèse schématique » (p. 109). Il atteste de la sorte avoir fait sien la sentence du grand politique Kemal Atatürk : « Ecrire l'Histoire est tout aussi important que de faire l'Histoire » sentence qu'il a prise pour motto de son ouvrage. Mustafa Ali Mehmed accomplit là une œuvre importante pour l'histoire du peuple turc, en la mettant à la disposition du public roumain, et qui s'inscrit, en même temps, comme un apport de l'historiographie roumaine contemporaine à l'histoire universelle.

Anca Ghiață

MIRCEA MUȘAT, ION ARDELEANU, *Viața politică în România 1918—1921* (La vie politique en Roumanie 1918—1921), deuxième édition augmentée, București, Editura Politică, 1976, 361 p. + index.

La parution de la nouvelle édition² de la monographie signée par Mircea Mușat et Ion Ardeleanu représente, indubitablement, un événement significatif dans l'historiographie roumaine traitant les problèmes fondamentaux du développement de la Roumanie au XX^e siècle.

En s'associant heureusement à d'autres ouvrages sur la vie politique roumaine jusqu'à la deuxième guerre mondiale³, cette monographie a le mérite d'aborder de manière exhaustive et de résoudre pertinemment les difficiles problèmes soulevés par l'analyse d'un chapitre particulièrement complexe de l'histoire de la Roumanie contemporaine, voire le développement de la société dans les premières années après l'achèvement du processus de la formation de d'État national unitaire.

« La recherche concernant ces années de changements structuraux dans la vie du pays — souligne-t-on dans l'*Avant-propos* — des années où, à la suite des exigences objectives de développement et parallèlement à la lutte des masses populaires on a achevé le processus de la formation de l'État national unitaire roumain et on a légiféré des réformes de grande importance, comme la réforme agraire ou celle électorale, présente une importance particulière pour la compréhension de l'évolution ultérieure des événements historiques » (p. 5).

¹ Petre Ghiață, *Lupul Cenușiu*, trois éditions, București, 1938—1939, 220 p. ; Gheorghe Dragoș, *Kemal Atatürk — omul și opera*, Cluj-Napoca, 1945, 42 p., L. Mehmet Ali Ekrem, *Atatürk — făuritorul Turciei moderne*, București, 1969, 254 p. ; Anca Ghiață, *La personnalité de Kemal Atatürk et son œuvre politique dans la littérature roumaine*, dans « Le Journal d'Orient », numéro du 10 février 1970 ; Ion Matei, *Ideea de republică la turcii din Turcia*, communication donnée à l'Institut des études sud-est européennes de Bucarest en 1972 ; Petre Ghiață, *Atatürk*, București, 1975, 200 p.

² La première édition est parue en 1971, 309 p. + index.

³ Voir : Al. Gh. Savu, *Dictatura regală (1938—1940)* (La dictature royale, 1938—1940), București, Editura Politică, 1970, 458 p. ; Mihai Fătu, Ion Spălățelu, *Garda de Fier, organizație teroristă de tip fascist* (La Garde de Fer, organisation terroriste de type fasciste), București, Editura Politică, 1971, 424 p. ; Constantin Nuțu, *România în anii neutralității (1914—1916)* (La Roumanie dans les années de la neutralité, 1914—1916), București, Editura Științifică, 1972, 313 p. ; Anastasie Iordache, *Viața politică în România 1910—1914* (La vie politique en Roumanie 1910—1914), București, Editura Științifică, 1972, 338 p. ; Florea Nedelcu, *Viața politică din România în preajma instaurării dictaturii regale* (La vie politique en Roumanie à la veille de l'instauration de la dictature royale), Cluj, Dacia, 1973, 300 p. ; Ioan Scurtu, *Din viața politică a României. Intemeierea și activitatea Partidului Țărănesc (1918—1926)* (De la vie politique de la Roumanie. La création et l'activité du Parti paysan, 1918—1926), București Litera, 188 p.

En soulignant les conséquences du développement de l'esprit public roumain dans le destin de la Roumanie, pendant cette période, les auteurs ont implicitement pris conscience de la haute responsabilité de cette démarche difficile. Or, ce que Mircea Mușat et Ion Ardeleanu nous offrent dans les pages de ce livre c'est le résultat des efforts remarquables de l'interprétation historique, du discernement, à la lumière des vérités inéluctables de l'histoire, de l'analyse des coordonnées essentielles du progrès de la Roumanie unitaire dans le contexte où la fin de la première guerre mondiale a marqué des tournants radicaux dans la vie de bien des nations européennes et des autres continents. En même temps, l'historien ne sera pas insensible à la richesse des sources employées — informations d'archives, mémoires, correspondance, collections de documents, presse — qui soutiennent, après une analyse critique rigoureuse, chaque affirmation de l'ouvrage.

Dans un authentique esprit marxiste, les auteurs examinent la vie politique roumaine, en partant de l'analyse préalable de la situation économique et sociale de ces années. Voilà pourquoi dans le premier chapitre (p. 7—60), Mircea Mușat et Ion Ardeleanu se sont arrêtés, mettant les accents exigés, sur les conditions dans lesquelles on a réalisé l'union de toutes les provinces historiques roumaines ; ils ont mis en évidence les difficultés économiques auxquelles a été confronté la société roumaine à la fin de la conflagration, après deux ans d'occupation militaire d'une bonne partie du territoire et une paix séparée imposant des clauses onéreuses ; ils ont analysé les efforts déployés par les représentants de la Roumanie dans le domaine de la politique étrangère, politique dominée par le problème vital de la consolidation de l'État national unitaire et sa reconnaissance internationale. En se rapportant à la réalisation de l'unité nationale, les auteurs observent à juste titre : « Ce desideratum n'a pas appartenu à une seule classe sociale, à une couche ou à un seul parti politique, mais il a constitué le but suprême de toute la nation roumaine ; pour cet idéal ont agi toutes les forces de la société roumaine, sans distinction d'opinion politique, d'état social ou croyance religieuse » (p. 50).

Le deuxième chapitre (p. 61—310) nous révèle amplement la place et le rôle des partis politiques de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers de la Roumanie pendant ces années. La méthode adoptée — l'analyse de la configuration de chaque parti et de son activité sur le plan politique, économique et social dans la période où il était au pouvoir —, quoiqu'elle ne soit pas la seule possible, s'est avérée une heureuse option. Les auteurs ont réussi, grâce à un louable effort synthétique, mais sans ignorer le détail significatif, de véritables petites monographies traitant des forces politiques bourgeoises. Qu'il s'agisse des vieux partis ou des forces nouvelles, à la naissance et ascension desquelles nous assistons pendant ces années agitées, les lecteurs trouvent des données précises et des interprétations bien sensées concernant la base sociale et de classe, la doctrine idéologique et le programme politique des forces entraînées dans la compétition pour le pouvoir.

Les changements visibles qui se sont produits dans la physionomie du système des partis de Roumanie au cours des premières années après la guerre, se reflètent dans des pages où Mircea Mușat et Ion Ardeleanu font preuve d'un esprit critique aigu et surprennent constamment le rapport entre les intentions et les possibilités des forces politiques différentes, entre les principes de gouvernement et leur application pratique au moment de l'obtention du pouvoir, entre les moyens et la manière de la lutte en opposition et les méthodes et les procédés de l'action ministérielle. La variété accablante des sources utilisées et l'analyse objective des faits ont également permis aux auteurs de révéler beaucoup de nuances absolument nécessaires pour une juste compréhension des directions fondamentales de la politique roumaine.

C'est ainsi que l'historique des convulsions du Parti conservateur, le défenseur des privilèges des grands propriétaires terriens, l'évolution des luttes intestines — sa scission en Parti conservateur progressiste et Parti conservateur-nationaliste —, les tentatives échouées de regrouper les cadres, la disparition pratique de ses fondements sociaux nous offrent l'explication profonde des causes qui ont engendré l'écroulement définitif de ce parti. L'anachronisme de la politique conservatrice est mis en évidence par les impératifs majeurs de la société roumaine : le suffrage universel et la réforme agraire, mais cette réforme devait entraîner la disparition de la base de cette politique conservatrice.

En s'occupant du Parti national-libéral, la force politique principale des classes dominantes, parti qui représentait les intérêts de la bourgeoisie, Mircea Mușat et Ion Ardeleanu remarquent que « en se basant sur leur position économique puissante, leur initiative concernant les réformes agraire et électorale, et sur le fait qu'ils se sont trouvés au gouvernement dans la période de l'achèvement de l'État national unitaire, les chefs de la bourgeoisie libérale ont acquis, au cours des années de l'après guerre, une influence croissante dans la vie économique du pays » (p. 91), malgré le rétrécissement de la base sociale et électorale du parti dans cette période. Les leaders libéraux ont été obligés d'initier toute une série d'actions afin de réadapter le programme et les méthodes du combat politique aux conditions nouvelles, la

force financière du parti étant un moyen efficace pour surmonter la crise provisoire des années 1920—1921.

Dans l'analyse de la place occupée dans la vie politique du pays par le Parti national roumain de Transylvanie, les auteurs ont surpris avec finesse les conséquences de l'acte historique de la formation de l'Etat national unitaire (1-er décembre 1918) sur la structure, le programme, la stratégie et la tactique du parti, qui pendant cinquante ans avait été le porte-parole de la lutte d'émancipation nationale des Roumains d'Autriche-Hongrie. Mircea Muşat et Ion Ardeleanu brossent un tableau vivant en couleurs réalistes des mutations produites dans l'orientation de ce parti désireux de se maintenir au premier rang de la vie politique, mais se trouvant dans une concurrence inégale avec les libéraux et d'autres forces politiques bourgeoises qui se disputaient le pouvoir à Bucarest. Durant les premières années après la guerre eurent lieu des sondages et des pourparlers qui aboutirent plus tard, en 1926, à la fusion du Parti national roumain et du Parti paysan, la force nouvelle — le Parti national paysan — étant capable de soutenir la lutte ouverte avec les libéraux.

L'activité du Parti paysan, la force politique qui s'est constitué en décembre 1918, mais dont les débuts montaient vers les dernières décennies du XIX-e siècle, est esquissée dans la pleine effervescence de son affirmation sur l'échiquier politique, de ses efforts d'imposer une doctrine, de créer une base électorale et de s'organiser. Les lecteurs trouvent des lignes denses concernant l'idéologie paysanne roumaine, les objectifs de la lutte politique et de l'évolution sociale prêchés par les théoriciens de ce parti qui allait jouer un rôle important dans la vie de la Roumanie d'entre-les-deux-guerres.

En examinant les conditions dans lesquelles est apparue la Ligue du peuple (avril 1918) — le Parti du peuple, après le mois d'avril 1920 —, sa composition hétérogène, la manière dans laquelle cette formation a réussi à accéder au pouvoir, grâce surtout à des circonstances favorables et pas à sa force intrinsèque, et à gouverner le pays pendant vingt mois (mars 1920 — décembre 1921), Mircea Muşat et Ion Ardeleanu analysent avec minutie la série des manœuvres et combinaisons politiques tentées par les leaders de ce parti afin de le consolider et de définir une conduite de gouvernement. Les auteurs insistent justement sur l'œuvre législative du ministère dirigé par le général Alexandru Averescu, pendant lequel fut votée la réforme agraire.

L'image des forces politiques de la bourgeoisie est complétée par l'esquisse précise de la place d'autres partis et groupes d'une moindre importance pour le développement de la société roumaine : le Parti nationaliste-démocrate de Nicolae Iorga, le Parti du travail, le Parti démocratique de l'Union de Bucovine et, également, les partis des nationalités cohabitantes.

Le dernier chapitre (p. 311—353) est consacré à l'analyse de l'organisation politique de la classe ouvrière. Un aperçu pénétrant sur la naissance et l'évolution du mouvement ouvrier et socialiste de Roumanie jusqu'en 1918 a le mérite de démontrer clairement qu'à la fin de la première conflagration mondiale « le mouvement ouvrier était arrivé à un stade de développement qui réclamait nécessairement la création du parti révolutionnaire de type nouveau » (p. 311). Les auteurs soulignent la lutte des socialistes roumains pour l'achèvement de l'Etat national unitaire, la croissance de l'essor révolutionnaire des masses populaires qui voyaient dans la réalisation de l'idéal national le moment du déclenchement des transformations profondes dans les domaines économique et social, en mettant en évidence les idées du programme du Parti socialiste et son activité dans les nouvelles conditions historiques.

En insistant sur le déroulement du processus d'éclaircissement idéologique contre les positions réformistes et opportunistes, les auteurs ont souligné que la décision de mai 1921 qui a transformé le Parti socialiste en Parti Communiste Roumain, pose les bases d'un « parti politique qualitativement nouveau qui allait polariser autour de la classe ouvrière, la paysannerie, l'intellectualité, et qui dira son mot dans tous les événements importants du développement économique, sociale et politique de la Roumanie » (p. 352).

Une liste des gouvernements, une statistique des résultats des élections parlementaires des années 1919, 1920, 1922 et un index completent cette monographie, ouvrage de référence indispensable pour l'historien qui abordera les problèmes de la vie politique de cette période, et également pour le lecteur intéressé à la connaissance de l'évolution de l'esprit public dans la Roumanie de notre siècle.

Constituant un incontestable succès de l'historiographie roumaine contemporaine, le livre dû à Mircea Muşat et Ion Ardeleanu a beaucoup de mérites. L'un de ceux-ci est certainement le fait que les auteurs n'ont perdu de vue aucun élément susceptible à donner une nouvelle image de la vie politique roumaine des années 1918—1921. La richesse des sources employées, la structure de l'ouvrage, l'interprétation pénétrante des faits et des phénomènes et, en même temps, le style rehaussent l'intérêt de ce livre.

Constantin Iordan-Sima

NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Rédigées par MIHAI BERZA (M. B.); ALEXANDRU DUȚU (A. D.); H. MIHĂESCU (H. M.); CĂTĂLINA VĂTĂȘESCU (C. V.); KLAUS STEINKE (K. S.); J. IRMSCHER — Berlin DDR (Irm.); LIVIU P. MARCU (L. P. M.); TEODOR BODOGAE (T. B.); DAN A. LĂZĂRESCU (D. A. L.); ANDREI PIPPIDI (A. P.); VIRGIL CIOCÎLTAN (V. C.); GELCU MAKSUTOVICI (G. M.); DAN IONESCU (D. I.)

Fidèle à une tradition instaurée depuis sa fondation et à laquelle on a dû, entre autres, la révélation, en 1969, de cette pouce tardive de Byzance nommée par Virgil Cădea « les icônes melkites », le Musée Sursock de Beyrouth présenta du 31 mai au 15 juillet 1974 une remarquable exposition d'art islamique, qui réunissait quelque deux cents pièces tirées des riches collections particulières du Liban. Le somptueux catalogue publié à cette occasion par les soins du directeur du Musée, M. Camille Aboussouan — *Art islamique dans les collections privées libanaises*, Beyrouth [1974], 160 + 54 p. (texte en français, en anglais et en arabe), 267 reproductions, dont 16 en couleurs — témoigne aussi bien de l'importance des trésors artistiques réunis dans ces collections que du tri sévère effectué par les organisateurs de l'exposition. Ajoutons que, sauf quelques rares objets déjà exposés, il s'agissait de pièces inédites qui entraient pour la première fois dans le circuit scientifique. Précédé d'introductions, le catalogue est dû pour sa plus grande partie — calligraphies, céramique, verres, pierres et marbres, bois, ivoires, laques, miniatures, tissus — à Basil Gray, ancien Conservateur du Département des antiquités orientales du British Museum, qui a fait aussi pour ces domaines le choix des objets. Les monnaies sont présentées par Anouchavan Ebeyan, les tapis par Ibrahim Beyhum, collectionneur lui-même. Par les identifications et datations proposées et par les rapprochements suggérés à chaque pas, le catalogue devient un précieux instrument de travail, dont la valeur est accrue par la qualité et le caractère exhaustif des reproductions.

L'énumération de ses compartiments a fait voir la variété des expressions artistiques offerte par l'exposition. La section la plus riche — 95 pièces — est, pour des raisons faciles à comprendre et sans qu'on ait à s'en plaindre, celle de la céramique. Viennent ensuite les verres — 24 pièces — et les tapis — 22 pièces.

La provenance des objets amassés dans les collections libanaises est aussi très variée. Ils proviennent aussi bien de la Syrie et de l'Égypte que de la Perse et de l'Irak, de l'Asie mineure que du Caucase et de l'Asie Centrale. Certes, l'histoire de la circulation de ces pièces, le moment de leur arrivée au Liban et les voies qu'elles ont suivies, seraient d'un grand intérêt à connaître. La majeure partie du monde islamique y est donc représentée — non, sans doute, sans des préférences selon l'époque ou le genre d'art : céramique de Syrie ou de l'Irak, verrerie d'Égypte, tapis du Caucase —, mais, dans l'ensemble, c'est la Perse qui domine, ce qui n'a pas de quoi étonner. Plus curieuse est l'absence complète de l'Islam occidental — Maghreb, Espagne.

Du point de vue chronologique, les pièces exposées représentent un échantillonnage de bonne qualité de l'évolution des arts islamiques on dirait presque depuis leur début — bouteille en verre de Perse datée au 7^e s.; chapeau de Syrie, fin 7^e s.; flacon en verre et jarre mésopotamiens des 7^e—9^e ss.; pages de corans de Syrie des 8^e—9^e ss. — et jusque vers la fin du XIX^e siècle (laques persanes, carnet d'élève illustré 1879, tapis du XIX^e siècle). Mais, si l'intérêt archéologique des pièces illustrant les époques les plus reculées est indéniable, la valeur artistique de l'exposition est assurée en premier lieu par la céramique syrienne des XII^e—XIV^e ss. et de Damas des XVII^e—XVIII^e ss., aussi bien que par la verrerie égyptienne des X^e—XI^e ss. ou les ouvrages en métal provenant de la Perse et la belle série de tapis de différentes provenances.

Une pièce de l'exposition est présentée séparément par C. Aboussouan, vu son caractère sensationnel et particulièrement vénérable. Il ne s'agit pas moins que de la fameuse

lettre du Prophète à Chosroès, roi des Perses, connue dans la forme transmise par les chroniqueurs. La pièce en question — « un vieux vélin manuscrit déchiré en son centre » (Chosroès, selon la tradition, après lecture faite des premiers mots aurait déchiré l'insolente missive) — ne serait autre que l'original de la lettre injonctive du fondateur de l'Islam. C'est du moins l'opinion du dr. Salahuddin al-Mar'ajjid, qui l'a étudiée et avant de publier l'ample étude qu'il a préparée (non encore parue au moment de l'exposition) en a parlé dans ses *Etudes de paléographie arabe* (Beyrouth, 1972).

M. B.

Après de longues années de préparation et un effort collectif auquel contribuèrent de nombreux spécialistes, depuis 1973 ont commencé à paraître les fascicules du *Glossar zur frühmittelalterlichen Geschichte im östlichen Europa*, publiés par la maison d'édition Franz Steiner de Wiesbaden. A la tête de l'entreprise, qui bénéficie de l'appui de la Deutsche Forschungsgemeinschaft, se trouvent Jadran Ferluga, Manfred Hellmann et Herbert Ludat. La première série qui a commencé à voir le jour est la série A — Lateinische Namen bis 900 — dont cinq livraisons sont arrivées à notre connaissance (1—5, 1973—1975). Elles totalisent LXXIII — 230 p. et donnent, outre l'avant-propos (signé par M. Hellmann et H. Ludat), l'introduction, la liste des abréviations utilisées et celles des sigles employés pour la littérature et pour les sources, les noms de la lettre A, depuis *Aba* jusqu'à *Avari* (qui continue).

La Rédaction de la série latine est assurée par Norbert Otto et Dieter Wojtecki. Parmi les collaborateurs des fascicules parus se trouvent encore Josef Croonenbroeck, Raimund Ernst, Dieter Ludwig, Renate Möhlenkamp et Horst Wiechers.

De la série B — Griechische Namen bis 1025 — nous pouvons signaler une seule livraison (LXIV p.), parue en 1974, qui contient l'avant-propos et l'introduction (signés par J. Ferluga, qui dirige la section byzantine), la liste des abréviations et la liste des sigles qui indiquent les ouvrages auxquels sont faits les renvois (jusqu'à la lettre S). La rédaction de cette série est confiée à Athanasios A. Furlas et Athanasios A. Katsanakis. Collaborateurs du fascicule : Pavel Landau, Annelies Ludat, Ulrike Philipps et Georgios Tabanci.

Doit suivre encore une troisième série, la série slave. Quant aux sources concernant l'histoire de l'Europe de l'Est (en différentes langues vulgaires européennes du moyen âge ou sources orientales), leur mise en œuvre appartient encore à l'avenir. Contentons-nous pour le moment de ces trois séries, qui embrassent, sans conteste, les plus nombreuses et les plus importantes de l'ensemble des sources écrites conservées.

Le but principal du *Glossar* est d'offrir au chercheur l'ensemble de la tradition écrite concernant la « Genèse du monde slave », problème complexe aussi bien du point de vue chronologique que géographique et qui implique en fait la connaissance approfondie de l'évolution des mouvements ethniques — sans oublier les sédentaires — et des situations politiques d'une vaste région de l'Europe du moyen âge. C'est donc à un recueil systématique et exhaustif des sources écrites — annales et chroniques, textes hagiographiques et liturgiques, sources documentaires et épistolaires, inscriptions de toute sorte, y compris les sceaux, matériaux cartographiques, etc. — que cela aboutit, pour un espace géographique défini, nécessairement en termes assez vagues, comme s'étendant depuis l'Elbe jusqu'au Don et à la Volga, depuis les rives de la Baltique jusqu'au versant Nord du Caucase et à la rive septentrionale de la mer Noire, inclusivement la Péninsule balkanique. Chronologiquement, ce haut moyen âge est conçu comme allant depuis l'invasion des Huns jusqu'à la première moitié du XIII^e siècle (les textes sont dépouillés jusqu'à la fin de ce siècle). A l'intérieur de cet espace chronologique, comme dates-coupure furent choisies, ainsi qu'on a pu s'en apercevoir, celle de 900 pour les textes latins et de 1025 pour les byzantins.

Ont été retenus tous les noms géographiques, les dénominations à caractère ethnique, les noms de personnes, les noms des divinités payennes ou des saints patrons d'églises. Sous chaque nom, la matière est organisée, après une brève identification du nom, sous quatre rubriques : 1. les formes du nom données par les sources et leurs variantes, classées en ordre alphabétique ; 2. (la rubrique principale) les extraits des sources qui en parlent, ordonnés selon la disposition de la liste des sigles sous lesquels sont indiquées les sources ; 3. renvois à tous les autres noms avec lesquels ils sont mis en relation et qui peuvent les éclairer ; 4. renvois bibliographiques. La bibliographie est réduite au nécessaire : encyclopédies et dictionnaires

spécialisés, manuels et ouvrages de référence continuelle, études spéciales particulièrement importantes. Mais, même ainsi réduite par un choix sévère, cette littérature reste abondante. La grande utilité du *Glossar* réside sans doute en premier lieu dans tout ce que peut offrir au chercheur comme information et comme suggestions la réunion systématique de l'ensemble des sources concernant un point ou l'autre de cette longue et vaste histoire de l'Europe orientale et dans tout le travail critique qu'a impliqué de la part des auteurs, la présentation de cette matière extrêmement riche. Disons seulement que pour un nom comme *Avari* (le plus pourvu d'indications dans les textes, il est vrai, de la lettre A), les sources seules réunies occupent (et l'article n'est pas complet dans cette livraison) 41 pages. Cela dispense de tout autre commentaire sur les services que le *Glossar zur frühmittelalterlichen Geschichte im östlichen Europa* est appelé à rendre à la recherche historique dans le sens le plus général du terme.

M. B.

La nouvelle « Bibliothèque des monuments historiques de Roumanie », initiée par la Direction du patrimoine culturel national, inaugure la série de ses publications que nous souhaitons longue et couronnée de succès, par un instrument de travail de première utilité : l'amp le Répertoire bibliographique des localités et des monuments du moyen âge de la Moldavie, dressé par Nicolae Stoicescu (*Repertoriul bibliografic al localităților și monumentelor medievale din Moldova*, Biblioteca Monumentelor Istorice din România, București, 1974, 985 p.). Connu en partie par les fragments publiés dans les fascicules de la revue « Mitropolia Olteniei » pour les années 1966—1971, ce répertoire nous offre maintenant la masse entière de sa précieuse information. Il s'agit, ainsi qu'on nous informe dans la Préface signée par V. Drăguț, directeur du Patrimoine, de plus de 3.000 localités — dont certaines ont disparu depuis le moyen âge — et d'environ 5.000 églises et monastères, outre les forteresses et les résidences princières, les palais des boyards et les vieilles maisons, les vieux ponts et les caravansérails, les hôpitaux et les écoles. L'effort de l'auteur ne s'est pas limité au dépouillement des publications du XIX^e et du XX^e siècles — dont plus d'une centaine de publications périodiques — et à celui des sources imprimées — sources documentaires, chroniques, relations des voyageurs, inscription et notices sur les vieux livres, etc. —, mais il s'est dirigé aussi vers l'inédit, en procédant à de fructueuses investigations dans les fonds des Archives de l'Etat de Bucarest et de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine (il a évité, à juste raison, des recherches dans les archives locales de Moldavie, car il risquait de n'en plus sortir). La documentation d'ordre iconographique ne manque pas non plus. L'information accumulée dans les dossiers de la Direction du Patrimoine (ancienne Direction des Monuments Historiques) a été, comme de juste, mise aussi à contribution. Pour chaque monument, là où leur identification a été possible, sont indiquées les principales dates : construction, peinture, parties ajoutées, avaries, restaurations.

Du point de vue chronologique, le Répertoire, qui part des premiers monuments dont on puisse établir la date, c'est-à-dire du milieu du XIV^e siècle, embrasse, ainsi que le titre l'indique, le long moyen âge roumain, dont la limite inférieure est encore sujet de controverses. En réalité, pour quelques monuments significatifs, il descend jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

La répartition de la matière est inégale, parce que l'importance des localités et des monuments est elle-même différente et, partant, les mentions documentaires et les données bibliographiques qui les concernent sont, selon le cas, plus ou moins nombreuses. Il suffira de dire qu'à côté de très brèves mentions pour certains villages, un monument tel que le Monastère de Poutna, par exemple, bénéficie d'une bonne douzaine de pages compactes. Pour ne plus parler de Iași, ville capitale de la Moldavie pendant trois siècles et principal centre artistique du pays, dont la documentation d'une très grande richesse couvre environ 120 pages. Toutes les fois que cela devenait nécessaire, l'information est organisée de façon analytique. De brèves indications sont très souvent données sur le contenu des ouvrages mentionnés ou sur les points de vue défendus par leurs auteurs. Pour certains ouvrages, on indique même les comptes rendus dont ils ont fait l'objet.

Le répertoire est complété par un très utile index des fondateurs (pp. 941—972) et un index chronologique des monuments (pp. 973—984).

Conçu de cette manière si poussée, on voit facilement les services que le Répertoire bibliographique de N. Stoicescu est destiné à rendre aux chercheurs. Si les historiens de l'art en seront les premiers bénéficiaires, les études d'histoire urbaine et d'histoire ecclésiastique en

tireront aussi amplement profit et même, évidemment, d'autres secteurs de la recherche historique.

Après avoir déjà publié auparavant des ouvrages similaires pour Bucarest (*Repertoriul bibliografic al monumentelor feudale din București*, Bucarest, 1961), pour la Valachie et la Dobroudja (*Bibliografia localităților și monumentelor feudale din România, I. Țara Românească (Muntenia, Oltenia și Dobrogea)*, 2 vol., edités par Mitropolia Olteniei, Bucarest, 1970¹) et pour le Banat (*Bibliografia localităților și monumentelor medievale din Banat*, Editura Mitropoliei Banatului, Timișoara, 1973), Nicolae Stoicescu a dès à présent, dans un stade de préparation assez avancé, la bibliographie des localités et des monuments des trois dernières provinces historiques de la Roumanie : la Transylvanie, le Maramureș et la Crișana. Ainsi, l'instrument de travail dorénavant indispensable, auquel N. Stoicescu a dédié de longues années d'investigations laborieuses et patientes, sera donc complet dans un proche avenir.

M. B.

Le jeune turcologue roumain Mihai Maxim, assistant à la Faculté d'Histoire de Bucarest, a donné le premier fascicule d'un Recueil de textes ottomans, comprenant des sources documentaires et juridiques (*Culegere de texte otomane. Fasc. I, Izvoare documentare și juridice, sec. XV—XX*. Universitatea din București, Facultatea de istorie, Centrul de multiplicare al Universității din București, 1974, 179 p.). Destiné à l'usage des étudiants, ce recueil ne manquera pas de rendre service aussi à d'autres intéressés. Le présent fascicule contient 34 documents, dont 9, sur lesquels je reviendrai plus particulièrement, inédits jusqu'alors. Les documents sont publiés soit en fac-similés ou en transcription à caractères arabes, soit translittérés en caractères latins, mais tous accompagnés de traductions roumaines. Chaque document est précédé d'un bref résumé comportant aussi la catégorie diplomatique dont fait partie l'acte et les indications nécessaires sur le fonds d'archive auquel il appartient et les publications dont il a fait l'objet ; des notes, parfois abondantes, éclairent le texte. En annexes, sont présentés l'alphabet turco-osman, les jours et les mois du calendrier musulman, les chiffres turcs, arabes et persans et surtout — annexes IV—XIV — les signes utilisés dans l'administration des finances ottomanes — l'ainsi-dit style secret *siyaqat* — pour noter les chiffres depuis les unités jusqu'aux dizaines de millions. Un glossaire — pp. 161-174 — donne la définition circonstanciée de 228 termes turcs concernant des institutions de l'Empire ottoman.

Du point de vue chronologique, bien qu'assez peu nombreux au total, les documents présentés s'étendent sur une époque qui va de la fin du XV^e siècle jusqu'à la première guerre mondiale (*felvã*, qui parle encore de la guerre sainte !), mais la grande majorité appartient à la seconde moitié du XVI^e siècle et aux premières décennies du XVII^e. Très variés quant à leur contenu, ils embrassent aussi de grandes régions de l'Empire.

Les neuf documents inédits, datant des années 1568—1585, concernent la Moldavie et la Valachie et leurs relations avec l'Empire ottoman à une époque où la domination de la Porte devenait plus pesante et l'exploitation économique des deux Etats roumains augmentait continuellement. Ils proviennent des archives du Grand vizir (actuellement Archives de la Présidence du Conseil des Ministres) et sont du plus grand intérêt. Le premier (n^o 6, pp. 29) est un ordre au prince de Moldavie Bogdan Lãpușeanu concernant les présents qu'il était obligé d'offrir au personnel de la chancellerie du Divan impérial à l'occasion de son avènement. Trois autres — n^{os} 7, 9 et 11, pp. 32—36, 43—46 et 50—55 — se réfèrent au tribut de la Moldavie, dont ils permettent de suivre d'une manière plus précise l'évolution et les modalités de paiement (à la fin de l'année 1574, le tribut était arrivé à 3.150.000 aspres ou env. 53.400 ducats), tandis qu'un quatrième (n^o 14, pp. 62—68) nous offre le chiffre du tribut de la Valachie en 1585, lors de la nouvelle accession au trône de Mihnea : 7.000.000 aspres ou, après la dévalua-

¹ V. RESEE, XI, 1973, pp. 169—178.

tion de l'aspre, env. 60.000 ducats. L'un de ces documents — n° 11 — parle aussi des faucons de chasse envoyés annuellement par la Moldavie (basé sur d'autres documents des mêmes archives, l'auteur fixe leur nombre, pour la seconde moitié du XVI^e siècle, à 70 — p. 55, n.27).

Un des documents — n° 6, pp. 29-31 — touche à un autre chapitre des obligations d'ordre matériel, celui des fournitures de guerre. Il s'agit des 800 chevaux demandés en octobre 1568 au prince de Moldavie, pour être expédiés au début du printemps suivant à Caffa, en vue de la campagne d'Astrakhan. Leur prix sera déduit du tribut, ce qui fut effectivement fait, comme nous le constatons du doc. n° 7 (400.000 aspres pour les 800 chevaux).

Le document n° 10 — pp. 46-50 —, du 28 juillet 1574, se réfère aux captifs moldaves de la récente guerre contre le prince Jean, se trouvant à cette date chez les Tatars de Crimée. Les Moldaves pris en captivité mais qui n'avaient pas participé à la guerre seront relâchés, tandis que les prisonniers de guerre seront rachetés par leurs familles au prix de 1.000 aspres par personne (l'équivalent d'env. 30 moutons ou de deux chevaux). La justification de ces mesures se trouve dans le besoin d'assurer la main d'œuvre nécessaire à la production en Moldavie, car « c'est de là que vient la plus grande partie de l'approvisionnement » de la Capitale (p. 49).

C'est toujours de prisonniers que traite le doc. n° 12 (pp. 55-58), du 22 mars 1578, mais cette fois-ci il s'agit des Cosaques qui accompagnaient le prétendant Alexandre dans sa tentative de s'emparer du trône de la Moldavie. Ils seront tous envoyés à Istanbul, pour servir sur les galères. Mais si ceux se trouvant entre les mains des Moldaves seront expédiés sans aucun dédommagement pour ces derniers, les spahis recevront pour chaque prisonnier 1.000 aspres, le montant de la somme étant à déduire du tribut.

Enfin, le dernier document de ce groupe — n° 13, pp. 58-62 — est un ordre impérial de juin 1584 adressé au prince de Moldavie Pierre le Boiteux. Nous y apprenons que les « gelep » qui achetaient annuellement du pays 300.000 moutons préféraient s'adonner à des opérations de change : ils achetaient contre leurs aspres des thalers, dont le prix était plus bas en Moldavie.

Le second fascicule du recueil si utile de Mihai Maxim sera dédié aux sources narratives. Il est à souhaiter qu'il paraisse le plus tôt possible.

M. B.

Les études publiées dans le deuxième fascicule du bulletin du Comité National de Littérature Comparée de la République Socialiste de Roumanie, SYNTHESIS (II, 1975, 308 p.), abordent trois problèmes : « L'universalité de Mihai Eminescu. Nouvelles approches » (articles signés par Eugen Todoran, George Ivaşcu, Cristian Popescu, George Muntean et un groupe de protagonistes de la sémiotique), « Interférences » (depuis *L'épopée de Michel le Brave dans la conscience balkanique* et jusqu'à *Blaga, poète orphique*), « Le réalisme dans les littératures sud-est européennes ». C'est ce dernier groupe qui offre aux lecteurs les communications données dans la section de littérature du III^e Congrès International d'Etudes Sud-Est Européennes qui a eu lieu à Bucarest en 1974 : Koço Bihiku (Tirana), *L'évolution du réalisme dans la littérature albanaise* ; Ilija Konev (Sofia), *Quelques questions au sujet de la formation et de l'étude comparée du réalisme dans les littératures du Sud-Est européen* ; C. Th. Dimaras (Athènes), *Réalisme et naturalisme en Grèce. L'offre et la demande* ; E. Moutsopoulos (Athènes), *Réalisme philosophique et réalisme littéraire dans la pensée néohellénique* ; Valeriu Râpeanu (Bucarest), *Nicolas Iorga et la définition du réalisme dans le Sud-Est de l'Europe*. D'autres communications se trouvent dans le deuxième groupe : Nikola R. Pribić (Florida), *Vuk Stefanović Karadžić Founder of Comparative Balkan Folklore* ; Medeea Freiberg, *Un roman sentimental français du XVIII^e siècle dans les Principautés danubiennes* (versions roumaine et néo-grecque des *Mémoires du Comte de Comminge de Madame de Tencin*).

A. D.

MIRCEA PĂCURARIU, *Listele cronologice ale ierarhilor bisericii ortodoxe române* (Listes chronologiques des dignitaires de l'église orthodoxe roumaine), tirage à part de « Biserica Ortodoxă Română », 93 (1975), 3-4, p. 322-355.

Auteur d'une histoire de l'église roumaine très documentée (Sibiu, 1972, 388 p.), le pr. Mircea Păcurariu a refait la série des métropolitains de Valachie, Transylvanie et Moldavie, et des évêques qui ont exercé leur autorité à des époques diverses : les listes débutent avec les évêques de Panonia Inferior, Moesia Superior, Dacia Ripensis, Dacia Mediterranea, Dardania, Moesia Inferior et Scythia Minor (Tomis, Callatis et, probablement, Histria et Tropaeum Traiani). L'autorité des évêques de Dristra s'exerça sur la Dobroudja, à partir de 1438 et jusqu'en 1860, quand le siège fut occupé par le roumain Grégoire II ; en 1857, un consistoire de dignitaires orthodoxes dirige la région du Bas-Danube (Dunărea de Jos) qui englobera toute la Dobroudja. Parmi les évêchés, quelques-uns sont plus anciens, comme celui de Rimnic, en Valachie, et de Roman, en Moldavie, pendant que d'autres ont traversé des périodes dramatiques, au long de leur existence assez courte, comme l'évêché de Muncaci et de Maramureș, fondé en 1479 et disparu, à cause des persécutions, au début du XVIII^e siècle (bon nombre d'évêques de cette région transylvaine furent jetés en prison ou assassinés par les princes et gouverneurs appartenant à d'autres confessions). Très utiles, les listes offrent des détails sur le laps de temps pendant lequel chaque dignitaire a exercé son autorité, les déplacements importants, la place du tombeau, de même que sur les régions habitées par des Roumains, mais qui, à cause des vicissitudes historiques, sont restées en dehors des frontières des principautés.

A. D.

RICHARD CLOGG, *A further Note on the French Newspapers of Istanbul during the Revolutionary Period (1795-1797)*, « Belleten », Ankara, 39, 1975, 155, p. 484-492.

Les précieuses données communiquées par cet article très dense complètent d'une manière heureuse un chapitre assez maigre de l'histoire de l'imprimerie dans l'Empire ottoman au XVIII^e siècle. Fondée pendant l'ambassade de Marie Gabriel Florent Auguste Comte de Choiseul-Gouffier au « Palais de France » à Istanbul, la typographie a été réorganisée à la suite d'une décision du Comité du Salut Public, en avril 1795. Le « citoyen » Raymond Verninac, « envoyé extraordinaire de la République Française près la Porte Ottomane » fut l'initiateur de cette nouvelle activité ; c'est la première précision faite par R. Clogg qui, basé sur la correspondance de l'ambassadeur britannique à la Porte, J. Spencer Smith, avec son supérieur, Grenville, British Foreign Secretary, corrige et développe l'article de L. Lagarde sur 'les journaux français de Constantinople à l'époque révolutionnaire' (« Journal asiatique », 1948). J. Spencer Smith a envoyé au ministère des affaires étrangères de Londres des copies de la « Gazette Française de Constantinople » et du « Mercure Oriental » qui, selon la déclaration de guerre de la Porte adressée à la France (comme le souligne l'auteur), participaient à une terrible « conspiration » ayant comme but « de renverser l'Univers ». L'ambassade vénitienne, dès son entrée dans la sphère d'influence française, contribua à ce concert, en diffusant des feuilles volantes, qui lançaient à la fin les cris de « vive la Liberté et l'Egalité ! » et de « vive la République démocratique de Venise », incendiaires à Istanbul et « unpleasant » à Londres. Richard Clogg considère cette campagne assez réussie, en jugeant d'après les rapports de Spencer Smith, en connexion avec le rapport de Hortolan qui avait rencontré 'des sans-culottes' à Bucarest.

A. D.

G. ZANE, *N. Bălcescu. Opera — Omul—Epoca*. București, Editura Eminescu, 1975, 415 p.

Les études réunies dans ce volume offrent une image suggestive du distingué intellectuel et du généreux révolutionnaire Nicolae Bălcescu, et, en même temps, restituent d'un coup le profond attachement du pr Georges Zane pour son héros; ces études ont été écrites au long de 40 ans. Toutes les contributions jettent une lumière nouvelle sur l'œuvre, c'est-à-dire sur la pensée et l'action de Nicolae Bălcescu grâce au contact très intime de l'interprète avec les manuscrits de son auteur; en effet, G. Zane a édité la correspondance et une bonne partie des écrits de Bălcescu. De cette manière, ce volume refait les pérégrinations de Bălcescu à travers l'Europe, ses liaisons avec de grands écrivains, comme Ion Ghica, Heliade Rădulescu, Vasile Alecsandri ou Ion Ionescu de la Brad, et précise son rôle dans le mouvement révolutionnaire de 1840 et pendant l'année décisive, 1848. G. Zane définit avec compétence l'idéologie de son héros, sa conception historiographique, et souligne qu'il fut parmi les premiers à argumenter d'une manière scientifique la nécessité de réaliser l'union des deux Principautés avec la Transylvanie et de conquérir l'indépendance politique, conséquence de cette union. La pensée de Bălcescu dévoile ses dimensions européennes, lorsque l'auteur parle de l'idée de nation et de l'esprit démocratique chez Bălcescu, lorsqu'il évoque les nombreuses liaisons avec les révolutionnaires polonais (surtout dans le chapitre dans lequel les lectures du grand révolutionnaire roumain sont reconstituées d'après les évidences de la bibliothèque polonaise de Paris), enfin, lorsque G. Zane, en partant du texte du *Capital* de Karl Marx, démontre que ce chef-d'œuvre a englobé, par le truchement du livre d'Elias Regnault, *Histoire politique et sociale des Principautés Danubiennes*, le matériel fourni par la *Question économique des Principautés danubiennes*, parue en 1850 et issue de la plume de Nicolae Bălcescu. Parmi les exégèses consacrées au grand révolutionnaire, le recueil du pr G. Zane occupe une place insigne; et c'est dommage qu'un résumé dans une langue internationale n'ait pas été ajouté à la fin.

A. D.

CRISTIAN POPIȘTEANU, *Cronologie politico-diplomatică românească, 1944—1974*, București, Editura Politică, 1976, 385 p.

Suivie au fil des années et des mois, l'action diplomatique de la Roumanie dévoile non seulement son envergure, mais encore son dynamisme, plus sensible dans la chronique des dix derniers ans. Pendant ce laps de temps, à peu près 3000 délégations étrangères ont visité la Roumanie et plus de 1700 délégations roumaines sont parties à l'étranger. Les visites, les traitatives et les accords avec les pays balkaniques occupent une place de choix; s'y ajoutent les réunions des comités pour la collaboration entre pays balkaniques, les manifestations scientifiques, sportives, culturelles. Les événements sont commentés et des fragments des déclarations officielles sont reproduites souvent, afin de mieux refléter les directions suivies par la République Socialiste de Roumanie. Les aspects fondamentaux sont, d'ailleurs, récapitulés et soulignés dans l'étude de Cristian Popișteanu qui offre, en même temps, une substantielle introduction à cette riche chronologie, et que l'auteur a mis à la disposition du lecteur dans les premières pages: *Politica și diplomația României socialiste în lumea contemporană* (La politique et la diplomatie de la Roumanie socialiste dans le monde contemporain).

A. D.

Dédié à Démètre Cantemir, le deuxième fascicule de DACOROMANIA. JAHRBUCH FÜR ÖSTLICHE LATINITÄT (herausgegeben von Paul Miron, Verlag Karl Alber, Freiburg, 1974) présente des aspects essentiels de l'œuvre du grand lettré roumain, avec un accent marqué sur le contexte politique international et les rapports avec les cultures balkaniques et du Proche-Orient. Signés par de réputés spécialistes roumains et étrangers, les articles sont groupés sous les rubriques : philosophie, histoire, littérature, linguistique et folklore. Un volume compact qui, en évoquant un encyclopédiste et une ample ambiance intellectuelle, introduit le lecteur dans la culture roumaine et les cultures sud-est européennes à l'époque des nouvelles orientations.

A. D.

Dictionarul limbii române (DLR). Serie nouă, tomul IX, litera R (Dictionnaire de la langue roumaine, nouvelle série, tome IX, la lettre R). București, Ed. Academiei, 1975, 641 p. (Académie de la République Socialiste de Roumanie).

Le Dictionnaire de la langue roumaine a été conçu comme un ouvrage commun des Institut linguistique de Bucarest, Institut de linguistique et d'histoire littéraire de Cluj-Napoca et le Centre de linguistique, d'histoire littéraire et de folklore de Iași. Dans le cas présent, c'est à l'institut de Cluj-Napoca qu'a été dévolue la tâche de le préparer. L'ouvrage repose sur des exemples recueillis dans les principales œuvres littéraires de langue roumaine parues depuis le XVI^e siècle. Il comporte de brèves précisions étymologiques pour chaque mot. Notons le nombre relativement grand des étymologies inconnues, se rangeant dans les catégories suivantes : 1) éléments autochtones antiques (*rașă* — canne, *releza* — trancher; *rezema* — s'appuyer, étayer; *rinză* — gésier); 2) botanique (*răcovină* — mouron, *răgălie* — souche, *răgășină* — racine d'un arbre détournée avec toutes ses ramifications, *rășură* — églantine, *rechie* — réséda); 3) médecine (*racilă* — maladie microbienne cachée et incurable; *rapân* — gale; *răguși* — s'enrouer, *rincă* — hernie); 4) arts et métiers (*rangă* — barre de fer, *răvar* — bâton pour pétrir le fromage, *relevei* — gourdin, *rolofel* — ronde); 5) histoire sociale (*raflă* — être quitte, *rantie* — menteau usé, *raslă* — isolation, *răști* — rudoyer, *rășură* — impôt payé par les hauts fonctionnaires de jadis sur leur salaire, *rediu* — petite forêt, bouqueteau). Des études spéciales, supplémentaires, sont encore nécessaires à ce sujet. Les éléments néo-grecs du XVIII^e siècle et du début du siècle suivant sont antérieurs à l'influence occidentale, notamment dans le domaine de la médecine et de l'enseignement (*rahitic* — rachitique, *reșetă* — ordonnance médicale, *reumatic* — rhumatismal, *ristic* — noix de gale, *ritos* — formellement, expressément). Le préfixe *re-*, fréquents dans les néologismes, rend sensiblement plus marqué le caractère latin de la langue roumaine moderne. Les mots d'origine latine constituant la charpente-même de la langue sont très nombreux, comme l'indique aussi le grand espace qui leur est réservé (par exemple : *ridica* — lever occupe 21 rubriques, *rupe* — rompre, 16 rubriques, etc.). Le mot latin *renes* — *rinichi*, reins n'était utilisé qu'au pluriel, de même que ses diminutifs *reniculi*, *renunculi* (*ad reniculatorum dolorem remedium*, Marcell. Med., 26, 36; *vessicam et reniculos*... *purgat*, Marcell. Med., 26, 132, V^e siècle). La forme *rodta*, d'abord un pluriel du genre neutre est devenue avec le temps un féminin singulier (voir *Grammatici Latini*, VII, 195, 53 et VII, 287, 23). La reconstitution présumée d'une forme *recor* à la base de *răcoare* — frisquet, pourrait se justifier par les parallélismes *acor*, *acror*, *aegror*, *albor*, *algor*, *amaror*, *dulcor*, etc.

H. M.

MAHIR DOMI, *Considérations sur les traits communs ou parallèles de l'albanais avec les autres langues balkaniques et sur leur étude*. « Studia Albanica », XII, 1975, p. 81—91.

C'est à juste titre que l'auteur souligne la portée de l'étude de l'albanais pour la linguistique balkanique. En ce sens, il tâche d'augmenter le nombre des phénomènes communs ou parallèles déjà enregistrés par Kr. Sandfeld dans son manuel publié en 1930 et devenu classique depuis. Mahir Domi procède d'abord à la revue des faits discutés par Sandfeld, en montrant que certains d'entre eux sont plus complexes, plus variés aussi qu'on ne le pense généralement. Par exemple, l'albanais ne connaît pas seulement un infinitif analytique, de type

me punue « travailler », mais encorc un autre de type *për të punuar* ; à côté de la forme analytique du futur *do të punoj*, on use également de la forme analytique *kam me punue* ; « la répétition du complément d'objet, direct ou indirect, par les formes atones des pronoms personnels, leur reprise ou leur anticipation par eux » (p. 85) est un trait commun de l'albanais et du roumain ; de même la fréquence de la parataxe. Outre ces faits, généralement connus, l'auteur se penche aussi sur certains phénomènes communs moins considérés : la reduplication du verbe dans l'aspect négatif (*donim, s'donin, θέλει δὲ θέλει, urea nu urea* « bon gré, malgré »), la reduplication d'un verbe à l'impératif (*λέγε, λέγε, thirr, thirr, minincă, minincă* « mange, mange »), la reduplication dans la formation des adverbes, le sujet exprimé par un pronom personnel à la première ou deuxième personne (*ngsihem në këmbe, citim ziarul*, « nous lisons la gazette »), le sujet indéterminé ou revêtu d'un sens général par la deuxième personne du singulier ou du pluriel, etc.

Il est hors de doute que les principes posés par la présente étude méritent bien d'être approfondis. D'ailleurs, la conclusion de l'auteur est une invitation à la collaboration scientifique en ce sens : « Il serait désirable d'entreprendre des recherches poussées et circonstanciées, dans le plan tant synchronique que diachronique, sur les plus importants „balkanismes" dans les diverses langues des Balkans, là où elles manquent, de même que des études confrontatives et comparatives entre les diverses langues balkaniques, surtout en syntaxe et en phraséologie » (p. 91).

H. M.

IVAN DURIDANOV, *Die Hydronymie des Vardarsystems als Geschichtsquelle*. Böhlau, Köln Wien, 1974, 384 p., 1 carte.

Le bassin du Vardar couvre avec ses affluents un espace de 28.116 kilomètres carrés, c'est-à-dire une superficie égale à celle de l'Albanie. Il est situé au cœur même de la Péninsule balkanique, en exerçant de ce fait et recevant une influence de toutes les régions en vironnantes, polarisant toutes les langues balkaniques. Étudier l'hydronymie de ce vaste espace n'est guère facile : carrefour, depuis les temps les plus reculés de différentes langues de l'Antiquité — thrace, illyrien, grec antique —, colonisé ensuite par les Slaves, mais avec un riche apport d'éléments allogènes médio- et néo-grecs, romans, albanais, turcs, il est plutôt difficile de réunir et de localiser exactement tout ce matériel lexical. Il serait impossible à une seule personne d'entreprendre à elle seule la périégèse ou une enquête de terrain pour enregistrer et « autopsier » tous ces documents de langue. Aussi, ne lui reste-t-il que de consulter les études spéciales et surtout les cartes les plus détaillées, autrement dit les cartes d'état majeur pas toujours accessibles vu leur intérêt militaire. Ajoutons encore que l'interprétation linguistique et tout particulièrement l'exacte précision des hydronymes sont rendues encore plus difficiles par la richesse et la variété de ce complexe géographique. Cependant, l'essai de mener à bonne fin une telle tâche en vaut la peine, à cause de la portée des conclusions historiques auxquelles il pourrait conduire.

En ces cas-là, la simple description des faits actuels ne peut suffire : l'enquête en profondeur s'impose, c'est-à-dire l'étude de la genèse et de l'évolution des hydronymes à travers les temps. Il est donc nécessaire de consulter les sources historiques, elles aussi fort variées : données fournies par les langues antiques de la famille indo-européenne, inscriptions grecques et latines, documents du Moyen-Age rédigés en vieux-slave, grec, latin ou turc ; à ceci, il convient d'ajouter les analogies avec les langues voisines. D'autre part, il convient d'avoir au préalable une vue d'ensemble, une sorte d'initiation onomatologique réalisée par la lecture de nombreux ouvrages similaires concernant d'autres espaces géographiques.

L'auteur du présent ouvrage a réuni, classé et expliqué 1055 noms de 907 rivières — grandes, moyennes et petites, longues d'au moins cinq kilomètres. Il a pointé ces noms sur une carte, en les numérotant pour qu'on puisse les retrouver plus facilement dans les pages où ils sont discutés, ce qui permet au lecteur d'en suivre la distribution géographique. Il est hors de doute qu'une continuité a existé dans le Sud-Est de l'Europe depuis les populations pré-romaines jusqu'aux peuples slaves. Les noms antiques se sont transmis souvent directement et parfois aussi par la filière des traductions, remarque s'appliquant aussi bien à l'hydronymie majeure qu'à l'hydronymie mineure, mais l'absence des sources directes rend parfois l'interprétation aléatoire. Tirer des conclusions sur les mouvements des peuples à partir d'un matériel linguistique sporadique et plutôt vague est une entreprise hasardeuse. Prenons par exemple l'affirmation : « Der ON *Desudaba* (Liv. XLIV, 26, 7), der in der Gegend der Stadt

Kočani an der oberen Bregalnica lokalisiert wird, enthält im zweiten Glied *-daba*, das dakomysische Wort für „Stadt“, und darf als Zeugnis mössischer Einwanderung in dieses Gebiet aufgefasst werden » (p. 21–22). En réalité *daba* ou *dava* « cité, ville » couvrirait une aire plus large que le territoire de la Mésie, car sur les 41 localités de ce nom attestées 23 sont en Dacie, 11 en Mésie Inférieure, 4 en Mésie Supérieure, 1 en Dalmatie, 1 en Macédoine et 1 en Thrace.

Considérée en principe, la persistance de la langue latine dans les toponymes est-elle aussi à admettre. L'auteur pense que deux ruisseaux de la vallée du Vardar, sur la grande artère qui liait à l'époque antique Ulpiana, en Mésie Supérieure, à la ville de Thessalonique, portent des noms d'origine latine. Ces ruisseaux sont : 1) la *Glaca* (du latin vulgaire *glacia* « glace », petit affluent (long de 14 km) sur la rive gauche du Vardar, dans le voisinage de Krivolac, au Sud-Est de Skopje, et 2) l'*Ortica* (lat. *hortus* + sl. *-ica*), petit affluent de la rivière de Lepenec, à l'Ouest des villages de Režance et de Dimce, au Nord-Ouest de Skopje et au Sud de Kačanik. L'hypothèse nous semble plausible, car *glacia* et *hortus* étaient des mots d'un large usage, qui ont persisté dans toutes les langues romanes, à cette exception que le dernier des deux fut remplacé à un certain moment en roumain par le terme d'origine slave : *grădină*. La popularité du mot latin *hortus* dans la Péninsule balkanique est également attestée par le serbocroate et le slovène *ort* « jardin », que l'on retrouve dans la toponymie aussi (P. Skok, *Dictionnaire étymologique*, Zagreb, 1973, vol. III, p. 630–631).

Le nombre des hydronymes d'origine roumaine monte à vingt et un. On les relève notamment dans la région habitée par les Aroumains, au Nord-Ouest et au Nord-Est de la ville de Bitola, ainsi que dans la contrée des Méglénoroumains qui s'étend à l'Ouest de Gevgelija, dans la vallée du Vardar, au Nord-Ouest de Thessalonique. Notons, dans cette région, partant de l'Ouest vers l'Est et du Sud vers le Nord : 1 – *Mengulova* (cf. *Mangul*), petit affluent de la rivière de Rapčiska, au Nord du lac d'Ohrid, sur le cours supérieur du Vardar, à l'Ouest de Gostivar ; 2 – *Armatsuški* (ar. *armătușit* « paré, armé »), petit affluent de la rivière Crnička, au Nord de Meglenci, au Nord-Est de Bitola (à 4 km. de ce ruisseau se trouve le village *Puturos*) ; 3 – *Marul* (cf. *mărul* « la pomme », village et petit affluent de la rivière Crna, à l'Ouest du sommet Veslec (1322 m.), au Nord-Est de Bitola et au Sud-Est de Prilep ; 4 – *Mukoška*, petit affluent de la rivière de Crnuška, prenant sa source dans la montagne de Mukos, au Nord de Prilep ; 5 – *Pešter* (sommet (1225 m) et ruisseau au Nord-Ouest de Skopje ; 6 – *Boulska* (*boul* « le bœuf »), petit affluent de la rivière Bošava, près du village de Boula, à l'Est de Kavadarci ; 7 – *Baciska*, ruisseau, dans les environs du village de Bačište, au Sud-Ouest de Skopje ; 8 – *Turtel*, ruisseau, village et sommet (1607 m) à l'Est de Štip ; 9 – *Negrevo*, ruisseau et village près de Berovo, à l'Est de Štip ; 10 – *Cuculeta* (cf. ar. *fujuieu* « sommet »), ruisseau près du village de Dunje au Sud de Štip ; 11 – *Cuculka*, ruisseau dans le voisinage du village de Dvorište, au Nord-Est de Štip ; 12 – *Valjamart*, petit affluent de la rivière de Ljumnica ; 13 – *Valea Raci*, de même ; 14 – *Vale di Leka*, de même ; 15 – *Vale Saka*, de même ; 16 – *Vale Mare*, de même ; 17 – *Urma Lupu*, de même ; 18 – *Barba*, de même ; 19 – *Kota* (cf. *col* « coude »), de même ; 20 – *Ro* (cf. lat. *ros* « rosée »), de même ; 21 – *Sat reka*, petit affluent de la rivière de Kojnarska, au Sud-Ouest de Gevgelija. Les dix derniers hydronymes sont situés à la frontière de la Yougoslavie avec la Grèce, à l'Ouest de Gevgelija.

Plus faible que l'influence roumaine, l'influence albanaise est surtout perceptible dans la région de Bitola, sur le cours supérieur de la Crna et dans les vallées arrosées par les rivières Treska et Eleška, se prolongeant dans certains cas jusqu'à Gevgelija, par exemple le nom de la rivière *Ljumnica* (cf. alb. *lum* « rivière »). „Der Name Ljumnica setzt wegen seiner slavisierten Form das Vorhandensein alter albanischer Bevölkerung voraus, mit der die Slaven bei ihrer Einwanderung in Berührung kennen und die wahrscheinlich allmählich assimilierten » (p. 363). L'auteur explique le nom de *Zurešnica*, en usage au Nord-Ouest de Bitola et au Nord-Est d'Ohrid, dans la région de Kruševo, par un prétendu mot slave **žura* « bruit », alors que dans ce cas il s'agit d'un mot albanais, à savoir *zhur*, « sable, scories très fines » (avec la variante *shur*, du lat. *saburra* « lest, ballast », cf. it. *savorra*, sard. *saurra*, catalan *sorra*, serbocroate *sòrnja*), cf. aussi le top. *Žur*, au Nord-Ouest de Prizren, dans la vallée du Drin Blanc. Le hydronyme *Grumaška*, ruisseau dans le voisinage de Grumazi, à l'Est de Bitola, semble être d'origine albanaise plutôt qu'aroumaine.

L'hydronymie d'origine turque témoigne des colonisations effectuées sous la domination ottomane, notamment dans les vallées fertiles de la région ; ces toponymes sont néanmoins assez sporadiques. Celle d'origine grecque est elle aussi assez rare ; on la trouve aussi au nord de la frontière gréco-yougoslave. Quant à l'hydronymie d'origine slave, elle ne comporte pour sa plus grande part d'éléments archaïques susceptibles de révéler certains mouvements de peuples ou succession de strates linguistiques à même d'être utilisés par l'histoire, afin de déterminer l'ancienneté des agglomérations humaines. L'hydronyme majeure est antérieure

aux Slaves, alors que l'hydronymie mineure découle souvent des noms donnés à des agglomérations instables. En dépits de tous ces aspects négatifs, l'étude de l'hydronymie des grands ensembles, comme celle du présent ouvrage, s'attaque à un matériel dont la richesse égale la variété suscitant des recherches comparatistes et de détail et constituant un auxiliaire précieux pour les linguistes, les historiens et les sociologues. Disons donc qu'elle est digne d'une étude systématique, en tant que véritable « archive des peuples ».

H. M.

TOMAS HÄGG, *Photios als Vermittler antiker Literatur. Untersuchungen zur Technik des Referierens und Exzerpieren in der Bibliothek*. Uppsala, 1975. 218 pp. (Acta Universitatis Upsaliensis. Studia Graeca Upsaliensia, 8).

Rédigée peu avant l'an 850, la *Bibliothèque* de Photios donne l'analyse de 270 ouvrages antiques, profanes ou religieux, dont 160 se sont perdus sur le parcours, n'étant plus connus de nos jours qu'indirectement, grâce justement au grand lettré byzantin susmentionné. La question qui se posait était de savoir dans quelle mesure l'héritage antique a-t-il été transmis inaltéré par Photios et dans quelle mesure celui-ci est-il intervenu pour l'enrichir. Afin d'éclairer ce mystère au moins en partie, une confrontation était nécessaire entre le texte de Photios et ce qui s'est conservé de ces œuvres, pour en dégager ses procédés et déterminer, d'une part, le degré d'authenticité des sources respectives, d'autre part, la contribution personnelle de l'auteur de la *Bibliothèque*. Tomas Hägg aborde la question avec une grande précision et beaucoup de patience : il délimite les procédés spécifiques, décrit la méthode de travail du futur patriarche, sa manière de dépouiller les sources, comment il rédige ses références, la façon dont il choisit ses mots, comment et où il s'écarte de l'original, quand il intervient pour changer, omettre ou ajouter et, surtout, quel est son style personnel. Ceci nous permet de mieux nous rendre compte de ce qui est antique et authentique par rapport à la contribution appartenant en propre à l'écrivain et compilateur du IX^e siècle. Fondé sur de vastes lectures, l'ouvrage est une contribution utile à l'étude du premier humanisme byzantin, dans le cadre duquel Photios occupe sans aucun doute la place la plus importante.

H. M.

TH. ST. NIKOLAU, *Αί περί πολιτείας και δικαίου ιδέαι του Γ. Πλήθωνος Γεμιστου*.

Thessalonique, Centre d'Etudes Byzantines, 1974, 138 pp. (Βυζαντινά κειμένα και μελέται, 13)

Le philosophe et humaniste Georgios Plethon Gemistos fut pendant longtemps professeur à Mistra (Péloponnèse). Il prit part aux Conciles de Ferrare et de Florence, en 1438, enseigna ensuite à Florence, fournit son apport à la fondation de l'Académie néo-platonicienne et finit par mourir dans sa patrie péloponnésienne en 1452.

Prix de l'Académie d'Athènes, le présent ouvrage expose de manière systématique les théories de l'éminent savant grec sur l'Etat et le Droit. Th. St. Nikolau tâche d'en dégager les sources antiques, ainsi que les idées modernes de la Renaissance, suggérées par de nombreuses lectures ou inspirées du contact de leur auteur avec la société italienne. Plethon plaide pour un changement radical de la mentalité byzantine de son temps, pour une meilleure connaissance de l'Antiquité classique, pour l'intronisation de la Raison et du juste équilibre des choses, pour une éducation civique dans l'esprit de l'équité et de la justice. Le bien individuel devait se subordonner au bien commun. Bref, ses idées visaient à assainir la vie sociale de l'Empire byzantin autant que celle de l'humanité en général. Le philosophe pensait qu'il fallait commencer par assurer la solide formation des dirigeants, qu'il faut doter d'une instruction très poussée et du sentiment de leur responsabilité. Il essayait d'éveiller la conscience de la solidarité grecque, afin d'assurer avec plus de succès la résistance devant l'invasion ottomane. Disons, pour résumer que Plethon navigait entre l'Antiquité classique et le Christianisme, entre Platon et Aristote, entre le mysticisme oriental et le rationalisme de l'Europe occidentale, à la recherche d'une voie nouvelle pour y aiguiller l'Empire byzantin menacé d'un danger mortel.

H. M.

L. RADOVICKA, Z. KARAPICI, A. TOMA, *Gjuha shqipe* (La langue albanaise), I, Shtëpia botuese e librit shkollor. Tiranë. 1975, 223 p.

Le manuel pour l'enseignement de la langue albanaise qui fait l'objet du présent compte rendu a été conçu pour les étrangers. Il se compose de trois parties, dont l'étude assure une connaissance de l'albanais supérieur au niveau moyen. Ses deux premières parties enseignent 2500 mots, ainsi que les principales règles et connaissances de grammaire nécessaires à un débutant. La troisième partie englobe des textes offrant un degré plus avancé de difficultés, destiné à consolider les acquis dans ce domaine.

Nous nous proposons d'examiner en ce qui suit la première partie, qui correspond au premier volume de ce manuel, le seul d'ailleurs sorti de sous presse pour le moment. Cette première partie comprend : un tableau de la transcription phonétique des sons albanais, trente leçons, plusieurs tableaux de grammaire récapitulatifs, un vocabulaire final alban-franco-anglais. Quant au problème essentiel du domaine de l'enseignement des langues étrangères, à savoir : celui du choix des textes, les auteurs tâchent de présenter par ce moyen les éléments de base pour la structure de l'albanais littéraire contemporain¹. Le critère fondamental les guidant dans leur choix est celui de la fréquence, c'est pourquoi le lexique respectif sera formé de mots d'usage fondamental. Le même critère servira aussi pour la sélection et l'échelonnement des éléments grammaticaux, introduits non pas par des définitions théoriques mais uniquement par le truchement des structures linguistiques, des textes et de la conversation. L'intérêt des auteurs porte surtout sur la morphologie et bien moins sur la syntaxe. Compte tenu de ce que le manuel s'adresse à des personnes qui ne sont pas spécialisées dans la linguistique, on a considéré utile de simplifier les classifications traditionnelles : pour la catégorie du genre, par exemple, seuls le masculin et le féminin sont reconnus. Des problèmes divers se posent notamment quand il s'agit de présenter les nombreuses désinences du singulier du pluriel des noms, ainsi que les modes et les temps des verbes. C'est pourquoi, presque à chaque leçon, les substantifs sont groupés en petit nombre d'après leurs désinences au pluriel, alors que les verbes, plusieurs ou un exemple unique mais représentatifs, sont conjugués *in extenso*. Dans le vocabulaire final, les mots sont reproduits au singulier et au pluriel, afin d'être appris par cœur sous ces formes-là ; pour les verbes, c'est le participe passé qui y figure pour la même raison ; pour notre part, nous estimons que dans ce dernier cas, la mention du parfait défini aurait eu son utilité. Une fois de plus, dans leur désir de faciliter la mémorisation des verbes usuels, les auteurs ont procédé à des simplifications de la classification traditionnelle, s'arrêtant, en revanche, pour approfondir chaque verbe de ceux qu'ils ont retenus. À part la sélection d'un certain nombre de pronoms, d'adverbes et de conjonctions, certains phénomènes morphologiques propres à la langue albanaise ont été présentés avec une insistance toute particulière : l'article enclitique, l'article proclitique possessif et adjectival. Les précisions d'ordre syntactique ne portent que sur les particularités de l'albanais et leur point de départ est toujours un phénomène morphologique : le régime des prépositions, l'emploi de certaines particules typiques telle la particule *po* dans des constructions d'une valeur aspectuelle, le redoublement du complément d'objet direct ou indirect, ainsi que l'ordre des mots dans les propositions interrogatives. Il aurait fallu cependant insister tout spécialement sur le phénomène syntactique du redoublement de l'objet, car il est introduit en même temps que les formes accentuées du pronom au datif et à l'accusatif, sans la moindre mention spéciale à son égard et sans l'appui des exercices qui auraient dû lui être dédiés.

Pour ce qui est de la phonétique, l'accent est posé, comme de juste, sur la prononciation, et les seize premières leçons portent sur des questions de graphie et de prononciation, de phonétique et de phonologie.

Chaque leçon s'organise comme suit : des textes illustrés, le texte proprement-dit, de caractère narratif, un ou plusieurs dialogues ; des exercices de prononciation, de structure, etc. Les auteurs ne se sont servis que rarement de la méthode traditionnelle de présentation des phénomènes grammaticaux. Ils ont préféré souvent les méthodes modernes, visant en tout premier lieu l'enseignement des structures caractéristiques ; par conséquent, la méthode visuelle est mise elle aussi au profit. Dans l'intention des auteurs, ce cours devrait servir aussi bien à l'enseignement sous le contrôle d'un professeur, qu'à l'étude individuelle. Mais il y a, dans ce dernier cas, le danger que certains phénomènes, bien qu'introduits dans le manuel, échappent

¹ À la suite d'un processus de longue haleine, gouverné par une *politique linguistique* judicieuse, l'albanais littéraire est cristallisé à l'heure actuelle, unifié, employé par tous les Albanais, ceux vivant au pays et ceux de l'étranger.

à l'attention de l'étudiant, parce que insuffisamment mis en lumière. S'adressant à des personnes parlant diverses langues, le manuel n'a pu être doté d'une traduction des termes à la fin de chaque leçon et il lui manque surtout les exercices de rétroversion, si utiles à l'étude individuelle. Peut-être que quatre ou cinq leçons récapitulatives serviraient beaucoup à consolider un matériel, par ailleurs riche et bien échelonné. Extrêmement utile aussi serait un index des matières ou le sommaire détaillé de chaque leçon, qui complèteraient heureusement les tableaux grammaticaux en fin de volume. Une dernière suggestion que nous nous permettrons de faire est d'inclure dans les deuxième et troisième parties du manuel des textes littéraires choisis de préférence dans des œuvres du XX^e siècle, ce qui aiderait beaucoup à la fluidité et au naturel de l'élocution.

Ce premier manuel de la langue albanaise, élaboré à Tirana² à l'intention des étrangers, est un instrument de travail depuis longtemps désiré. Inutile de souligner encore sa valeur pour tous ceux qui souhaitent apprendre l'albanais, mais ajoutons toutefois que les linguistes eux-mêmes en tireront profit pour un premier contact avec cette langue. Les deux autres parties du manuel apporteront sans doute la confirmation en ce sens.

C. V.

Δελτίον βιβλιογραφίας τῆς ἐλληνικῆς γλώσσης διὰ τὸ ἔτος 1973, *Bibliographical Bulletin of the Greek Language for the Year 1973*, ed. by G. Babiniotis, Athen, 1974, 67 S.

Bei dem vorliegenden Werk handelt es sich um eine bibliographische Übersicht über die Publikationen zur griechischen Sprache des Jahres 1973. Im Vorwort zu diesem ersten Band, einer laufenden Bibliographie der Arbeiten über die griechische Sprache, die in Griechenland und im Ausland erschienen sind, legt G. Babiniotis die Absicht der Linguistikabteilung an der Athener Universität dar, eine spezielle Übersicht über die jeweils neuste Literatur zur griechischen Sprache zu schaffen, und zwar in englischer Sprache, um einen größeren Interessenkreis anzusprechen. Es werden dabei berücksichtigt, a) ausschließlich Werke zur griechischen Sprache, wobei b) alle Epochen von der vorgriechischen Periode bis zum modernen Griechisch eingeschlossen sind. Geordnet wird das Material in folgende zwanzig Kategorien: 1. Allgemeines (Bibliographien, Sammelbände, Kongreßakten, Festschriften), 2. Dialektologie, 3. Epigraphik und Papyrologie, 4. Etymologie, 5. Grammatik, 6. Graphemik, 7. griechischer Sprachunterricht, 8. historische und allgemeine Linguistik, 9. Geschichte der griechischen Sprache, 10. „Sprachenfrage“, 11. Lexikologie, 12. Literatursprachen, 13. Morphologie, 14. Onomastik, 15. Phonetik, Phonologie, Morphonologie, 16. Prosodie – Metrik, 17. Semantik, Vokabular, 18. Stilistik, 19. Syntax, 20. Verschiedenes. (Man könnte nun darüber streiten, ob die Einteilung in allen Fällen sehr glücklich ist; wichtiger erscheint uns jedoch, daß eine thematische Ordnung der Titel vorgenommen wurde, weil auf diese Weise immerhin die Orientierung erleichtert wird.) Außerdem versucht man, bei den meisten Titeln eine kurze Charakteristik der Arbeit in englischer Sprache zu geben. Der Bibliographie ist ein Verzeichnis der ausgewerteten Zeitschriften vorangestellt, das sicherlich noch einiger Erweiterungen bedarf, Unverständlich bleibt uns z.B., warum die bulgarische Zeitschrift „Balkansko ezikoznanie – Linguistika balkanika“ fehlt; auch die sowjetischen Zeitschriften „Vizantijskij vremennik“ und „Voprosy jazykoznanija“ vermischen wir, ferner bieten die „Studia Albanica“ gelegentlich Material für diese Bibliographie. (Aufgrund dieses Versäumnisses fehlt z.B. ein Hinweis auf den Artikel von K. I. Logačev: Problema novogrečeskogo literaturnogo jazyka v postanovke osnovopoložnikov novogrečeskogo jazykoznanija, in: Vopr. jaz. 1973, 3, 105–113.) Am Ende des Bandes gibt es noch ein sehr hilfreiches Autorenverzeichnis.

Die beschriebenen Lücken sollte man für die Zukunft schließen, um diese Bibliographie zu einem vollständigeren und zuverlässigeren Informationsmittel zu machen. Eine wichtige Funktion hat diese Arbeit allerdings schon jetzt erreicht, indem sie nämlich die griechische Forschung im Ausland bekannt macht.

K. S.

² Etant élaborés dans la plupart des cas par des spécialistes étrangers, les manuels précédents ne reflétaient pas le stade actuel du développement de la langue albanaise littéraire: A. Dozon, *Manuel de la langue chktepe ou albanaise*, Paris, 1879; Max Lambertz und G. Pekmezi, *Lehr und Lesebuch des Albanischen*, Wien, 1913; M. Lambertz, *Albanisches Lesebuch*, Teil I–II, Leipzig, 1948; M. Lambertz, *Lehrgang des Albanischen*, Teil III, Halle, 1959; Martin Camaj, *Lehrbuch der albanischen Sprache*, Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1969.

WOLFRAM HÖRANDNER, *Theodoros Prodromos: Historische Gedichte* Wien, 1974 (Wiener byzantinistische Studien. 11)

Das *Μέγα ἔργον* (604 Seiten !) legt zum ersten Male eine kritische Textausgabe der historischen Gedichte des Theodoros Prodromos, eines der vielseitigsten und fruchtbarsten byzantinischen Schriftsteller des 12. Jahrhunderts, vor. Der Text gründet sich auf die gesamte bekannte handschriftliche Überlieferung; jedem Gedicht wird ein Regest vorangestellt und ein Kommentar angeschlossen, der auf Sprachliches wie auf Sachfragen eingeht. De vita et scriptis des Prodromos wird ausführlich behandelt — das Werk wird damit zum Markstein in der Prodromosforschung überhaupt — ebenso wie, gleichfalls über die edierten Texte hinausführend, über Funktion und Form seiner historischen Gedichte, deren Lexik und Metrik. Auch die Bibliographie, obgleich sie nicht den Anspruch auf Vollständigkeit erhebt, wird auf lange Zeit für die Prodromosforschung maßgeblich bleiben. Zu den vorhandenen auf den Prodromostext bezogenen Indizes hätte man sich noch einen Sachweiser gewünscht, der den Materialreichtum der Einleitung und der Kommentare erschließen hülfe.

Irm.

Древнерусские фрески, Выставка копий фресок и фрагментов росписей
[Einführender Aufsatz von В. К. Лаурина, Zusammenstellung des Katalogs durch Т. А. Ананьева, Photographien von Е. Ф. Ярославцева] Ленинград, 1965

Das Staatliche Russische Museum in Leningrad veranstaltete eine Ausstellung altrussischer Malerei, bestehend aus Fragmenten von Wandbildern aus Kiew und Staraja Ladoga sowie aus im Besitze des Museums befindlichen Kopien von Fresken aus Kiew, Černigov, Suzdal', Staraja Ladoga, Novgorod und Pskov. Den letztgenannten Kopien, die ein Katalog von V. F. Šuvdova aus dem Jahre 1928 vollständig erfaßt, kommt heute besondere Bedeutung zu, da die Originale zum großen Teil während des zweiten Weltkriegs zerstört worden sind. Der Ausstellungskatalog besteht aus einer wissenschaftlichen Einführung von V. V. Lavrina, der Beschreibung der ausgestellten Stücke durch T. A. Anan'eva und dem ausgezeichneten Bildteil von E. F. Jaroslavceva.

Irm.

ZAX. N. ΤΣΙΡΠΑΝΑΗΣ, *Μελέτιος Συρίγος (1586—1664). Θεσσαλονίκη*, 1971 (Sonderdruck aus der Zeitschrift *Γρηγόριος ὁ Παλαμᾶς* 54, 1971)

Der Zeitraum von 1600 bis 1670 ist im griechischen Geistesleben gekennzeichnet durch die Auseinandersetzung zwischen der Orthodoxie einerseits und den römisch-katholischen wie protestantischen Richtungen andererseits. Zu den stärksten Repräsentanten der konservativen Orthodoxie, der sich um deretwillen selbst gegen das diplomatische Spiel des Patriarchats stellte, gehört Meletios Syrigos aus Chandoix (Herakleion auf Kreta), Gelehrter und Priester zugleich. Nach J. Pargoire (1908/09), Γ. Γαλετάκης (1925) und Κ. 'Ι. Δουβουνιώτης (1914) gibt der Verfasser die Biographie des Syrigos, die nach Italien, Konstantinopel, die Moldau, Kiew und Kleinasien führt, unter Verwendung alles verfügbaren Materials. Die vollständige Erschließung des literarischen Nachlasses des Syrigos stellt noch eine Aufgabe der Zukunft dar.

Irm.

С. Б. ЛЬИИНСКАЯ, *Поэзия сопротивления в послевоенной Греции. Судьба одного поколения.* Москва, 1974

Aus den Quellen gearbeitet und durch zahlreiche Beispiele belegt, gibt die Verfasserin einen Überblick über die griechische Widerstandsliteratur aus der Zeit nach dem zweiten Weltkrieg. Sie stellt diese mit Recht in den großen Zusammenhang griechischer Widerstands-

littérature überhaupt, die in der Periode der Okkupation einen Höhepunkt erreichte, um dann, bedingt durch die politischen Verhältnisse, kontinuierlich festgesetzt zu werden. Für die Zeit, der ihr besonderes Augenmerk gilt, unterscheidet die Verfasserin zwei Gruppen von Autoren, die Vorkriegsgeneration, zu der etwa Jannis Ritsos und N. Vrettakcs gehören, und die „Generation des Widerstands“ mit T. Livaditis, M. Anagnostakis, T. Patrikics und anderen.

Im.

Les littératures européennes contemporaines et la tradition méditerranéenne. Zagreb, 1974

Im April 1973 veranstaltete der Kroatische Schriftstellerverband in Zagreb sein 6. Literaturkolloquium unter dem obengenannten Leitthema. Das Protokoll, das Ante Stamač zusammenstellte, umfaßt rund 50 Beiträge von Teilnehmern aus 20 europäischen und nordafrikanischen Ländern. Der erste Teil bringt die Arbeiten zum Themenkreis „Le destin de la Méditerranée“, während der zweite die „Cultures nationales“ beherrscht. Ich zitiere aus diesem die Südosteuropaforschung unmittelbar angehende Beiträge wie E. Čolaković, *La littérature des musulmans en Bosnie et en Herzégovine*; Z. Konstantinović, *Die Entdeckung des slawischen Mediterrans in der deutschen Literatur*; Z. Maković, *L'image de la Méditerranée dans la poésie croate récente*; M. Naupotić, *The Mediterranean in the poetry of Mak Dizdar and other poets of Herzegovina*; V. Vratović, *A mediterranean constant in Croatian literary culture*; J.-M. Palmier, *Vers une redécouverte de Panait Istrati?*; S. Račeva, *Auteurs classiques de la Méditerranée en Bulgarie.*

Im.

DINIĆ-KNEŽEVIĆ, DUŠANKA, *Položaj žena u Dubrovniku u XII i XIV veku* (La position de la femme à Dubrovnik au XIII-e et XIV-e siècles) Beograd, 1974, 224 pag.

La situation de la femme au moyen-âge, son rôle dans l'économie et dans la société ont été relativement peu traités dans la littérature de spécialité, ce qui marque l'importance du livre de D. Dinić-Knežević bien qu'il se borne à Dubrovnik et à la Serbie médiévales, aux XIII-e et XIV-e siècles. L'auteur explique cette délimitation par le fait que l'on manque en général de données pour la période antérieure, aussi bien au sujet de Dubrovnik qu'à celui de la Serbie, tandis que dans la période postérieure l'on n'enregistre pas des changements sensibles dans la position de la femme.

Le livre est divisé en sept chapitres dont l'ampleur dépend de la documentation disponible. Le premier chapitre présente le rôle de la femme dans l'économie étant donnée que c'est là que son activité ait pu le mieux se manifester. Les femmes de Dubrovnik sont réparties en trois catégories : les femmes économiquement et légalement libres, englobant les patriciennes et les bourgeoises, les femmes légalement libres, à savoir les paysannes et les servantes et finalement les esclaves dépourvues de tous les droits. En Serbie, il n'y avait que deux catégories : les femmes libres, à savoir les patriciennes et les citadines et les femmes dépendantes, à savoir les femmes des manants qui vivaient à la campagne et étaient attachées à la terre de leur seigneur. L'on parle d'abord des femmes des manants, se trouvant sur l'échelon le plus bas de la société, puis des citadines et finalement des patriciennes.

À Dubrovnik les femmes participaient très activement à l'achat et à la vente des biens immobiliers — maisons, terrains, vignobles — qu'elles avaient apportés en dot ou dont elles disposaient comme exécutrices du testament de leur mari. Les femmes mariées concluaient toutes ces affaires avec l'assentiment de leurs maris, les jeunes filles avec celui de leurs parents et les veuves librement lorsqu'il s'agissait de biens qu'elles avaient apportés en dot ou avec l'assentiment du Grand Conseil (*Veliko Veće*) lorsqu'il s'agissait de biens appartenant à leur défunt mari.

La situation était différente en Serbie, si bien qu'il s'y trouvait moins de femmes qui pouvaient librement se consacrer aux affaires. Dans les villes de Serbie où une bonne partie de la population étaient des étrangers, l'activité des femmes put mieux se développer; les femmes réussirent à trouver leur place dans l'économie et y devenir un facteur important.

Le deuxième chapitre traite de la femme mariée. Les mariages n'étaient pas conclus au gré et avec l'assentiment des futurs conjoints, mais selon la volonté de leurs parents

ou tuteurs qui signaient les contrats de mariage parfois plusieurs années avant la majorité de leurs enfants, qui intervenait pour les garçons à leur quatorzième année et pour les filles à leur douzième. Les filles avaient le droit de ne pas tomber d'accord avec le mariage conclu, mais leurs parents ou tuteurs étaient obligés de verser la dote promise, ce qui pratiquement empêchait le mariage avec quelqu'un d'autre, car un mariage sans dote était inimaginable dans le Dubrovnik médiéval. En Serbie, le problème ne se posait pas, étant donné que le droit slave ignorait de pareilles coutumes : les veuves pouvaient aussi disposer de la fortune du mari après sa mort, ce qui était valable pour toutes les couches sociales.

Le troisième chapitre traite de la position légale de la femme. Dans les Statuts de la république de Dubrovnik, de même que dans le Code de Dušan, l'on stipule explicitement que la femme est soumise au mari. Les Statuts de Dubrovnik diffèrent en ce qui concerne la position légale de la femme du Code de Dušan et des Statuts des autres villes du littoral et des îles : on n'y fait pas de différence entre les femmes des diverses couches sociales, toutes les femmes pouvaient être punies d'amendes, d'emprisonnement ou d'exil. Les circonstances étaient bien différentes en Serbie où des institutions semblables n'existaient pas probablement sauf dans les villes peuplées en majorité par des étrangers.

Le quatrième chapitre est consacré à la moralité. Étant donnée que Dubrovnik était une cité fort active et animée, le problème des vols, des bagarres, des disputes et des viols était toujours présent ; les victimes les plus fréquentes étaient les servantes pour lesquelles personne n'avait d'égards. Il en résultait un grand nombre d'enfants naturels qui, à partir de 1432, étaient reçus dans des hospices pour enfants trouvés mais qui parfois vivaient aussi dans la maison de leur père naturel. La luxure représentait aussi en Serbie un problème sérieux auquel s'attaqua encore Sava Némanjić ; il semble qu'il n'était pas rare d'avoir une malresse en plus de sa femme légitime, fait caractéristique surtout pour les villes.

Dans le cinquième chapitre il s'agit de la vie spirituelle, spécialement des rapports entre les citoyens et l'Église, des soins que ceux-ci prenaient pour le repos de leur âme. Les citoyens de Dubrovnik étaient magnanimes envers l'Église et les ecclésiastiques ; d'importantes sommes étaient léguées dans les testaments en vue du mariage de filles pauvres, etc. L'attachement à l'Église était profond aussi en Serbie, si bien que non seulement des hommes, mais aussi des femmes lui faisaient dons de leurs terres et probablement aussi d'argent.

Quant à l'instruction des femmes, on constate que malgré le fait qu'il y eût à Dubrovnik dès le XIV^e siècle des écoles en langue slave et latine, peu de femmes savaient lire et écrire même au XV^e siècle, car on considérait ceci comme superflu. Par contre, en Serbie où la vie spirituelle se déroulait sous l'influence de Byzance il y avait non seulement des femmes sachant lire et écrire, mais même des femmes poètes comme c'était le cas de Jefimija ou de la princesse Milica, épouse du prince Lazare.

Le sixième chapitre traite de la femme dans son ménage, de l'inventaire du ménage et de l'aménagement de celui-ci qui dépendait en grande partie du travail de la femme. À Dubrovnik le niveau de vie des classes privilégiées était très élevé : prospérité grandissante de la ville au XIV^e siècle, maisons des patriciens et des bourgeois richement meublées, parées de tissus décoratifs précieux et de la vaisselle en argent. Les maisons des princes et de la noblesse de Serbie étaient aussi aménagées avec beaucoup de magnificence.

Le costume italien avait été adopté très tôt à Dubrovnik, si bien que l'on mentionne dès le XIII^e siècle des habits à l'italienne et au XIV^e siècle la mode italienne était dominante ; on signale aussi à Dubrovnik des habits confectionnés à la manière slave et il est certain que le costume de Dubrovnik a pénétré aussi en Serbie. Les bijoux de Dubrovnik étaient importés en Serbie, mais il y en avait qui étaient aussi faits en Serbie et de là importés à Dubrovnik.

Dans son ensemble, ce livre fondé sur une vaste bibliographie et sur les documents d'archives réussit à nous donner une image claire et multiforme de la position de la femme dans le moyen âge yougoslave.

L. P. M.

MILOŠ BLAGOEVIĆ, *Die Agrikultur im mittelalterigen Serbien*, Beograd, 1972, 463 Seiten (serbisch).

Erschienen im Rahmen des serbischen Geschichtsinstituts als Ergebnis jahrelanger Arbeit, füllt das vorliegende Werk eine beachtenswerte Lücke auf diesem Gebiete aus. Im Mittelpunkt steht das tägliche Leben der damaligen Bauern.

Wenn im Durchschnitt eine Familie zwei Ochsen benützte, konnte sie mit der Pflugschar ungefähr soviel pflügen wie sechs Personen benötigen konnten, also etwa 26 Kübel, in unserer Berechnung 600 Liter Korn. Sicher war aber das Resultat der Ernte kleiner, da die Bauern gleichzeitig der Ausbeutung des Feudalherren ausgesetzt waren, der sich einen großen Teil aneignete. Auf jeden Fall, wurde ein Drittel der Felder von den Bauern unentgeltlich für den Feudalherren bearbeitet. Mit der Zeit wuchsen auch die Verpflichtungen, besonders in bezug auf das Pachtssystem sowohl im Ragusanischen, als auch im serbischen Gebiet.

Es sind zwei Arten von geschriebenen Quellen erhalten geblieben, die über das Agrarleben aus dem mittelalterigen Serbien berichten: in kyrillischer und in lateinischer Schrift, die ersteren in Serbien, die anderen in den dalmatinischen Städten, meist in Ragusa. Von den kyrillischen Quellen wären zuerst die Urkunden der Klöster zu erwähen, dann die Urbaren anderer Feudalherren, die wußten, daß ihre „Reserve“ nur durch den Frondienst der Bauern „anwachsen“ kann.

Anderer Quellen sind die fürstlichen Freibriefe, von denen viele einfache Übersetzungen aus dem Griechischen waren. Die bekanntesten sind die Freibriefe St. Dušans, dann diejenigen anderer Krals, der Erzbischöfe u.s.w. Die meisten Quellen enthielten einestheils Statuten und Akten in bezug auf den Getreide- und Weinbau, die besonders in jener Zeit erlassen wurden, als Ragusa die Herrschaft über die serbischen und bosnischen Dörfer innehatte, andererseits wurden sie vom Katasteramt Skadars erlassen, die damals unter der Herrschaft von Venedig stand.

Außer dieser zahlreichen geschriebenen Quellen, hat man sich auch ungeschriebenen Quellen bedient, wie z.B. Fresken, Miniaturen aus Klöstern, museales Material u.s.w.

Diejenigen, die bis jetzt die Industrie und die serbischen sozialen Beziehungen studierten, haben die materiellen Bedingungen dieses Phänomens nicht richtig erfaßt, da sie das ganze darüber existierende informative Material nicht in Betracht gezogen haben (Novaković, Jireček u.a.). Bahnbrechend sind die Studien G. Ostrogorski's und Vl. Soloviev' mit Bezug auf das Steuersystem, auf den Frondienst, auf Abgaben und andere Verpflichtungen der Bauern, sowohl in typisch byzantinischen, als auch in spezifisch serbischen Verhältnissen.

I. Die Produktionsgeräte. Handwerkzeug und Bespannwerkzeug. Das älteste landwirtschaftliche Gerät ist die Hauer, die im 14. Jahrhundert nach ragusanischen Quellen im Italienischen „motica“, „sappa“ oder „ligo“ genannt wird; in den Fresken der Klöster sieht man sie dreiförmig, trapezförmig, meist im Weingarten oder auf Wiesen verwendet. Einige sind groß, andere klein (Krummesser), wie in den Miniaturen von Vatoped, die im Buch angegeben sind. Ebenso sind aus Quellen Schaufeln, Spaten, die Spitzhacke (Picke) oder Krampen bekannt (Preis 15 Dinar), wie auch Sensen (47 cm. lang), Sichel, Krummesser oder Beil (aus Miniaturen).

Die symmetrische Pflugschar und der asymmetrische Pflug werden oft erwähnt. Die Ethnologen und Historiker haben sich davon überzeugt, daß die Pflugschar zentralen Typs sich besonders im Zentrum der Balkanhalbinsel verbreitet hat, während sie in den Randgebieten bergiger Gegenden andere Bezeichnungen hatten und andere Aspekte aufwies. Außer der eigentlichen Pflugschar bestand der Rest des Skeletts aus Holz. Der Autor bringt bis ins Einzelne gehend Skizzen und zeigt, z.B., daß sich in der Umgebung von Ragusa wertvolle Pflugscharen aus Eisen erhalten haben, die schon 1295 in Valona eingeführt wurden. In den Dokumenten der Klöster, in den Urkunden ist die Ausdehnung der Grundstücke festgelegt, die die Bauern pflügen mußten, es geht auch daraus hervor welche Art der Ackerung mit der Pflugschar durchgeführt werden mußte (S. 43 u.f.). Zu Beginn des 15. Jhts. werden Fälle angeführt (in Dalmatien), wo einige Grundstücke dem Bauer in Pacht gegeben wurden, zu deren Bearbeitung er Pflug und Ochsen erhielt (S. 47). Auch die Legende über den „trojanischen Krieg“, die im 14. Jahrhundert in Bulgarien umlief, erinnert an die Existenz des Pfluges (S. 48). Welche Art Pflug man verwendete und aus welchen Teilen er bestand, geht noch klarer aus den Fresken des Klosters Dečani hervor (14. Jht.) z.B. „Für den, der fremden Boden stiehlt“, „Kain war Landmann“ u.s.w., die der Verfasser im Buch als Reproduktion bringt. Der Regel nach wurde der Pflug von Ochsen gezogen, so wie es aus den ältesten Akten der Klöster hervorgeht (13.—14. Jht.). Die Pferde kommen erst später auf.

II. Das bebaute Land und die landwirtschaftlichen Kulturen. Von Rodungen (Urbarmachungen) der Wälder oder der Brachländer wird in den Dokumenten oft gesprochen. Nach byzantinischem Gesetz konnte derjenige, der ein bebautes oder unbebautes Grundstück gepachtet hatte, es drei Jahre lang benützen, mit der Vorbedingung es nicht mehr weiter zu verpachten (drei jähriges System). Nachdem war der Pachtvertrag gelöst oder verlängert.

Man baute Herbst- oder Frühjahrweizen, Gerste, Hafer, Roggen, Hirse oder Sorg an; von den Gemüsearten Linsen, besonders Bohnen und von den Industriepflanzen Hopfen, Lein (Flachs), die oft in den Rechnungen der Stadt Ragusa vorkommen (S. 96—110).

Von den durchgeführten Feldarbeiten bildet im 15. Jahrhundert das Ackern (Pflügen) die Grundlage, das „Umdrehen“ erschien später. Das Mähen und Dreschen sind die Arbeiten, die am meisten in den ragusinischen Dokumenten erwähnt wurden (S. 114–130). Der letzte Arbeitsvorgang wurde schon im 11. Jahrhundert mit Hilfe der Zugtiere durchgeführt.

Daß Weinbau betrieben wurde, geht aus Dokumenten des 12. Jahrhunderts hervor. Die Schenkungsurkunde an das Kloster von Hilandar ist eine Bestätigung dafür. Im 14.–15. Jahrhundert bescheinigen die Dokumente zahlreiche Erzeugnisse die auf italienischen Märkten Absatz fanden (S. 135–162). Die Obst- und Gemüsegärten werden ebenfalls sowohl in zivil- als auch in kirchlichen Akten seit dem 13.–14. Jahrhundert bestätigt (S. 162–164).

Im Kapitel „Die Instandhaltung des Ackerbodens“ (S. 175–212) hebt der Verfasser einige Arbeitsverfahren besonders hervor: das Düngen, die Bewässerung und Entwässerung, die Ernte, das Kelterverfahren, die, obwohl primitivartig, sehr wichtig waren, besonders im 15.–16. Jahrhundert, als die ragus. Pächter sich auf Kosten der Bauernerzeugnisse sehr schnell bereicherten. Umfassend wird die Art und Weise, analysiert in der die Agrikultur betrieben wurde. Es handelt sich um das Verpachten der Grundstücke, der Zugtiere, das Borgen des Samens. Das war der Stand der Landwirtschaft, nachdem die Bauern in Abhängigkeit des Raguser Patriziats und ihrer Vermittler gerieten.

Anschaulich reproduziert der Verfasser einige Abschnitte über die Rechnungen aus Ragusa und andere Akten (S. 223–334).

Das letzte Kapitel bezieht sich auf die verschiedenen feudalen Verpflichtungen der Bauern. Daraus ist zu schließen, wie schon oben erwähnt wurde, daß der Reingewinn des Feudalherren mindestens dreimal den des Bauern überstieg.

Schlußfolgernd kann gesagt werden, daß aus dem informativen Material Näheres über die landwirtschaftlichen Verhältnisse in bezug auf das gewesene ungarische Königreich und auf die rumänischen Fürstentümer nicht hätte fehlen dürfen. Auch aus Bulgarien hätte man Daten und Vergleichspunkte bringen können; dasselbe gilt für die unter byzantinischen und auch albanesischen Herrschaft befindlichen Gebiete.

In zweiter Linie muß gesagt werden, daß der Verfasser das Problem der freien Bauernschaft wie es sie z.B. in Byzanz gab, nicht erörtert hat, auch über das Leben der Bauern wird nicht viel gesagt. Man erfährt kaum einiges über die sozialen Verhältnisse und über die Lage der Bauern, die immer noch in feudale Abhängigkeit geraten.

Positiv muß doch hervorgehoben werden, daß die Arbeit Miloš Blagoevičs eine große Lücke in der serbischen mittelalterigen Historiographie ausfüllt. Die angeführte Zusammenfassung in englischer Sprache erhöht ihren Wert noch mehr.

T. B.

R. J. W. EWANS, *Rudolf II and his World. A study in intellectual history*, Oxford, At the Clarendon Press, 1973, XIV + 323 p., 16 pl.

C'est bien une étude, passionnante, d'histoire intellectuelle européenne, que nous a fourni le professeur d'Oxford, R. J. W. Evans. Par « *Intellectual History* », les historiens anglais et américains s'efforcent d'aborder une aire à la fois moins étendue et plus fouillée que celle qu'analysent, d'habitude, les historiens allemands sous le vocable de « *Kulturgeschichte* ». Néanmoins, la belle synthèse du professeur Evans réussit à intégrer peu à peu, dans ses chapitres successifs, toutes les données psychologiques, sociales, politiques, culturelles, intellectuelles, éducatives, littéraires et artistiques de l'époque de Rodolphe II.

Epoque complexe et souvent confuse, mal équilibrée entre les réminiscences de la Renaissance, voire du Moyen Age, et les aspirations vers des temps nouveaux, vers l'histoire moderne. Les confessions se livrent une lutte à mort, et le code politique de Machiavel sert à la fois aux catholiques, aux luthériens et aux calvinistes, justifiant tous les crimes, toutes les trahisons, tous les assassinats, tous les génocides. La Contre-Réforme est en pleine offensive, sur tous les fronts, sur toutes les frontières, les géographiques aussi bien que les spirituelles. Son fer de lance est représenté par les Jésuites, ces *Jésuviders*, comme les stigmatisait Johann Fischer dans son opuscule de 1580, le « *Jesuitenhütlein* », qui préfigure les *Provinciales*, à l'esprit près. Le fidéisme est loin d'avoir perdu ses prérogatives, il a pris des formes fanatiques et intolérantes que l'Europe avait rarement connues jusqu'alors. La pensée libre, qui domine l'époque de la Renaissance, est partout pourchassée et stigmatisée. La science politique n'a réussi à s'affranchir, dans quelques pays, de la tutelle de l'Eglise, qu'au prix de la réception de presque tout l'héritage de celle-ci, de son fanatisme et de son intolérance.

Peu à peu, la pensée libre a été refoulée, en Espagne d'abord, en Italie et même en France, ensuite. La plupart des pays protestants, les calvinistes, surtout, n'ont fait que changer les objectifs du fanatisme. L'Europe subit les épreuves d'une véritable *Contrerenaissance*, analysée récemment par les historiens de la culture européenne¹.

Pour l'Europe danubienne, sur laquelle se profilait la grande ombre de la Maison de Habsbourg, la période écoulée entre la mort du frère de Charles Quint, Ferdinand 1^{er} (1555—1564), et l'avènement du fanatique Ferdinand II (1619—1637) fut vraiment décisive. La politique impériale louvoie entre des formules opposées. Elle devra, d'ailleurs, le faire sans cesse, jusqu'à la fin, hésitant toujours entre les objectifs bien finis concernant la défense et la gestion correcte des possessions héréditaires des Habsbourgs, et les aspirations infinies, européennes, serties dès l'origine dans la couronne impériale héritée de Charlemagne. Mais jamais encore ces hésitations, ces louvoiements, n'ont été plus pénibles pour tous les peuples de l'Empire, pour l'Europe même, que durant le long règne de cet Empereur « insolite »² qui fut Rodolphe II (1576—1612).

Depuis les ouvrages touffus que lui avait consacrés l'historien tchèque A. Gindely³, cette silhouette impériale, si étrange, a tenté bien de biographes. Aucun, semble-t-il, n'a mieux pénétré la psychologie si complexe, jusqu'à la pathologie, de ce souverain aboulique que R. J. W. Ewans. Ce Mécène couronné, protecteur intelligent et éclairé de toutes les sciences et de tous les arts, n'a jamais su imposer sa volonté, dans sa propre famille et à sa propre cour, pas plus que dans la politique européenne. Préfiguration bizarre, à tant de points de vue, du règne de Joseph II (1780—1790), celui de Rodolphe II a rendu possible le maintien, pour près d'un siècle, de la souveraineté du Croissant sur le Danube moyen. Et, par son manque de clairvoyance et d'énergie, la politique impériale a permis aussi la mise en œuvre des forces et des tendances qui rendront inévitable la guerre de Trente ans, cette première, et si affreuse, guerre civile européenne.

Et pourtant Rodolphe II avait une intelligence très avertie, surtout en tout ce qui concernait les sciences et les arts. Il a fait de Prague, sa capitale chérie, le centre intellectuel et artistique de l'époque, à défaut de centre politique de l'Europe. Le chapitre qui traite du *Prague Mannerism and the Magic Universe* nous introduit dans ce monde, si touffu, si complexe, de la Renaissance nordique⁴, du baroque, du maniérisme, des sciences occultes, des Rose-Croix et des anti-trinitariens.

La Renaissance n'avait jamais pu se décider à renoncer à la pensée magique, à l'astrologie, à l'alchimie, à la pansophie, à la démonologie. L'épistémologie de la Renaissance — Michel Foucault l'a brillamment démontrée — ne faisait pas une place très grande à la raison humaine, pas plus qu'à l'expériment. Fruit tardif de l'esthétique de la Renaissance, le maniérisme fut une expression dirigée surtout vers le négatif, vers la résistance à toute loi générale, à toute symétrie classicisante, à tout effort visant à la facilité en matière d'art. Les œuvres de Gréco et de Tintoret en sont des exemples, comme l'avait démontré, dès 1924, le critique tchèque de Vienne, Max Dvořák. Visant à l'excentrique, le maniérisme se complaisait aussi dans l'international et le cosmopolite ; mais il fut, surtout, le triomphe du style⁵. C'est de lui que procède aussi bien le Baroque que la théorie moderne des correspondances, par laquelle l'intellect s'oppose à la nature. Sir Philip Sidney — qui avait visité Vienne, en sa jeunesse — illustre assez bien l'esthétique du maniérisme anglais.

Le grand problème que n'a jamais pu résoudre Rodolphe II — pas plus, d'ailleurs, que tous ses successeurs au trône impérial — a été celui de la place accordée aux intellectuels dans la société de l'Empire, et de la place des différentes nationalités soumises à la Maison d'Autriche. L'Empereur « insolite » a beau suivi la politique de son père, le sage Maximilien II (1564—1576), il a beau patronné les sociétés savantes, les cénacles de la libre pensée, où se sont formés ces grands éducateurs européens, Johann Heinrich Alsted et Jan Amos Komenský.

¹ H. Haydn : *The Counter-Renaissance*, New York, 1951 ; D. C. Allen : *The star-crossed Renaissance*, New York, 2^e édition, 1966 ; E. Battisti : *L'Antirinasimento*, Milan, 1962, et *Rinasimento e Barocco*, id. 1960.

² Voir l'étude de P. Erlanger et E. Neweklowsky (destinée au grand public) intitulée : *L'Empereur insolite : Rodolphe II de Habsbourg*, Paris, 1971.

³ *Rudolf II und seine Zeit*, 2 vols. Prague, 1862 — 1865. Plus récemment, un autre historien tchèque, Bohdan Chudoba, a étudié l'impact de la politique espagnole sur la politique impériale : *Spain and the Empire, 1519—1643*, Chicago, 1952, faisant suite à *Spanele na Bilé Hora*, Prague, 1945.

⁴ Voir O. Beněš : *The Art of Renaissance in Northern Europe*, 2^e éd. Londres 1965.

⁵ G. R. Hocke : *Die Welt als Labyrinth* (Hambourg, 1957) et *Manierismus in Literatur*, 1959, et aussi John Shermann : *Mannerism*, Londres, 1967.

Dès les dernières années du règne de Rodolphe II, tout avait été mis en place pour la grande offensive catholique, qui, par la guerre odieuse de 1618—1648, devait, pour trois siècles, soumettre tous les peuples de l'Europe centrale à la politique des Habsbourg.

D. A. L.

DOROTHY ANDERSON, *The Balkan Volunteers*, London, Hutchinson, 1968, 228 p., 12 pl., 2 cartes.

De tous les reproches qu'on pourrait faire à ce livre, et j'en vois très peu possibles, celui de s'occuper de la petite histoire serait le plus injuste. L'auteur a abordé hardiment une forme d'histoire dont la rareté a déjà été reconnue, sans que cette lacune fût pour autant comblée : l'histoire de la charité. C'est sous cet angle complètement nouveau que D. Anderson a choisi d'étudier les réactions de l'Angleterre victorienne pendant la crise orientale de 1876—1878. Ce faisant, elle nous offre un récit passionnant et, en même temps, un solide ouvrage auquel les références ne manqueront pas bientôt, lorsque la production historique des pays sud-est européens sera censée commémorer le premier centenaire de l'indépendance de la Roumanie, de la Serbie et de la Bulgarie.

L'œuvre des philanthropes britanniques a été le résultat d'initiatives privées, à une époque où l'opinion publique du Royaume était divisée entre la politique « turcophile » du gouvernement Disraeli et les pathétiques diatribes antiottomanes de l'opposition libérale. Ajoutons à ce propos que les anciennes relations de Gladstone avec les émigrés roumains de Londres, avec D. Bratiano après 1848, expliquent sa naturalisation roumaine dès 1866. Ainsi, les années de la guerre virent l'apparition de nombreux comités d'assistance dont les fonds étaient destinés soit aux vaillants combattants pour la cause de l'indépendance soit aux fidèles sujets du sultan, les uns et les autres également démunis de ressources et d'aide médicale. Autour de la National Aid Society (la Croix Rouge anglaise) et rivalisant avec elle proliféraient les Serbian Hospital Fund, Eastern War Sick and Wounded Fund, Turco-Serbian Relief Fund, Bulgarian Peasant Relief Fund, Bulgarian Relief Fund of the Turkish Missions Aid Society, Bosnian and Herzegovinian Fugitives and Orphans Relief Fund, Bulgarian War Victims' Fund for Non Combattant Sufferers, Metropolitan Committee for the Relief of the Distressed Bulgarians and other Refugees, Roumanian War Victims' Relief Society, League in Aid of the Christians in Turkey, Turkish Wounded Soldiers Relief Fund, Sick and Wounded Russian Soldiers' Relief Fund, etc. Quoique excessivement longue, la liste que nous avons dressée est loin d'épuiser le nombre des associations qui se proposaient de soulager les souffrances des deux camps. Parfois, la connaissance même des conditions locales restait à être acquise par les généreux bienfaiteurs sur le théâtre des combats acharnés que se livraient leurs protégés. La surprise d'un membre de la Chambre des Communes de découvrir que « these Bulgarians are European, fair-haired Christians like ourselves » en dit long sur l'ingénuité des premiers observateurs officiels.

D'autres voyageurs partis pour inspecter les champs de bataille allaient prendre la peine de compter les victimes des « atrocités » commises par les Turcs en Bulgarie, après l'insurrection d'Avril 1876 : le rapport d'Eugene Schuyler, diplomate américain qui avait rempli les fonctions de consul à Bucarest sous le règne d'Alexandru Cuza, établissait le chiffre des morts à dix mille, chiffre qu'une enquête de l'année suivante, tenant compte du retour des fuyards, devait encore réduire à 3 700. Les controverses opiniâtres sur l'authenticité des cas d'empalements signalés en Bosnie sont caractéristiques pour l'intérêt que la presse anglaise portait aux événements qui avaient ensanglanté cette contrée. A la relation d'un bombardement d'un hôpital militaire ottoman par l'artillerie russe on répondait avec force détails sur le traitement que les canonniers turcs avaient infligé aux hôpitaux roumains, en dépit de la convention de Genève. Un témoin du carnage, le docteur Armand Leslie, revenu de son préjugé en faveur du soldat turc qu'il avait considéré comme « the incarnation of sobriety and patience », avouera : « sometimes the Bulgarians are butchered, sometimes the Turks mutilated ». Tant d'autres sont ébranlés comme lui par le spectacle des villages et des moissons en flammes, par l'errance de milliers de femmes et d'enfants affamés.

Cependant, des gestes de sacrifice illuminent, par endroits, la poignante histoire que raconte Mrs. Anderson avec un talent remarquable. On retiendra, entre autres résultats de la mission du quaker James Long, la construction de vingt-deux écoles dans les villages des environs de Tatar Bazardjik. A elles seules, deux braves demoiselles, Pauline Irby et Priscilla Johnston avaient fondé en 1876—1877 seize écoles en Slavonie, quatre autres en Dalmatie

et un orphelinat à Zagreb. Pendant deux ans, malgré les inondations en Angleterre et la disette en Inde qui réclamaient ailleurs le majeur effort charitable, la contribution anglaise au secours du Sud-Est européen a dépassé 250 000 livres sterling.

Les difficultés à surmonter : mauvaise volonté, extravagance ou intolérance n'étaient pas seulement le fait des autorités auxquelles les délégués des comités anglais se trouvaient confrontés ici. L'auteur ne s'en cache pas. Sa lucidité teintée d'ironie augmente le plaisir de lire les pages sur l'irascible historien Freeman, ennemi juré de la politique de la Porte, ou sur Lady Strangford, qui, ayant manifesté quelques mois plus tôt sa sympathie pour les Serbes, agira en 1877 en faveur des Turcs. Pourtant, cette dernière figure impose le respect : après avoir attendu auprès de ses blessés l'entrée des Russes à Sofia, elle poursuivra ses activités à Constantinople pour améliorer la situation des réfugiés, elle dirigera encore un hôpital à Scutari en 1878 et, quatre ans plus tard, pendant la campagne du Soudan, on la retrouve au Caire soignant les blessés anglais.

D'un autre des personnages de ce livre on a pu dire : « *Of the Englishmen who sympathised with the subject races in European Turkey, some fought, some spoke, some wrote. Dr. Sandwith did all three.* ». En effet, Humphry Sandwith, dont l'énergie sans défaillances a fourni aux armées serbe, russe et roumaine, ainsi qu'aux prisonniers turcs, une aide médicale très nécessaire, donne l'exemple d'une vie vouée au progrès des peuples balkaniques. Depuis 1864 il avait longuement résidé à Belgrade ; auparavant, il était correspondant du *Times* à Constantinople, où il avait accueilli, à la veille de la guerre de Crimée, Lord Carlisle (voir les souvenirs de ce voyageur, *Diary in the Turkish and Greek Waters*, Londres, 1854, p. 44). Il fera une dernière visite en Bulgarie en 1879. Mais c'est à propos de son séjour en Roumanie (octobre 1877 — janvier 1878) que nous sommes redevables à Mrs. Anderson d'un des meilleurs chapitres de son livre où, avec un constant souci d'impartialité, sont retracées les vicissitudes des médecins et des correspondants de presse anglais dans le camp russo-roumain.

A la suite de l'appel lancé au nom de la Romanian War Victims' Relief Society, par un chirurgien anglais de Bucarest, le docteur Mawer, Sandwith et le révérend W. O. Lamson avaient apporté des renforts. Dès leur arrivée, ils ont été projetés au cœur d'une vraisemblable déroute. L'attitude méfiante et dédaigneuse du haut commandement russe, éprouvée aussi par le gouvernement avant que le grand-duc Nicolas se soit décidé à lui demander l'intervention de ses troupes, se traduisait par une sévère censure des informations et par la défense intimée aux médecins étrangers de franchir le Danube. Les blessés ne parvenaient donc à gagner les hôpitaux de Zimnicea, Turnu-Magurele et Giurgiu qu'après de longs délais, tandis que les trains sanitaires mettaient de 24 à 48 heures pour arriver à Bucarest par une seule ligne de chemin de fer, toujours très encombrée. A l'encontre de leurs alliés, « *the Romanians were more realistic and less dogmatic. Their reserves of money, medical staff and equipment, were limited, and they had a proper appreciation of the skill and experience of the best of the English military surgeons. They were prepared to accept help, and to assist the helpers to give that help.* ». Un hôpital de la Croix Rouge britannique fut établi à l'Ecole Militaire de Bucarest, dont à peine le quart des 82 lits étaient occupés. Il avait fallu la complicité du directeur général des hôpitaux roumains, Charles Davila, afin qu'une ambulance anglaise puisse se rendre à Plevna. Les docteurs Sandwith et Laseron ne parvinrent pas à passer sur la rive droite du Danube.

Après la prise de Plevna, le 10 décembre 1877, les plus dures épreuves allaient commencer, avec la traversée du fleuve en sens inverse par la foule de prisonniers transis de froid et souvent blessés ou malades du typhus. Le passage de 27 000 prisonniers par Zimnicea prit une semaine (21—27 janvier 1878). Les chiffres suivants ne sont pas moins accablants : 2500 malades à Zimnicea, 4000 à Şiștov. Désormais, les médecins anglais dépensaient pour les malheureux Turcs l'argent destiné à la Croix Rouge russe et se plaignaient de ne pouvoir acheter avec leur or d'autres aliments que du pain et des oignons. A Bucarest on accordait à 800 blessés les soins nécessaires à l'hôpital de Malmaison, maintenu par les contributions volontaires des habitants de la ville et puissamment aidé par la National Aid Society. La capitale avait reçu jusqu'au 7 janvier 8000 prisonniers auxquels venaient de s'ajouter encore 4000, hébergés dans des barraque, et on en attendait un autre convoi de 5000 hommes, en train de parcourir la longue route enneigée. La plupart devaient rebrousser chemin au printemps et leur rapatriement durera tout le mois d'avril.

Tels sont les principaux renseignements qu'on trouvera dans cet ouvrage sur les aspects sanitaires et humanitaires du combat livré par la Roumanie pour son indépendance. Il serait certes utile d'avoir un travail plus étendu qui fasse le point des efforts des Roumains pour organiser les services médicaux de leur armée. En attendant l'accomplissement, qui ne saurait tarder, de cette tâche, soyons heureux de cet aperçu de l'activité des médecins anglais, dont le rôle fut considérable.

Il y aurait encore à signaler dans le livre de D. Anderson les chapitres concernant le théâtre asiatique de la guerre, où le conflit fut encore plus sanglant. Partout, l'intention d'intégrer cet épisode de la valeur anglaise dans l'histoire générale est manifeste. Il faut reconnaître que l'auteur y a pleinement réussi, tout en brossant d'inoubliables portraits de ses héros, ces victorieux au grand cœur.

A. P.

KEMAL H. KARPAT and Contributors, *Turkey's Foreign Policy in Transition, 1950—1974*, Leiden, E. J. Brill, 1975, 233 p. (Social, Economic and Political Studies of the Middle East, Volume XVII).

Acht Beiträge türkischer und amerikanischer Wissenschaftler befassen sich titelgetreu mit der außenpolitischen Tätigkeit der Türkei nach 1950 und besonders in den letzten 15 Jahren als sich eine immer deutlichere Neuorientierung der türkischen Außenpolitik die Bahn bricht. Die Zeitspanne 1960—1974 kennzeichnet sich, wie dieser Sammelband unmißverständlich zum Ausdruck bringt, durch das Bestreben der Türkischen Republik, ihre Verhältnisse zur NATO und zu den Vereinigten Staaten, im Sinne einer ausgeprägteren Selbstbehauptung im internationalen Leben, neu zu gestalten. Die Mitgliedschaft der Türkei in der NATO orientierte, oder bedingte allenthalben, das ganze außenpolitische Verhalten dieser Republik in der Nachkriegszeit. Die stets tiefgreifendere Spannung, die in den letzten Jahren zu offenen Auseinandersetzungen zwischen den türkischen Emanzipationsbestrebungen und der amerikanischen Vormundschaft innerhalb der NATO führte, beeinflusste, manchmal ausschlaggebend, auch die Entwicklung der Beziehungen der Türkei zu den Nachbarstaaten. Die Titel der vorliegenden Beiträge sind gewissermaßen ein Beleg dafür: M. Gonlubol, *NATO and Turkey* (S. 13—50), G. G. Harris, *Turkey and the United States* (S. 51—72), K. H. Karpat, *Turkish Soviet Relations* (S. 73—107), K. H. Karpat, *Turkish and Arab-Israeli Relations* (S. 108—134), S. Bilge, *The Cyprus Conflict and Turkey* (S. 135—185), K. H. Karpat, *War on Cyprus: the Tragedy of Enosis* (S. 186—205), B. Tuncer, *External Financing of the Turkish Economy and its Foreign Policy Implications* (S. 206—224).

Am Ende des Bandes steht dem Leser noch zur Verfügung: eine Tabelle mit den türkischen Staats-, Ministerpräsidenten und Außenministern aus der Zeitspanne 1938—1974 und eine ausgewählte Bibliographie der türkischen Außenpolitik aus den Jahren 1950—1970.

V. C.

Monumente të arkitekturës në Shqipëri (Monuments d'architecture en Albanie). Tiranë, 1973, 133 pl. + 27 p.

Après plusieurs albums conçus de manière à présenter la lutte du peuple albanais pour sa libération nationale pendant la deuxième guerre mondiale et le renouveau du pays, les Editions « Naïm Frashëri » de Tirana publièrent en 1969 deux autres albums très appréciés à l'étranger aussi, l'un consacré à l'Art figuratif en Albanie et l'autre s'intitulant *l'Albanie socialiste en marche*. Suivant ce bel exemple, l'Université de Tirana, par son Institut d'histoire et de linguistique (Section archéologique) faisait paraître en 1971 un excellent album *Albanie archéologique*, fait pour bien mettre en valeur les résultats obtenus par les fouilles effectuées jusqu'à cette date. Si nous avons mentionné tous ces ouvrages, c'est pour mieux souligner l'intérêt accordé à la présentation illustrée des étapes significatives de l'histoire et de la culture albanaise. Cette manière de présenter les choses a l'avantage de fournir au public des images frappantes accompagnées de brefs commentaires synthétiques, faciles à assimiler, constituant un bon moyen de vulgarisation et offrant à l'étranger une possibilité de mieux connaître l'Albanie.

C'est dans ce même ordre d'idées que se place également le volume *Monument d'architecture en Albanie*, édité sous l'égide de l'Institut des monuments culturels de Tirana. L'ouvrage a le mérite de présenter grâce aux planches illustrées toutes les périodes parcourues par l'histoire albanaise, depuis l'âge de la pierre jusqu'à celui de l'édification du socialisme. C'est, en outre, un témoignage de l'intérêt accordé par l'Etat albanais actuel à la valorisation du patrimoine culturel-artistique national, ainsi que de son désir de le faire connaître par la masse du peuple.

Le riche patrimoine culturel hérité des époques révolues porte la marque de la civilisation millénaire du peuple albanais, de sa longue lutte pour la liberté et une vie meilleure,

de sa soif du Beau, concrétisée dans les œuvres de ses artisans habiles. C'est l'âme même de ces nobles descendants des Illyriens antiques, dont les édifices ont été dressés au cours d'une lutte incessante pour la sauvegarde de leur entité nationale.

En parcourant les planches de l'album, on suit l'évolution d'un certain goût, son adaptation aux conditions et aux exigences d'une époque déterminée, comme dans le cas des agglomérations si intéressantes de la fin du bronze et du début de l'âge du fer, épanouies dans les plaines fécondes de Corçea ou de Shkodra, avec leur centre fortifié autour duquel gravitaient plusieurs stations de moindre importance. On assiste, ensuite, à l'essor de la vie citadine au IV^e siècle av.n.è., quand naissent et se développent les villes illyriennes de Lissos, Albanopolis, Bylis, etc., de véritables centres de production artisanale, adaptés aux besoins de l'économie du temps. L'architecture illyrienne au IV^e—I^{er} siècles av.n.è. offre une physionomie nouvelle, propre à une phase supérieure du développement de la culture urbaine. Pendant la domination romaine, certaines villes connaissent une expansion en Épire, alors que d'autres meurent à jamais. On constate un changement dans leur aspect, à l'aube de notre ère ; c'est le moment où l'architecture adopte des lois nouvelles, lui permettant de bâtir des édifices géants, tels l'Amphithéâtre de Dyrrhachium. A présent, les villes principales seront celles en bordure de la mer : Dyrrhachium, Apollonia, Aulona, situées sur les grandes artères commerciales, comme celles menant à Scampinus (Elbasan), à Andrinoplc, etc.

Si rares que soient les édifices paléo-chrétiens d'Elbasan, Buthronton, Lin, ils attestent néanmoins un degré de civilisation en rien inférieur aux autres zones de l'aire balkanique. Les invasions eurent pour résultat de faire restaurer les fortifications antiques, les villes se distinguant par leur longue résistance contre les assauts des envahisseurs. Aux XI^e—XV^e siècles, l'architecture albanaise entre dans une nouvelle phase de développement, grâce à une économie féodale florissante, entraînant la résurrection de la vie urbaine dans toute une série de villes : Durrës, Shkodra, Lezha, Kruja, Berat, Gjirocastra, etc. A part l'architecture, c'est l'époque où la peinture aussi aboutit à un niveau remarquable, témoins les fresques des églises Ste Marie de Peshkopia (XI^e siècle) et de Labova (XII^e siècle). Tout un système de fortifications cernant Kruja reflète la glorieuse résistance anti-ottomane de Georgcs Castriote-Skanderbeg. Plusieurs mosquées marquent l'instauration de la domination ottomane, à Elbasan, Corçea, Vlora, etc. Enfin, l'essor économique des XVIII^e et XIX^e siècles fera de véritables œuvres d'art des ponts et aqueducs construits à l'époque, magnifiquement cristallisés aussi dans les maisons fortifiées, entourées de galeries extérieures, dans le style préféré des petits seigneurs féodaux ; on peut en admirer encore quelques exemplaires conservés dans les villes musées de Gjirocastra et de Berat.

L'architecture paysanne albanaise offre quantité d'éléments autochtones, parmi lesquels se glissent les emprunts des peuples voisins, adaptés aux besoins locaux. Particulièrement intéressantes sont les habitations fortifiées de la région septentrionale du pays, connues sous le nom de « *cula* albanaise ». Toutes aussi intéressantes sont les modestes maisonnettes à l'ossature de bois, spécifiques pour les zones de la plaine.

Notons encore que l'album présente les monuments symboliques pour certains moments de l'histoire contemporaine du pays. Parmi ces édifices figurent : celui où furent mises les bases du Parti Communiste Albanais et celui de l'Organisation de la Jeunesse Communiste Albanaise ; celui où a eu lieu le Congrès National, à Lushnja, en janvier 1920 ; la résidence du Gouvernement Démocratique Provisoire de l'Albanie Populaire, de Berat ; le monument consacré aux héros de la lutte anti-fasciste, de Tirana, etc.

L'Album des Monuments d'architecture en Albanie est un ouvrage accessible au lecteur étranger aussi, d'autant plus chaque image s'accompagne d'explications en albanais, français et anglais, ainsi d'ailleurs que le texte introductif.

G. M.

LYDIE HADERMANN-MISGUICH : *Kurbinovo. Les fresques de Saint-Georges et la peinture byzantine du XII^e siècle*. Deux volumes in —8°, 606 pages, 5 planches en couleurs, 75 + 191 illustrations, Éditions de Byzantion, Bruxelles, 1975.

Trente-cinq ans après une étude de R. Ljubinković destinée à révéler au monde scientifique les fresques de l'église de Saint-Georges de Kurbinovo, L. Hadermann-Misguich dédie au monument situé aux bords du lac de Prespa une monographie d'une richesse et d'une solidité exemplaires. Que l'ensemble des peintures de cette église vaut bien une analyse si minutieuse de son iconographie, de son répertoire ornemental et de son style, il n'est pas question d'en avoir des doutes : les fresques de St. Georges (1191) s'inscrivent parmi les

œuvres d'art les plus représentatives de l'époque tardo-connène, tout comme celles de l'église de St. Pantéléimon de Nerezi (1164) ou bien de l'église des Saints-Anargyres de Castoria.

Cette analyse « à la loupe » est menée à bonne fin à l'aide d'une méthode que l'auteur-même qualifie d'essentiellement historique (p. 7). Le monument est placé d'abord dans son contexte, sans que l'on néglige rien, ni le site agréable, ni l'architecture extrêmement simple, ni l'histoire plutôt conjecturale de l'édifice. Un court bilan des événements dramatiques qui se succédèrent depuis l'invasion normande et le sac de Salonique (1185) jusqu'à la prise de Constantinople par les Croisés (1204), précède une introduction à la peinture byzantine au XII^e siècle, vaste perspective à vol-d'oiseau qui n'est pourtant que l'avant-goût d'une infinité de comparaisons savantes par l'intermédiaire desquelles les détails de la peinture de Kurbinovo sont constamment projetés sur l'écran de tout un siècle d'art byzantin.

La description des sujets figurés à St. Georges et l'étude de leur iconographie forment la substance du deuxième chapitre du livre (pages 43—293). Le programme de décoration est soumis à un examen historique, ainsi que chacun des thèmes illustrés, dont les avatars sont décelés avant et après la crise iconoclaste. Un tableau général permet de regrouper les conclusions de l'analyse à fin de mettre en évidence le degré de nouveauté d'une image, son caractère archaïque, usuel, novateur, d'avant-garde ou même rare ou original (les frontières entre les différentes classes sont fixées d'une manière subtile — voyez, par exemple, la distinction entre « novateur » et « d'avant-garde » que l'on fait à la page 53). C'est ainsi que le grand nombre de représentations appartenant aux trois dernières catégories et témoignant d'habitude d'une signification christologique ou liturgique particulière (les « eaux vives » dans la Gloire du Christ de l'Ascension, l'Amnos, la grande Théophanie du mur occidental, etc.) se laisse découvrir à la première vue.

Le répertoire ornemental est examiné dans un chapitre à part, consacré à l'inventaire des motifs décoratifs, classifiés par l'auteur en « architectoniques » et « imitatifs » et jugés, eux-aussi, en fonction de leur banalité ou de leur caractère exceptionnel.

Une ample division du livre (pages 321—562) est réservée à l'étude stylistique des peintures de St. Georges de Kurbinovo ; elle réunit des considérations sur la technique byzantine de la fresque, sur les formes employées par les artistes et le modelé de ces formes, sur la conception de l'espace gouvernant les compositions, ainsi que sur les différentes « mains » discernables dans le décor peint de l'église. Cette « leçon d'anatomie » stylistique réussit à révéler « comment un artiste, usant d'une technique traditionnelle, d'un vocabulaire formel et de structures de composition courantes à son époque, pouvait, par l'interprétation de ces données usuelles, affirmer sa personnalité » (p. 551).

Le cinquième et dernier chapitre du premier volume (le second ne contient que des photos) offre une image articulée des rapports entre les fresques de Saint-Georges de Kurbinovo et des Saints-Anargyres de Castoria, ensembles étroitement apparentés, dus, au moins en partie, aux mêmes artistes. L'auteur établit l'identité entre l'atelier de Kurbinovo et un des peintres (ou même un groupe de peintres), qui avait travaillé à Castoria une dizaine d'années avant l'exécution des fresques de St. Georges.

Cette étape finale d'une analyse rigoureuse confirme, une fois de plus, le bien-fondé de l'option de l'auteur en faveur d'une méthode décidément comparatiste — le livre de Mme Hadermann-Misguich en est un aboutissement heureux, en même temps qu'une référence indispensable dans toute recherche future vouée à la peinture tardo-connène.

D. I.

LIVRES REÇUS

- Austro-Ungarska u Srbija 1903—1918* — Документи из бечких архива — II, 1904 [Сабрао и уредио Андрија Раденић], Београд, Историјески Институт, 1973, 793 p.
- Ayaktopu terimleri sözlüğü*, Ankara, 1974, Türk Dil Kurumu Yayınları, 1974, 49 p.
- Balkanistyka Polska* — Materiały z posiedzeń naukowych Komisji Bałkanistycznej przy Komitecie Słowianoznawstwa PAN w latach 1972—1973, Wrocław-Warszawa, Zakład Narodowy Imienia Ossolińskich Wydawnictwo Polskiej Akademii Nauk, 1974, 156 p.
- Başbakan Ecevit'le Sohbet*, Ankara, Ajans-Türk Matbaacılık Sanayii, 1974, 170 p.
- BAYAZ, AHMET, ISMET BAYDUR, *Türk dili dizin II, Cilt: XI—XXIV, Sayı: 121—240, Ekim 1961 — Eylül 1971*, Ankara, Türk Dil Kurumu Yayınları, 1974, 192 p.
- BAJKAL, BEKİR SITKI, *Tarih terimleri sözlüğü*, Ankara, Türk Dil Kurumu Yayınları, 1974, 186 p.
- BENGTSON, HERMANN, *Zum Partherfeldzug des Antonius*, München, Verlag der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 1974, 48 p.
- BERIDZE, V. V., *Грузинская архитектура «Раннехристианского» времени (IV—VII вв)*, Tbilisi, Издательство «Мецниереба» 1974, 39 p.
- Bibliografia historii polskiej za rok 1972* (Opracowali Stanisław Gluszek, Anna Malcówna, Irena Perzanowska), Wrocław-Warszawa, Polska Akademia Nauk, Instytut Historii — Zakład Dokumentacji, 1974, 379 p.
- Bibliographie d'études balkaniques*, vol. VII (1972), Sofia, Académie bulgare des sciences, Institut d'études balkaniques, Centre international de recherches scientifiques et de documentation, 1974, 381 p.
- Бобовац и Кралева сунјеска (catalogue)*, Београд, Музеј Примењене Уметности (14.III. —14. IV. 1974), 18 p.
- BOUBOULIDOU, PNAIDONOS K., *Βιογραφικὸν Σημεῖωμα—'Αναγραφὴ Δημοσιευμάτων*, Athènes, 1974, 46 p.
- BOUZEK, JAN, *Graeco-Macedonian bronzes (Analysis and chronology)*, Praha, Universita Karlova, 1974, 195 p.
- BULUTAY, TUNCER, YAHYA S. TEZEL & NURI YILDIRIM, *Türkiye Millî Geliri (1923—1948)*, Ankara, Sevinç Matbaası, 1974, 181 p. + Tablolar (séparé) sans pagination.
- Checklist of manuscripts microfilmed for the monastic manuscript microfilm library*, Saint John's University Collegeville, Minnesota, vol. I (Austrian Monasteries), Part 2 [Compiled by Julian G. Plante], Collegeville, Minnesota, 1974, 296 p.
- CIACHIR, NICOLAE, *Istoria modernă a Serbiei*, București, Centrul de multiplicare al Universității din București, 1974, 169 p.
- CICALA, MARIO, *Diritto ecclesiastico e ordine publico*, Torino, G. Giappichelli-Editore, 1974, 220 p.
- COMBA, ANDREA, *Organizzazione internazionale e ordinamento dello stato*, Torino, G. Giappichelli-Editore, 1974, 193 p.
- ČOP, BOJAN, *Inaouralica*, I, Ljubljana, Slovenska Akademija Znanosti in Umetnosti — Razred za Filološke in Literarne Vede —, 1974, 120 p.
- CSIKÓS-NAGY, BÉLA, *Problemi monetari del Comecon*, Trieste, Istituto di studi e documentazione sull'Est Europeo, 1974, 100 p.
- DÅGRON, GILBERT, *Naissance d'une capitale — Constantinople et ses institutions de 330 à 451* (Préface par Paul Lemerle), Paris, Presses Universitaires de France, 1974, 578 p.
- Defteri i regjistrimit të Sanxhakut të Shkodrës i vitit 1485 I* (Paraqitja, hyrja, transliterimi, përkthimi dhe komentet nga Selami Pulaha), Tiranë, Akademia e Shkencave e R.P. të Shqipërisë, Instituti i Historisë, 1974, 488 p.
- DEMPF, ALOIS, *Die Naturphilosophie Ockhams als Vorbereitung des Kopernikanismus*, München, Verlag der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 1974, 20 p.

- Deutsch-Rumänisches Kolloquium — junger Historiker, Kulturhistoriker und Zeitgeschichtler —*.
1. Teil: Juni 1972 in der B. R. Deutschland; 2. Teil: Dezember 1973 in der S.R. Rumänien, München, Eigenverlag der Südosteuropa-Gesellschaft, 1974, 150 p.
- Διήγησις τοῦ Ἀλεξάνδρου (The tale of Alexander, the rhymed version), (Critical edition with an introduction and commentary by David Holton), Thessaloniki, Βυζαντινὴ καὶ Νεοελληνικὴ Βιβλιοθήκη, 1974, 296 p. + V p. ill.
- Dil Yazıları, I—II, Türk Dil Kurumu Yayınları, 1974, 282 p. et 226 p.
- DILLON, MYLES & NORA K. CHADWICK, *The celtic realms*, London, Cardinal Edition, 1973, 430 p.
- DOBROVIČ, PETAR 1890—1942 (*Retrospektivna Izložba — Jun-Septembar 1974*, Beograd, Muzej Savremene Umetnosti, sans date d'apparition, 58 p. + ill. sans numérotation + 2 p. résumé en français.
- DRAGOJLOVIĆ, DRAGOLJUB, *Богомилство на Балкану и у Малој Азији I—Богомилски родоначалници (Уредник Ваца Чубриловић)*, Beograd Српска Академија Наука и Уметности — Балканолошки Институт, 1974, 233 p.
- ECEVIT, BÜLENT, *Demokratik sol ve Hükümet Bunalımı*, Ankara, Güneş Matbaacılık T. A. Ş., 1974, 90 p.
- EINEM, HERBERT VON, *Thorvaldsens „Jason“ Versuch einer historischen Würdigung*, München, Verlag der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 1974, 41 p. + 8 p. ill.
- ЕКМЕЧИЋ, МІЛОРАД, *Der Aufstand in Bosnien 1875—1878*, Tomes I—II, Graz, Historisches Institut der Universität — Abt. Südosteuropäische Geschichte, 1974, 439 p. (les deux tomes) + 1 carte.
- EMRICH, GERHARD, *Antike Metaphern und Vergleiche im lyrischen Werk des Kostas Palamas* (Inaugural-Dissertation zur Erlangung des Grades eines Doktor der Philosophie in der Abteilung für Philologie der Ruhr-Universität Bochum), Amsterdam, Verlag Adolf Hakkert, 1974, 279 p.
- EREL, ŞAFAK N., *Gayrimenkul rehinde sıra*, Ankara Üniversitesi — Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları —, 1974, 144 p.
- EROĞUL, CEM, *Anayasayı değiştirme Sorunu* (Bir Mukayeseli Hukuk İncelemesi), Ankara, Sevinç Matbaası, 1974, 266 p.
- ERSİN ONULDURAN, PH. D., *Political development and political parties in Turkey*, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1974, 116 p.
- ESİN, PARS, *Türkiye'de işveren sendikacılığı*, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1974, 288 p.
- FAKIH, AHMED, *Kitābu Evsāfi Mesācidi's-Şerīfe*, Ankara, Türk Dil Kurumu Yayınları, 1974, 119 p. y compris les ill.
- FROLEC, VÁCLAV, *Tradiční vinařství na Moravě*, Vydala Universita J. E. Purkyně v Brně — Filosofická Fakulta, 1974, 255 p.
- FÜRÜZAN, *Kuşatma*, Ankara, Bilgi Yayınevi, 1974, 323 p.
- FÜRÜZAN, *47'lider*, Ankara, Eilgi Yayınevi, 1974, 654 p.
- GAGERN, AXEL FREIHERR VON, HANS-JOACHIM KOLOSS, WULF LOHSE, *Ostafrika-Figur und Ornament*, Hamburg, Selbstverlag, Hamburgisches Museum für Völkerkunde, 1974, 76 p. + 16 p. ill. + 1 carte.
- GAIDAGIS, NICOS, *Calalogul cărților grecești de la Biblioteca Centrală Universitară „M. Eminescu” — Iași, vol. I (sec. XVI—XVIII)*, Iași, Biblioteca Centrală Universitară „M. Eminescu” 1974. 278 p.
- ГЕЦЕВА, КР'СТИНА, *Йордан Иванов — Биобиблиография* —, Sofia, Издателство на Българската Академия на Науките, 1974, 109 p.
- GENCAN, TAHİR NEJAT, HAYDAR EDISKUN, FAHA DÜRDER et EVER NACI GÖKŞEN, *Yazın terimleri sözlüğü*, Ankara, Türk Dil Kurumu Yayınları, 1974, 168 p.
- GEORGIEVA, CONJA & VELIZAR VELKOV, *Библиография на Българската археология (1879—1966)* (Bibliographie de l'archéologie bulgare), (Второ преработено и допълнено издание), Sofia, Издателство на Българската Академия на Науките, 1974, 477 p.
- GRAFSCHAFT, WALTER K., *Die Onomasiologie von "Sterben" im französischen*, Bonn, Romanisches Seminar der Universität Bonn, 1974, 332 p.
- GUAZZONI FOÀ, VIRGINIA, *La libertà nel mondo greco*, II, Genova. Istituto di Filologia Classica e Medievale, 1974, 147 p.
- Günümüzde türk dili (Bir Açık Oturum), Ankara, Türk Dil Kurumu Yayınları, 1974, 50 p.
- HARMANDALI İHSAN, Güreş terimleri sözlüğü, Ankara, Türk Dil Kurumu Yayınları, 1974, 46 p.
- HOFFMAN, STANLEY, *Decline or Renewal? France since the 1930*, New York, The Wiking Press, 1974, 529 p.

- Χρονικά τῆς Λαπῆθου 1972—1974, Τόμος II—III, Ἡ λαϊκὴ ἀγγειοπλαστικὴ τῆς Λαπῆθου (Ἀφιέρωμα εἰς τὴν λαϊκὴν οἰκονομικὴν καὶ κοινωνικὴν ζωὴν τῆς Λαπῆθου κατὰ τὸν ΙΘ' καὶ τὰς ἀρχὰς τοῦ Κ' αἰῶνας), Larpethos, 1974, 116.
- ILINSKAJA, S. V., *Появля соппротивления в послевоенной Греции—Судьба Одного Поколения*, Moskva, Издательство «Наука», 1974, 191 p.
- Югославия в области современных международных отношений—X съезд СКРЮ о внешней политике нерприсоединившейся социалистической Югославии, Beograd, Издательство: Савезни Комитет за Информације, 1974, 15 p.
- Întârirea esenței ae clasă și a rolului de avangardă al ligii comuniștilor din Jugoslavia, Novi Sad, Centrul Comitetului Provincial al Ligii Comuniștilor din Voivodina pentru studii politice și instruirea marxistă, 1974, 69 p.
- JARIS, PETROS, *La noche larga* — Relatos [Traducción, estudio preliminary y notas por Fotios Malleros K.], Santiago de Chile, Editorial Universitaria, 1974, 206 p.
- Das Jugendbuch als Medium literarischer Kommunikation* [Herausgeber: Karl Christoph Lingelbach — Charlotte Oberfeld], Marburg, Marburger Studienkreis für Europäische Ethnologie, 1974, 166 p.
- KELLER, HERALD, *Goethes Hymnus auf das Straßburger Münster und die Wiedererwerkung der Gotik im 18. Jahrhundert 1772/1972*, München, Verlag der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 1974, 83 p. + 18 ill.
- KIRRI, KOSTA P., Ἀνοικτὴ ἐπιστολὴ πρὸς ντεγκατὰς καὶ Ἐτζεβίτ — Ἐνας Ἑλληνας ἀδελφὸς μὲ εἰλικρινεῖα καὶ ἀνοικτὴ καρδιά — (Ἀνατύπωσις ἐκ τῆς Ἐφημερίδος «Κύπρος», 7, 14, 21/10/74), Leukosia, 1974, 15 p.
- KLIMOVSKAJA, G. I., *Историческая фонетика старославянского языка*, Tomsk, Томский Государственный Университет Им. В. В. Куйбышева, 1974, 102 p.
- KRÁL, VÁCLAV, *Myšlenkový svět historie*, Praha, Universita Karlova, 1974, 206 p.
- LAVAGNINI, RENATA, *Villoison in Grecia — Note di viaggio (1784—1786)*, Palermo, Istituto Siciliano di Studi Bizantini e Neellenici, 1974, 108 p.
- LEON, GEORGE B., *Greece and the Great Powers 1914—1917*, Thessaloniki, Institute for Balkan Studies, 1974, 521 p.
- LIAKOU, SOKR. N., Σύντομη ἐπισκόπησι τῆς ἱστορίας τῶν ἀρμενταρίων τῆς μικρῆς ἡπείρου, Thessaloniki, 1974, 50 p. y compris l'épilogue et les illustrations.
- LIVERI, A. I., Φυσικὴ καὶ ἱστορικὴ ἀναγκαιότητα τῆς παραγωγῆς — φιλοσοφία τῆς ἱστορίας —, Athènes, 1974, 233 p.
- LIVERI, A. I., Τάξεις καὶ κράτος — φιλοσοφία τοῦ δίκαιου —, Athènes, 1974, 198 p.
- LIVERI, A. I., Θεωρία πολιτικῆς οἰκονομίας — Ἱστορικὴ ἀνέλιξις τῶν παραγωγικῶν σχέσεων καὶ ἀναγκαιότητα τῆς ἰδιοκτησίας —, Φιλοσοφία τῆς Ἱστορίας καὶ εἰσαγωγὴ ἐπὶ φιλοσοφίας τοῦ δικαίου, Athènes, 1974, 500 p.
- Loos, MILAN, *Dualist Heresy in the Middle Ages*, Academie—Praha, 1974, 396 p.
- Lupta comuniștilor din Jugoslavia pentru pace, colaborare internațională egală în drepturi și socialism*, Novi Sad, Centrul Comitetului Provincial al Ligii Comuniștilor din Voivodina pentru studii politice și instruirea marxistă, 1974, 66 p.
- Lupta pentru construirea în continuare a autoconducerii socialiste și sarcinile Ligii Comuniștilor din Jugoslavia*, Novi Sad, Centrul Comitetului Provincial al Ligii Comuniștilor din Voivodina pentru studii politice și instruirea marxistă, 1974, 83 p.
- Материалы первой конференции молодых ученых, Выпуск 1*, Tomsk, Издательство Томского Университета, 1974, 254 p.
- MISIRKOV, KRSTE P., *O Македонских делах*, Skorje, Издатель «Македонское Ревю», 1974, 209 p.
- MISIRKOV, KRSTE P., *За Македонските работи — jubilejno izdanie po повод na stogodišnjinata od raboteto na avtorot*, Skorje, L'Institut de la langue macédonienne „K. Misirkov”, 1974, 175 p.
- Μνημοσύνον Σοφίας Ἀντωνιάδη, Venezia, Βιβλιοθήκη τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Βενετίας Βυζαντινῶν καὶ Μεταβυζαντινῶν Σπουδῶν, 1974, 415 p.
- Monumenta cartographica Jugoslaviae*, I, Античке карте [Selected and prepared by Gavro A. Škrivanić], Beograd, Историјски Институт, 1974, 60 p. + 7 il.
- MYL'NIKOV, ALEXANDR SERGEJEVIČ, *Vznik národně osvícenské ideologie v českých zemích 18. století — Prameny národního obrození* —, Praha, Universita Karlova, 1974, 259 p.
- Обичајно право и самоуправа на Балкану и у суседним земљама — Зборник радова са међународног научног скупа одржаног 1 и 2 новембра, 1971. год. у Београду*, Beograd, Српска Академија Наука и Уметности, 1974, 512 p.
- OĞUZKAN, A. FERHAN, *Eğitim terimleri sözlüğü*, Ankara, Türk dil kurumu yayınları, 1974, 248 p.

- ÖKÇÜN, A. GÜNDÜZ & AHMET R. ÖKÇÜN, *Türk antlaşmaları rehberi (1920—1973)*, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1974, 558 p.
- Olaylarla türk dış politikası (1919—1937)—Genişletilmiş üçüncü baskı —*, Ankara, Sevinç Matbaası, 1974, 287 p.
- ÖNER, OĞUZ, *Türkiye'yi ulustararası ekonomik kuruluşlara üye yapan antlaşmalar*, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1974, 360 p.
- PANDEVSKI, MANOL, *Национално прашање во Македонското ослободително движење (1893—1903)*, Skopje, Kultura, 1974, 318 p.
- PATRINELI, H. G., *Δημοσιεύματα Μανουήλ Γεδεών—'Αναλυτική άναγραφή—Athènes, 'Ακαδημία 'Αθηνών, Κέντρον 'Ερεύνης του Μεσαιωνικού και Νέου 'Ελληνισμού*, 1974, 115 p.
- PATRINELI, H. G., *Κρητικοί έμποροι στη Μολδαβία και την Πολωνία κατά τον 16^ο αιώνα (Ανάτυπον εκ του β' τόμου των πεπραγμένων του Γ' διεθνούς κρητολογικού συνεδρίου ('Εν Ρεθύμνυ, 18—23, Σεπτεμβρίου 1971)*, Athènes, 1974.
- PELEKANIDI, STILIANOY, *Σύνταγμα των παλαιοχριστιανικών ψηφιδωτών δαπέδων της 'Ελλάδος, I, Νησιωτική 'Ελλάς [συνεργασία Παναγιώτας I. 'Ατζακιά]*, Thessaloniki, Κέντρον Βυζαντινών 'Ερευνών, 1974, 188 p. + 141 p. + 7 p. ill.
- Poesia latina in frammenti — Miscellanea filologica [Questo volume è stato approntato dal prof. Giulio Puccioni con l'aiuto del dott. Salvatore L. Ingallina]*, Genova, Istituto di filologia classica e medievale, 1974, 382 p.
- Преглед издања — Српске Академије Наука и Уметности 1971 — 1972 [Уредник Радомир Лукић], Beograd, 1974, 171 p.
- PRIJATELJ, KRUNO, *Neobjeloda njent ciklus slika Mateja Ponzonija — Pončuna*, Split, Izdanje Galerije Umjetnina u Splitu, 1974, 23 p. + ill. sans numérotation.
- PSEUDO-LUCIANO, *Timarione [a cura di Roberto Romano]*, Napoli, Università, Cattedra di Filologia Bizantina, 1974, 196 p.
- RADOJKOVIĆ, VOJANA, *Филактерији енамљуци прилојаснице*, Beograd, Музеј Примењене Уметности, 1974, 143 p. у compris les ill.
- Recueil des législations des pays socialistes européennes sur la coopération économique (réunies par le Groupe d'études sur les relations Est-Ouest)*, Genève, Institut Universitaire de Hautes Études Internationales, 1974, sans une pagination continue.
- RISTOVSKI, BLAŽE, *Македонски народноослободителни песни*, Skopje, Институт за Фолклор, 1974, 88 p.
- ROBEK, ANTONÍN, *Lidové zdroje národního obrození*, Praha, Universita Karlova, 1974, 154 p. + 5 p. résumé et anglais.
- RZOUNEK, VITĚZSLAV, *Tajemství krásna — Estetické vztahy ke skutečnosti*, Praha, Univerzita Karlova, 1974, 73 p.
- SIGALA, ANTONIOU, *Ιστορία της ελληνικής γραφής μετά πρόδρομα και άρχαι της γραφής — Δευτέρα έκδοσις βελτιωμένη*, Thessaloniki, Κέντρον Βυζαντινών 'Ερευνών, 1974, 387 p.
- Συμπόσιον ή εποχή των φαναριωτών 21—25 άκτωβρίου 1970—Μνήμη Κλεοβούλου Τσοούκα*, Thessaloniki, 'Ιδρυμα Μελετών Χερσονήσου του αίμου, 1974, 481 p.
- Sisak i Bantja u revolucionarnom radničkom pokretu i ustanka 1941 — Zbornik —*, Sisak, 1974, 972 p.
- Социално-икономическо, Развитие на града, XV—XIX в. — Библиографски обзор на българската книжнина — Sofia, Българска Академия на Науките — Институт за Балканистика*, 1974, 221 p.
- TALBOT RICE, DAVID & TAMARA, *Icons and their dating — A comprehensive study of their chronology and provenance — with 200 illustrations, 9 in colour*, London, Thames and Hudson, 1974, 192 p.
- Тельтевский, П. А., Древние города подмосковья*, Moskva, Стройиздат, 1974, 181 p.
- UZUNOV, NIKOLA, *Regionalni aspekti privrednog sistema Jugoslavije*, Skopje, Ekonomski Institut na Univerzitetot „Kiril i Metodij”, 1974, 129 p.
- ΒΑΥΡΕΤΙČ, LADO, *Svobodačine in pravno varstvo prtpadnikov tujih narodov, ki žive v Jugoslaviji*, Ljubljana, Slovenska Akademija Znanosti in Umetnosti — Razred za Zgodovinske in Družbene Vede, 1974, 66 p. + 3 p. resumée en anglais.
- WEIGMANN, ROBERTO, *Responsabilità e potere legittimo degli amministratori*, Torino, G. Giapichelli-Editore, 1974, 407 p.
- The year's work in modern language studies*, vol. 35 (1973) [Edited by Glanville Price, M.A.], London, The Modern Humanities Research Association—W. S. Maney & Son Limited, Hudson Road Leeds, 1974, 966 p.
- YURDADOĞ, BERIN U., *Kitaplıkbtlim tertmlert sözlüğü*, Ankara, 1974, 111 p.

M. Grigoraş

**TRAVAUX D'HISTOIRE PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE**

- Documenta Romaniae Historica, B, Țara Românească, Volumul XI, 1593—1600. Domnia lui Mihai Viteazul**, Volum întocmit de Damaschin Mioc, Ștefan Ștefănescu ș.a. (Documents historiques de la Roumanie, B, La Valachie, XI^e vol, 1593—1600, Le règne de Michel le Brave, volume publié sous la direction de Damaschin Mioc, Ștefan Ștefănescu e.a.), 1975, 745 p.
- Actes du XIV^e Congrès international des études byzantines**, Bucarest, 6—12 septembre 1971. Publiés par les soins de M. Berza et E. Stănescu, vol. I, 1974, 525 p.; vol. II, 1975, 656 p., ill.; vol. III, 1976, 737 p.
- Actes du IX^e Congrès international d'études sur les frontières romaines**, Mamaia, 6—12 septembre 1972. Edité par D. M. Pippidi, 1974, 558 p.
- Actes de la XII^e Conférence internationale d'études classiques — EIRENE — Cluj-Napoca. 2—7 octobre 1972**, Société des études classiques de la République Socialiste de Roumanie. Coédition avec Adolf M. Hakkert, B. V., Amsterdam, 1975, 767 p.
- Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen, Fünfter Band 1438—1457**, Begründet von Franz Zimmermann, bearbeitet von Gustav Gündisch, 1975, 639 p.
- Mihai Viteazul**, culegere de studii (Michel le Brave, recueil d'études) sous la rédaction de Paul Cernovodeanu et Constantin Rezachevici, 1975, 280 p.
- OLTEANU, ȘT.**, Les pays roumains à l'époque de Michel le Brave (L'Union de 1600), «Bibliotheca Historica Romaniae», Monographies, XIV, 1975, 159 p.
- Nouvelles études d'histoire**. Publiées à l'occasion du XIV^e Congrès des sciences historiques, San Francisco, 1975. Vol. V, 1975, 274 p.
- Bibliografia istorică a României. IV. 1969—1974** (Bibliographie historique de la Roumanie, vol. IV, 1969—1974). Comité de rédaction : Ștefan Pascu et Bușor Surdu, 1975, 514 p.
- Inscriptiile antice din Dacia și Scythia Minor**. Inscriptiones Daciae et Scythiae Minoris Antiquae, 1975, Vol. I. Sous les soins de I. I. Russu, 265 p.
- Relations between the Autochthonous Population and the Migratory Populations on the Territory of Romania**. A collection of studies. Editors: Miron Constantinescu, Ștefan Pascu and Petre Diaconu, «Bibliotheca Historica Romaniae», Monographs, XVI, 323 p.
- PIPPIDI D. M., Scythia Minora. Recherches sur les colonies grecques du littoral roumain de la mer Noire**, 1975, 314 p.
- NEAMȚU, VASILE**, La technique de la production céréalière en Valachie et en Moldavie jusqu'au XVIII^e siècle, Bibliotheca Historica Romaniae, Section d'Histoire Economique, Etudes n^o 52 (7), 1975, 170 p.
- Cronica anonimă a Moldovei 1661—1729** (Pseudo-Amiras). Studiu și ediție critică de Dan Simonescu (Chronique anonyme de la Moldavie — 1661—1729 — Pseudo Amiras. Etude et édition critique par Dan Simonescu), 1975, 172 p.
- ȘANDRU, D. Reforma agrară din 1921 în România** (La réforme agraire de 1921 en Roumanie), 1975, 360 p.
- Fontes Historiae Daco-Romanae. III. Scriptores Byzantini, Saec. XI—XIV**, Ediderunt : Alexandru Elian et Nicolae-Șerban Tanașoca, 1975, 569 p.
- KOGĂLNICEANU, MIHAIL**, Opere (Œuvres), Edition critique parue par les soins de Dan Simonescu, vol. II Serieri istorice (Ecrits historiques), texte établi, étude introductive, notes et commentaires par Alexandru Zub, 1976, 676 p.
- CONSTANTINESCU-MIRCEȘTI, C.**, Păstoritul transhumant și implicațiile lui în Transilvania și Țara Românească în secolele XVIII—XIX (Les bergers transhumants et les implications de leurs occupations en Transylvanie et en Valachie aux XVIII^e—XIX^e siècles), «Biblioteca istorică», XLIV, 1976, 170 p.

REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., XIV, 3, P. 371—578, BUCAREST, 1976



I.P.I. c. 1351

43456

Lei 40. —